

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12306 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

- DIMANCHE 19-LUNDI 20 AOUT 1984

## LA CONVENTION DE DALLAS

### Les ennuis des démocrates font le bonheur du candidat Reagan

Washington. - Rien décidément ne semble pouvoir assombrir la bonne fortune de M. Reagan. Les démocrates ont eu beau retrouver un peu d'allant grâce à M. Ferraro, M. Mondale a bien pu montrer son adversaire dans l'embarras en affirmant que le déficit budgétaire rendait insupportable, quel que soit l'élu de novembre, un relèvement des impôts, le président sortant n'en conserve pas moins une large avance dans tous les sondages quatre jours avant l'ouverture, lundi 20 août, à Dallas, de la convention qui entérinera sa candidature. La chaîne de télévision NBC lui donnait ainsi un avantage de 23 points sur l'ancien vice-président de M. Carter. Cette marge est l'une des plus fortes qui aient été relevées ces derniers mois mais M. Reagan est régulièrement crédité, depuis la fin juin, de 10 à 15 points d'avance, ce qui est déjà très confortable.

Mardi, au lendemain de la convention de San Francisco, M. Mondale avait pourtant réussi, brièvement, à s'adjuger une majorité des intentions de vote. Les quatre journées de couverture télévisée dont venait de bénéficier son parti y avaient contribué, mais plus profondément un réel

De notre correspondant

courent était alors passé entre les démocrates et le pays. Epouvanté pour de nombreux électeurs, le pasteur Jackson avait su arrondir les angles de son timonisme et prononcer un éloquent discours dont la puissance avait forcé l'admiration. M. Hart avait sa, lui, surmonter son amertume pour appeler les délégués à désigner M. Mondale par acclamation et, dans leurs rangs au moins, l'euphorie unitaire l'avait emporté.

La querelle des impôts

Visible sur les écrans de télévision, elle avait rebasculé l'image d'un parti qui était également parvenu à se montrer aussi réaliste, nationaliste et libéral que généreux, désireux d'une détente avec l'URSS et attaché aux valeurs morales de l'effort individuel et de la famille. M. Mondale enfin s'était fait singulièrement plus moderne qu'à son ordinaire en ayant pris une femme comme coadjutrice et en s'installant dans le créneau de M. Hart - celui du « futur ».

Ainsi recentré et dépoussiéré, le Parti démocrate devenait

d'autant moins inoffensif pour les républicains que la première salve tirée par son candidat était bien visée. Après que M. Mondale, le dernier jour de la Convention, se fut engagé à augmenter les impôts pour réduire le déficit, et eut assuré que M. Reagan, mais lui sans le dire, s'apprêtait à en faire autant et au détriment des plus défavorisés, le président sortant s'était en effet retrouvé sur la défensive. Il se contenta, dans un premier temps, d'affirmer qu'il n'a aucun « plan » de ce genre, puis précisa qu'il s'opposerait à tout relèvement de l'impôt sur la personne physique, puis s'engagea, au bout de plus de deux semaines, à refuser « toute » augmentation de la pression fiscale. Entre-temps, le vice-président George Bush, avec lequel M. Reagan se représente, aura eu le temps de se montrer beaucoup moins catégorique, et M. Mondale, tranquillement triomphant, peut ironiquement suggérer, le 7 août, un débat télévisé entre les deux futurs colistiers républicains.

Son succès sur un problème sensible par excellence est total. Si l'opinion, pourtant, est demeurée pour l'instant totalement

insensible, c'est que 76 % des Américains s'attendent à ce que le futur président, quel qu'il soit, augmente leurs impôts, mais qu'ils sont beaucoup moins nombreux (30 % contre 46 %) à imputer la responsabilité du déficit à M. Reagan qu'aux parlementaires démocrates qui résistent à la réduction des dépenses civiles.

Autrement dit, le sentiment anti-Etat reste un solide atout pour les républicains, et l'opinion garde plus de reconnaissance à M. Reagan de la réduction des taux de chômage et d'inflation qu'elle ne lui tient rigueur du déficit et des sacrifices qu'il imposera à court ou moyen terme.

Paradoxalement, le point marqué dans cette affaire par M. Mondale lui aura donc surtout permis de mesurer le chemin qu'il a encore à parcourir en deux mois et demi seulement.

Or ce constat est d'autant plus inquiétant pour lui que M. Reagan est aujourd'hui beaucoup moins susceptible qu'au printemps d'être mis en difficulté sur sa politique étrangère.

BERNARD GUETTA.  
(Lire la suite page 3.)

## Avec ce numéro

LE MONDE  
AUJOURD'HUI

(Sciences, médecine, formes et idées nouvelles)

Le dangereux succès des cosmétiques

## ESPAGNE

### L'Eglise au ketchup

(Page 4)

## VENEZUELA

### Partie de pêche à l'indienne

(Page 4)

## ALGÉRIE

### Sur les chantiers de la révolution

(Page 5)

## TAIWAN

### Les dragons de la nuit

(Page 5)

## ATTENTATS, EMBUSCADES

### La résistance à Israël se durcit dans le sud du Liban

Beyrouth. - Les Israéliens apprennent au Liban du Sud ce que signifie une vraie résistance nationale. Plus ils isolent leur zone d'occupation - et ils viennent de resserrer l'étau, - plus l'hostilité à leur égard s'exacerbe et se propage.

Au rythme de trois opérations par jour, leurs troupes sont harcelées, maintenues sur le qui-vive, accablées à la défensive. Ce ne sont pas de grandes opérations, spectaculaires comme celles des fedayins palestiniens. Ainsi, au cours des dernières vingt-quatre heures, il y a eu trois attentats : deux tirs de pistolet-mitrailleur et un lancer de grenades sur des patrouilles israéliennes qui ont fait plus de peur que de mal. Mais ces attentats, pour modestes qu'ils soient, n'en sont pas moins plus exemplaires, l'objectif étant de créer une insécurité pour tous les Israéliens ou collaborateurs d'Israël au Liban du Sud, ce qui est sans riposte possible, plutôt que de rechercher des actions spectaculaires et de susciter des ripostes efficaces ?

En se situant qu'à des objectifs militaires, en opérant strictement dans le cadre des territoires occupés, la résistance libanaise a acquis, même aux yeux des opinions occidentales ultra-sensibles aux problèmes d'Israël, le droit d'être considérée précisément comme une résistance légitime et non comme du terrorisme.

En agissant en silence, inlassablement, quotidiennement, sans verser dans la propagande, quasiment sans diffuser de communiqué, elle a de plus forcé le respect, et aucune condamnation publique ou privée, pas même du gouvernement américain, n'a été émise à son égard.

Le dos au mur, le gouvernement israélien cherche des parades sans en trouver, ce qui, insensiblement, fait gagner du terrain en Israël à l'idée de l'indivulnabilité d'un retrait du Liban du Sud. Une fois de plus, vendredi 17 avril, il vient de

De notre correspondant

donner un tour de vis au blocage de sa zone d'occupation - le quart du territoire libanais environ - pour la rendre plus hermétique. Plus de passage dans le sens nord-sud, sauf pour les voitures de tourisme munies de visas délivrés au compteur, au sud même (depuis la fermeture du bureau de liaison de Dbyeh, près de Beyrouth en secteur chrétien) et pour les pions. Déchargement obligatoire des marchandises sur une esplanade à la lisière de la zone

d'occupation en vue d'un transbordement sur un autre camion. Cela pour tout ce qui provient de la zone dite « nationale », c'est-à-dire sous contrôle chéite ou druze. Les chrétiens, pour leur part, jouissent d'un traitement privilégié ayant la faculté d'atteindre le sud par bateau (trois liaisons quotidiennes cinq fois par semaine) à partir du cinquième bassin du port de Beyrouth, sous contrôle des forces libanaises (milices chrétiennes).

LUCIEN GEORGE.  
(Lire la suite page 3.)

## UN ENTRETIEN AVEC M. PHILIPPE SÉGUIN (RPR)

### Ne pas croire qu'un retour au pouvoir est chose acquise

Député RPR des Vosges, vice-président de l'Assemblée nationale, maire d'Épinal, M. Philippe Séguin est souvent présenté comme l'un des principaux représentants des générations montantes de l'opposition. Il développe dans l'entretien qu'il nous a accordé des analyses nuancées et critiques, tant sur certains comportements du pouvoir socialiste qu'à propos de certaines attitudes de ses amis politiques.

- Que pensez-vous de l'état politique que nous sommes en train de vivre ?

- Je crois que l'état politique aura été marqué par deux événements ou deux non-événements : le feuillet du référendum d'une part, l'élection corse d'autre part. Pour ce qui concerne le référendum, il est de bon et de mauvais feuillets en été. Je ne suis pas certain que celui-ci ait été du meilleur goût et, en tout état de cause, qu'il ait véritablement passionné les Français.

- Quant à l'élection corse, elle me paraît avoir recélé deux enseignements majeurs. Le premier c'est que l'on ne dira jamais assez

les risques et les implications d'un scrutin proportionnel pour perturber une situation qu'on croit a priori relativement claire. Le second est moins que jamais l'opposition ne doit considérer que son retour au pouvoir n'est qu'une question de calendrier et relève de la plus simple formalité.

- J'allais oublier que cet été nous a valu un nouveau gouvernement. Mais, à vrai dire, pour moi, le changement d'homme à la tête du gouvernement avait moins d'importance que le changement politique qui, lui, était déjà fait depuis de nombreux mois.

- Vous soutenez que l'affaire du référendum est une sale histoire pour l'opposition...

- Effectivement, je crois que nous nous sommes mis dans un mauvais cas en provoquant le pouvoir sur ce terrain, et qu'il n'est pas de bonne issue pour l'opposition dans cette affaire. Elle peut espérer au mieux limiter les dégâts. Elle s'est portée en terrain découvert. Le président de la République en a profité. Il lui faut maintenant se replier en bon ordre.

- Cela n'a pas été une bonne affaire sur le plan tactique. Cela n'a pas été une excellente affaire sur le fond. Car pour maintenir un semblant de cohérence dans notre discours, nous avons été conduits parfois à oublier quelques principes auxquels nous devrions demeurer plus attachés.

- Cela étant, je pense que le tort que nous avons eu - et l'avertissement qu'il nous apporte - c'est de sous-estimer ce fait : le référendum n'était qu'un élément d'une stratégie beaucoup plus complète de la part du président de la République. L'enjeu de cette stratégie me paraît demeurer la question sociale.

Propos recueillis par  
MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 7.)

## DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

### La libération de Paris vue par Jean-Paul Sartre

Le lundi 21 août 1944, troisième jour de l'insurrection par laquelle « Paris doit se libérer lui-même », le premier numéro non clandestin du journal *Combat* est vendu dans les rues, sur une seule feuille, avec le sous-titre « De la Résistance à la révolution ». L'autorisation de paraître, impudemment attendue depuis le 18, a été enfin accordée par le décret du général de Gaulle, en même temps qu'à d'autres organes de la Résistance, *Libération*, *France-Trois*, *Défense de la France*.

Le lendemain, installé dans les locaux où était imprimé le *Pariser Zeitung* des Allemands, qui ont vidé les lieux en y laissant des armes et des munitions, le rédacteur en chef de *Combat*, Albert Camus, commande à son ami Jean-Paul Sartre, venu le voir, et qu'il avait, quelque temps auparavant, mis en liaison avec le Mouvement *Combat*, un reportage sur les journées de la libération en cours. Sartre s'y met aussitôt. Il est membre du Comité national des écrivains et du Comité national du théâtre - Huis clos a été créé en mai, le *Malentendu* de

Camus en juin, ainsi va le théâtre sous l'Occupation - et, à ce titre, il « occupe » la Comédie-Française, place du Palais-Royal, avec, notamment, l'actrice Marie Bell et le dramaturge Armand Salacrou. Ce dernier et aussi Simone de Beauvoir, avec qui Sartre loge dans un hôtel de la rue de Seine, et leurs amis Michel Léiris, qui des Grands-Augustins, et Jacques Boz, à Montparnasse, lui racontent de quoi compléter le récit des événements tels qu'on peut être témoin « un promeneur dans un Paris insurgé ».

C'est sous ce titre que le reportage paraît finalement, en sept articles, dans *Combat* du 28 août au 4 septembre 1944, avec un décalage d'une dizaine de jours par rapport aux scènes qu'il décrit, à l'instar du Victor Hugo des *Choses vues*, note au jour le jour durant cette semaine que tous savent historique (1).

Quarante ans après, pour célébrer l'anniversaire de la libération de Paris et la naissance d'une presse libre que le *Monde* aujourd'hui entend perpétuer, c'est la première fois que ces arti-

cles seront republiés. Sartre ne les ayant jamais repris dans un de ses volumes. On les lira ici même à partir de lundi 20 août et jusqu'au 27 août, lendemain du jour où le peuple de Paris, massé des Champs-Élysées à l'Hôtel de Ville et à Notre-Dame, fête sa liberté recouvrée en une manifestation immense, la plus grande qu'ait connue jusqu'à présent la capitale, et que décrit le dernier article.

Journalisme et littérature, Sartre ne les dissociait pas. Fin 1944, Camus l'envoya comme reporter pour *Combat* aux États-Unis, d'où il écrivit aussi des articles pour le *Figaro* de Pierre Bresson. En 1945, il affirmait dans la présentation, restée fameuse, de sa revue *Les Temps modernes* que « le reportage fait partie des genres littéraires et qu'il peut devenir un des plus importants d'entre eux ». Les modèles invoqués étaient *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, de John Reed, et le *Testament espagnol*, d'Arthur Koestler.

Son propre roman, *Les Chemins de la liberté*, fut conçu dès le début comme un reportage sur le

présent tel qu'il apparaît à une conscience, à un sujet « situé ». S'il est resté inachevé, c'est que le temps de l'écriture ne parvenait plus à rattraper le temps historique : au moment où Sartre vivait la libération de Paris, ses personnages en étaient à la crise de Munich, en septembre 1938, et il ne parviendrait pas à leur faire rejoindre les journées d'août 1944, sur lesquelles il pense alors terminer le roman.

Ainsi, le fin des *Chemins de la liberté*, peut-être faut-il le lire dans ce reportage modeste et grand, délibérément non politique, mais porté par une exigence morale qui ne pèse pas, et écrit à chaud dans ce style qu'on dirait tendu entre Jules Renard et Malraux, entre la notation nue et la formule emblématique, le style inimitable de Sartre.

MICHEL CONTAT.

(1) On en trouve un récit très proche de celui de Sartre, mais sous une forme plus cursive, dans le deuxième volume des *Mémoires* de Simone de Beauvoir, *La Force de l'âge*, paru en 1960 (Gallimard, p. 606-613).



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Lundi 20 août.** — Etats-Unis : convention républicaine à Dallas (jusqu'au 23).  
**Mardi 21 août.** — RFA : Procès des faux carnavats de Hitler. Philippines : Premier anniversaire de l'assassinat de Benigno Aquino.  
**Vendredi 24 août.** — Genève : Reprise des négociations indirectes sur l'Afghanistan.

### Sports

**Dimanche 19 août.** — Automobile : Grand Prix d'Autriche de formule 1 ; Voile : Départ de Québec-Saint-Malo à la voile.  
**Mardi 21 août.** — Football : Championnat de France (2<sup>e</sup> journée).  
**Vendredi 24 août.** — Football : Championnat de France (3<sup>e</sup> journée).

### LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 \$ ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 70 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 475 F. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 36 F. ; Norvège, 10,00 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Royaume-Uni, 480 F CFA ; Suède, 100 kr. ; Suisse, 1,30 F. ; Yougoslavie, 110 ml.

5, RUE DES ITALIENS  
 75427 PARIS CEDEX 09  
 Tél. MONDOPAR 69572 F  
 C.C.P. 4287 23 PARIS  
 Tél. : 246-72-23

### Le Monde

Service des Abonnements  
 5, rue des Italiens  
 75427 PARIS CEDEX 09  
 C.C.P. Paris 4287-23  
**ABONNEMENTS**  
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
 FRANCE  
 341 F 685 F 859 F 1 080 F  
 TOUS PAYS ÉTRANGERS  
 PAR VOIE NORMALE  
 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F  
 ÉTRANGER  
 (par mandat)  
 L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
 PAYS-BAS  
 381 F 685 F 779 F 1 240 F  
 IL - SUISSE, TUNISIE  
 454 F 836 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne  
 Tarif sur demande.  
 Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre au chèque à leur demande.  
 Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : vos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
 Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
 Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats par mandat de paiement.

### LE MONDE diplomatique

**AOÛT 1984**  
**DU BON USAGE DES ESPIONS PAR TEMPS DE « NOUVELLE GUERRE FROIDE »**  
 EN VENTE : 11 F  
 CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
 Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
 Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969) Jacques Foccart (1969-1982)  
 Imprimé de « Monde » S.A. des Indes  
 Reproduction interdite sous peine de poursuites judiciaires  
 Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
 ISSN : 0395-2037

## IL Y A VINGT ANS

# La mort de Palmiro Togliatti



Voilà deux mois un million de personnes honoraient le cercueil d'Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien, dans une cérémonie qui prenait l'allure d'un deuil national. Plus d'un témoin se souvenait évidemment des rites qui, vingt ans avant, avaient entouré le catafalque de son prédécesseur, Palmiro Togliatti, en ce même lieu, sur le parvis de Saint-Jean-de-Latran, basilique qui est l'église cathédrale du pape.

L'émotion n'était pas moindre, au contraire. Berlinguer recevait à son chevet le président de la République et les principaux représentants des partis adverses, qui ne s'étaient pas déplacés pour Togliatti. Un semblant de deuil national voilait les deux cérémonies, et l'unité de la gauche paraissait même s'effacer. La Rome pontificale ne ressentait pas comme un défi la sacralité très artificielle des pompes laïques et républicaines.

### La légende

En fait, comme leurs aînés, les Romains enterraient encore une fois son pape. Berlinguer n'alla rejoindre son excentricité de famille, quand Togliatti avait été placé au côté de Gramsci. Une fois passés les quelques jours dédiés aux pleurs, selon les convenances, le monde politique italien estima que la mort du premier n'était qu'un épisode quand la disparition du second avait été un événement. Celui-ci, en août 1964, fut-il un point de départ ou une conclusion ?

Secrétaire général du Parti communiste italien depuis 1926, Palmiro Togliatti se trouvait, à l'été 1964, en vacances à Yalta avec sa compagne, Nilde Iotti, actuelle présidente de la Chambre des députés, et leur fille adoptive lorsqu'il fut frappé, le 14 août, d'un malaise qui apparut très vite comme ayant touché tous les centres vitaux du cerveau. Il expira le 21 août à 13 h 20, laissant sur sa table un aide-mémoire développant tous les points dont il devait débattre avec Khrouchchev à la fin de son séjour. Plus ou moins judicieusement qualifié de « testament politique », ce texte fut publié le 4 septembre 1964 par le Monde, qui en eut la première quelques heures avant sa diffusion par *Rinascita*, hebdomadaire du Parti communiste italien.

Le 26 août, la dépouille de Togliatti faisait l'objet d'une manifestation funèbre à Rome devant Saint-Jean-de-Latran. Brejnev y représentait Khrouchchev. Luigi Longo, vice-secrétaire du PCI, qui avait été chercher le cercueil en Union soviétique, fut chargé de parler au nom de la direction du PCI. Les Chinois n'étaient pas là ni les Albanais, mais Pietro Nenni, le vieil

### Le « tournant de Salerno »

Il développe, en effet, le portrait d'un Togliatti rassembleur, pluraliste, soucieux d'incarner les traditions nationales dans la recherche d'une voie italienne au socialisme. Il cite un extrait significatif du « testament » : « Mon opinion, déclarait Togliatti, est que les formes et les conditions concrètes de l'avance et de la victoire du socialisme seront aujourd'hui et dans le futur avenir très différentes de ce qu'elles ont été dans le passé. Les différences sont assez grandes d'un pays à l'autre. Chaque pays doit savoir évoluer d'une façon autonome... C'est une condition essentielle de notre développement dans les circonstances présentes. L'unité du mouvement ouvrier international doit se réaliser dans la diversité des positions politiques concrètes correspondant à la situation et au degré de développement dans chaque pays. »

Vingt ans plus tard, ces thèmes sont devenus des vérités premières

et ont contribué à forger la légende d'un PCI spécifiquement attaché à son indépendance, à sa liberté, à son intelligence, sous les différentes formulations qui vont de « polycentrisme » à l'« eurocommunisme » en passant par l'« unité dans la diversité ». Ces formules ont fourni la justification doctrinale des différents degrés de « désaccord » manifestés par le PCI devant la politique étrangère soviétique mais devant elle seule.

Ce désaccord a toujours été plus étonnant par son expression que par son contenu réel. Après Luigi Longo, Berlinguer a développé la ligne définie dans ses derniers jours par Togliatti non seulement dans les relations avec le PC soviétique mais en politique intérieure italienne. C'est au Togliatti débarquant à Salerno le 27 mars 1944, alors que les Allemands occupaient la moitié de l'Italie et que les Alliés remontaient difficilement le sud de la péninsule, qu'il fut revenu pour mesurer le poids réel du « togliattisme » et voir qu'il avait été l'Italie l'épreuve d'une guerre civile. Il arrivait de Moscou, et il était manifeste que la politique étrangère soviétique ne voulait pas risquer, ni alors ni plus tard, jusqu'à la mort de Staline, un choc armé dans un territoire contrôlé par les Anglo-Américains.

Connu sous le nom d'Ercole Ercole dans la clandestinité, c'est de Mario Cingari à Radio-Moscou, Palmiro Togliatti était, dans la génération des fondateurs du Parti communiste italien, l'un des rares et peut-être le seul à n'avoir jamais connu la prison, la résidence forcée, la guerre ou l'insurrection armée. Avant les années de résidence à l'hôtel Lux de Moscou, lorsqu'il était secrétaire du Komintern, Togliatti, né en 1892, étudiant à Turin, avait participé à la fondation du parti dans des conditions beaucoup plus discrètes que ne l'affirme sa légende de « compagnon de Gramsci ».

Dirigé en France le centre extérieur du parti, devenu clandestin dans l'Italie fasciste, Togliatti se montra, alors que Gramsci était im-

prisonnier, le bureaucrate rigoureux appliquant tous les tournants de la stratégie soviétique, contrevenant toutes les égarées décidées par Staline, y compris celle des antifascistes italiens réfugiés en URSS parmi lesquels figurait son beau-frère.

C'était un stalinien de fer plus que bien d'autres. Son retour en Italie au début du printemps 1944 fut lié, au moins dans le temps, à la reprise des relations diplomatiques entre Moscou et le gouvernement royal de Bari. Ce qui est demeuré dans l'histoire politique italienne sous le nom de « tournant de Salerno », c'est l'essence même de Togliatti et du pragmatisme soviétique de l'époque : le rejet catégorique des thèses extrémistes pour lesquelles, en 1929, Togliatti s'était cependant battu, le refus de la révolution armée, la subordination de la lutte antifasciste au soulèvement prolétarien, la condamnation du principe « classe contre classe » et enfin la restauration du patriarcat.

« Notre politique internationale est celle de l'unité des trois grands », dira-t-il en 1945, lorsqu'il s'agira pour lui d'imposer l'unité du Parti communiste aux formations partisans du Nord qui refusaient d'abandonner l'idéal de la révolution armée. Il se dressera alors explicitement contre « la perspective gauche » qui « a dirigé le conflit entre les forces armées du front antifasciste et les forces de la police et de l'armée ».

### Le « parti nouveau »

C'est à partir de là que se développe la constitution du Parti communiste italien en « parti de gouvernement », impliquant l'acceptation de la monarchie, la collaboration avec les autres partis, l'interdiction de l'épuration des fascistes, et tout ce comportement qui marquera jusqu'à ses derniers jours la participation du communisme italien à la politique démocratique.

Mais sur quel se fondent les écrits théoriques très abondants de Togliatti et la manipulation de l'œuvre de Gramsci dont il a fait son inspiration officielle ? Sur l'appréhension des rapports de forces réels entre les vainqueurs de la guerre et la certitude que toute tentative de révolution armée en Italie ne serait pas soutenue par l'URSS. Depuis 1945, les choses n'ont pas beaucoup changé à cet égard. Togliatti, à l'indécision de ce sénateur imposant son autorité, forma le « parti nouveau », qui rassemblait une partie des classes moyennes et non seulement la classe ouvrière, qui séduisit nombre d'intellectuels et fut enfin accepté comme interlocuteur de plein droit par les institutions traditionnelles. Il était la caution même du

possible, pour les uns comme pour les autres. Aussi bien pour de Gasperi, auquel il fit le cadeau d'approuver l'inclusion du concordat avec le Vatican dans la Constitution italienne, que pour les stalinistes, qui savaient bien que Togliatti discernait toujours jusqu'où il ne faut pas aller trop loin.

Lorsque, le 14 juillet 1948, l'attentat contre Togliatti fit redoubler l'attention d'Émile et peut-être la guerre civile, la direction du PCI n'avait absolument pas préparé l'insurrection, et cela permit à l'ambassade soviétique à Rome de retourner une décision en ce sens. Lorsque, deux ans plus tard, les rivaux de Togliatti déchaînèrent l'apogée de Staline pour le faire rappeler à Prague à la direction du Komintern et l'empêcher de développer en Italie sa ligne parlementaire, Staline tergiversa et ne désavoua pas la seule stratégie qui agrandissait la zone d'influence du parti italien en attendant l'heure du réajustement.

La mort de Staline et les années suivantes ne signifiaient pas le crépuscule de Togliatti. Au contraire. Très attentif aux luttes internes du Komintern, il freinait l'influence du khrouchchevisme, contrôlé de près toutes les tentatives de faire porter sur lui la stalinisation et relança le cours-cobalt de « la voie italienne au socialisme ». C'est ainsi qu'il parvint à inscrire à son crédit toutes les manifestations de « libéralisme », qui furent répétées comme le privilège du Parti communiste italien.

Pourtant, au fil de ces quarante ans, la liste est très longue des « en » chassés par Togliatti, blessés et pourrissant nostalgiques. Le Parti communiste italien est l'un de ceux qui se renouvelaient le plus rapidement. Ce professeur occulent, cultivé, d'un pédantisme un peu coquette, entouré d'une cour de savants et d'universitaires, avait su proposer aux jeunes intellectuels italiens un espace d'actions politiques proprement laïc face à l'hégémonie du pouvoir catholique, si pauvre intellectuellement. Ce n'était pas un talent dédaigné de l'expérience fasciste. Gramsci, dans ses premières éditions expurgées, et pourtant interdites en France, était un alibi, mais il ne le discernait pas, ces intellectuels, pas plus qu'ils n'entrevoient derrière un vocabulaire libéral la politique substantiellement stalinienne que leur proposait Togliatti. Il faudra les événements de Hongrie de 1956 pour les mettre en face de leur drame et les amener à recommencer leur vie.

Certes, Enrico Berlinguer n'a pas laissé une légende analogue ni un pareil prestige. Mais le personnage de Togliatti n'a-t-il pas été surréaliste ? Une partie de son histoire, en tout cas, reste à écrire : celle qui concerne sa place dans la politique stalinienne.

JACQUES NOBECOURT.

## IL Y A SOIXANTE ANS

# La fin de l'espoir géorgien d'indépendance

Dans la nuit du 27 au 28 août 1924, quelques dizaines d'hommes, dont une minorité d'arméniens, ont été exécutés sans coup férir d'une petite ville perdue dans les montagnes d'Imérétye, Tchikouti, centre d'extraction du manganèse. Dans les heures qui suivent, une grande partie de la Géorgie occidentale se souleva. Le 28, nombre de petites villes et de gros bourgs ont été incendiés. Le 29, Ozourgeti (actuellement Makharadze) chef-lieu du district de Gourie, tombe à son tour. Un territoire comptant environ 800 000 habitants voit le tiers de la population de la République socialiste soviétique de Géorgie, est directement concerné par ce que l'on doit désormais appeler une insurrection, dont le but avoué est de recouvrer l'indépendance du pays en chassant le pouvoir bolchevique imposé par les Russes.

En l'espace de quelques jours, les insurgés semblent tenir fermement certaines régions, où le Parti social-démocrate est solidement implanté : la Gourie (120 000 habitants), forte zone traditionnelle du mouvement révolutionnaire, où plusieurs milliers de combattants, pour la plupart des militants socialistes, participent directement à la lutte armée, une grande partie de la Mingrélie et de l'Imérétye. L'insurrection jouit d'une sympathie très large dans la masse de la population géorgienne. Elle ne parviendra pourtant pas à s'étendre au-delà de sa base de départ, la partie occidentale du pays, où l'élément autochtone est très largement dominé. Isolée des grands centres urbains, qui sont de véritables bastions nationaux où l'élément géorgien est devenu minoritaire, elle court à un échec d'autant plus grave

### 3 000 morts

Le bilan de cette « semaine sanglante » est effroyable : on peut estimer le nombre des victimes de la répression ad minima à 3 000 morts (1). Quant aux condamnés, qui, pour la plupart, prirent le chemin de la Sibérie, sentes les archives de la Tcheka pourraient déterminer avec précision combien ils étaient. En accordant à l'indépendance, à la suite d'un siècle d'occupation russe, sous la direction du parti menchevique géorgien de 1918 à 1921, ce pe-

tit pays d'à peine trois millions d'habitants avait pu échapper à la guerre civile qui avait ravagé les autres régions de l'ex-empire. Bolchevisme par une reconquête militaire, il en commet toutes les horreurs en l'espace de ces quelques jours.

Au sortir de ce cauchemar, le pays se révèle profondément traumatisé : toute velléité de résistance frontale a été anéantie pour de longues années ; la seule République soviétique, l'opposition, malgré la répression, était encore organisée et dynamique va connaître le règne sans partage d'un parti unique, le PC de Géorgie, lui-même en voie de « normalisation » pour avoir cru possible un développement réellement autonome d'une Géorgie bolchevique.

Si le mouvement a échoué, c'est aussi parce qu'il n'a pas fait l'unité de tous ceux qui s'opposent à la présence russe. Il n'a pas tenu compte de la nouvelle donne d'une URSS désormais recomposée par l'ensemble d'un monde occidental sur lequel les insurgés ont par trop compté. Les révoltes sont pour la plupart des petits agriculteurs pressurés par l'impôt, frappés de plein fouet par la crise, après que, à l'automne 1922, l'économie géorgienne ait été intégrée de force dans l'ensemble soviétique. Le soutien traditionnel que ces petits paysans, capables de citer par cœur des passages entiers de Marx et de Kautsky, apportent au Parti social-démocrate leur a valu à mieux les chicanes de l'administration ou de la milice, au pire les expéditions punitives ou l'emprisonnement. Au cours de l'été 1924, les espoirs qu'ils mettent dans le soulèvement sont à la mesure de leur exaspération. La petite bour-

### Un secret de polichinelle

L'arrestation, dès le 7 août, de deux des principaux responsables militaires de l'insurrection, aussitôt après leur débarquement sur le sol géorgien, avait soulevé le gés du mouvement avant même qu'il n'ait commencé : les forces d'opposition anti-bolcheviques étaient infiltrées par la Tcheka jusque dans leurs instances dirigeantes. Avant même le déclenchement de l'insurrection, qui, dans les semaines précédentes, était devenu un véritable secret de polichinelle, la Tcheka, inexorablement, met en place un dispositif répressif à la redoutable efficacité : rien ne doit plus freiner un processus insurrectionnel que le pouvoir a désormais décidé de contrôler afin de mieux l'utiliser, pas même les appels des emprisonnés aux autorités afin de leur permettre d'arrêter cette tragique fuite en avant.

Malgré la relative indifférence des médias occidentaux de l'époque, le mouvement provoque un choc, une remise en question, qui dépasse

largement le cadre de la Géorgie ou même du Caucase.

Une autre politique, dans le cadre institutionnel et économique dont l'URSS s'était dotée, était-elle possible en Géorgie ? Dès 1921, le PC de Géorgie avait tenu une explication, différente appliquée aux conditions propres du pays. Il avait résisté aux incessantes pressions centralisatrices destinées à insérer une République décidément trop participative aux yeux du PC russe. Ce faisant, il avait cru pouvoir affirmer que la véritable légitimité du pouvoir soviétique devait reposer sur une réelle souveraineté de Tiflis. Bien que menacé par de vieux bolcheviques, cette politique avait été brutalement interrompue à la fin de l'année 1922 par Moscou, qui déclencha ainsi l'« affaire géorgienne ». Celle-ci devait, entre autres, conduire Lénine à rompre avec le géorgien Staline, centralisateur convaincu, et à vouloir infléchir la politique des nationalités vers plus de décentralisation. Avant l'insurrection de 1924, les responsables du PC de Géorgie, victimes de leurs propres illusions, s'étaient crus investis des aspirations de tout un peuple. Sans le savoir, ils avaient posé, au début des années 20, les jalons d'un socialisme national, dont l'insurrection de 1924 reflétait la faillite. Plusieurs dizaines d'années plus tard, certains pays d'Europe centrale, de Budapest à Prague et à Varsovie, tentent spontanément et vainement de le réinventer.

CHARLES URJEWICZ.

(1) Rapport de la délégation des Travaux Unions britanniques, 1924, édité par la Librairie de l'Humanité, Paris 1925.

صكنا من الأصل



# Étranger

## LE DÉMINAGE DE LA MER ROUGE

### Le Caire cherche à atténuer les effets d'une opération menée avec l'aide des pays occidentaux

Les autorités égyptiennes ont mis en place un « commandement spécial » pour superviser et coordonner les opérations de déminage dans la mer Rouge, apprend-on de source proche du ministère égyptien de la défense. Selon les observateurs, elles souhaitent ainsi atténuer les effets politiques d'une opération menée avec l'aide des pays occidentaux.

#### Correspondance

Le Caire. — Les chasseurs de mines ont entamé vendredi 17 août leurs recherches dans le golfe de Suez : par mer et par air, les navires et hélicoptères anglais et américains ont ouvert la chasse aux OINI (objets immergés non identifiés), qui ont endommagé dix-sept bâtiments au cours des cinq dernières semaines.

Premier résultat obtenu après le ratissage du canal de Suez par les Frigates Sikorsky RH 53D SEA Stallion de la marine américaine : l'assurance que cette voie d'eau est dégagée, aucune mine n'y ayant été détectée (plus de deux mille bateaux ont d'ailleurs emprunté sans dommages le canal depuis juillet dernier). Le commando doute quant à la sécurité de la navigation dans ce qui a été l'œuvre majeure de Ferdinand de Lesseps étant ainsi levés, les hélicoptères chasseurs de mines ont ensuite rejoint le navire amphibie Shrawepport et le navire océanographique Harkness au centre du golfe de Suez, région où interviendront les Américains.

De leur côté, les chasseurs de mines britanniques ont ratissé la région face à la base de la marine égyptienne d'Adabeya (à une trentaine de kilomètres au sud de Suez). Les deux bâtiments ont fait usage de leurs sonars et scanners pour rechercher les mines de fond. Malgré la nature perfectionnée du matériel et de l'analyse des informations par ordinateurs, le recours à l'élément humain a été rendu indispensable à cause du problème de la réverbération. En effet, le fond marin, tourmenté et jonché d'ordures, ne se prête pas à une détection fiable. Les inévitables navires qui ont emprunté cette voie d'eau depuis plus d'un siècle, rend la définition médiocre sur les écrans des instruments, qui subissent déjà le brouillage et les parasites provoqués par les courants irréguliers et le haut degré de salinité de la mer Rouge.

Il est difficile de savoir si tel écho est une mine, une boîte de conserve, un banc de corail ou une pieuvre guettant sa proie. On a donc recours à deux solutions : le Poisson, un mini-sous-marin automatique muni de caméras de télévision, qui va filmer l'objet à identifier si l'eau est claire. Si la vision est trouble à cause des courants, il faut alors envoyer des hommes-grenouilles. Ces derniers ont déjà effectué un grand nombre de plongées, vendredi, et les Britanniques ont décidé de renforcer leurs effectifs. Une quinzaine d'hommes.

### La résistance à Israël se durcit dans le sud du Liban

(Suite de la première page.)

En fait, c'est aux chiites que s'applique essentiellement le filtrage. Car ce sont eux qui mènent quasi exclusivement la résistance à Israël. Les résistants bénéficient de la complicité grandissante de la population au fur et à mesure que la répression s'amplifie. Le commandement chiite à Beyrouth a carrément pris la tête du mouvement, et le chef d'Amal, M. Nabih Berri, a lancé un appel, jeudi, souhaitant une moyenne de « trois opérations par jour ». C'est actuellement le cas depuis de longs mois, puisque le chiffre donné par Israël dépasse cinq cents attentats durant le premier semestre de 1984. Ce dont les Chiites ne sont pas fiers, estimant avoir donné une leçon de patriotisme et d'efficacité à leurs compatriotes libanais, aux Palestiniens et à l'ensemble du monde arabe, dont ils dénoncent la passivité.

LUCIEN GEORGE.

Le Caire aurait également multiplié, récemment, les contacts avec les pays riverains de la mer Rouge, pour les assurer du caractère provisoire de la présence des Américains et des Britanniques dans la région, et leur affirmer que l'Égypte représenterait la « maîtrise totale de la situation » dès que ses eaux territoriales seraient nettoyées, indique-t-on dans les milieux politiques égyptiens. — (AFP, Reuters, AP.)

généralistes sont attendus samedi à Adabeya.

#### La sécurité des pèlerins

La marine égyptienne utilise au sud du canal de Suez six dragueurs de mines. Selon le quotidien officiel *Al Gomhouriya*, ils auraient repêché une mine qui a malheureusement explosé dans leurs filets. Cette information, qui laisse entendre que les mines semées dans le Golfe flottent entre deux eaux, n'a toutefois pas été officiellement confirmée. La seconde mission de la marine égyptienne (la plus puissante des pays riverains de la mer Rouge) est d'accompagner tout au long du golfe de Suez, jusqu'aux eaux profondes de la mer Rouge (plus de 200 mètres), où les mines deviennent inefficaces, les paquebots transportant les vingt-cinq mille pèlerins égyptiens se rendant à La Mecque.

De leur côté, les services égyptiens de la sécurité d'État ont entamé une discrète enquête dans les milieux islamiques de Suez, apprend-on au Caire, pour rechercher d'éventuelles complicités à la suite du communiqué de l'organisation terroriste Jihad islamique, selon laquelle cent quatre-vingt-douze mines auraient été posées dans le Golfe par des hommes-grenouilles partis de la côte égyptienne.

Dans la capitale égyptienne, on se refuse à commenter les menaces de l'organisation Jihad islamique, selon laquelle, président du Parlement iranien et représentant de l'imam Khomeiny au Conseil suprême iranien de la défense, selon lesquelles Téhéran appliquerait dans le

#### Inde

### Après la destitution du gouvernement régional

### ONZE PERSONNES SONT TUÉES PAR LA POLICE LORS DE MANIFESTATIONS EN ANDHRA-PRADESH

New-Delhi (AFP). — Onze personnes au moins ont été tuées par la police et sept blessées lors de manifestations survenues dans l'État d'Andhra-Pradesh (sud de l'Inde) depuis le 10 août, de son premier ministre, M. Rama Rao, importante personnalité de l'opposition au parti de M. Gandhi (le Congrès) (17 août). La police a ouvert le feu dans six villes de l'État et de nombreux incidents ont été signalés, notamment lorsque des partisans de M. Rama Rao ont attaqué deux trains et les ont bloqués. Deux autobus ont aussi été incendiés.

Selon l'agence Press Trust of India, le mot d'ordre de grève générale lancé par M. Rao après sa destitution a été presque totalement suivi vendredi à travers tout l'État.

M. Rama Rao, qui dirige le parti régionaliste Telugu Desam, a reçu le soutien de trois dirigeants de premier plan des partis d'opposition, qui se sont rendus vendredi de New-Delhi à Hyderabad (capitale de l'Andhra-Pradesh) pour appeler au renversement du gouvernement fédéral de M. Indira Gandhi.

An cours d'un rassemblement à Hyderabad, MM. Farouk Abdullah, ancien premier ministre du Cachemire, lui-même limogé au début du mois d'août dans des circonstances similaires, Asif Bihari Vajpayee, ancien ministre des affaires étrangères sans le gouvernement Desai et chef du parti conservateur Bharatiya Janata (BJP), et Hemvati Nandan Bahuguna, dirigeant du Parti socialiste démocratique, ont accusé M. Gandhi de « déstabiliser » les gouvernements nationaux d'opposition en vue des prochaines élections générales, qui doivent avoir lieu avant la fin de l'année.

détroit d'Ormuz la loi du talion (le 18 août) contre une éventuelle fermeture du canal de Suez aux navires de la République islamique : « Il ne peut pas bloquer le détroit d'Ormuz, fait-on toutefois valoir dans les milieux politiques du Caire, techniquement cela est très difficile, et économiquement ce serait la ruine de l'Irak qui exporte tout son pétrole à travers le détroit ».

L'hebdomadaire *Al Ahali*, du Rassemblement progressiste unioniste (RPU), marxiste casérien, sans député s'élève, quant à lui, contre la présence d'une « flotte de déminage (de l'OTAN) qui fait de la mer Rouge une zone de confrontation Est-Ouest et remet en question la politique de non-alignement de l'Égypte ». Pour *Al Ahali*, « la présence de flottes, qui profite à Israël et à son allié américain en démontrant l'impuissance des pays arabes, est aussi dangereuse que les mines de la mer Rouge ».

Répondant implicitement à *Al Ahali*, l'officiel *Al Gomhouriya* regrette, dans son éditorial de samedi, que « les efforts égyptiens, en vue de mettre au point une action arabe commune, aient échoué face à une réponse positive de la part des pays riverains de la mer Rouge (Arabie Saoudite et Nord-Yémen) ». Enfin, la télévision égyptienne, d'une discrétion presque totale sur les explosions de la mer Rouge, a commencé à diffuser vendredi le feuilleton américain *L'Homme de l'Atlantide*, où un bel Atlantide et la marine américaine luttent contre les machinations machiavéliques et sous-marines d'un savant fou.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

#### Sri-Lanka

### COLOMBO JUSTIFIE L'APPEL A DES EXPERTS ÉTRANGERS POUR LUTTER CONTRE LES SÉPARATISTES TAMOULS

Colombo (AFP). — Les autorités de Sri-Lanka ont invoqué, vendredi 17 août, la nécessité de défendre l'intégrité nationale, pour justifier l'appel à des spécialistes étrangers, notamment israéliens et britanniques, qui se joignent à combattre la guérilla séparatiste tamoule dans le nord de l'île.

Le gouvernement indien avait adressé, jeudi, une mise en garde à Sri-Lanka, dénonçant le fait que Colombo ait fait appel à des agents de sécurité étrangers pour résoudre une situation de politique intérieure, et affirmant que cette intervention pourrait aggraver la situation dans l'ensemble de la région.

Des responsables sri-lankais, notamment au ministère des affaires étrangères, ont renvoyé, vendredi, à des déclarations du président Jeyarandane, qui avait lui-même récemment invoqué l'intérêt national pour justifier l'appel à des experts étrangers.

Le président sri-lankais, indiquait-on de source informée, aurait exprimé la même position dans la réponse qu'il a adressée au premier ministre indien.

Le 10 août dernier, au cours d'une conférence de presse, M. Lalith Athulathmudali, ministre sri-lankais de la sécurité nationale, avait déclaré que des agents de renseignements israéliens et des experts en contre-terrorisme d'une compagnie privée britannique n'étaient utilisés que pour l'entraînement des forces de sécurité de Sri-Lanka, et ne participaient pas directement aux opérations militaires ou de police contre les extrémistes tamouls.

M. Athulathmudali avait refusé de préciser le nombre de ces experts étrangers, mais on cite généralement à Colombo, de source informée, le chiffre d'une douzaine d'agents du Shin Beth (agence de contre-espionnage israélienne). La présence à Sri-Lanka d'agents du Mossad (services secrets israéliens), qui interviennent généralement à l'extérieur du territoire israélien, a été démentie à plusieurs reprises à Colombo.

#### Pérou

### Les forces de l'ordre multiplient les exactions

Face à une guérilla, celle de Sentier lumineux, aussi active qu'insaisissable, les forces de l'ordre péruviennes adoptent une attitude classique en ce genre de situation : un mépris de plus en plus évident pour les règles élémentaires protégeant les droits de l'homme. Les paysans indiens des hautes vallées andines sont, depuis quatre ans, les principales victimes de ces excès, voire de ces exactions. Les « bavures » atteignent parfois aussi des personnalités, ou des professionnels, plus « prestigieuses », notamment alors plus crûment en lumière la dégradation de la situation dans un pays pourtant démocratique. C'est ainsi que, le vendredi 17 août, plusieurs dizaines de journalistes ont défilé dans le centre de la capitale, afin d'attirer l'attention sur le sort d'un de leurs confrères, Jaime Ayala, du quotidien *la República*, disparu le 3 août à Huancayo (département d'Ayacucho, dans le centre du pays), après être entré dans une garnison de l'armée. La police a chargé les manifestants, blessant trois d'entre eux, ainsi qu'une passante.

Le même jour, des militants de gauche avaient investi le Sénat pour protester contre le refus du ministre de l'Intérieur, M. Luis Perovich, de discuter en session publique du rôle de la police dans l'assassinat, découvert le 7 août, d'un dirigeant paysan, Jesus Oropeza. M. Perovich a admis que Jesus Oropeza avait été tué par sept policiers peu après son arrestation près d'Andamarca, à 700 kilomètres au sud-est de la capitale.

A Huamanguilla, enfin, près d'Ayacucho, un instituteur, M. Teodoro Orlandino Cuadros, a été retrouvé mort après avoir été arrêté, le 14 août, dans sa classe par un commando de « marines ».

Le journal *la Cronica* de Lima, de son côté, a annoncé, le 17 août, que trente guérilleros « senderistas » ont été tués lors d'un récent accrochage avec l'armée dans la province de Huanta. La violence politique, lancée en 1980 par le Sentier lumineux, a fait près de quatre mille morts au Pérou. — (AFP, Reuters, UPI.)

#### Etats-Unis

### Les ennus des démocrates font le bonheur du candidat Reagan

(Suite de la première page.)

Que leurs intentions soient sérieuses ou non, Managua et Washington poursuivent les négociations qu'ils ont ouvertes en juin dernier. L'élection de M. Duarte à la présidence du Salvador a créé un consensus sur la nécessité de soutenir les espoirs de démocratisation dans ce pays. Depuis, enfin, que la Maison Blanche a accepté, fin juin, la proposition de Moscou d'ouvrir en septembre des négociations sur la militarisation de l'espace et que le Kremlin s'est ensuite dérobé par crainte d'avoir à reprendre les négociations de Genève, M. Reagan apparaît moins responsable qu'hier de la tension entre les Deux Grands.

Depuis leur convention, l'image des démocrates s'est, en revanche, à nouveau ternie. Après s'être engagé à soutenir M. Mondale, M. Hart brille par son absence de la scène politique. M. Jackson est, au contraire, très présent, mais surtout pour reprocher à M. Mondale et à M. Ferraro de ne pas avoir inclus assez de Noirs dans la direction de leur campagne. Tous deux rejettent l'accusation avec véhémence, mais elle a suffisamment de crédit dans la communauté noire pour que M. Andrew Young, maire d'Atlanta, ancien ambassadeur de M. Carter à l'ONU et fervent partisan, durant les primaires, de M. Mondale contre M. Jackson, vienne de s'y associer en des termes particulièrement durs. Si un arrangement n'est pas rapidement trouvé, les démocrates risquent de voir les électeurs que M. Jackson avait mobilisés en revenir à l'abstention, et nombre d'électeurs démocrates blancs pourraient à l'inverse voter républicain si des gestes trop marqués étaient faits en direction des Noirs.

#### Le « scandale » Ferraro

Plus grave encore, M. Ferraro, qui est plus appréciée que

M. Mondale par un quart des démocrates, qui attire nettement plus de monde que lui dans les meetings et sur laquelle le parti fonde ses maigres espoirs de l'emporter en Californie, voit aujourd'hui son bonnet mis en doute. On s'est aperçu que depuis qu'elle est membre de la Chambre des représentants, elle n'a jamais fourni d'indication sur la situation financière de son mari en affirmant être totalement étrangère à ses affaires. C'est là un cas d'exemption prévu par la loi, mais il apparaît chaque jour un peu plus que M. Ferraro est en réalité très étroitement liée aux sociétés de promotion immobilière de son mari et qu'elle a donc commis une irrégularité.

Ce n'était là que péché véniel, mais voilà maintenant que M. Zaccaro, l'édit époux de M. Ferraro, dont celle-ci ne porte pas le nom dans sa vie publique, accepte, comme y est obligé le conjoint d'un candidat à la présidence ou à la présidence, de publier l'état de sa fortune, mais refuse d'en faire autant avec ses feuilles d'impôts. Légèrement, il n'y est pas tenu, mais son refus, outre le fait qu'il dément les assurances données par sa femme, soulève des interrogations sur l'ampleur des abattements fiscaux dont il aurait pu bénéficier par des tours de passe-passe ou le plus légalement du monde, tant est encouragé aux États-Unis l'investissement dans l'immobilier.

Même si ces interrogations se révélaient injustifiées, le moins qu'on puisse dire est que M. Ferraro et, partant, M. Mondale se sont déjà laissés trop longtemps englués dans une affaire dont les démocrates se seraient bien passés.

A côté de cette stupéfiante maladresse, la très mauvaise plaisanterie de M. Reagan sur l'immense « bannissement » de l'URSS par voie de bombardement n'est, vue des États-Unis, qu'un petit incident de parcours. Le président sortant a trop souvent l'humour appuyé, et c'est là un trait accepté d'une personnalité néanmoins jugée, plus largement encore que sa politique, sympathique.

BERNARD GUETTA.

### LES HOMOSEXUELS RECONNUS NE POURRONT PLUS SERVIR DANS LA MARINE

Washington (AFP). — La marine américaine a le droit d'exclure de ses rangs les homosexuels. Ainsi en a-t-elle décidé, vendredi 17 août, une cour d'appel de Washington.

Cette décision fait suite à une plainte d'un sous-officier, James Dromerburg, qui avait servi dans la marine pendant neuf ans et avait été obligé d'en démissionner en avril 1981, après avoir reconnu qu'il avait eu des rapports homosexuels dans la base où il était affecté. Il avait alors porté plainte contre la marine en soutenant que ses droits à la vie privée, garantis par la Constitution, avaient été violés. Il avait été débouté une première fois.

Dans son jugement de vendredi, la cour d'appel a précisé que la Cour suprême ne reconnaissait ces droits que dans les cas ayant trait au mariage, à la procréation, à la contraception et aux affaires concernant le cercle de famille. « Il ne va pas sans dire qu'aucun de ces cas ne garantit le droit à un comportement homosexuel », a estimé le juge Robert Bork dans son arrêt.

Le juge a également affirmé que des rapports homosexuels entre des militaires risquaient de nuire à la discipline.

#### République Dominicaine

### ATMOSPHÈRE DE CRISE POLITIQUE

Le Congrès dominicain était, le vendredi 17 août, encerclé par des forces de police, alors que les parlementaires étaient près d'en venir aux mains après l'élection contestée à la présidence du Sénat de M. Jacobo Majluta, qui se pose en adversaire du président Jorge Blanco, bien qu'appartenant comme lui au Parti révolutionnaire dominicain (social-démocrate). M. Majluta entend être candidat à la présidence en 1986, et cherche à prendre la direction du PRD, contre le secteur actuellement dominant. D'autre part, le chef de l'État a annoncé, le même jour, un remaniement à la tête des forces armées. L'actuel ministre de la défense, le général Ramiro Matos Gozalez, a été remplacé par le général Antonio Cuervo. Le chef de la police en service lors des « émeutes de la faim » d'avril dernier, qui avaient fait officiellement cinquante-cinq morts, a également été démis de son poste et nommé directeur du contrôle des prix. — (Reuters.)

### L'opposition aux sandinistes prend des distances envers la guérilla

En une soudaine volte-face, l'opposition démocratique au régime révolutionnaire de Managua vient de renoncer à l'une de ses exigences antérieures envers les sandinistes en vue de mener avec eux un « dialogue national », et, peut-être, de participer aux élections du 4 novembre : M. Luis Rivas Leizaola, président de la Coordination démocratique (CDN), qui regroupe quatre formations conservatrices modérées, a indiqué, le 15 août, que son mouvement renonçait à exiger du régime qu'il accepte les groupes contre-révolutionnaires armés au nombre de ses interlocuteurs. Cette renouveau avait, il y a quelques semaines, été mis en avant par la Coordination comme condition à sa participation à l'élection présidentielle. Le refus catégorique des sandinistes de la prendre en compte avait ensuite justifié, en partie, la renouveau du candidat virtuel de la CDN, M. Arturo Cruz, à participer au scrutin.

L'abandon de cette exigence préluide-t-elle à un autre revirement : la décision d'affronter le candidat des sandinistes, M. Daniel Ortega, le 4 novembre ? Le parti social-chrétien, un des membres de la CDN, a déjà, pour sa part, annoncé sa disponibilité à participer au scrutin. Dans une interview publiée le 16 août par le *New York Times*, M. Arturo Cruz a indiqué qu'il renoncerait à Managua fin août, afin de faire campagne — et ce bien qu'il ait naguère renoncé à se porter officiellement candidat.

D'autre part, le porte-parole du département d'État américain, M. John Hughes, a exprimé, le vendredi 17 août, la préoccupation des États-Unis devant ce qu'ils considèrent comme une nouvelle étape de la « militarisation » du Nicaragua : la construction d'un aéroport militaire à grande capacité, à une ving-



# Étranger

## ESPAGNE

### L'Eglise au ketchup

Une pièce de théâtre qui soulève les passions et qui permet d'apprécier la liberté d'expression espagnole.

#### De notre correspondant

Madrid. — Le clivage entre les deux Espagne n'est pas fini. Neuf ans après la mort de Franco, il a suffi, pour que le pays tout entier s'en aperçoive, d'une pièce de théâtre qui sentait le soufre. Ceux qui sont contre sont les plus tapageurs : ils y voient une bouffonnerie blasphématoire, une provocation sacrilège. Ceux qui sont pour estiment que la satire est d'une irrévérence rafraîchissante, et qu'elle pourrait être inspirée du meilleur Bunuel.

Le *Teledium* de la compagnie catalane Els Joglars, l'une des plus fameuses du pays, ne mérite sans doute ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Mais les réactions passionnelles qu'elle provoque montrent qu'en Espagne il est des thèmes avec lesquels il ne faut pas bon badiner.

Depuis la première à Alicante, en décembre dernier, *Teledium* a eu une carrière semée de menaces de bombe, d'insultes et de campagnes de presse... tout en faisant salle comble tous les soirs. Depuis le début du mois d'août, les esprits n'ont cessé de s'échauffer. Poursuivant sa tournée aux quatre coins du royaume, Els Joglars est arrivé, en effet, dans l'une des régions les plus traditionalistes, celle de Castille et du Léon, au nord-ouest de Madrid.

A Burgos, on en parlait déjà une semaine avant la première représentation, prévue pour le 4 août. L'archevêché de la ville avait publié une note furibonde condamnant « cette grave offense aux mystères de notre foi bien-aimée », qui risquait de causer « des dommages irréparables ». Le maire, membre de la formation conservatrice Alliance populaire, renchérisait en dénon-

çant une « tentative de ridiculiser les symboles les plus sacrés de la religion ». Le propriétaire du cinéma où devait être représentée la pièce renouça au dernier moment. Il venait de découvrir que *Teledium* était « immoral ». De nombreuses menaces anonymes par téléphone avaient sans doute contribué à cette tardive prise de conscience.

Il fallut finalement aménager à la hâte des installations sportives pour que la représentation ait lieu à temps. Les adversaires de la pièce envoyèrent un notaire, pour qu'il certifie par acte authentifié l'existence de certaines scènes jugées polémiques ! Au même moment, un millier de personnes assistaient dans une église voisine à une cérémonie liturgique de réparation.

#### Des cérémonies expiatoires

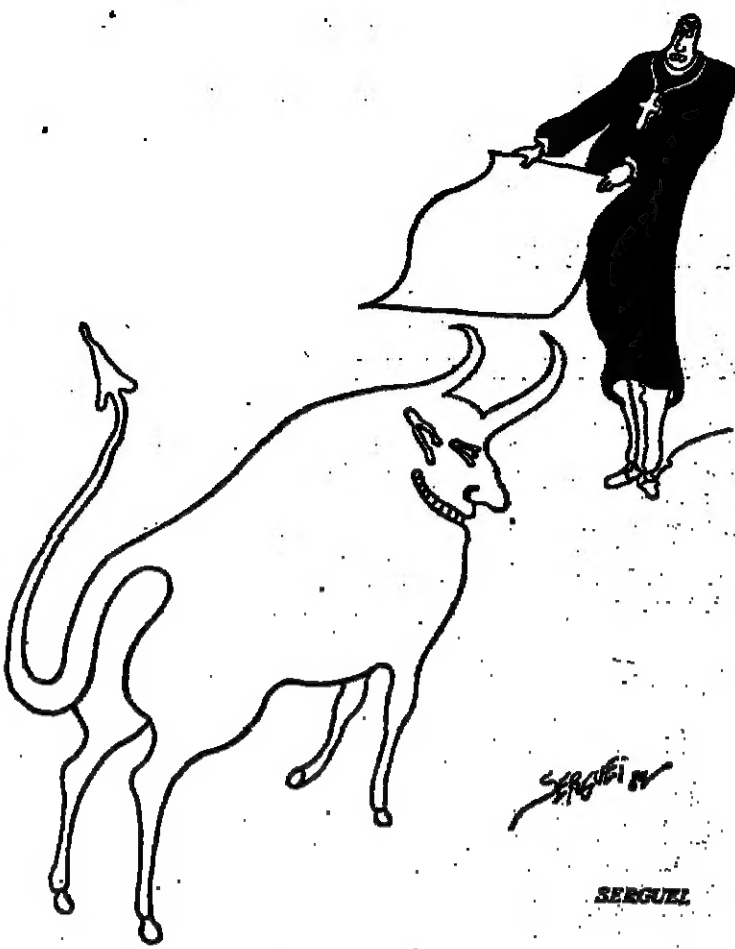
A Salamanque, quelques jours plus tard, le scénario se répétait. L'évêché demandait publiquement aux autorités d'« empêcher ce genre de spectacle ». Le maire socialiste de la ville répondit qu'introduire « une forme légitime de pensée ramènerait au temps de l'Inquisition ». La première eut lieu comme prévu le 8 août. Le même jour, des actions expiatoires étaient organisées dans quinze paroisses de la ville. L'idée en était venue, assurait-on à l'évêché, non des milieux ecclésiastiques, mais... du président du tribunal des mineurs de Salamanque.

A Gijón, dans les Asturies, la venue d'Els Joglars à la fin de juillet n'est pas non plus passée inaperçue. Le président de la Conférence épiscopale, Mgr Gabino Diaz Merchán, évêque de la ville, a demandé au maire d'empêcher la représentation de la pièce. Ce dernier a répondu en termes plus circonstanciés que son collègue de Salamanque : en se contentant d'expliquer au prêtre, avec un sens indéfinissable de l'ophrisme :

« Nos critères, malheureusement, diffèrent sur cette question. » Plusieurs conseillers municipaux reçurent des menaces par téléphone, et des cocktails Molotov furent lancés contre le camion de la troupe.

*Teledium* mérite-t-il à ce point le courroux de ses détracteurs ? La pièce, certes, est d'une férocité corrosive. On y voit les représentants de neuf religions (catholique, anglicane, mormone, Témoins de Jehovah, etc.) effectuer de concert la répétition générale d'un office de caractère omménique qui doit être télévisé le lendemain dans le monde entier. Durant une heure et demie, ils ne cessent d'ergoter sur leurs différences théologiques, et de se quereller pour d'absurdes questions de préséance et de protocole, à tel point que les réalisateurs de l'émission de télévision menacent de l'annuler. Le spectacle de ces gestes liturgiques simulés dans le cadre d'une répétition donne rapidement aux spectateurs une impression de dérisoire et d'innuité.

Certaines scènes sont particulièrement caustiques, surtout lorsqu'elles raillent les velléités d'aggiornamento. L'Alleluia est accompagné de danses évoquant *West Side Story*. Pour remplacer l'hostie traditionnelle, le représentant de l'Eglise anglicane propose le « ketchupchrist », mélange de pain et de vin avec un goût de tomate « adaptable à tous les rites et pouvant durer d'une Paque à l'autre ». Face aux réticences des plus conformistes de ses collègues, une solution de compromis est trouvée, celle du « McDonald's christ » : une tranche de deux hosties, « entourée de deux hosties », la pièce navigue constamment entre le burlesque et le mauvais goût. Il y a une scène au cours de laquelle un représentant de l'Eglise calviniste lâche par inadvertance un pet sonore à côté d'un micro, qui ne se distingue pas précisément par sa finesse.



Le directeur d'Els Joglars, M. Albert Boadella, croit aux vertus purificatrices de la provocation théâtrale. Il avait d'abord présenté *Teledium* comme « une contribution personnelle à la visite en Espagne de Jean-Paul II », destinée à « déposséder des souvenirs qu'on croyait à jamais oubliés ».

#### Une levée de boucliers

Devant la campagne menée contre sa pièce par les milieux ecclésiastiques et conservateurs, il s'est mis sur la défensive. *Teledium*, affirme-t-il, n'attaque pas les sentiments religieux, mais ceux qui s'en font sur terre les gardiens officiels, les « bureaucrates de la religion ». « Tout ce qui est humain peut être parodié », ajoute-t-il : on peut brocar avec la délinquance de droit commun d'un apatride.

M. Boadella n'en est pas à son coup d'essai. Avec sa troupe, née

en 1962, il a d'abord pratiqué le mime. « *Commençons à exprimer autrement que par le silence dans une dictature ?* » Depuis plusieurs années, il poursuit de sa vindicte satirique les institutions qui furent toutes-puissantes à l'époque du franquisme. Avant l'Eglise catholique, il s'en était pris à l'armée.

En septembre 1977, Els Joglars mit en scène une pièce intitulée *La Torna*, qui racontait l'histoire d'un petit délinquant de droit commun apatride, Heitz Chez, condamné à mort et exécuté au garrot le 2 mars 1974, le même jour que l'anarchiste catalan Puig Antich. En procédant aux deux exécutions au même moment, le régime franquiste avait cherché à assimiler aux yeux de l'opinion publique le militantisme catalan avec la délinquance de droit commun d'un apatride.

D'abord autorisée, la pièce fut interdite trois mois après. M. Bo-

della et cinq autres membres de la troupe furent arrêtés et inculpés par la justice militaire pour « injure aux forces armées ». L'affaire fit grand bruit : c'était le premier procès de cette importance, mettant en cause la liberté d'expression, qui se déroulait dans l'Espagne post-franquiste, et de surcroît à l'initiative des militaires ! Le conseil de guerre devait avoir lieu en mars 1978, mais peu avant de comparaitre devant ses juges, M. Boadella s'échappa de manière spectaculaire de l'hôpital de la prison où il était interné, et se réfugia en France. Ses compagnons furent condamnés à deux ans de prison, mais bénéficièrent d'une mesure d'amnistie un an plus tard.

M. Boadella rentra en pays en décembre 1978, persuadé que l'adoption de la première constitution démocratique allait mettre fin à ses déboires. Il se trompait : après trois mois de semi-clandestinité, il fut à nouveau mis en prison le 22 mars 1979. Il y resta quatre mois, ce qui provoqua le tollé dans les milieux artistiques espagnols, tandis qu'une campagne internationale s'organisait à l'étranger en sa faveur. La justice militaire n'accepta qu'à contrecœur de se dessaisir de l'affaire au profit de la juridiction civile, comme le voulait la nouvelle législation.

Le scandale de *La Torna* permit d'apprécier la capacité de la démocratie espagnole, à peine commencent, d'assimiler la critique contre ceux qui, la veille encore, paraissaient intouchables. Sept ans ont passé. Le scandale de *Teledium* met à nouveau les Espagnols mal à l'aise, et les forces à s'interroger sur la persistance de leurs interdits, dans un pays où, depuis l'Inquisition jusqu'à Franco, l'Eglise catholique a trop bridé la liberté d'expression pour que ses récidives ne provoquent pas une levée de boucliers des libéraux.

THERRY MALINAK.

## VENEZUELA

### Partie de pêche à l'indienne

Un coin perdu dans la forêt vénézuélienne, loin du monde rationnel.

#### Correspondance

Kamarata. — On râlait ce petit village perdu au milieu de la Gran Sabana vénézuélienne, aux confins de la Guyane et du Brésil, à bord d'un petit avion qui survole la jungle pendant quelques centaines de kilomètres. Soudain surgissent les premiers tepuy, ces fabuleux plateaux de roche dure qui émergent brutalement de l'océan de la forêt, comme de grandes falaises battues par la boue verte.

L'appareil fait souvent la tournée des villages de la Gran Sabana, que Mario, le pilote, connaît et nomme un par un. La première escale est Kamarata, où nous devons déposer un commerçant de Ciudad-Bolivar, mal rasé et ses deux valises pleines de quincaillerie.

L'avion cahote sur la piste d'herbe en se dirigeant vers l'aéroport où nous attendent déjà une quinzaine de personnes, surtout des enfants. Un écriteau presque effacé (« Bienvenidos en Kamarata-Aeropostal »), une manche à air, une échelle roulante en fer sur laquelle sont assis des enfants, deux ou trois pneus éclatés, c'est tout.

La lumière est d'une limpidité éblouissante. Le soleil est déjà haut dans le ciel, mais la brise qui fait onduler les hautes herbes atténue sa morsure. Au loin, s'élève la muraille imposante de l'Auyan-Tepuy, d'où coulent des dizaines de cascades qui paraissent des fils d'argent.

Au pays des tepuy vivent les Indiens Pemón, qui ont été « civilisés » et « évangélisés » par des missionnaires franciscains depuis une trentaine d'années.

Sur l'ensemble de la Gran Sabana travaillent ainsi plusieurs missions, dont l'influence sur la région a été considérable. Bien avant l'arrivée de Christophe Colomb, les Pemóns qui vivent ici savaient utiliser les ressources de la forêt et de la savane pour se loger, se nourrir, se vêtir. Les missionnaires se proposaient d'associer ces « pauvres gens » à leur idée du bonheur. Ainsi sont apparues les premières maisons « en dur », puis les écoles, les commerces, les toits de tôle ondulée, qui ont entraîné la perte de coutumes millénaires, l'émigration, ou l'irruption de ceux qui cherchent or et diamants au fond des rivières.

A Kamarata, la mission est un long bâtiment construit sur un petit soulèvement de terrain qui domine le village : on peut le voir de partout, et l'on entend à l'aube le son de la cloche, découpée dans une longue bouteille d'acétyle, que frappe un enfant pour appeler à la messe... Le prêtre, pâle et barbu, m'explique avec un fort accent espagnol que « la mission n'offre habituellement pas l'hospitalité », et m'indique une petite maison inoccupée un peu plus loin, en tôle ondulée, dans laquelle « s'installent parfois des gens de passage ».

Qui pourrait visiter ce coin perdu ? Les habitants effarés ne refusent pas la conversation mais il faut plusieurs jours pour les approcher. Les Pemóns connaissent pour la plupart parfaitement l'espagnol. Mais seuls les adultes savent encore comment chasser le daim et les oiseaux, comment poser des pièges, comment pêcher, à qui s'adresser pour guérir la morsure du terrible serpent cobra.

Devant l'école, où rien de tout cela n'est enseigné, on hisse tous les matins le drapeau vénézuélien

en chantant l'hymne national. C'est l'heure où les hommes reviennent de la pêche, des poissons brillants enfilés sur une fine baguette de bois. Vivent-ils encore dans la hantise des gigantesques remparts de l'Auyan-Tepuy masqués par les nuages, illuminés par le soleil, voilés derrière le rideau d'une averse ? Les Tepuy demeurent, en tout cas, respectés et craints : c'est depuis les tours de ces énormes forteresses que vient la foudre des orages, c'est aussi de là-haut que coule l'eau claire des torrents, et c'est là-haut, dit-on, qu'habitent les esprits qui ont créé le monde... Ceux qui y sont allés y ont trouvé des plantes qu'on ne trouve nulle part ailleurs, des variétés de grenouilles minuscules aux rayures rouges et noires, d'autres tachetées de jaune. Les orchidées y sont des fleurs uniques, qu'on ne retrouve parfois même pas d'un tepuy à l'autre.

#### « Barbaco »

Sa pagaie sur l'épaule, son arc et ses flèches sous le bras, un de mes nouveaux amis m'emmène à la pêche. Il se dirige vers sa pirogue, parmi les quatre ou cinq qui sont là et qui appartiennent à la même famille. Cet endroit est leur « port », et personne ne viendrait y amarrer une curliara, ni surtout y pêcher, sans leur demander l'autorisation.

Il me fait signe de monter dans l'étroite embarcation taillée dans un tronc d'arbre et de m'asseoir vers l'avant. Quelques instants plus tard, nous glissons sur la rivière entre deux hautes murailles d'arbres enchevêtrés, avançant à lents mais précis coups de pagaie. « Tu vas connaître la pêche au barbaco. » C'est une des formes de pêche que pratiquent les Pemóns et de nombreux autres peuples de la forêt :



on répand dans l'eau le poison extrait d'une liane appelée *barbaco*. Pêche miraculeuse et facile qui donne toujours lieu à de grandes réunions.

Arrivés à une petite plage, nous abandonnons la pirogue pour continuer à pied à travers la forêt. Nous atterrissons un lac où une bonne partie du village s'est donné rendez-vous. Pour obtenir le poison, des hommes sont en train de battre à coups de massue des bouts de lianes épaisses comme le poignet pour les défilibrer et obtenir ainsi plusieurs paquets qu'ils vont réunir à l'aide de lianes plus fines.

Déjà, plusieurs paquets s'entassent sur la rive. Des femmes préparent des époussettes avec un petit filet tressé et une branche souple. Plusieurs enfants s'exercent en riant à tirer à l'arc sur des troncs qui flottent et vont rechercher leurs flèches dans de grandes éclaboussures... A cheval sur un gros arbre mort, un homme fouille dans l'eau boueuse, ses bras enfoncés jusqu'aux épaules. Soudain, il se relève, la mine réjouie : il tient dans la main droite un poisson frétilant.

Trois hommes pénètrent dans l'eau jusqu'à la poitrine, agitant devant eux les paquets de lianes. Tout le monde est là pour guetter les premiers poissons qui vont remonter à la surface. Et bientôt voilà des reflets sous la surface opaque... Aussitôt, les enfants se précipitent. Devant moi, un gamin haut comme trois pommes pêche un petit poisson, juste derrière l'œil. Dans l'eau jusqu'au genou, une vieille femme pro-

mène son époussette. Un homme se laisse flotter sur une petite pirogue... Et bientôt, tout le lac retentit de cris, d'appels, d'éclaboussures. Dérangeant par ce vacarme, un grand serpent s'éclipse sous les branchages.

« Sais-tu comment on prépare les hommes pour en faire de bons pêcheurs ?... » Chaque enfant mâle doit savoir pêcher, chasser et construire sa maison. Chaque père doit partir à la pêche avec ses enfants quand il fait encore sombre et froid ; ils devront reconnaître leur chemin jusqu'à la curliara, puis payer en silence sans jamais heurter la pirogue. Leur père leur enseignera les remous, les trous d'eau, la patience, les appâts.

Puis on se familiarise avec les remèdes, pratiques destinées à aiguiller les sens du jeune pêcheur et lui permettre de connaître son gibier de manière intime et presqu'instinctive. Avant sa première pêche, ou chasse, le jeune garçon demeure isolé deux jours, demeure isolé du reste de la famille, de ses amis, et surtout des femmes, qui « portent malchance ».

Un matin, le père prend de fins morceaux d'obsidienne et égratigne les avant-bras de son fils pour les faire saigner, avant de frotter les blessures avec une herbe urticante. C'est le prix de l'initiation aux poisons, habitants comme l'homme du monde sacré des Tepuy, créatures du Frère Fleuve, qu'il faut vaincre et capturer pour vivre.

Quand l'enfant sera prêt, il partira seul et ne devra se détourner

de son chemin sous aucun prétexte. Ses sens exacerbés le conduiront là où il doit aller. Sa première prise devra être abandonnée sur place, les suivantes pourront être rapportées, mais elles seront offertes aux plus anciens du village. En aucun cas, le pêcheur ne pourra les manger. Les rites observés, « sa famille ne mangera jamais de rien ». Mais commettre une erreur au cours des différents stades de l'apprentissage pourrait être fatal. Manquer une belle pêche pendant la première pêche constituerait un échec impardonnable, non pas que le reste du village le sache, puisque le jeune pêcheur est seul, face à lui-même, mais il porterait en lui, pour toujours, l'échec. Et si, par un terrible hasard, le garçon en se rendant à sa première pêche, vient à adresser la parole à des femmes, alors « qu'il ne compte plus jamais attraper de poisson, qu'il n'espère plus pouvoir jamais se défaire des femmes ».

Un ancien « capitaine » du village, qui me raconte ces pratiques, déplore qu'elles ne soient plus guère observées : les enfants doivent aller à l'école tôt le matin, tous les jours, et ont « de nouvelles choses à apprendre ».

Chacun repart chargé de poissons. Ce soir, on préparera le *saracho* avec les petits piments dans toutes les maisons. Le poison utilisé n'agit que sur les animaux à sang froid et est inoffensif pour l'homme.

Par petits groupes, on rentre au village. Nous arrivons bientôt à l'aéroport. D'un gros bimoteur venu de Ciudad-Bolivar, on décharge une cargaison de fûts d'essence destinés à la mission. L'équipage vient de là-bas, du monde « rationnel ». Qu'il est donc éloigné !

ERIC FEVAL.

## AGENCE

### Québécois

Une pièce de théâtre qui soulève les passions et qui permet d'apprécier la liberté d'expression espagnole.

Madrid. — Le clivage entre les deux Espagne n'est pas fini. Neuf ans après la mort de Franco, il a suffi, pour que le pays tout entier s'en aperçoive, d'une pièce de théâtre qui sentait le soufre. Ceux qui sont contre sont les plus tapageurs : ils y voient une bouffonnerie blasphématoire, une provocation sacrilège. Ceux qui sont pour estiment que la satire est d'une irrévérence rafraîchissante, et qu'elle pourrait être inspirée du meilleur Bunuel.

Le *Teledium* de la compagnie catalane Els Joglars, l'une des plus fameuses du pays, ne mérite sans doute ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Mais les réactions passionnelles qu'elle provoque montrent qu'en Espagne il est des thèmes avec lesquels il ne faut pas bon badiner.

Depuis la première à Alicante, en décembre dernier, *Teledium* a eu une carrière semée de menaces de bombe, d'insultes et de campagnes de presse... tout en faisant salle comble tous les soirs. Depuis le début du mois d'août, les esprits n'ont cessé de s'échauffer. Poursuivant sa tournée aux quatre coins du royaume, Els Joglars est arrivé, en effet, dans l'une des régions les plus traditionalistes, celle de Castille et du Léon, au nord-ouest de Madrid.

A Burgos, on en parlait déjà une semaine avant la première représentation, prévue pour le 4 août. L'archevêché de la ville avait publié une note furibonde condamnant « cette grave offense aux mystères de notre foi bien-aimée », qui risquait de causer « des dommages irréparables ». Le maire, membre de la formation conservatrice Alliance populaire, renchérisait en dénon-

### Les drago

de son chemin sous aucun prétexte. Ses sens exacerbés le conduiront là où il doit aller. Sa première prise devra être abandonnée sur place, les suivantes pourront être rapportées, mais elles seront offertes aux plus anciens du village. En aucun cas, le pêcheur ne pourra les manger. Les rites observés, « sa famille ne mangera jamais de rien ». Mais commettre une erreur au cours des différents stades de l'apprentissage pourrait être fatal. Manquer une belle pêche pendant la première pêche constituerait un échec impardonnable, non pas que le reste du village le sache, puisque le jeune pêcheur est seul, face à lui-même, mais il porterait en lui, pour toujours, l'échec. Et si, par un terrible hasard, le garçon en se rendant à sa première pêche, vient à adresser la parole à des femmes, alors « qu'il ne compte plus jamais attraper de poisson, qu'il n'espère plus pouvoir jamais se défaire des femmes ».

Un ancien « capitaine » du village, qui me raconte ces pratiques, déplore qu'elles ne soient plus guère observées : les enfants doivent aller à l'école tôt le matin, tous les jours, et ont « de nouvelles choses à apprendre ».

Chacun repart chargé de poissons. Ce soir, on préparera le *saracho* avec les petits piments dans toutes les maisons. Le poison utilisé n'agit que sur les animaux à sang froid et est inoffensif pour l'homme.

Par petits groupes, on rentre au village. Nous arrivons bientôt à l'aéroport. D'un gros bimoteur venu de Ciudad-Bolivar, on décharge une cargaison de fûts d'essence destinés à la mission. L'équipage vient de là-bas, du monde « rationnel ». Qu'il est donc éloigné !

ERIC FEVAL.

حکومت الاصل



## ALGÉRIE

### Des Québécois sur le chantier de la révolution

Grâce au dynamisme d'une entreprise de Montréal, le Québec est associé aux préparatifs du trentième anniversaire du début des hostilités contre la présence française.

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie veut célébrer avec faste le trentième anniversaire du « déclenchement de la Révolution » à la prochaine Toussaint. Sur les hauteurs de la capitale, où l'on recense déjà des majorités pour la grande parade, quinze cents Québécois travaillent jour et nuit à la réalisation du parc de la Victoire, vaste ensemble voué à la culture, aux loisirs et au commerce, que les autorités souhaitent fin prêt pour le 1<sup>er</sup> novembre. Certains nids, le président Chadli Bendjedid, incognito dans sa voiture, vient observer l'état d'avancement des travaux.

Depuis avril 1983, le projet est confié à une entreprise québécoise, Lavalin, une des premières firmes mondiales d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction, bien implantée en France et en Belgique. Pour enlever ce marché, Lavalin a bénéficié de la réputation flatteuse que lui vaut ici la réussite d'un premier pari.

Lavalin avait déjà plusieurs chantiers dans le pays, quand, en 1981, l'Algérie lui présente la maquette du sanctuaire du Martyr, structure de béton faite de trois palmiers hautes de 92 mètres, et lui demande de réaliser l'ouvrage avant juillet 1982, pour le vingtième anniversaire de l'indépendance.

Quelques correctifs sont apportés à l'idée initiale et, en plein hiver, des bateaux conçus pour naviguer sur les Grands Lacs affrontent les tempêtes de l'Atlantique et apportent les matériaux nécessaires en tenant les délais. Comment trouver un logement aux ouvriers en si peu de temps ? Un bateau finlandais amarré au port sert d'hôtel aux cinq cents Québécois. Le tout est livré à la date promise : palmiers, musée, salle de cinéma pour des films sur la guerre, crypte de marbre noir où le Coran voisine avec un livre d'or signé par le vice-président Bush, lors de sa visite à Alger en septembre 1983.

« Le monument, avec sa flamme, c'est l'Arc de triomphe, la crypte, c'est les Invalides », dit sans modestie un ouvrier canadien. Statués dans le plus pur des styles réalistes socialistes, des combattants montent la garde au pied des palmiers. Il s'est trouvé des « intégristes » pour dire que ce n'était pas du tout dans la tradition artistique locale.

De l'esplanade du monument, les Algériens peuvent maintenant observer la réalisation de la seconde phase du projet. En quelques mois, un quartier populaire a été rasé ; l'armée algérienne a fait les terrassements, puis les Canadiens ont pris le relais. L'ensemble, en forme de ksar, qui abritera cinémas, théâtres, restaurants, boutiques et musée militaire, est déjà visible.

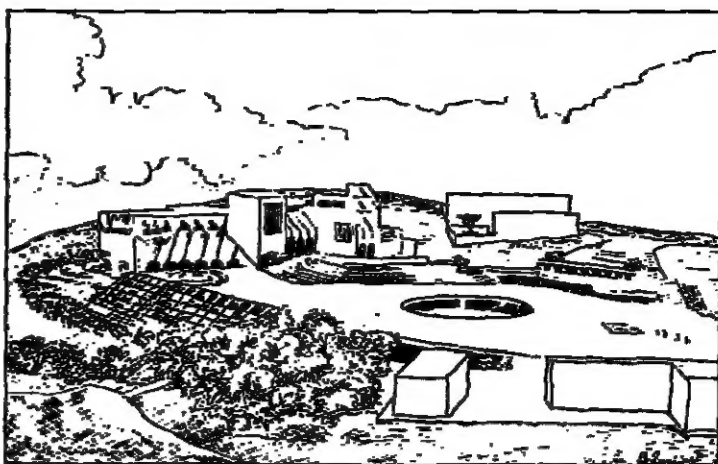
Sur le chantier, interdit au public, les conversations fleurissent sur la « belle province », mais c'est l'esprit américain qui règne. Lavalin ouvre ses dossiers au journaliste, lui montre son travail sans la pusillanimité des sociétés

européennes, obsédées par les « ennemis » et ce « qu'on ne peut pas dire ». Notre guide est M. Denis de Belleval, vice-président de Lavalin International, détaché ici pour la réalisation du projet conjointement aux autres activités du groupe en Algérie. Il a été nommé pendant sept ans dans le gouvernement du Québec et semble avoir encore un bel avenir politique devant lui. Parce qu'il a gardé sa voiture à un emplacement réservé au service de sécurité, un de ses employés ne prend pas de gants pour lui demander d'aller ailleurs. Le grand patron s'exécute : « Il fait son travail et s'il ne m'avait rien dit on aurait eu raison de le lui reprocher. »

#### Les « seigneurs » du milieu ouvrier

« Belleval a ses entrées à la présidence », disent les envieux. L'intéressé répond que, si ses bateaux sont déchargés plus vite que les autres au port, c'est seulement grâce à « l'organisation Lavalin » et qu'il ne bénéficie pas de procédures de faveur. Toute une flotte assure en quinze jours le transport des panneaux préfabriqués de pierre et de ciment mélangés, identiques à ceux du stade olympique de Montréal, qu'on verra sur le gros œuvre selon un procédé ingénieux.

On en est maintenant aux finitions intérieures. Des Québécois d'origine italienne posent le revêtement de marbre



VIOLETTE LE QUÈRE.

aggloméré. Ici, on travaille soixante heures par semaine aux termes de contrats de trois mois renouvelables, entrecoupés par un voyage de quinze jours au pays.

Le bateau-hôtel est maintenant remplacé par une « base-vie », des cabines sahariennes installées à proximité du chantier. Mais il n'est pas question d'amener les familles, avec lesquelles le contact est maintenu grâce à une cabine en PCV. « Il n'y a pas d'histoires de femmes, assure un responsable. Les hommes qui arrivent ici savent à quoi s'en tenir sur la question. Certains viennent sans transition de nos chantiers du Grand Nord et les Esquimaux ne passent pas non plus particulièrement légers. Ce sont des gens qui vont d'un chantier à l'autre partout dans le monde, travaillant parfois pour Lavalin depuis vingt ans. Ils gagnent gros mais acceptent entre deux contrats : ce sont les « seigneurs » du milieu ouvrier. De l'ingénieur au manœuvre, l'équipe est très homogène, c'est indispensable pour éviter les accidents. »

Quelques salles de sport ou de jeux ont été aménagées à proximité de la cantine où l'on sert une nourriture venue du

Canada. Des bulletins d'information annoncent l'heure de la messe, des excursions pour Tipasa ou un « concours de brouette ». « L'hebdomadaire Alger loisirs Lavalin » choisit une « personnalité de la semaine » parmi le personnel. Ainsi d'un contremaître menuisier, « collectionneur de vieilles voitures qui font souvent bonne figure dans des films ».

« Si chacun se fonde dans le travail en équipe, les différences de personnalité s'affirment dans les loisirs, poursuit notre guide. Certains ne sont jamais sortis du chantier et de la base-vie. D'autres veulent découvrir le pays et vont de surprises en surprises. Pendant la pause, j'ai vu un de mes ouvriers lire Proust. »

Venue sur le chantier à l'époque de l'édification du sanctuaire du Martyr, une équipe de la télévision canadienne anglophone en avait rapporté un reportage dévastateur dénonçant l'utilisation ainsi faite d'une ligne de crédit consentie par le Canada à l'Algérie et qui, selon les journalistes, aurait pu être mieux employée au profit du développement. Une seconde ligne de crédit, qui servira au financement du parc de la Victoire et à d'autres projets,

vient d'être ouverte. D'un montant de 542 millions de dollars canadiens (plus de 3 milliards de francs), elle résulte d'un mixage de fonds publics et d'apports bancaires privés avec garantie gouvernementale. Il s'agit essentiellement de crédits autofinancés sur le marché financier et destinés à soutenir les exportations canadiennes, dit-on à l'ambassade du Canada en réponse aux étrangers qui parlent d'une certaine confusion des genres entre commerce et coopération.

« En matière de dépenses somptuaires, l'Algérie est plutôt à donner en exemple, on ne peut pas dire qu'elle a dilapidé son argent », dit M. de Belleval en marchant dans le parc de la Victoire, d'où l'on a une vue exceptionnelle sur la Méditerranée. Il était tout de même normal qu'après tant d'années le gouvernement veuille quelque chose qui porte la marque de l'indépendance. »

Dans le prolongement du parc, Lavalin construit aussi un palais de la culture où devraient se tenir les réceptions du 1<sup>er</sup> novembre. L'entreprise achève une maison d'hôtes dans un autre quartier. Il est question, pour plus tard, de relier le parc de la Victoire à la présidence par une vaste avenue qui sera les Champs-Élysées algériens. M. de Belleval ne l'affirme pas, mais il semble bien que sa société ait ravi le contrat pour le sanctuaire à des pays de l'Est, sans doute inspirés par le thème mais techniquement moins compétitifs. Il était difficile de mettre la France sur les rangs pour ce sanctuaire, dit en substance l'ancien ministre, mais pour l'ultime phase du projet — les « Champs-Élysées », — « que le meilleur gagne ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## TAIWAN

### Les dragons de la nuit

Made in Taiwan est synonyme, pour les Français, de productions d'une industrie ultramoderne. Pourtant, dans la nuit tiède de Taipei, ce n'est pas en quête d'ordinateurs qu'erreraient les badauds. L'antique Chine est tout entière dans l'air nationaliste, avec sa légende, ses raffinements étranges et son goût savant du plaisir.

De notre envoyé spécial

Taipei. — Au cœur de la mêlée multicolore qui travestit la nuit à grands coups de lumières et de cacophonie, le temple de la montagne du Dragon absorbe l'humanité par vagues et recrache l'encens par nuages. Étrange chimie, mirage chinois pour étranger ivre de foule.

Sous l'envol circulaire de ses toits tarabiscotés, le vénérable sanctuaire, indifférent à la rumeur des marchands, vibre du murmure fervent des multitudes. Saint Michel, le blond archange barbare, serait ici mal venu ; dans ses flancs, le temple du Dragon, haut lieu de pèlerinage populaire à l'ouest de Taipei, abrite la déesse de la Miséricorde. Les brûle-parfums n'ont rien d'un feu d'enfer, et, s'il est parfois maléfique, le grand serpent mythologique est aussi bête de bon sens ; paradoxe, ce crachoir de flammes n'a jamais cessé d'être le demi-dieu des Nuages et de la Pluie. Et puis, empereurs, prêtres ou peintres, restaurateurs, marchands de pyjamas, de cerfs-volants ou de livres d'enfants, qui se priverait d'un motif aussi fascinant ?

Dedans, dehors, devant et sur les bords, la foule, comme la boue, défile sans fin. Incliné face à l'autel, chacun appelle familièrement le Bouddha, ou l'un de ces génies tutélaires chinois au masque effrayant, en tapant dans ses mains, comme au café espagnol. Contre une obole, quelques bâtons d'encens et une courte litane, on vient s'assurer du coup de pouce divin qui fait la différence : la fortune au jeu, en amour, en

affaires ; le bonheur en famille, des garçons plutôt que des filles ; l'espoir de vivre centenaire et toujours « vert ».

Ainsi paré, pour la nuit si on ne se replonge le plus souvent, seul ou en famille, dans l'humanité désordonnée, décontractée et déboussolée — on un mot, chinoise — qui coule vers un dédale foisonnant de ruelles frémissantes et engorgées. Tout déborde ici sur les trottoirs, dans les étages ou les arrière-cours, d'une profusion visible ou cachée de vie et de vitalité : négoce, ateliers et boutiques à fleur, boniments, bouffes, sortilèges, odeurs, parfums, poudres de perlimpinpin, magiciens et quinquailleurs aussi nombreux que variés. Les uns, les uns, sont de bonne facture, d'autres plutôt frelatés mais tout ou presque, est made in Taiwan. Raz de marée de tissus, essais de ventilateurs, montages de chaussures et, en haut de gamme, rayon « grand luxe », les faux les plus vrais ; tradition oblige.

#### Le « must » du faux

Au fond du marché, à côté de gargotes aux vapeurs alléchantes, des étals de pacotille exhibent les produits « soies » de la grande piraterie, un art local en trompe-l'œil. Les nouilles, le canard et les nids sont garantis de Chine, mais, pour quelques dollars de plus, la montre « importée » à un arrière-goût de contrefaçon. Il est vrai qu'un authentique faux taiwanais peut être le chic du chic, le must des must pour certains.

Battu Ali, K.O. Baba : sons, bazars et autres foires, marchands, médecins, chalandes et charlatans sont ici triomphants, réunis dans une espèce de mélange mercantile maximal, un capitalisme consommable prodigieux, populaire et plutôt pas cher, où déambuler quand on n'a pas la phobie du coude à coude dans la cohue.

Car cette humanité et ces énergies, que l'offre inépuisable et la demande insatiable de produits et de plaisirs en tous genres agite et

fait proliférer jour et nuit sous l'aile bienveillante du dragon de la montagne, battent certainement des records mondiaux de densité dynamique au mètre carré.

Bienvenue, la nuit de préférence, à Wanhua, le quartier des Dix Mille Fleurs. Là, sous le béton gris, dégoûtant les néons rouges qui, au hasard des rues, font mûrir une pyramide de pommes vertes, illuminent la trogne de gourmets repus ou ensonglant le masque blanc d'une prostituée-enfant. Dix mille fleurs, et autant de négoce, fleurissent ainsi, jour et nuit, dans ce tourbillon trépidant des petits-fils du ciel : plaisirs coïteux, jeux, tentations, passions et dégustations, petits bonheurs, artisans de trottoirs, rebouteux racoleurs, divinations, maléfices et bénéfices, tables de mahjong, chaînes stéréo, collines de colifichets et marées de T-shirts, cognac à l'eau, canard au sang, tripes à la mode de Camou, fricassées du Foukien, soupes succulentes et insondables. Et, pour les messieurs qui veulent se donner, comme on dit, « du cœur au ventre », se chauffer les sangs et faire durer l'étreinte tarifée des filles peintes, les potions magiques ne manquent pas.

Il y a là, dans les magasins spécialisés ou à même le trottoir, toute une pharmacopée animale et végétale de l'aphrodisiaque et de la longévité plus ou moins alléchantes. En effet, même pour des papilles occidentales habituées aux gastéropodes et aux batraciens, la présentation, parfois, déroute.

Un beau soir, poussé et pétri par la foule, saoulé par la profusion des étalages et des décibels, le hasard des courants humains nous laisse pénétrer à l'embouchure de Hsu Hsi Chie, la rue du Marché de l'Ouest. A première vue, un bonimenteur entouré de badauds faisait l'article pour des ceintures en peau de serpent ; il en agitaient une, manœuvrait la fermeture à glissière ; d'autres, suspendues et ondulant, pendaient jusqu'à terre : de sacrés tours de taille...



FRANCHINI.

A mieux y regarder, il ne s'agit pas, bien sûr, de ceintures (pas encore), mais de serpents aussi vivants que venimeux : crotales, naja et cobras, sur le point d'être mis aux enchères et saignés à blanc pour le plus grand bonheur du client le plus offrant. Divin venin aux vertus variées, éternelle symbolique sexuelle. Ici, ce n'est pas Eve qui croque la pomme, c'est Adam qui dégoûte le serpent, frais ou en conserve.

La scène se répète au fil des établissements, moitié vivariums moitié restaurants, qui bordent la rue des Serpents : un patron ou sa dame, parfois assistés d'une mangouste au cas où un cobra leur glisserait entre les doigts, vous saisissent un reptile par le cou et, tout en l'agitant sous le nez du public, vous font l'article. C'est « tout bon ». « Une fois, deux fois, trois fois : adjudé, vendu. » Habile, l'autre main vous éventre le reptile aux ciseaux, de bas en haut, avec un bruit de toile cirée déchirée, puis vous le retourne

comme un gant. Dans un verre on fait gicler pèle-mêle le fiel, le venin, le sang et une bonne dose d'alcool (du cognac français dans les bonnes maisons).

#### Un pénis de cheval blanc

Heureux gagnant, un monsieur chéfit entre deux âges emporte le tout comme le Saint-Sacrement et va s'asseoir à l'écart, loin des regards envieux. Pour l'équivalent de 60 francs, il dégoûte sa potion sous des rangées de bœufs où des crotales morts, lovés comme des ressorts, diffusent dans l'alcool leurs essences longévités. Un verre de ces décoctions, une bonne soupe de serpent ou de tortue, une grillade de chien ou une cervelle de singe fraîchement trépané, sont aussi des fortifiants fort prisés ici, et dans une grande partie de l'Asie, surtout lorsqu'ils sont servis à proximité des ruelles où opèrent le soir les « concubines » de trottoir, ce qui est généralement le cas.

Ceux qui n'ont pas les moyens de se jeter un petit verre de venin derrière la cravate peuvent se requinquer à deux pas, bien meilleur marché. Plus haut dans la rue, des potards parcheminés vous répètent sur-le-champ toutes sortes de matières animales aux vertus virilisantes et curatives : carcasses, os, arêtes, cartilages, viscères, cornes, poils, peaux et sang séchés. Toute la faune est représentée, excepté le dragon. Ailleurs, dans des autres odoriférantes, la flore — ginseng et mandragore — est souveraine. Bouillons de minuit, tisanes et sympathie.

Même si l'on ne consomme pas, que de recettes merveilleuses, sinon « scientifiques », dans les livres d'images de la médecine chinoise ! Comment ne pas en reproduire, même si le lecteur n'entend pas se les offrir ?

Coup de cœur, coup de pompe ? Pourquoi ne pas essayer un « pénis de cheval blanc séché cent jours à l'ombre et coupé en sept rondelles avec un couteau de cuivre, enduit de sang de chèvre, passé à la vapeur et au soleil » ? Râpez et absorbez. Aphrodisiaque, ce médicament est aussi souverain pour les « convulsions des enfants ». Qui dira que les « testicules de castor marinées dans l'alcool, le camphre et le poivre » ne guérissent pas l'impuissance, les excès sexuels et la mélanco- lie ? Et quel mandarin en mal de concubines résisterait à la corne veloutée du daim mâle, « serviteur de nombreuses femelles à la fois ».

On finit par sortir des ruelles, des officines et des cuisines où les Hippocrates et Aphrodites à la mode chinoise font durer l'espoir et les plaisirs jusqu'au bout de la nuit, de la vie. Etourdi, on se heurte au serpent familier des villes, celui dont les innombrables yeux jaunes brillent dans la nuit et qui crache de l'oxyde de carbone. Il s'arrête un instant pour arracher le client à l'ivresse du quartier des Dix Mille Fleurs, et branche le compteur.

R.-P. PARINGAUX.



# Étranger

## La Tunisie réagit prudemment à l'accord maroco-libyen

De notre correspondant

Tunis. — Pour la Tunisie, le cadre approprié à l'édification du Maghreb uni demeure le traité de fraternité et de concorde conclu en 1983 avec l'Algérie et la Mauritanie et non pas l'accord maroco-libyen d'aujourd'hui comme le voudraient ses signataires.

Dans la déclaration faite vendredi à l'agence Tunisie-Afrique-Presse, dont les termes ont été soigneusement pesés afin de ne heurter aucune sensibilité, le ministre des affaires étrangères, M. Beji Caid Essebi, a été clair : « La Tunisie réaffirme son attachement au traité de fraternité et de concorde signé avec l'Algérie et la Mauritanie et ouvert à tous les pays de la région, et il lui est difficile de se prononcer sur l'accord maroco-libyen ».

### Gabon

● M. JEAN-MICHEL BAYLET A LIBREVILLE. — Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures est arrivé, vendredi 17 août, au Gabon pour assister aux cérémonies marquant la fête nationale. Il doit séjourner à Libreville jusqu'à dimanche. Puis il se rendra, du 22 au 24 août, à Bata pour assister aux cérémonies marquant le quarantième anniversaire de la libération de la Roumanie. — (AFP.)

principes qui y sont énoncés, la coopération et l'action commune qu'il a favorisée, un cadre adéquat pour œuvrer à l'édification du Grand Maghreb dans le cadre de la fraternité, de la solidarité, de la coopération et de la complémentarité. Autrement dit, une adhésion de la Tunisie à l'accord d'aujourd'hui n'est pas de mise.

Si M. Beji Caid Essebi souligne que la Tunisie « se réjouit », ce n'est pas à l'unanimité maroco-libyenne — sur laquelle il s'abstient de porter tout jugement — qu'il se réfère, mais au fait que le roi Hassan II et le colonel Kadhafi aient tenu à informer le président Bourguiba de leur accord, « avant qu'il ne soit rendu public ». On ne peut être plus réservé.

Toutefois, le ministre tempère quelque peu cette évidente circonspection en rappelant que « la Tunisie, qui œuvre constamment au renforcement des liens de fraternité, de concorde et de coopération avec les pays frères, tant au plan bilatéral qu'à l'échelle du Grand Maghreb, accueille favorablement toute action entreprise dans ce cadre ».

Il insiste aussi sur la volonté de son pays de ne couper les ponts avec quiconque, car « la poursuite du dialogue entre les divers pays de la région est la meilleure voie permettant de réaliser les objectifs et les aspirations de ses peuples ».

MICHEL DEURÉ.

## République Sud-Africaine

### LE CONSEIL DE SÉCURITÉ

#### JUGE LA NOUVELLE

#### CONSTITUTION

### « CONTRAIRE AUX PRINCIPES DE LA CHARTRE » DE L'ONU

Nations unies (AFP). — Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé, vendredi 17 août, par treize voix et deux abstentions (États-Unis et Royaume-Uni) une résolution qui déclare « nulle et non avenue » la nouvelle Constitution et les prochaines élections en Afrique du Sud. La résolution, présentée par un groupe de pays non alignés, déclare que les modifications constitutionnelles qui doivent entrer en vigueur le 3 septembre en Afrique du Sud sont « contraires aux principes de la charte de l'ONU ». Elle rejette « tout prétendu règlement négocié » fondé sur la création debantousans ou sur la nouvelle Constitution.

L'Afrique du Sud a déclaré qu'elle ne tiendra pas compte de cette résolution et a nié au Conseil le droit de se prononcer sur une affaire politique intérieure sud-africaine. Les minorités métisse et indienne d'Afrique du Sud doivent se rendre aux urnes les 22 et 28 août pour élire des représentants aux deux nouvelles chambres du Parlement, approuvées par référendum le 2 novembre 1983. La nouvelle Constitution maintient à l'écart des institutions nationales 24 millions de Noirs sud-africains.

## Berlin-Est et Bonn s'efforcent de préserver les chances de la visite de M. Honecker en République fédérale en septembre

M. Erich Honecker, le chef de l'Etat et du PC est-allemand, a déclaré vendredi 17 août que la RDA poursuivait sa politique de dialogue avec la République fédérale, mais il n'a pas mentionné expressément son projet de visite en RFA pour la fin du mois de septembre.

Dans un entretien accordé à l'agence de presse est-allemande ADN, M. Honecker a voulu également donner des assurances aux pays socialistes sur le but de cette politique de dialogue. « L'aggravation de la situation internationale exige le renforcement de la coopération pacifique », a-t-il déclaré. « Il ne s'agit pas de créer des tensions, mais de créer une situation de paix et de stabilité ». « L'aggravation de la situation internationale exige le renforcement de la coopération pacifique », a-t-il déclaré. « Il ne s'agit pas de créer des tensions, mais de créer une situation de paix et de stabilité ».

Répondant aux critiques qui depuis plusieurs mois lui sont adressées par Moscou, il a souligné que son pays était « fermement ancré dans la communauté socialiste » et repris une de ses anciennes formules selon laquelle « l'alliance du socialisme et du capitalisme est aussi impossible que l'union de l'eau et du feu ». Toutefois, dans un apparent souci d'apaisement avec Moscou, il a critiqué « les forces influentes en RFA » qui parlent toujours « de l'existence du Reich allemand dans ses frontières de 1937 » et affirmé que « la question allemande est toujours ouverte ».

Une polémique s'est développée en République fédérale après les déclarations faites la semaine dernière par M. Hans Apel, membre du parti

social-démocrate et candidat à la mairie de Berlin-Ouest pour les élections de mars prochain, selon lesquelles la question allemande « n'était plus ouverte ». Cette déclaration, que les amis de M. Apel tiennent pour une maladresse dans la formulation, a provoqué de vives réactions, en particulier dans les milieux chrétiens-démocrates. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alois Mertens, avait notamment enjoint M. Apel de revenir sur cette phrase et de s'exprimer sans ambiguïté « au principe de droit et d'éthique auquel se sont tenus jusqu'à présent tous les gouvernements de la République fédérale, selon lequel la question allemande reste posée ».

Dans un entretien accordé à la télévision vendredi, le chancelier Kohl a fait allusion à cette question en soulignant que tout Allemand de l'Ouest avait pour devoir envers la Constitution d'agir pour l'unité de la nation. Il a souligné que la question de l'unité allemande n'était pas maintenant à l'ordre du jour de la politique mondiale, « mais, a-t-il ajouté, la volonté d'un peuple est aussi une réalité historique et je veux renforcer cette volonté ».

M. Kohl s'est d'autre part déclaré convaincu de la venue en septembre de M. Honecker en République fédérale. Cherchant apparemment lui aussi à éviter toute attitude provocatrice susceptible de compromettre ce projet, il a déclaré qu'il parlerait avec son interlocuteur « de ce dont il est possible de parler », par exemple des problèmes d'environnement. Il a précisé qu'en revanche il n'y avait pas de possibilité de discussion sur des questions fondamentales comme celles de la citoyenneté. — (AFP.)

## RFA

### UN TRANSFUGE EST-ALLEMAND ACCUSÉ DE MEURTRE EN RDA EST RELÂCHÉ PAR LA COUR D'ASSISES DE HAMBURG

(De notre correspondant.)

Hambourg. — La cour d'assises de Hambourg a relaxé, vendredi 17 août, faute de preuves, un Allemand de l'Est de vingt-quatre ans, M. Frank Dieter Weisberger, accusé de meurtre par la justice est-allemande, qui demandait son extradition à la RFA.

Dans cette affaire, l'accusé a bénéficié du statut particulier qui régit les relations entre les deux États allemands. La RFA, en effet, ne considère pas la RDA comme un pays étranger et elle accorde automatiquement tout Allemand de l'Est, fugitif ou émigré légal, la nationalité ouest-allemande. Comme, d'une part, elle n'extrade pas ses propres ressortissants, que, de plus, elle refuse de pratiquer l'extradition vers des pays où la peine de mort est en vigueur, elle avait suffisamment de raisons de ne pas accéder à la demande d'extradition est-allemande.

Devant ce refus, la RDA était intervenue auprès de la chancellerie ouest-allemande par la voix de son représentant permanent à Bonn, M. Ewald Moitz, faisant valoir qu'une telle attitude était contraire « à l'esprit et à la lettre » du traité fondamental entre les deux Allemagnes.

Les faits reprochés au jeune homme remontent à octobre 1982. Avec un complice, M. Klaus Jelsch, il aurait étranglé un ouvrier d'Eastebon pour lui dérober 24000 marks est-allemands. Son complice, jugé en RDA, a été condamné à la réclusion à perpétuité. M. Weisberger a réussi à passer à l'Ouest pour se soustraire à la justice est-allemande. Il a été arrêté six mois plus tard, en août 1983, à Hambourg, et placé en détention préventive.

A défaut de pouvoir le juger elle-même, la justice est-allemande avait envoyé à la RFA l'acte d'accusation. Mais les autorités ouest-allemandes avaient refusé de laisser sortir de RDA les témoins à charge qui n'ont pu venir déposer à Hambourg. Le témoignage de la femme de M. Weisberger était capital : elle aurait reconnu que son mari lui avait montré le butin, une fois le crime commis.

Le président du tribunal, M. Jürgen Schenk, a estimé qu'une procédure en bonne et due forme était impossible dans cette affaire car, selon le code pénal, le tribunal doit pouvoir entendre les témoins. Mais il a refusé de prononcer un acquittement en raison des « graves soupçons » pesant sur le prévenu. Ce dernier a pu quitter libre le palais de justice de Hambourg. — (Interim.)

## Espagne

### LA PROTECTION POLICIÈRE DES INTÉRÊTS FRANÇAIS EST ÉTENDUE À TOUT LE PAYS

Le ministre de l'Intérieur a décidé d'étendre à l'ensemble du territoire espagnol la protection accordée par la police aux intérêts français : celle-ci, jusqu'à présent, ne s'appliquait qu'au Pays basque et à la Navarre. Les banques et les consulats, ainsi que les véhicules immatriculés en France feront l'objet d'une vigilance spéciale, a précisé, le vendredi 17 août, un porte-parole du ministère.

Cependant, plusieurs attentats anti-français ont encore eu lieu le 17, jour où la cour d'appel de Pau examinait deux nouvelles demandes d'extradition de militants séparatistes basques formulées par la justice espagnole (1). Trois véhicules ont été incendiés, portant à cinquante-cinq environ le nombre de tels incidents depuis juin, début de la campagne d'hostilité systématique. L'ETA, d'autre part, revendiqué un attentat à l'explosif perpétré le 14 août contre un concessionnaire Talbot à Bilbao.

Des explosions ont, par ailleurs, visé des édifices espagnols. Le groupe terroriste GRAPO (extrême gauche) a revendiqué un attentat contre le local du parti de droite Alliance populaire à Salinas, sur la côte septentrionale du pays. Un bar de Bilbao a, d'autre part, été incendié le 17 août.

(1) Nos éditions datées du 18 août. Le jugement sera rendu le 24.

## Le Monde

### Six promenades d'architecture à Paris



Tirés à part et regroupés sous étui plastique, les itinéraires publiés dans le Monde Aujourd'hui

- GUIMARD et l'art nouveau
- FER ET VERRE autour de la Bourse
- ATELIERS à Montparnasse
- HABITAT SOCIAL à Ménilmontant
- ARTS DÉCORATIFS à Passy et Auteuil
- AVEC L'AUTOBUS de petite ceinture

EN VENTE AU « MONDE » - 40 F

BON DE COMMANDE  
« PROMENADES D'ARCHITECTURE A PARIS »

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL [ ] VILLE .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) ..... X 43 F = .....  
(40 F + 3 F frais d'expédition)

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT  
AU « MONDE », Service des ventes au numéro,  
5, rue des Italiens, 75007 PARIS CEDEX 09

## A travers le monde

### Afghanistan

● DÉMENTI. — Le gouvernement afghan a démenti, le vendredi 17 août, que son aviation ait bombardé en début de semaine deux villages pakistais et a accusé Islamabad de « créer des obstacles » à un règlement de la crise afghane. Radio-Kaboul a qualifié de « propagande sans fondement » les accusations du Pakistan, selon lesquelles quatorze habitants de deux villages du Parachinar (400 km au nord-ouest d'Islamabad) ont été tués, lundi et mardi, dans deux raids de l'aviation afghane (Le Monde des 15 et 16 août). — (AFP.)

### Argentine

● M. JACOBO TIMBERMAN PREND SES ACTIVITÉS JOURNALISTIQUES. — L'ancien directeur du quotidien la Opinion, M. Jacobo Timberman, dont l'arrestation en 1977, par les militaires argentins, avait vivement ému l'opinion internationale, a pris, le jeudi 16 août, la fonction de directeur adjoint du grand journal du soir la Razón, de tendance conservatrice. M. Timberman, qui est resté en Argentine dès l'installation à la présidence de M. Raul Alfonsín, après quatre ans d'exil aux États-Unis, puis en Israël, a indiqué qu'il entendait faire de la Razón un quotidien d'inspiration démocratique et pluraliste. M. Timberman, d'autre part, poursuit les démarches administratives en vue de rentrer en possession de la Opinion, qui lui avait été confiée par les militaires.

### Etats-Unis

● M. EDWARD KENNEDY BLESSÉ DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE. — Le sénateur Kennedy et son plus jeune fils, Patrick, dix-sept ans, ont été blessés, vendredi 17 août, dans un accident de la circulation près de leur résidence de Cape Code (Massachusetts). Le sénateur a regagné son domicile après avoir été soigné dans un hôpital pour plaies et contusions. Son fils a été retenu pour la nuit en observation par les médecins. Le bureau du sénateur à Washington a qualifié l'accident de « mineur ». — (AFP.)

### Irlande du Nord

● NOUVELLES VIOLENCES. — Des manifestants protestant ont, le vendredi 17 août, lancé des cocktails Molotov et tiré des coups de feu sur les patrouilles de police, à Belfast. Il n'y a pas eu de blessés. Une équipe de télévision de la BBC a été attaquée,

dans la nuit de jeudi à vendredi, par un groupe d'hommes armés de matraques. Un cameraman a été légèrement blessé. — (Reuters.)

### Mozambique

● M. « PIK » BOTHA A MAPUTO. — Le ministre sud-africain des affaires étrangères s'est rendu, vendredi 17 août, à Maputo pour s'y entretenir avec les dirigeants locaux des questions de sécurité au Mozambique. « Devenues un problème grave et urgent », a-t-il déclaré, vendredi soir, à son retour à Pretoria. D'autre part, des représentants du Swaziland et des dirigeants de l'ANC (Congrès national africain — mouvement de lutte sud-africain de lutte contre l'apartheid) se sont rencontrés vendredi à Lusaka (Zambie) pour tenter, sans succès, de résoudre les problèmes créés par la signature, en 1982, d'un pacte de sécurité entre Pretoria et le petit royaume frontalier. Aux termes de ce pacte, entré en vigueur le 17 février 1984, une centaine de militants de l'ANC ont été arrêtés au Swaziland, puis expulsés vers la Tanzanie. — (AFP, Reuters.)

### Tchad

● DÉMENTI. — Le docteur Fidél Moungar, secrétaire général de l'ACTUS (Action tchadienne pour l'unité et le socialisme), nous a déclaré que son mouvement n'est pas, contrairement à ce qui a été rapporté (Le Monde du 14 août), membre du RFP (Rassemblement des forces patriotiques), formé à Ouagadougou le 12 août, par des dissidents du GUNT (ex-gouvernement d'union nationale de transition) de M. Goukouni Oueddei. M. Moungar précise qu'il n'était pas présent à la réunion de Ouagadougou et que l'ACTUS « œuvre pour que toutes les forces tchadiennes, y compris le gouvernement de N'Djamena, s'entendent sur un programme minimum, la paix et la démocratie pour le peuple ».

### Tchécoslovaquie

● LIBÉRATIONS. — Trois jeunes catholiques slovaques ont été récemment libérés après huit mois de détention préventive. Ils avaient été arrêtés par les autorités polonaises, le 12 décembre 1983, à la frontière, alors qu'ils tentaient de faire passer de la littérature religieuse de Pologne en Tchécoslovaquie. D'autre part, le dramaturge tchèque Vaclav Havel a été libéré dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 août, après avoir été interrogé par la police. — (AFP, Reuters.)



# France

## LETTRES AU MONDE

### La « bataille du référendum »

Réponses

à Maurice Duverger...

Maurice Duverger indique que l'article 3 de la Constitution « veut dans le référendum l'expression directe de la souveraineté nationale, c'est-à-dire l'acte suprême de notre vie politique ». L'article 3 ne place-t-il pas au contraire sur un pied d'égalité les deux modes d'exercice de la souveraineté nationale que sont l'action des représentants du peuple d'une part, le référendum d'autre part, combinant ainsi, comme le croyais l'avoir appris, démocratie directe et démocratie représentative ?

L'idée d'un contact avec les électeurs, épouvantant les sénateurs, telles les vieilles d'autrefois, épouvantées par la vue de l'homme... Personnes étonnantes que ces sénateurs qui parviennent à occulter les citoyens tout en préservant leur propre vertu ! Mais ne bénéficient-ils pas à la vérité de la protection bienveillante d'un paisible chapeau ? Le même article 3 précise, en effet, que « le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution » ; et l'article 24 prévoit justement que « le Sénat est élu au suffrage indirect ». Qui est épouvanté ? Le sénateur ou le constituant ? (...)

Ne pourrait-on conclure, comme on le fit au lendemain de la décision du Conseil constitutionnel du 16 janvier 1982, sur les nationalisations, que notre Constitution, comme tous les textes fondamentaux, n'est que le fruit d'un jeu de mots ? Que devrait-on penser, en effet, de glissements de sens qui s'effondrent à la première sortie de route ?

DOMINIQUE ANTOINE  
(Paris).

à Michel Debré...

(...) M. Michel Debré peut se considérer comme l'un des meilleurs praticiens de notre Constitution. Il y a donc lieu de le croire lorsqu'il dit que « le référendum n'est pas un jeu ». M. Michel Debré écrit : « Le référendum est la procédure (référendaire) la plus élevée, la plus particulièrement élevée par le général de Gaulle : si une réponse positive sert l'autorité du président et la renforce, une réponse négative équivaut à un désaveu tel que la maintien en fonctions est hors de question... Une approbation référendaire est l'expression d'un assentiment à un homme et à une politique. La désapprobation est un refus... »

Une telle interprétation de la Constitution paraît, à la rigueur, se concevoir dans l'esprit de celui que le président René Coty appelait « le premier des Français » lorsqu'il était « le premier en France » (...).

Avantagé par l'ombre du général de Gaulle derrière laquelle il s'abrite, M. Michel Debré oublie que si le peuple souverain a accepté la Constitution de 1958, s'il a accepté que les pouvoirs du président de la République fussent renforcés, c'est qu'il voulait supprimer les crises ministérielles qui caractérisaient la IV<sup>e</sup> République ; il n'a jamais voulu les remplacer par des crises de régime. La présidence de la République est une institution constitutionnelle ; le détenteur de cette haute charge est élu pour sept ans pour assurer la direction de l'Etat en conduisant l'action du pouvoir exécutif. Lorsque, par le jeu légal des élections, le peuple a fait entendre sa voix souveraine, le rôle du chef de l'Etat est de se soumettre et non plus de se démettre (...).

ROGER KLOTZ  
(Marseille).

et à François Goguel

(...) Ancien membre du Conseil constitutionnel, M. Goguel a naturellement toute autorité pour souligner le rôle joué par cette juridiction pour la défense des libertés. Sa légitimité pour sa participation à cette tâche l'amène cependant à considérer avec un peu de hauteur le peuple souverain qui pourrait si facilement, emporté par ses passions, s'agiter à approuver des lois liberticides ou portant atteinte à l'autorité de l'Etat. C'est une conception bien restrictive de la démocratie, dans

laquelle il faut éviter de confier aux citoyens de trop grandes responsabilités dans la procédure législative.

M. Goguel craint l'instauration d'une faille dans notre état de droit. En effet, dans le cas où des lois, pourtant non conformes à la Constitution, seraient approuvées par référendum, nul ne pourrait empêcher leur promulgation, le Conseil constitutionnel étant déclaré incompétent en 1962 pour censurer « l'expression directe de la souveraineté nationale ».

Eh bien ! évitons cet obstacle. Le Sénat, avec la grande détermination dont il dispose, tout particulièrement en ce temps-ci, à la défense des libertés, pourrait adopter l'amendement suivant au projet de révision de l'article 11 : « Les projets de loi relevant de la procédure de l'article 11 doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution avant d'être proposés au référendum ».

Les institutions de la V<sup>e</sup> République instaurent un contrôle de constitutionnalité a priori, c'est-à-dire avant promulgation de la loi. Ne pourrait-on envisager pour les lois référendaires (article 11) un contrôle préventif avant que s'exerce le suffrage universel ? On objectera sans doute que les décisions du Conseil constitutionnel jugent conformes à la Constitution des projets de loi soumis à référendum seront contestés parce qu'elle paraîtront les cautionner avant le vote populaire en l'influençant de la sorte dans le sens de l'approbation. Mais de toute façon, toute décision importante du Conseil constitutionnel est critiquée, jugée « politique » par ceux qui l'ont contrariée.

GÉRALD SEGURA  
(Mérignac).

(Suite de la première page.)

En vérité, même si à l'heure qu'il est M. Mitterrand ne paraît pas avoir tiré tout le profit possible de la manœuvre référendaire, il pourrait en engranger rapidement quelques dividendes en se trouvant en bien meilleure posture pour parvenir à une solution satisfaisante sur l'enseignement privé. Satisfaisante pour la hiérarchie catholique et pour les parents d'élèves du privé. M. Mitterrand enfoncerait ainsi un coin non négligeable entre l'opposition politique et les tenants de l'enseignement privé.

L'opposition : vous ne cessez de l'appeler à se mettre au travail. Est-ce à dire qu'elle néglige ses devoirs de vacances ou qu'elle aurait dû rendre sa copie depuis longtemps ?

Je ne reproche pas à l'opposition de ne pas avoir tenté de conduire une réflexion sur ce qu'elle ferait demain. Ce que je déplore, c'est qu'elle succombe trop souvent à la tentation de tenir un langage qui n'est pas forcément responsable. Je crois qu'une opposition doit répondre à une double caractéristique. Elle doit, c'est vrai, se mettre en position de reconquérir le pouvoir. Mais elle doit aussi être en position de l'exercer effectivement et efficacement.

J'ai toujours craint que l'opposition ne renouvelle l'erreur du Parti socialiste d'avant mai 1981 qui consistait, pour séduire, à tenir un langage largement déconnecté des réalités concrètes. Une fois au pouvoir, il faut - provisoirement au moins - mettre en pratique ce qu'on a annoncé, ce qui ne manque pas d'aggraver la situation. Ensuite, il faut se renier et perdre en crédibilité, donc en efficacité.

### Economie : les socialistes ont enfin raison

Or, malheureusement, je le répète, je crains que l'opposition ne tienne pas toujours ce langage de responsabilité que je souhaite. Et c'est d'autant plus regrettable que, même s'agissant de la simple phase de conquête du pouvoir, cela risque de lui poser quelques problèmes. Car il semble qu'après avoir été vaccinés comme ils l'ont été, les Français, aujourd'hui, sont avides de vérité, fût-elle désagréable.

La question complémentaire que vous posez avec insistance est : « allons-nous faire demain si nous revenons au pouvoir ? Quelle est votre part de réponse ? »

Il faut avoir le courage de dire que, pour ce qui est de la politique économique, il y aura à faire une grande part de ce que les socialistes se permettent de faire. Le problème essentiel auquel se trouve confronté ce pays, c'est d'adapter son appareil de production et, par conséquent, sa législation, son organisation sociale aux défis nouveaux du monde industriel.

Alors, qu'il faille revoir un certain nombre de décisions prises au nom d'a priori dogmatiques par le pouvoir socialiste, c'est probable. Mais fonder une politique uniquement sur la négation de ces mesures structurelles prises, inopportunistement c'est vrai, par le gouvernement socialiste me paraît un peu court. Il ne suffira pas de dénationaliser pour régler les problèmes auxquels nous sommes confrontés. On peut même se demander si, parfois, la dénationalisation, dans certains cas, ne constituerait pas un problème supplémentaire à éviter.

Un proche de M. Jacques Chirac, M. Alain Juppé, fait, ces jours-ci, ses propositions pour un programme commun de l'opposition dans « l'hebdomadaire Magazine Hebdo ». Il y est beaucoup question des dénationalisations que vous venez d'évoquer, de « remise en ordre », de « relations sociales » dans l'entreprise. Que vous en semble ?

Il y a peut-être là une illustration de ce que j'évoquais à l'instant. Je vous ai dit que je pensais des dénationalisations : ce

n'est pas une panacée. En matière sociale, c'est moins à une remise en cause de certains acquis sociaux dans l'entreprise qu'il faut procéder qu'à une transformation de l'esprit dans lequel ces dispositions sociales sont appliquées. Certaines dispositions des lois Auroux peuvent être la pire des choses ou des dispositions parfaitement acceptables. De toute façon, rien ne serait pire que de présenter le retour de l'opposition au pouvoir comme une sorte de retour des émigrés. Même Louis XVIII fut assez sage pour ne pas céder aux objurgations des émigrés.

Vous avez à plusieurs reprises souligné que la majorité avait évité la catastrophe économique et emprunté la voie du redressement en faisant enfin ce que l'opposition disait être indispensable. Si vos adversaires politiques ont changé, quels arguments vous reste-t-il pour expliquer que votre retour est nécessaire ?

Cette question est essentielle. Et c'est faute de lui trouver une réponse satisfaisante qu'une bonne partie de l'opposition s'obstine à nier des évidences. Il est évident pourtant que la politique socialiste a changé. Elle a changé au niveau du discours. On nous parlait des luttes de classes en 1981. On nous expliquait aujourd'hui que la France n'est jamais aussi forte que lorsqu'elle est rassemblée. On relançait par la consommation en 1981. On pratique aujourd'hui une politique de rigueur. On vilipendait les chefs d'entreprise il y a trois ans. Aujourd'hui l'entreprise et même les patrons sont des éléments fondamentaux du corps social et l'avant-garde du pays. Les faits sont là.

Pour autant, devons-nous en nourrir quelques complexes ? Nous devons considérer que les mesures prises en matière économique vont dans un sens positif mais que le pouvoir socialiste demeure responsable des retards dans ces dispositions et d'une aggravation de la situation de crise du pays du fait de ses atermoiements et des choix erronés de 1981 et 1982. Et nous devons dire que ces retards sont un double effet : d'une part, le privér d'une bonne part de sa base électorale et, ensuite, affecter gravement sa crédibilité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

### Front national : non à tous les sectarismes

Le pire serait d'abandonner les bons chemins sous prétexte que le gouvernement socialiste les emprunte parfois. J'ajoute qu'il demeure encore dans la base militante, dans la base parlementaire du PS, tellement d'éléments de freinage, d'opposition à ces quelques évolutions positives que les chances de succès de cette politique d'efforts et de rigueur en sont singulièrement compromises. Pour faire donc cette politique-là, autant choisir ceux qui l'ont toujours prônée et acceptée de s'en donner les moyens. Tous les moyens.

Revenons au nouveau succès des amis de M. Le Pen. Se trouve posée de façon plus aiguë que jamais - je ne pense pas seulement à la Corse mais aussi à l'avenir - la question de l'alliance, des alliances RPR-Front national. Pour vous, oui ou non, et pourquoi ?

Pour ce qui me concerne je m'en tiens - et à la lettre - à ce qui a été dit lors de notre avant-dernier comité central et qui me paraît frappé au coin du bon sens. Nous ne combattons pas une certaine forme de sectarisme qui est celle du pouvoir socialiste pour tomber dans une autre forme de sectarisme. Je crois que le choix a été fait clairement et je m'en félicite.

Que dire alors du mot d'ordre de M. Pierre Bas : « Vivre avec Le Pen comme on vit avec son mal » ?

Je préférerais plutôt guérir la maladie. Reste à savoir d'où elle vient. A l'évidence et quoi qu'on en dise du côté socialiste, une immense part de responsabi-

lité dans le phénomène Le Pen revient au pouvoir en place. Il ne sait pas empêcher le développement d'exaspérations qui sont en grande partie à l'origine de la fortune de M. Le Pen. D'autre part son obstination à promouvoir la représentation proportionnelle constitue le plus magnifique cadeau que l'on puisse faire à M. Le Pen et à ses amis du Front national.

Mais nous ne devons pas négliger pour autant notre propre responsabilité en tant qu'opposition. Je ne pense pas, contrairement à ce que dit mon ami Pierre Bas, que le phénomène Le Pen soit lié à une insuffisante rugosité du langage de l'opposition. Je crois plutôt qu'il a pour origine un certain désenchantement de l'électorat vis-à-vis de l'ensemble du monde politique.

Le retour périodique des petites phrases de M. Philippe Séguin et des réactions acides ou brutales des dirigeants du RPR, est-ce un jeu ou l'expression d'une plus grave difficulté de cohabitation entre des sensibilités politiques parfois en apparence très différentes ?

Je crois que ce n'est ni un jeu ni l'expression d'une difficulté de cohabitation. C'est tout simplement l'expression d'idées que j'ai la faiblesse de croire les plus conformes aux principes auxquels j'ai adhéré et les plus adaptées aux conditions du combat politique du moment. Si je m'exprime, c'est pour dire ce que je crois vrai, non point pour le plaisir de faire des petites phrases qui me valent, c'est vrai, d'être assez souvent tancé.

### Les risques de la proportionnelle

Si par hypothèse - et sans jouer au jeu des pronostics - l'échéance de 1986, les élections législatives se trouvaient avancées, l'opposition aurait-elle selon vous à s'en réjouir ou à s'en plaindre ?

L'opposition doit normalement être prête à toutes les éventualités. Mais depuis 1981 j'ai toujours pensé que l'opposition n'avait strictement aucun intérêt à réclamer ou à prévoir que les échéances soient ou seraient brisées. D'abord parce qu'il convient de respecter les règles les plus élémentaires de la démocratie. Et un pouvoir légitimement désigné doit pouvoir s'exercer jusqu'à son terme. D'autre part, parce que, dans la mesure où un avancement d'échéance est forcément de l'initiative de l'exécutif, par définition, le moment qu'il choisirait ne serait pas le moins propice pour lui.

Alors, quand M. Chirac demande avec d'autres la dis-

solution de l'Assemblée, découpe-t-il selon vous sa planche de salut ou la planche savonneuse de l'échec ?

Autant j'avais été réservé lorsque d'autres que M. Chirac et avant l'affaire du référendum s'étaient prononcés en faveur d'une dissolution, car ils paraissent s'exposer aux critiques que je viens d'énoncer, autant il m'est apparu que l'évocation de l'hypothèse de la dissolution par M. Chirac était légitime. M. Chirac n'a jamais demandé qu'on n'aillie pas jusqu'aux échéances. Mais quand il est apparu que le président de la République faisait lui-même le constat - l'aveu implicite - de son absence de base populaire suffisante, il n'était pas anormal que, rejetant l'hypothèse d'un référendum, nous lui disions : « Quitte à solliciter le suffrage universel, mieux vaut le faire par la voie d'élections législatives ».

Si proportionnelle il y a lors des prochaines élections législatives, qu'est-ce qui s'en trouvera changé pour votre parti, pour les institutions ?

Je crains qu'on ne s'aperçoive au moment de l'introduction de la représentation proportionnelle combien les institutions de 1958 reposaient avant tout sur le mode de scrutin majoritaire que sur des dispositions constitutionnelles proprement dites. Je crains aussi - l'exemple de la Corse est là pour nous le rappeler - l'impossibilité de dégager une véritable majorité de gouvernement et le recours à des compromis ou à des compromissions.

Dans l'immédiat, les effets du recours à la proportionnelle, même seulement partielle, risquent d'être encore plus pervers. La situation politique aidant, il va de soi qu'on ira vers une radicalisation encore accrue du débat politique, avec un regain du Parti communiste et une confirmation possible de l'extrême droite.

Pour ce qui est des partis, il me semble que le résultat serait un renforcement des appareils et une limitation probable de la liberté d'expression individuelle, l'ensemble me paraissant fort regrettable.

J'oserais quand même pour finir un pronostic : à un moment ou à un autre, UDF et RPR se fractureront et libéreront des troupes pour M. Raymond Barre, auquel, dit-on, vous n'êtes pas hostile. Un mot seulement, ou plus si vous le souhaitez, sur le degré de vraisemblance d'une telle évocation.

A chaque jour suffit sa peine. 1986 vient avant 1988. Autant préparer une échéance à la fois.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN.

## Les décisions économiques prises depuis un mois confirment une évolution négative

déclare M<sup>me</sup> Gisèle Moreau (PCF)

M<sup>me</sup> Gisèle Moreau, membre du secrétariat national du Parti communiste français, qui s'exprimait vendredi 17 août à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), à l'occasion du « rendez-vous national de la vignette de la Fête de l'Humanité », a estimé que les orientations suivies par M. Laurent Fabius justifient, a posteriori, la décision prise par son parti de quitter le gouvernement. Elle a notamment déclaré : « Les événements qui ont suivi [notre retrait] confirment notre décision (...). Les décisions prises depuis un mois confirment une évolution négative : hausse de l'essence, du téléphone, préparation du budget... M<sup>me</sup> Moreau a souligné la volonté des communistes de « combattre avec la plus grande vigueur les projets néfastes » du patronat et de la droite.

Elle a affirmé que son parti ne prauquerra « nullement la surenchère vis-à-vis du gouvernement socialiste » et « se déterminera face aux décisions gouvernementales en fonction d'un seul critère : les actes ». La fête de l'Humanité, qui aura lieu les 8 et 9 septembre à La Courneuve, doit être, a-t-elle ajouté, « à la mesure de l'objectif défini : être un rassemblement populaire contre la droite, pour une

politique nouvelle, pour des actes en faveur de l'emploi et du pouvoir d'achat ».

Le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, qui était, le même jour, l'invité d'Antenne 2, a déclaré, pour sa part : « Le Parti communiste est un parti indépendant qui se détermine en fonction des intérêts des travailleurs et de ceux du pays. C'est en fonction de cela qu'en 1981 il a décidé de participer au gouvernement : c'est en fonction de cela qu'en 1984 il a constaté qu'il ne pouvait pas prendre sa place dans un gouvernement nouveau qui n'a pas donné aux préoccupations législatives des travailleurs et du pays les réponses qu'on pouvait attendre ».

Cette situation nouvelle, a ajouté M. Leroy, donne plus d'importance encore à la fête de l'Humanité. Les chemins de La Courneuve sont ceux de l'espoir et de l'action pour tous ceux qui avaient voulu se faire entendre en juin dernier.

Ce sera le moyen d'expression d'un certain mécontentement et d'une inquiétude pesante chez les travailleurs, le grand rassemblement politique de la rentrée pour l'emploi, le pouvoir d'achat, pour une école adaptée aux besoins, ».



## Société

### RÉVOLTE A VOUVRAY

## Le TGV sous les vignobles

La confirmation par le conseil des ministres du début prochain des travaux de la nouvelle ligne du TGV Atlantique (le Monde du 27 juillet) a réveillé les craintes des défenseurs de l'environnement. C'est notamment le cas chez les vignerons de Vouvray (Indre-et-Loire), où une enquête d'utilité publique complémentaire aura lieu du 10 septembre au 10 octobre prochains.

#### De notre envoyé spécial

Vouvray. — « Que les gens de la SNCF essaient de venir voir nos caves. On les attend ! Pour eux, les verres sont ronds. » Calmes, pondérés, tourangeaux, les vignerons voverrons s'agitent dès qu'on évoque les projets de la SNCF. On prévient le touriste : « La nouvelle voie TGV va massacrer le site de Vouvray. » On a fondé, mouvement surprenant sur ces terres individualistes, une union viticole et sacrée contre le rail. Et M. Gaston Huet, le maire, s'associe aux présidents du syndicat des vignerons et du syndicat d'initiative pour dire publiquement ses inquiétudes. Enfin, fait unique dans les annales du jardin de la France, les hommes de la vigne sont allés, un beau jour de printemps, jusqu'à en découvrir avec les gardes mobiles (le Monde du 22 mai).

Soyons francs, le TGV pose d'autres problèmes d'environnement que celui de Vouvray. S'il retient l'attention, c'est parce qu'il est question du patrimoine viticole. Et pas du moindre ! A quelques dizaines de kilomètres à l'est de Tours : le coteau de Vouvray, 75 000 hectolitres annuels d'un vin blanc de réputation mondiale. Coïncidence malheureuse : c'est là que la SNCF entend faire arriver les rails du TGV, à la perpendiculaire de la Loire. Or, les vignes sont protégées par les textes législatifs sur l'appellation contrôlée. Qu'à cela ne tienne, a répondu l'administration ferroviaire, nous passerons dessous. Dès lors, on parle de tunnel, de première mondiale. Le ministre

des transports s'engage à ne pas faire arracher le moindre cep. La technique moderne au service du vin, en quelque sorte. L'argent public aussi. Car ce travail d'Hercule motorisé n'est pas donné : 150 000 F le mètre, sur près de 2 kilomètres.

Un premier tracé est envisagé. On découvre bien vite qu'il détruit en totalité une exploitation, condamne une habitation, en abîme quelques autres. C'est beaucoup, d'autant qu'il y a une possibilité de raccourcir le tunnel. On projette alors une variante qui épargne, croit-on, les vignes. C'est oublier qu'en ces terres de vin les hommes sont partout, au soleil du coteau et dans la nuit des caves. Et quelles caves ici ! Des

sur le vin en cave et en bouteille ? Personne n'est capable de répondre, parce que personne n'avait encore jugé bon de tenter un tel accouplement contre nature.

A toutes fins utiles, la SNCF s'est engagée à financer des travaux expérimentaux de simulation. Ils ont été confiés à M. Jacques Puisais, directeur du laboratoire régional d'analyses et président de l'Union nationale des oenologues. « S'il est établi qu'il y a des nuisances dues aux vibrations, explique-t-on à la SNCF, nous envisagerons de mettre la voie sur un tapis caoutchouté d'une dizaine de centimètres. S'il y a encore des problèmes, nous pourrions équiper les caves de la même manière. » Du caoutchouc

ciment du tunnel sont imprévisibles.

« Si nous ne rencontrons que de la craie, ou du tuffeau, ce sera pain béni, explique-t-on au bureau du TGV-Atlantique. En revanche, si nous débordons de la zone crayeuse pour rencontrer de l'argile à silex, ce sera plus dangereux. » De fait, côté vignerons, on craint par-dessus tout que les travaux du tunnel ne débouchent rapidement, pour des raisons techniques, sur la percée d'une tranchée à ciel ouvert.

L'affaire en est là, compliquée de la destruction indispensable, dans cette variante, de plusieurs habitations troglodytes et de quelques pavillons récemment construits. Personne, sauf quel-



caves « aériennes », déjà célébrées par Balzac, qui, dans la *Femme de trente ans*, entend le martèlement des tonneliers en faire retentir les voûtes. A La Vallée-Charrier, cible de la SNCF et superbe site légendaire, on en compte plus d'une dizaine, cavernes sans âge aux voûtes lézardées et remplies jusqu'à la guele de vin blanc, nature ou champagnisé.

« Si tout se déroule comme prévu, le TGV passera à 30 mètres d'ici, dans la roche, explique M. André Boutet, propriétaire de deux caves. Vous imaginez les dégâts ! Et les conséquences des travaux qui dureront de trois à quatre ans... » L'effet des vibrations

sous les barriques ? On en rit encore chez les vignerons.

Un rire jaune. Car l'affaire, malgré tout, est mal engagée. On n'est pas près d'oublier l'affrontement de mai dernier avec les gardes mobiles, journée mémorable où l'on échangea, dans une sorte de jacquerie moderne, des pierres et du sulfate contre des grenades lacrymogènes. « Dans toute cette affaire, il aurait été souhaitable de procéder à l'envers, reconnaît aujourd'hui M. Jean-Michel Testu, député (PS) de la circonscription, d'étudier d'autres possibilités avant de retentir celle-ci. D'autant que les conséquences des travaux de per-

ques étrangers à la vigne, ne veut entendre parler d'indemnisation. Ce serait capituler devant le rail.

La visite terminée, on veut encore espérer. Sur le sable des caves, devant les bouteilles vides, on dessine du doigt les tracés possibles de la ligne future. Les vignerons soutiennent qu'une variante plus économique peut être construite dans la vallée. Une variante qui jouerait l'actuelle ligne Tours-Blois. Pour l'heure, les ingénieurs de la SNCF ignorent la topographie exacte des caves de La Vallée-Charrier. Et on est bien décidé à ne jamais, quoi qu'il en coûte, leur ouvrir les portes.

JEAN-YVES MAILLÉ

## Sports

### LE DÉBUT DU CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

## Un fâcheux lever de rideau pour le Paris-Saint-Germain

Le Paris-Saint-Germain, qui ne cache pas son ambition de viser, cette année, le titre national, la Coupe de France et une bonne carrière en Coupe de l'UEFA, a complètement raté son début en championnat, vendredi 17 août, au Parc des Princes. Les vingt mille spectateurs venus à la rencontre des nouvelles recrues parisiennes - l'arrière manœuvres (et de l'équipe olympique) Philippe Jeannot, le meneur de jeu auxerrois Gérard Lanthier et l'avant-centre autrichien Richard Niederbacher - ont surtout vu une équipe manœuvrer toujours aussi habile en contre-attaque sur l'immense pelouse de la capitale.

Pour la troisième fois en quatre ans, les Lorrains se sont, en effet, imposés (4 à 2) au Parc des Princes, en exploitant le manque de rigueur et de cohésion des défenseurs parisiens pour ouvrir le score par Capini (8<sup>e</sup> minute), puis pour égaliser par Cartier (57<sup>e</sup> minute) après les deux buts parisiens de Rocheteau (10<sup>e</sup> minute) et Lemoine (15<sup>e</sup> minute) avant de profiter du forcing de leurs adversaires en fin de match pour les contrer par Etienne (79<sup>e</sup> minute) et Philippe (87<sup>e</sup> minute).

#### Concurrence

Fâcheux au plan sportif, ce premier échec des Parisiens peut aussi avoir de regrettables conséquences sur l'affluence future d'un public qui, vendredi soir, a assisté les joueurs à leur sortie. C'est que le Paris-Saint-Germain n'est plus seul au Parc des Princes. Déjà, en 1978-1979, il avait dû partager la pelouse de la porte de Saint-Cloud avec une autre équipe de première division. Mais le Paris Football-Club était alors à l'agonie et allait disparaître en deuxième division. Or le nouveau « cocodraisien », le Racing-Club de Paris, peut, cette fois, devenir envahissant.

Après avoir salué sportivement le retour parmi l'élite d'un club aussi prestigieux, gage d'une saine rivalité, les dirigeants du Paris-SG redoutent, aujourd'hui, les retombées financières de cette concurrence.

rence. L'époque où le Racing et le Stade français se partageaient, sans problème, l'ancien Parc des Princes, dans les années 50 et 60, est révolue. Le championnat se jouera, désormais, au rythme des deux matches par semaine (mardi et vendredi soir), et les prix des billets d'entrée ne sont pas tous « populaires ».

« Au Paris-SG, on estime que cette concurrence peut entraîner une baisse de fréquentation du stade de 20 % par rapport à la saison dernière. Ainsi, pour tenter de fidéliser leur public, les deux clubs de la capitale ont fait un gros effort de promotion pour leur campagne d'abonnements : de 300 francs à 2 000 francs pour les dix-neuf matches de championnat du Racing, de 400 francs à 2 575 francs pour le Paris-SG.

Cette formule n'ayant jamais connu en France un succès comparable à ceux des grands clubs anglais ou italiens, qui comptent des dizaines de milliers de supporters abonnés à l'année, c'est surtout sur le terrain que les deux équipes devront, match après match, conquérir leur public. Fort de ses dix ans d'expérience en première division et d'un effectif qui lui a permis de terminer aux places d'honneur depuis deux saisons, le Paris-Saint-Germain part, a priori, avec un certain avantage. Encore conviendrait-il de ne pas rater le départ.

GERARD ALBOUY

#### LES RÉSULTATS

##### Première division

##### (Première journée)

\* Bordeaux b. Toulouse 2-1 ; \* Bastia b. Monaco 1-0 ; \* Auxerre b. Strasbourg 2-0 ; \* Marseille b. Sochaux 3-1 ; \* Nancy b. \* Paris-SG 4-2 ; \* Metz b. RC Paris 2-0 ; \* Nantes b. Toulon 3-1 ; \* Lens b. Rouen 1-0 ; \* Brest b. Lille 0-0 ; \* Tours et Laval 1-1.

##### Deuxième division

##### (Deuxième journée)

##### Groupe B

\* Nîmes et Sète 1-1 ; \* Saint-Etienne b. Valence 2-1.

### LES JEUX DE L'AMITIÉ A MOSCOU

## L'objectivité à l'épreuve

De notre correspondant

Moscou. — Les télé spectateurs soviétiques, qui n'ont pu voir aucune image des Jeux olympiques de Los Angeles, traités ici comme un « non-événement », sont amplement informés du déroulement des Jeux de l'amitié 1984, qui ont lieu simultanément en URSS, en Tchèqueoslovaquie, en Hongrie, en Bulgarie, en Pologne, en RDA et à Cuba. Les compétitions masculines d'athlétisme ont commencé, vendredi 17 août à Moscou, au stade Lénine, devant un public très clairsemé, qui était loin de remplir les cent trois mille places de cette enceinte.

Les responsables soviétiques ont visiblement hésité sur le style qu'il convenait d'imprimer à cette rencontre. A trop mimer le cérémonial olympique, ils risquaient les remontrances du Comité international olympique, voire l'exclusion pure et simple, car la charte du mouvement prévoit des sanctions envers les organisateurs de « contre-jeux ». D'un autre côté, il était tentant d'exploiter la présence à Moscou (et à Tallin, en Estonie, pour les régates), de près de deux mille athlètes venus d'une trentaine de pays.

Le résultat est un peu hybride. « Ce ne sont pas des Jeux alternatifs à ceux de Los Angeles », a déclaré vendredi 17 août, au cours d'une conférence de presse au stade Lénine, M. Nikolai Roussak, président du comité soviétique des sports. « Mais nous sommes conscients que les athlètes qui se sont préparés pour les JO [ils n'ont pas pu y aller en raison du boycott] avaient besoin de montrer ce qu'ils pouvaient faire », a-t-il ajouté. Le Soviétique Youri Sedikh, détenteur du record du monde du lancer du marteau, était plus direct : « C'est bien dommage que je n'ai pu défendre mes chances aux JO, mais le vainqueur de Los Angeles sait très bien que son résultat n'est pas objectif », expliquait-il. Youri Sedikh a quelque chose de l'athlète russe. Il a lancé, vendredi, le marteau à 85,60 m alors que le premier de cette catégorie à Los Angeles, le Finlandais Jukka Tiainen, n'a réalisé que 78,08 m.

Les commentateurs soviétiques ont beaucoup insisté sur le fait que, dès le premier jour, les performances sur 20 kilomètres marche

(premier, le Soviétique Sergueï Prossichine en 1 h 21 mn 37 s) et pour le lancement du marteau dépassaient celles obtenues à Los Angeles. D'autre part, l'Allemand de l'Est Uwe Hohn, qui détient le record du monde, a lancé le javelot à 94,44 m, soit près de 8 mètres de plus que le Finlandais Haerkoenen à Los Angeles.

#### Des miettes

Les Soviétiques ont remporté le lancer du disque (Youri Doumchev, 66,70 m), le saut en longueur (Constantin Semynkin, 8,38 m), le lancer du poids (Sergueï Kabanov, 21,64 m), le saut à la perche (Constantin Viktor Markine, 44 s 78), le relais 4x100 mètres (Sidorov - Mouraviev - Sokolov - Evgeniev, 38 s 32), le 10 000 mètres (Valeri Abramov, 27 mn 55 s 12) et le 50 kilomètres marche (Andrei Perlov, 3 h 43 mn 6 s).

Comme les Américains à Los Angeles, les Soviétiques n'ont, vendredi à Moscou, que des miettes à ramasser aux athlètes venus d'autres pays. Le Cubain Osvaldo Lara a remporté le 100 mètres en 10 s 17, et le Polonais Bohuslav Maminski le 3000 mètres steeple en 8 mn 27 s 15.

Dans le concours des rhétoriques sur le thème des différences entre Moscou et Los Angeles, la palme appartenait, pour l'instant, à M. Kan Dik Chung le chef de la délégation de Corée du Nord. « Le climat moral qui règne [dans la capitale soviétique] est incomparable avec l'atmosphère de gain, de chauvinisme, de terreur et d'arbitrage injuste qui imprègnent les Jeux de Los Angeles », a-t-il déclaré dans une interview au journal *Sovietiski Sport*.

#### DOMINIQUE DHOMBRES

Record du monde en lancer du disque. — L'Allemand de l'Est Irina Meseymski a battu le record du monde du lancer du disque avec 46,70 m à 73,36 mètres, réussit le 17 août à Prague, à l'occasion de la deuxième journée des Jeux de l'amitié. L'ancien record appartenait à la Soviétique Galina Savinkova avec 73,26 mètres.

## En bref

### Mort du bébé greffé du cœur

La petite Helle Roffey est morte, le vendredi 17 août, au National Heart Hospital de Londres (nos dernières éditions datées du 18 août), où elle avait subi une transplantation cardiaque le 30 juillet, alors qu'elle n'avait que neuf jours. L'enfant, qui était née privée de la partie gauche de son cœur, avait reçu celui d'un nouveau-né, décédé aux Pays-Bas ; elle est morte à l'âge de vingt-huit jours. Elle avait été opérée par le docteur Magdi Yacoub, de nationalité égyptienne. Un porte-parole de l'hôpital a précisé que « le cœur lui-même se portait bien, mais que des problèmes respiratoires sont apparus. Ses poumons se sont détériorés très rapidement ainsi que son état général, et ceci a provoqué un arrêt du cœur ».

Cette transplantation avait soulevé une polémique en Grande-Bretagne (le Monde du 16 août), en raison non seulement du caractère « expérimental » et hasardeux d'une telle intervention mais aussi du coût - humain et financier - qu'elle représentait pour un système national de santé qui gère ses deniers au plus juste, y compris pour nombre d'opérations chirurgicales.

### Une monitrice tuée par la foudre

La foudre a tué une monitrice de colonies de vacances et grièvement brûlé quatre des enfants qu'elle accompagnait sur un haut plateau du Verdon (Alpes-de-Haute-Provence).

M<sup>me</sup> Marielle Gérard, vingt ans, et deux autres monitrices, accompagnées en excursion quinze enfants originaires de Champagne (Marne) en vacances au Brus (Var). Surpris par un orage à 1 kilomètre du « point sublime » du Verdon, le groupe s'était abrité sous un arbre. Frappée par la foudre, la monitrice a

été tuée sur le coup, les quatre enfants brûlés ont été évacués par hélicoptère ; d'autres, commotionnés ou éblouis, ont été transportés par la route à l'hôpital de Draguignan.

### La NASA recherche un satellite « égaré »

L'ori d'une prochaine mission de la navette spatiale américaine Discovery, prévue en novembre prochain, l'équipage tentera de récupérer le satellite de télécommunications indonésien Palapa-82. Ce dernier, lancé en février dernier par la navette Challenger, avait, en effet, été égaré sur une mauvaise orbite, à cause d'une défaillance de son système de propulsion (le Monde du 8 février).

Si les Américains réussissent l'opération - comme ils l'ont fait, en avril dernier, en récupérant dans l'espace Solar Max - le satellite sera ramené à terre et réparé. Il deviendra alors propriété de deux compagnies d'assurances, la Merritt Syndicates Ltd de Londres et l'International Technology Indemnity de Washington, qui, en le revendant, espèrent récupérer une partie des 75 millions de dollars qu'elles avaient versés au gouvernement indonésien. La NASA s'est engagée à replacer Palapa-82 sur orbite en juillet 1985, pour un prix de lancement analogue à celui pratiqué en février dernier.

La Merritt même, d'autre part, des négociations avec la NASA pour la récupération, par l'équipage de Discovery, du satellite américain de télécommunications Westar-6, qui avait lui aussi été « égaré » à la sortie de la soude de Challenger. Les compagnies d'assurances auraient tout à gagner d'un double « rachat » : celui-ci ne leur coûtera que 5,5 millions de dollars alors qu'elles devront payer 4,8 millions de dollars pour la récupération du seul satellite indonésien.

« Mort de deux alpinistes dans le Mont-Blanc. — Deux alpinistes japonais ont trouvé la mort dans le massif du Mont-Blanc, dans la nuit de jeudi à vendredi, après une chute de 1 100 mètres. Les deux hommes, dont l'identité n'a pas été divulguée, se trouvaient en cordée à 4 100 mètres d'altitude dans les Grandes Jorasses lorsqu'ils ont dévié alors que les conditions météorologiques étaient particulièrement difficiles. Leurs corps déchiquetés sont tombés dans une crevasse de 80 mètres et n'ont pu être remontés dans l'immédiat.

« Information judiciaire sur la mort de Gaetan Zampa. — Le parquet de Marseille a ouvert, vendredi 17 août, une information pour rechercher les causes de la mort de Gaetan Zampa, décédé jeudi après avoir tenté de se pendre dans sa cellule.

### DANS LES VOSGES

## Un « sentier de la désolation »

Les habitants de la commune d'Aubure, dans le Haut-Rhin, viennent de tracer un « sentier de la désolation » à travers bois, pour faire découvrir aux touristes les dégâts causés par la pollution à la forêt voigienne.

Balisé comme un circuit de randonnée, ce sentier mène le promeneur durant une heure et demie sur cinq sites illustrant la mort lente de la forêt sous les retombées acides de toute l'Europe.

Pour donner plus de poids à leur initiative, les habitants de la commune, rassemblés au sein d'un « groupe de travail pour la sauvegarde de la forêt », ont aussi édité des documents pédagogiques à l'intention des randonneurs. « Depuis l'automne dernier, nous assistons à un dépérissement flagrant du massif voigien, explique M. Christian

Kletty, le maire d'Aubure. Les résineux perdent leurs aiguilles puis meurent. Les feuillus sont atteints aussi, et beaucoup ne passeront pas l'hiver. »

« Nous voulons sensibiliser le plus de gens possible, dit encore M. Kletty, car la mort de la forêt signifierait une succession de catastrophes écologiques : érosion des sols, transformation des micro-climats, etc. Sur le plan économique, il faudrait s'attendre à l'effondrement du marché du bois et des industries connexes. »

Les trois cents habitants de la commune d'Aubure subissent déjà, à leur échelle, ces retombées économiques. Ils ont dû faire des coupes de bois exceptionnelles pour éliminer des arbres gravement malades, et les réduire les conséquences de cet arrive-massif de bois sur les cours.

« Si nous ne rencontrons que de la craie, ou du tuffeau, ce sera pain béni, explique-t-on au bureau du TGV-Atlantique. En revanche, si nous débordons de la zone crayeuse pour rencontrer de l'argile à silex, ce sera plus dangereux. » De fait, côté vignerons, on craint par-dessus tout que les travaux du tunnel ne débouchent rapidement, pour des raisons techniques, sur la percée d'une tranchée à ciel ouvert.

L'affaire en est là, compliquée de la destruction indispensable, dans cette variante, de plusieurs habitations troglodytes et de quelques pavillons récemment construits. Personne, sauf quel-



## Un avenir pour le patrimoine

Peu de notions ont évolué en un siècle autant que celle de patrimoine. Cela concerne bien sûr son contenu, toujours plus large, plus complexe et pourtant plus rigoureux, plus exigeant (c'est, par exemple, l'apparition du « patrimoine industriel » : ce sont les principes très sévères de la restauration, et ses nouvelles techniques). Mais cela est vrai aussi pour son image : auprès du public, comme on dit en termes de marketing.

Si le patrimoine depuis quelques décennies avait pu se vendre et s'étudier comme n'importe quelle lessive ou n'importe quel homme politique, et si des sondages comparatifs existaient, on serait sans doute frappé par sa métamorphose. Tenons-nous-en à l'après-guerre et imaginons ces sondages. En 1950, seuls sont tolérés les plus célèbres monuments historiques. Tout le reste est considéré comme empêcheur de moderniser en rond. L'objectif est de se meubler moderne dans des immeubles modernes à grandes baies vitrées. Dix ans plus tard on se meuble en ancien dans un immeuble moderne et l'on se scandalise, impuissant, du massacre des Haies, du littoral défiguré. Une décennie passe encore, et l'on se meuble en moderne dans les immeubles anciens. On invente alors la posture apparente en polystyrène pour mas-

quer au goût du jour l'architecture « moderne ». On mange du fromage de chèvre chaud sur du pain au levain cuit au bois.

Et voici les années 80. La facilité serait de dire qu'on se meuble en ancien dans des immeubles anciens. Mais la vérité est que tout est devenu ancien, y compris le mot « moderne », et y compris la création. On s'habille rétro et, si l'on a pas sa place dans le Marais ni dans tel ou tel quartier piéton, pour s'y meubler cinquante, on trouve refuge chez les « post-modernistes ». Seuls donnent un peu d'air frais la « nouvelle cuisine » car elle revient à la vérité ancestrale des produits, la « nouvelle philosophie » car elle s'en retourne vers la sagesse de nos aïeux, la nouvelle histoire et quelques autres nouveautés artistiques, économiques et politiques dont le point commun est, on l'aura deviné, une commune référence à la notion qui nous occupe, 1980 sans d'ailleurs l'Année du patrimoine.

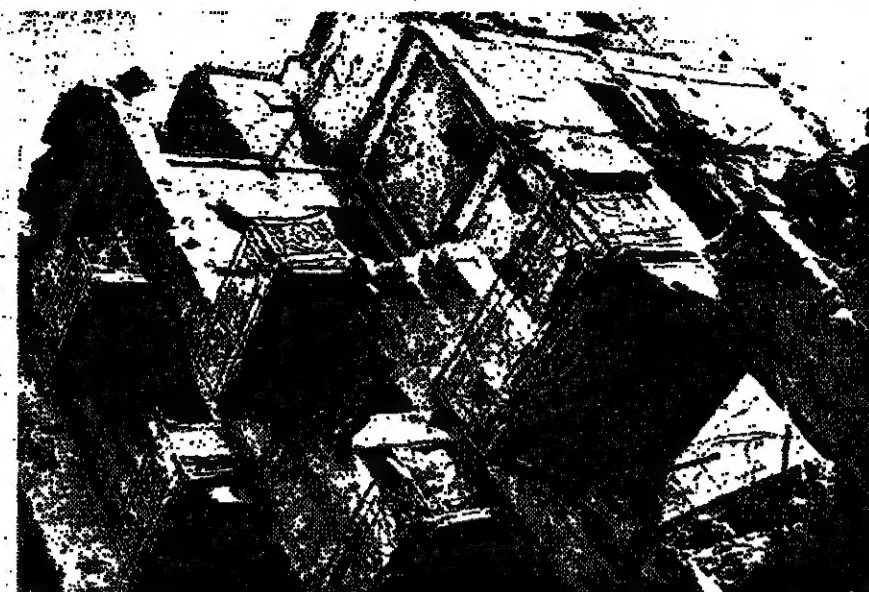
Il était difficile de protéger le patrimoine, il y a vingt ou trente ans, contre la puissance des promoteurs, la violence des démolisseurs et la paranoïa des constructeurs. On aurait tout de même la tâche soit plus aisée aujourd'hui. D'une part les démolitions soursouffles continuent de-ci, de-là, même si elles sont moins systématiques. En outre, le domaine méritant protection s'est, on l'a vu, notablement accru, englobant toujours plus d'éléments des univers urbain, rural, industriel en même temps que l'infime variété des

objets et les limites indéfinies des paysages. Or ne pas détruire, ne pas sacrifier, est une chose. Entretenir, le cas échéant restaurer, en est une autre. Surtout si les principes de protection et de conservation se sont beaucoup affinés, ce qui est, on l'a également vu, le cas. Ce qu'on a appelé avec justesse les « nouvelles dimensions » du patrimoine, s'il faut les combiner avec les « nouveaux outils » dont il bénéficie — et pour une fois le mot nouveau a son sens réel — font de cette fuyante et difficile notion un gouffre financier.

Ainsi la question-clé de ce futur patrimoine s'est-elle progressivement changée : « faut-il vraiment le protéger ? » (mépris), puis « comment le protéger ? » (tactique), puis « faut-il protéger ? » (stupéur), puis « comment le protéger ? » (désarroi), et enfin « faut-il le protéger ? » (abandon). Cette dernière et épineuse question est celle qu'inévitablement on se pose, qu'on se posera, devant l'étendue des problèmes, devant l'impossibilité matérielle de sauver tout ce qui mériterait de l'être. Le patrimoine de l'avenir peut-il, froidement et dès aujourd'hui, se concevoir comme une sélection ? Il faut répondre, et vite, car déjà les décisions se prennent, déjà les choix se font, qui ne peuvent être mis seulement sur le compte du temps ni de la nature puisque nous avons acquis la conscience de ces choix.

Le patrimoine de l'avenir, c'est une des préoccupations de l'UNESCO, qui subventionne des monumentales campagnes et essaie

Photographies extraites du bulletin de la Mission de la DATAR (supplément de la revue Photographies).



d'agir par l'exemple en octroyant aux diverses merveilles de cette pauvre terre le label « patrimoine mondial ». C'est surtout l'occupation constante du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS). Cet organisme dépendant de l'UNESCO est né il y a vingt ans, en 1964, au même temps que la Charte de Venise, qui, en gros, définit les principes actuels de la conservation et de la restauration. Présidé depuis 1981 par le Français Michel Parent qui vient de prendre sa retraite d'inspecteur général des monuments historiques, l'ICOMOS est, à l'échelle internationale, la fois le laboratoire et le fer de lance de tout ce qui concerne le patrimoine, exception faite des musées qui bénéficient d'un conseil

similaire (l'ICOM). On retrouve donc l'ICOMOS partout où l'on trouve du colloque, des assises, des journées ou séminaires touchant les questions de sa compétence. Et la rentrée sera pour lui abondante.

La plus ouverte et la plus générale sera le colloque organisé par le ministère de la culture sur « l'avenir du patrimoine » — l'avenir de ce type particulier de patrimoine qui représentent les monuments historiques : Les monuments historiques demain. C'est donc bien officiel : comme le métro ou la bande dessinée, le patrimoine se tourne vers le futur. On en aurait d'ailleurs une autre bonne illustration à travers la manifestation d'ailleurs plus ardue, en tout cas plus spécialisée, qu'est le prochain Congrès international sur la restauration et la

conservation du patrimoine culturel. Il aura lieu à Paris, au Palais des congrès, du 3 au 7 septembre prochain. Le thème « Adhésifs et consolidants » a été retenu cette année par l'Institut international de conservation des œuvres d'art (IICC), dont c'est le dixième congrès. Les recherches les plus récentes pour la restauration de tout support (papier, vitrail, textile, bois, fer, ivoire, film...) seront mises sur le tapis et confrontées.

Où l'on voit que si le patrimoine doit avoir un avenir sérieux, c'est en s'associant la technologie du futur. On est loin de l'idée naïvement patriotique (tiens, un terme censuré !) que, naguère encore, traînait ce terme après lui.

FREDERIC EDELMANN.

## AU CHATEAU DE GAILLON

### M. Jack Lang dresse un premier bilan

Une visite au château de Gaillon, dans l'Eure, au mois de juillet dernier, a été l'occasion pour M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, de faire un bilan de sa politique en matière de monuments historiques. L'idée générale étant que le patrimoine doit être autre chose qu'une masse de pierres inventoriées, momifiées par la conservation.

Le château de Gaillon, aujourd'hui à demi-murs, est un symbole des efforts consentis en faveur du patrimoine. Les travaux de grande ampleur, entrepris en 1975, ont déjà coûté 14 millions de francs : 10 millions à l'Etat et 4 millions aux régions de Haute-Normandie et de l'Eure. Le 12<sup>e</sup> Plan prévoit de verser encore 12 millions pour achever sa restauration.

M. Jack Lang a annoncé lors de cette visite un certain nombre de mesures nouvelles concernant les monuments historiques.

Une mission « coût, économie, patrimoine » va être créée afin de mieux faire respecter les rapports délaïs/coût/qualité. Mais, pour l'avenir, la grande nouveauté consistera à mettre en place dans chaque région, dès le 1<sup>er</sup> janvier 1985, des commissions régionales du patrimoine historique, archéologique et ethnologique (COREPHAE), pour décentraliser les demandes de protection. Constituées d'élus locaux, de spécialistes et de représentants d'associations s'intéressant au patrimoine, les COREPHAE auront pour mission d'établir un schéma directeur régional, et d'étudier la question de l'inscription à l'inventaire — dont la décision finale relève du comité de la République de région. Les classements, en revanche, seront toujours établis par le ministère de la culture.

M. Jack Lang, qui a pris 1 329 décisions de protection d'édifices depuis 1981, souhaite élargir la politique traditionnelle de protection (églises, châteaux) à des édifices plus récents : ponts, gares, bâtiments industriels ou commerciaux, établissements de bains, théâtres, cinémas...

Etudier le patrimoine, le classer, le mettre en valeur, est une chose ; mais le faire redécouvrir au public en est une autre. Un certain nombre de mesures ont été prises dans ce sens afin de rendre le patrimoine plus accessible et d'améliorer l'information du public. Dans dix régions de France, des « itinéraires de découverte » ont été mis au point pour éveiller la curiosité et faire apprécier des richesses peu connues, comme la route des tabacs en Aquitaine. Un « forfait multi-monuments », sorte de carte-orange touristique qui permettrait de sillonner plus librement les six régions qui en seront dotées, sera

également créé. Avant la fin de l'année, des panneaux seront installés sur chaque chantier de restauration, qui indiqueraient le coût et la nature des travaux menés.

Mais l'information s'acra surtout disponible dans les centres régionaux de documentation du patrimoine qui s'ouvriront progressivement dans chaque région de France. Les deux premiers seront inaugurés dès cette année en Bretagne et en Haute-Normandie. Un grand centre national de documentation sera d'autre part inauguré à Paris, à l'hôtel de Vigny, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'inventaire. L'ouverture de banques de données télématiques est également envisagée pour la région de Chambord.

Le 23 septembre prochain, les monuments historiques de l'Etat seront ouverts gratuitement afin d'inviter le public à aller les visiter pendant l'automne-automne.

VALERIE BASDEVANT.

## UN COLLOQUE DE L'ICOMOS

### Apprivoiser les médias

Du vidéo-clip à la télématique, tous les moyens audiovisuels sont actuellement à l'étude pour rapprocher le grand public avec le patrimoine. Cependant, aucune de ces technologies nouvelles et prometteuses ne saurait être efficace si les responsables des Monuments historiques ne s'adaptent pas aux multiples exigences de cette forme de communication. Orienté sur le thème de la collaboration entre patrimoine et médias, un colloque organisé voici peu par la section française du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) avec la participation de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) s'est tenu à l'UNESCO, à Paris.

Refusant un « mariage forcé » avec le patrimoine, les responsables de l'audiovisuel ont rappelé l'échec cuisant des grandes émissions télévisées sur la sauvegarde du patrimoine, lancées il y a dix ans puis abandonnées. La raison de cet échec était simple : magistrales et ennuyeuses, elles livraient des images statiques et documentaires. L'optique télévisuelle, par contre,

demande un traitement vivant de ce genre de sujet. Envisagé sous un angle nouveau, le patrimoine pourra par exemple servir de cadre, et même de prétexte, à certains jeux. Il devrait aussi trouver sa place dans la programmation à dominante culturelle et régionale de la télévision par câble, sous forme de reportages locaux sur les chantiers en cours, par exemple.

Ainsi débarrassé de tout ce que son image a souvent de vieillot, le patrimoine devrait pouvoir offrir le luxe de se faire connaître par l'intermédiaire des vidéo-clips — si toutefois les finances de l'ICOMOS le permettent... Mais l'interactivité de création ira même plus loin, entre le patrimoine et les nouvelles technologies. Grâce aux « ateliers de paysage urbain », on pourra obtenir une image précise d'un projet d'aménagement urbain, simulée sur écran informatique. Un atelier itinérant à travers la France donnera lui aussi la possibilité d'élaborer des maquettes d'aménagement du territoire, sous la forme d'une sorte de jeu de création.

## Les nouvelles mesures du gouvernement

### Le patrimoine et l'Etat

Améliorer l'usage des crédits de l'Etat.

1. Création d'une mission « Coût, Economie, Patrimoine », destinée à mieux faire respecter les rapports délaïs/coût/qualité.

2. Mise au point d'un programme de commande publique à des artistes vivants : d'importants crédits y seront consacrés.

Création des commissions régionales du patrimoine historique, archéologique et ethnologique (COREPHAE).

Les zones de protection du patrimoine architectural et urbain (2 PPAU). Rôle : abolir la règle des 500 m, trop artificielle, et adapter la zone de protection à chaque lieu concerné.

### Le patrimoine et le public

Accueil.

1. Ouverture sept jours sur sept toute l'année des quarante plus importants monuments historiques.

2. Création d'itinéraires de découverte dans dix régions, dont l'Aquitaine, avec la Route du tabac, le Nord avec le circuit du patrimoine industriel, le Poitou-Charentes avec le circuit des fortifications.

3. Création d'un forfait multi-monument dans six régions.

4. Publication du guide Ouvert au public, qui recense les monuments historiques privés.

5. Mise en place d'un panneau d'information et d'un plan dans plus de 70 % des monuments historiques.

6. Augmentation de 50 % des crédits consacrés à la restauration des monuments.

### Information

1. Installation dans les chantiers de travaux d'un panneau d'information indiquant le schéma général de restauration, la durée, le coût.

2. Pose d'une plaque permettant d'identifier les monuments historiques classés de l'Etat et les monuments classés privés, et les propriétaires les soumettant.

3. Usage des méthodes les plus modernes pour informer le public.

4. Ouverture d'un centre régional de documentation en Bretagne et en Haute-Normandie, puis dans chaque région de France.

5. Installation du Centre national de documentation de l'inventaire à l'hôtel de Vigny, à Paris, à la fin de l'année.

Ouverture au public de la Bibliothèque des monuments historiques, qui sera transférée, avant la fin de 1985, à l'hôtel de Croixille.

6. Dimanche 23 septembre 1984 : ouverture gratuite de tous les monuments historiques de l'Etat.

## En bref

■ A L'INSTITUT LUMIERE DE LYON. — L'Institut Lumière de Lyon donne « carte blanche » à la Cinéma-thèque de Toulouse, du 27 août au 2 septembre. Une cinquantaine de films rares seront présentés à cette occasion dont *Jeunes*, avec Paul Muni ; *Malombra*, de Solmi ; *La Prisonnière*, de Clouzot ; *La Vie future*, d'après H.G. Wells. Quatre expositions complémentaires se programmeront avec une centaine d'affiches et sept cents photos (le musée soviétique, le cinéma français des années 1930, le film noir américain, etc.). Rens. : (7) 880-86-69, Lyon.

■ AUX SEMAINES MUSICALES DE TOULON. — Au premier concert international de violon et piano de Toulon, organisé à l'occasion des Semaines musicales de Toulon, le premier prix de violon a été décerné à une Hollandaise, Isabelle van Keulen, le second à la Française Florence Blazot. Une Française encore et une Madolesse, Claire Desaut et Sylvie Némerey, ont obtenu tous deux le premier prix de piano, le second ayant été décerné à Pascal Gillet (France).

■ WIM WENDERS ET LA DISTRIBUTION DE « PARIS-TEXAS ». — Le cinéaste néerlandais Wim Wenders, qui avait obtenu le Prix d'or au dernier Festival de Cannes avec « Paris-Texas », a perdu son procès contre la société de distribution de son film. Wim Wenders exigeait une centaine de copies — au lieu des trente-cinq prévues — et un droit de regard sur leur qualité. Un compromis a cependant été trouvé entre le réalisateur et la société de distribution Pro-Ject Film-productions : vingt-cinq copies supplémentaires seront réalisées.

## Des stages pour les jeunes

L'objectif de Jeunesse et patrimoine est d'initier les jeunes de vingt à trente-cinq ans aux problèmes — et aux joies — de la restauration et de la conservation. Créé il y a sept ans, l'association s'est donné pour tâche de « préparer les jeunes à prendre la relève des tâches » en proposant une information scientifique solide, dans le cadre du stage national, inauguré en 1983, et du stage international d'été, qui a lieu tous les ans dans une grande ville d'Europe : Vienne l'an dernier, Venise en septembre prochain.

M<sup>me</sup> Bernadette Gradis, secrétaire générale de Jeunesse et patrimoine, dirige avec une formidable énergie les activités de l'association, qui envisage la protection de l'héritage architectural et naturel d'une manière vivante et tournée vers l'avenir. Les stagiaires s'intéressent par exemple à la mutation des quartiers anciens, où on leur montre comment intégrer des immeubles neufs, et selon quels critères (hauteur, proportion, nuance du revêtement). L'exercice des restaurations « puristes » et le danger des interventions inamovibles leur sont également signalés. C'est sur la charte de Venise, établie en 1964, que se fondent les principes de l'association en ce domaine : toute restauration doit être « authentique » et réversible.

Un tailleur de pierres britannique, une architecte turque, un étudiant des Beaux-Arts polonais, un urbaniste français : les stagiaires viennent d'horizons les plus divers, généralement pour des raisons d'ordre

professionnel. Les journées sont longues : conférences, excursions et exposés se succèdent de 8 heures du matin jusqu'à la soirée. Dans le car, pendant les repas, les stagiaires discutent de questions techniques, esthétiques, architecturales dans un climat détendu qui contraste avec l'image austère qu'on continue de prêter au patrimoine. Les visites sur le terrain (chantiers de restauration, châteaux privés, quartiers anciens préservés) fournissent des exemples pratiques, ou parfois des contre-exemples quand les restaurations sont « scandaleuses ».

Jeunesse et patrimoine a trouvé un créneau entre les chantiers de fouilles — qui initient les moins de vingt ans sur le plan pratique — et les réunions d'experts — qui s'adressent aux professionnels — en organisant des stages de haut niveau mais accessibles à tous ceux qui s'intéressent au patrimoine, architectes ou non.

Désormais considérée comme la « section jeune » de conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), filiale de l'UNESCO, Jeunesse et patrimoine attire environ 40 % d'étrangers dans le stage international d'été. Deux comités Jeunesse et patrimoine ont déjà été implantés en Belgique et en Argentine. D'autres comités s'ouvriront bientôt en Suisse — cet été — ainsi qu'en Autriche et aux Pays-Bas. — V.B.

Jeunesse et patrimoine, 9, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 225-91-92.



# Paris / programmes

## théâtre

### Les autres salles

**ANTOINE-S. BEKRIAU** (208-77-71), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Nos premiers parents.  
**ATELIER** (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : Le Nerve de Ramon.  
**BOUFFES-PARISIENS** (296-60-24), sam. 21 h, dim. 15 h : Madame, pas d'âme.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens d'abord à l'Elysée.  
**DES HEURES** (606-07-48), sam. 21 h : L'ours ; 22 h : Le Mouché et le Pénit.  
**ESPACE-MARLIS** (584-09-31), sam. 22 h : Accusé : D'abord on la fin de Victor.  
**GAITÉ-MONTMARTRE** (322-16-18), sam. 21 h, dim. 15 h : Chacun pour moi.  
**LA HUCHETTE** (326-38-99), sam. 19 h 30 : La Canotière chausse ; 20 h 30 : La Loutre ; 21 h 30 : Bonsoir Prémont.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), sam. 19 h 15 : Six heures au plus tard (dura.) ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. Il. 18 h 30 : La Voie humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mera ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette.  
**NOUVEAUTES** (770-52-76), sam. 20 h 30, dim. et le 15 à 15 h 30 : L'Entourloupe.

**ŒUVRE** (874-42-52), sam. 19 h 30 et 22 h : Comment devenir une œuvre juive en dix leçons.  
**PALAIS-ROYAL** (297-59-81), sam. 20 h 45, dim. 15 h 30 : La Fille sur la banquette arrière.  
**RENAISSANCE** (208-18-50), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Le Vase voyageur.  
**SAINT-GEORGES** (878-43-47), sam. 21 h : Théâtre de Boulevard.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02), sam. 20 h 15 : Les Babes-cahous ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous, on fait ce qu'on nous dit de faire.  
**TOURTOUR** (857-42-48), sam. 20 h 30 : Vie et mort de Pier Paolo Pasolini.  
**VARIÉTÉS** (233-09-52), sam. 18 h 45 et 21 h 30 : Le Studio.

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-55), sam. 21 h, dim. : On perd les pédales.

### La danse

**COUR DE LA MAIRIE DU IV<sup>e</sup>** (278-60-56), sam. 21 h : Ballets historiques de Marné.

## Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club

### Samedi 18 - Dimanche 19 août

#### Spectacle d'eau

**ESPLANADE DE LA DÉFENSE**, Fontaine Agass (979-00-15), sam. 21 h 30 : Daphné et Chloé.

#### Opérettes

**POTINIERE** (266-44-16), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Le Roi-Carf.

#### Le music-hall

**DAUNOU** (261-49-14), sam. 21 h : Dim. 15 h 30 : From Harlowe to Broadway.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), sam. 21 h : J. Bourdon.  
**STUDIO BEKRIAU** (733-44-66), dim. 16 h : Folies égarées d'Offenbach.

#### Les concerts

**SAMEDI 18**  
 Lucernaire, 19 h 45 : M. Nakat (Beethoven, Chopin, Stravinsky, Ravel).  
 Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : R. Parot, Th. Fèvre (Telemann, Vivaldi, Bach, Hindemith).

#### DIMANCHE 19

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir samedi.  
 Chapelle Saint-Louis de la Chapelle, 17 h : J. Magnillat, P. Migard (Proberger, Telemann, Pachelbel, Bach, Brahms).

### Festivals

**FESTIVAL FESTIVAL DE PARIS** (549-14-63)  
 Sainte-Chapelle, Sam à 19 h 30 : Taille Scholastique (Tallin, Byrd).  
 Château de Malmaison-Lafitte, Dim. à 17 h 30 : A. Le Roy (surpe) (Farina, J. Ivet, Mortier...)  
**XV<sup>e</sup> FESTIVAL DE SCEAUX** (660-87-79)  
 Orangerie de château, Sam. à 17 h 30 : J.-L. Ragnanauer (Beethoven) ; le Dim. à 17 h 30 : Orchestre de chambre toulousaine, O. Stajhal (dir.) (Janssek, Martin, Handel, Mozart, Vivaldi).

### Jazz, pop, rock, folk

**CAVEAU DE LA POLÉE** (354-62-28), dim. à 22 h : Bobby Fingall Quartet.  
**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (326-65-05), sam. 21 h 30 : Gene Magley Flan Connors (dura.)  
**CHAPELLE DES LOMBARDS** (357-24-26), sam. à 22 h : Péggy Urbina et son Groupe Latcha...  
**FURSTENBERG** (354-79-51), sam. dim. 18 h : DMO Paganini.  
**PETIT OFFORTON** (236-01-36), sam. dim. 23 h : Clark Terry Quartet.  
**TRÉS MAILLÉTS** (354-00-79), sam. 23 h : La Vallée.  
**TRÉVIERES DE BUREAU-ABRES** (260-44-21) sam. 23 h : O. P. D. A. Bolada, L. Cruz.

## cinéma

### La Cinémathèque

**CHAILLOT (78-24-24)**  
**SAMEDI 18 AOUT**  
 15 h, le Ruisseau, de M. Léonard et C. Anton-Laux ; 17 h, Between Heaven and Hell, de R. Fleischer ; 19 h, Chien japonais, policiers et suspense : Scandale, de A. Kurosawa ; 21 h, Les Négociants de l'île de la Tortue, de J. Renier.  
**DIMANCHE 19 AOUT**  
 15 h, Katis, de M. Tourneur ; 17 h, Océana, de L. Milestone ; 19 h, Cinéma japonais, le mélodrame : Comment s'appelle-t-elle ? (2<sup>e</sup> partie), de H. Ota ; 21 h, Lala, de J. Dancy.

**BEAUBOURG (278-35-57)**  
**SAMEDI 18 AOUT**  
 15 h, cinéma américain (1920-1930) : The Red Kimono, de W. Lang ; 17 h, 6<sup>e</sup> série japonaise : Retour au pays, de H. Ota ; 19 h, le Contain dans le ciel, de R. Haff ; 21 h, Celine et Julia vont en bateau, de J. Rivette.  
**DIMANCHE 19 AOUT**  
 15 h, cinéma américain (1920-1930) : Flamingo, de H. B. Carpenter ; 17 h, 6<sup>e</sup> série japonaise : le Destin de M<sup>lle</sup> Yuki, de K. Mitaguchi ; 19 h, Sane qui peut la vie, de J.-L. Godard ; 21 h, Mélodie pour un amour, de J. Toland.

### Les exclusivités

**A LA POURSUITE DU DIAMANT** (A. v.) : Gaumont, Paris, 1<sup>er</sup> (297-49-70) ; Gaumont Odeon, 6 (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (359-19-08) ; Paramount, 1<sup>er</sup> (323-83-11) ; V.I. : Richelieu, 6 (259-56-70) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-51) ; Astoria, 12 (343-00-45) ; Nations, 12 (343-04-47) ; Faurville, 13 (331-56-56) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Média, 14 (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Paramount Midway, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-84) ; Sorbus, 19 (241-77-99) ; Gambetta, 20 (836-10-96).  
**ALFONSO Y EL CONDO** (Nicaragua, v.) : Denfert, 14 (321-41-01), L. p.  
**LES ANNÉES DÉCLIC** (F.) : Studio des Ursulines, 6 (354-39-19).  
**LE BAL** (F.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-53).  
**LA BELLE CAPTIVE** (F.) : Denfert (h. sp.), 14 (321-41-01).  
**LE BOUNTY** (A. v.) : George V, 6 (562-41-46).  
**LES BRANCHES DU BAHUT** (A. v.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-51).  
**BUSE MAMA** (A. v.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).  
**CANNON BALL** (A. v.) : UGC Emillage, 8 (359-15-71) ; V.I. : Rex, 2 (236-83-99) ; UGC Rotonde, 6 (633-86-22).  
**CARMEN** (Esp. v.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; Calypso, 17 (380-03-11).  
**CARMEN** (Franco-It.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; Monte-Carlo, 6 (225-92-42) ; Publicis Matignon, 6 (359-31-97).  
**LA CLÉ** (F.) : Marbeuf, 6 (225-18-45).  
**LA CONDITION DE L'HOMME** (Jap. v.) : Olympic Europe, 14 (545-35-35).  
**CONTRE TOUTE ATTENTE** (A. v.) : George V, 6 (562-41-46).  
**LA DEESSE** (Indien, v.) : Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77) ; Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).  
**DE L'AUTRE CÔTÉ DE L'IMMAGE** (F.) : Pagode, 7 (705-12-15).  
**DRVA** (F.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32) ; Cinépolis, 6 (633-10-82).  
**DORTOIR DES GRANDES** (F.) : Paramount Marivaux, 2 (356-30-40) ; Paramount Odeon, 6 (325-59-83) ; Paramount Mercury, 6 (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-51) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13 (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Paramount Orfèvre, 14 (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15 (578-15-07) ; Poney, 16 (288-52-34) ; Images, 18 (522-47-84) ; Paramount Montmartre, 19 (606-34-25).  
**EDMANUELLE IV** (V. ang. v.) : George V, 6 (562-41-46) ; V.I. : Arcades, 2 (233-54-58).  
**ET VOUE LE NAVIRE** (h. v.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-53).  
**L'ÉTOFFE DES HÉROS** (A. v.) : UGC Champs-Élysées, 9 (359-12-15) ; Eclair, 13 (707-28-04).  
**LA FEMME PUBLIQUE** (F.) : Impérial, 2 (742-72-52) ; Montefiore, 6 (633-79-38) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; Parisienne, 14 (320-30-19).  
**FORT SAGANNE** (F.) : Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Bientôt Montparnasse, 14 (544-25-83).  
**LA FRANCE INTERDITE** (F.) : Paramount Marivaux, 2 (356-30-40).  
**LE GANG DES BRUX** (A. v.) : Gaumont Ambassade, 6 (359-19-08).  
**HERCULE** (A. v.) : Rex, 2 (236-83-99).  
**HISTOIRE D'UN NOIR** (F.) : Gaumont Hall, 1<sup>er</sup> (297-49-70) ; Gaumont Berliet, 2 (742-60-33) ; Quinette, 9 (633-79-38) ; Gaumont Ambassade, 6 (359-19-08) ; George V, 6 (562-41-46).  
**LA TRICHE** (F.) : Forum, 1<sup>er</sup> (297-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2 (323-83-11) ; Impérial, 2 (742-72-52) ; Huguette, 6 (633-79-38) ; Marignan, 6 (359-92-82) ; Saint-Lazare Paganini, 6 (387-35-43) ; 14 Juillet, Bastille, 12 (357-90-81) ; Nations, 12 (343-04-47) ; P.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Mayfair, 6 (525-27-06) ; Pathé City, 18 (224-60-01).  
**LA ULTIMA CENA** (Cub.) : Denfert, 14 (321-41-01).  
**UN AMOUR DE SWANN** (F.) : Calypso, 17 (380-03-11).  
**UN BON PETIT DIABLE** (F.) : Calypso, 17 (380-03-11).  
**UNDER FIRE** (A. v.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36) ; UGC Odeon, 6 (325-59-83) ; Bastille, 12 (323-83-11) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; V.I. : UGC Boulevard, 9 (246-66-44) ; Montparnasse, 14 (327-84-50).

## Été

# Histoire d'Amour par konyk

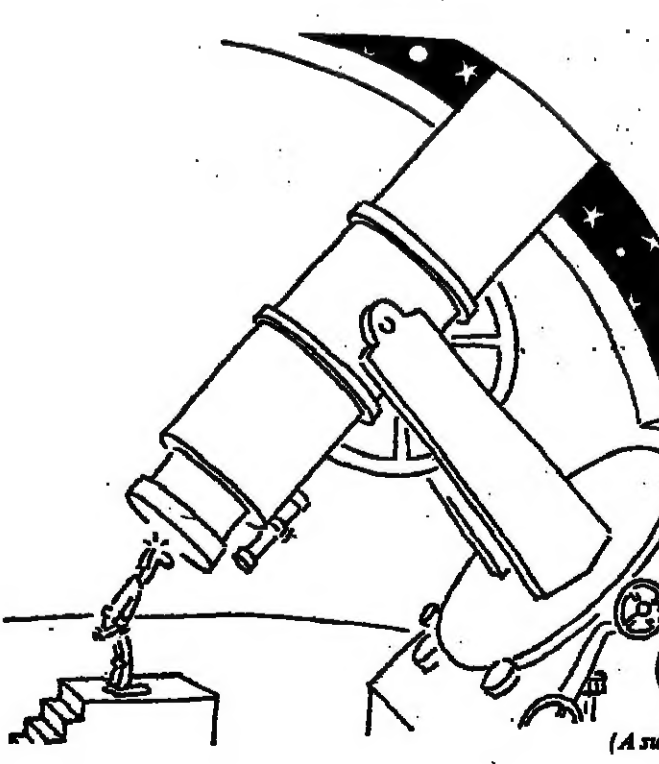
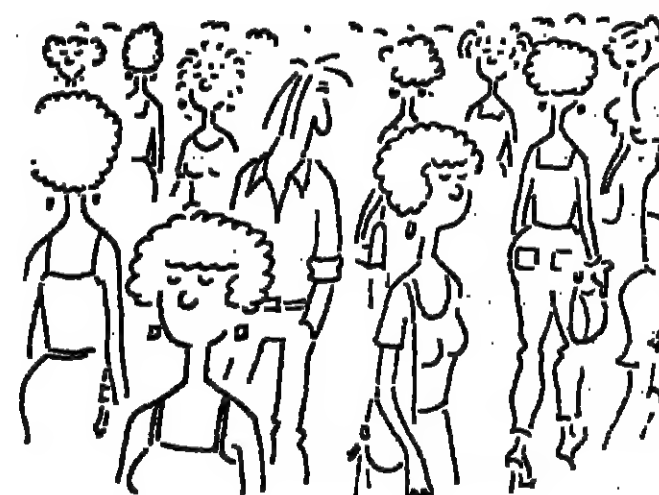
LE TEMPS, PEU À PEU, NOUS A AIDÉ À OUBLIER ET NOUS NOUS SOMMES RETROUVÉS. COMME AVANT, ELLE M'A DIT QU'ELLE M'AIMAIT...



...QUI ME LE DIRA JAMAIS COMME ELLE ?



EN EXISTAIT-IL UNE SEULE QUI LUI RESSEMBLAIT ?



(A suivre.)



# Paris / programmes

# Radio-Télévision

Samedi 18 août

**ULTIME VIOLENCE** (A. v.a.) : Paramount City, 9 (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Maxéville, 9 (770-72-66) ; Paramount Bastille, 12 (343-79-10) ; Paramount Galaxie, 13 (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-32-00) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

**UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE** (Fr.) : UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; Hameville, 6 (633-79-38) ; Colisée, 6 (359-29-46) ; Parisiens, 14 (329-83-11).

**UN HOMME PARMI LES LOUPS** (A. v.f.) : Napoléon, 17 (755-63-42).

**VENDREMI 15 LE CHAPITRE FINAL** (A. v.f.) : Rex, 2 (236-83-93).

**VIVA LA VIE** (Fr.) : UGC Biarritz, 3 (723-69-23).

**VIVE LES FEMMES** (Fr.) : Biarritz, 3 (723-69-23).

**VLA LES SCHTROUPEL** (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Hameville, 6 (633-79-38) ; Colisée, 6 (359-29-46) ; Parisiens, 14 (329-83-11).

**XIRO** (Angl. v.a.) : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26) ; Ambassade, 2 (359-19-08) ; V.F. : Gaîté Boulevard, 2 (233-67-06) ; Lumière, 9 (546-49-07) ; Montparnasse, 14 (327-32-37).

**YENT** (A. v.a.) : Marbeuf, 8 (225-18-45) ; V.F. : UGC Opéra, 2 (261-50-32).

## LES FILMS NOUVEAUX

**FRANKENSTEIN 90**, film français d'Alain Jessu : Forum, 1 (233-42-26) ; Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70) ; Hameville, 6 (633-79-38) ; Colisée, 6 (359-29-46) ; George V, 6 (562-41-46) ; Saint-Louis, 12 (387-35-43) ; France, 13 (770-33-81) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Faubourg, 13 (331-56-86) ; Montparnasse, 14 (329-12-06) ; Métro, 14 (539-52-43) ; Parisiens, 14 (329-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; 3 Mars, 16 (651-99-75) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

**LES MAITRES DU SOLÉIL**, film français de Jean-Jacques Aubert : Paramount Marivert, 2 (296-80-40) ; Béatrice, 9 (561-10-40) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18 (606-34-25).

**LE PALACE DES DÉLICES**, film américain de Noel Isaac : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26) ; Paramount Opéra, 2 (261-50-32) ; Hameville, 6 (633-79-38) ; Colisée, 6 (359-29-46) ; George V, 6 (562-41-46) ; Saint-Louis, 12 (387-35-43) ; France, 13 (770-33-81) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Faubourg, 13 (331-56-86) ; Montparnasse, 14 (329-12-06) ; Métro, 14 (539-52-43) ; Parisiens, 14 (329-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; 3 Mars, 16 (651-99-75) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

**PAVILLONS LOINTAINS**, film anglais de Peter Dinklage : Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

**LE PALACE DES DÉLICES**, film américain de Noel Isaac : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26) ; Paramount Opéra, 2 (261-50-32) ; Hameville, 6 (633-79-38) ; Colisée, 6 (359-29-46) ; George V, 6 (562-41-46) ; Saint-Louis, 12 (387-35-43) ; France, 13 (770-33-81) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; Faubourg, 13 (331-56-86) ; Montparnasse, 14 (329-12-06) ; Métro, 14 (539-52-43) ; Parisiens, 14 (329-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; 3 Mars, 16 (651-99-75) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

**ZOLOCH** (Pourtout étranger) : Montparnasse, 14 (329-12-06) ; Métro, 14 (539-52-43) ; Parisiens, 14 (329-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; 3 Mars, 16 (651-99-75) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

## Les grandes reprises

**ALIEN** (A. v.a.) : Châtelet Victoria, 1 (508-84-14) ; Daufert, 14 (321-41-01).

**AMERICA AMERICA** (A. v.a.) : Reflet Quartier Latin, 5 (236-84-65).

**L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS** (A. v.a.) : Béatrice, 9 (561-10-40) ; Parisiens, 14 (329-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; 3 Mars, 16 (651-99-75) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

**ANTONIO DAS MORTES** (Br. v.a.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

**L'ARNAQUE** (A. v.a.) : Béatrice, 9 (561-10-40) ; Parisiens, 14 (329-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; 3 Mars, 16 (651-99-75) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

**LES ARISTOCRATES** (A. v.f.) : Napoléon, 17 (755-63-42).

**LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE** (A. v.a.) : Côté Beaumont, 3 (271-53-36) ; UGC Danton, 6 (329-43-63) ; UGC Normandie, 6 (329-43-63) ; 14 Juillet, 14 (329-43-63) ; Rex, 2 (236-83-93) ; UGC Boulevard, 2 (236-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Métro, 14 (539-52-43) ; UGC Convention, 15 (828-42-27) ; 3 Mars, 16 (651-99-75) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

**BARRY LYNDON** (Angl. v.a.) : Béatrice, 9 (561-10-40) ; Parisiens, 14 (329-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (828-42-27) ; 3 Mars, 16 (651-99-75) ; Pathe Clichy, 18 (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20 (636-10-46).

**BLADE RUNNER** (A. v.a.) : Studio Galaxie, 5 (296-62-56).

**BLANCHE-NEIGE** (A. v.f.) : Napoléon, 17 (755-63-42).

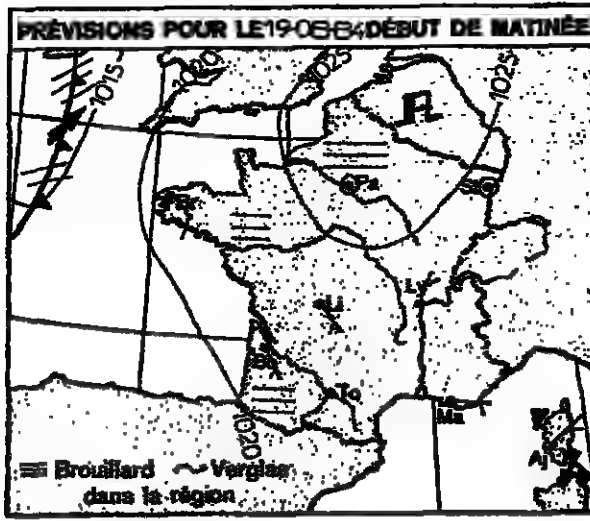
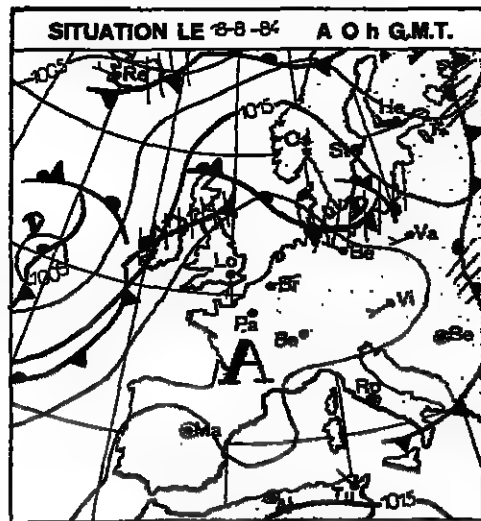
**ELI UP** (A. v.a.) : Logis, 5 (354-42-34).

**LE BON PLAISIR** (Fr.) : 14 Juillet, 14 (329-43-63) ; 15 Juillet, 15 (329-43-63) ; 16 Juillet, 16 (329-43-63) ; 17 Juillet, 17 (329-43-63) ; 18 Juillet, 18 (329-43-63) ; 19 Juillet, 19 (329-43-63) ; 20 Juillet, 20 (329-43-63) ; 21 Juillet, 21 (329-43-63) ; 22 Juillet, 22 (329-43-63) ; 23 Juillet, 23 (329-43-63) ; 24 Juillet, 24 (329-43-63) ; 25 Juillet, 25 (329-43-63) ; 26 Juillet, 26 (329-43-63) ; 27 Juillet, 27 (329-43-63) ; 28 Juillet, 28 (329-43-63) ; 29 Juillet, 29 (329-43-63) ; 30 Juillet, 30 (329-43-63) ; 31 Juillet, 31 (329-43-63) ; 1 Août, 1 (329-43-63) ; 2 Août, 2 (329-43-63) ; 3 Août, 3 (329-43-63) ; 4 Août, 4 (329-43-63) ; 5 Août, 5 (329-43-63) ; 6 Août, 6 (329-43-63) ; 7 Août, 7 (329-43-63) ; 8 Août, 8 (329-43-63) ; 9 Août, 9 (329-43-63) ; 10 Août, 10 (329-43-63) ; 11 Août, 11 (329-43-63) ; 12 Août, 12 (329-43-63) ; 13 Août, 13 (329-43-63) ; 14 Août, 14 (329-43-63) ; 15 Août, 15 (329-43-63) ; 16 Août, 16 (329-43-63) ; 17 Août, 17 (329-43-63) ; 18 Août, 18 (329-43-63) ; 19 Août, 19 (329-43-63) ; 20 Août, 20 (329-43-63) ; 21 Août, 21 (329-43-63) ; 22 Août, 22 (329-43-63) ; 23 Août, 23 (329-43-63) ; 24 Août, 24 (329-43-63) ; 25 Août, 25 (329-43-63) ; 26 Août, 26 (329-43-63) ; 27 Août, 27 (329-43-63) ; 28 Août, 28 (329-43-63) ; 29 Août, 29 (329-43-63) ; 30 Août, 30 (329-43-63) ; 31 Août, 31 (329-43-63) ; 1 Septembre, 1 (329-43-63) ; 2 Septembre, 2 (329-43-63) ; 3 Septembre, 3 (329-43-63) ; 4 Septembre, 4 (329-43-63) ; 5 Septembre, 5 (329-43-63) ; 6 Septembre, 6 (329-43-63) ; 7 Septembre, 7 (329-43-63) ; 8 Septembre, 8 (329-43-63) ; 9 Septembre, 9 (329-43-63) ; 10 Septembre, 10 (329-43-63) ; 11 Septembre, 11 (329-43-63) ; 12 Septembre, 12 (329-43-63) ; 13 Septembre, 13 (329-43-63) ; 14 Septembre, 14 (329-43-63) ; 15 Septembre, 15 (329-43-63) ; 16 Septembre, 16 (329-43-63) ; 17 Septembre, 17 (329-43-63) ; 18 Septembre, 18 (329-43-63) ; 19 Septembre, 19 (329-43-63) ; 20 Septembre, 20 (329-43-63) ; 21 Septembre, 21 (329-43-63) ; 22 Septembre, 22 (329-43-63) ; 23 Septembre, 23 (329-43-63) ; 24 Septembre, 24 (329-43-63) ; 25 Septembre, 25 (329-43-63) ; 26 Septembre, 26 (329-43-63) ; 27 Septembre, 27 (329-43-63) ; 28 Septembre, 28 (329-43-63) ; 29 Septembre, 29 (329-43-63) ; 30 Septembre, 30 (329-43-63) ; 31 Septembre, 31 (329-43-63) ; 1 Octobre, 1 (329-43-63) ; 2 Octobre, 2 (329-43-63) ; 3 Octobre, 3 (329-43-63) ; 4 Octobre, 4 (329-43-63) ; 5 Octobre, 5 (329-43-63) ; 6 Octobre, 6 (329-43-63) ; 7 Octobre, 7 (329-43-63) ; 8 Octobre, 8 (329-43-63) ; 9 Octobre, 9 (329-43-63) ; 10 Octobre, 10 (329-43-63) ; 11 Octobre, 11 (329-43-63) ; 12 Octobre, 12 (329-43-63) ; 13 Octobre, 13 (329-43-63) ; 14 Octobre, 14 (329-43-63) ; 15 Octobre, 15 (329-43-63) ; 16 Octobre, 16 (329-43-63) ; 17 Octobre, 17 (329-43-63) ; 18 Octobre, 18 (329-43-63) ; 19 Octobre, 19 (329-43-63) ; 20 Octobre, 20 (329-43-63) ; 21 Octobre, 21 (329-43-63) ; 22 Octobre, 22 (329-43-63) ; 23 Octobre, 23 (329-43-63) ; 24 Octobre, 24 (329-43-63) ; 25 Octobre, 25 (329-43-63) ; 26 Octobre, 26 (329-43-63) ; 27 Octobre, 27 (329-43-63) ; 28 Octobre, 28 (329-43-63) ; 29 Octobre, 29 (329-43-63) ; 30 Octobre, 30 (329-43-63) ; 31 Octobre, 31 (329-43-63) ; 1 Novembre, 1 (329-43-63) ; 2 Novembre, 2 (329-43-63) ; 3 Novembre, 3 (329-43-63) ; 4 Novembre, 4 (329-43-63) ; 5 Novembre, 5 (329-43-63) ; 6 Novembre, 6 (329-43-63) ; 7 Novembre, 7 (329-43-63) ; 8 Novembre, 8 (329-43-63) ; 9 Novembre, 9 (329-43-63) ; 10 Novembre, 10 (329-43-63) ; 11 Novembre, 11 (329-43-63) ; 12 Novembre, 12 (329-43-63) ; 13 Novembre, 13 (329-43-63) ; 14 Novembre, 14 (329-43-63) ; 15 Novembre, 15 (329-43-63) ; 16 Novembre, 16 (329-43-63) ; 17 Novembre, 17 (329-43-63) ; 18 Novembre, 18 (329-43-63) ; 19 Novembre, 19 (329-43-63) ; 20 Novembre, 20 (329-43-63) ; 21 Novembre, 21 (329-43-63) ; 22 Novembre, 22 (329-43-63) ; 23 Novembre, 23 (329-43-63) ; 24 Novembre, 24 (329-43-63) ; 25 Novembre, 25 (329-43-63) ; 26 Novembre, 26 (329-43-63) ; 27 Novembre, 27 (329-43-63) ; 28 Novembre, 28 (329-43-63) ; 29 Novembre, 29 (329-43-63) ; 30 Novembre, 30 (329-43-63) ; 31 Novembre, 31 (329-43-63) ; 1 Décembre, 1 (329-43-63) ; 2 Décembre, 2 (329-43-63) ; 3 Décembre, 3 (329-43-63) ; 4 Décembre, 4 (329-43-63) ; 5 Décembre, 5 (329-43-63) ; 6 Décembre, 6 (329-43-63) ; 7 Décembre, 7 (329-43-63) ; 8 Décembre, 8 (329-43-63) ; 9 Décembre, 9 (329-43-63) ; 10 Décembre, 10 (329-43-63) ; 11 Décembre, 11 (329-43-63) ; 12 Décembre, 12 (329-43-63) ; 13 Décembre, 13 (329-43-63) ; 14 Décembre, 14 (329-43-63) ; 15 Décembre, 15 (329-43-63) ; 16 Décembre, 16 (329-43-63) ; 17 Décembre, 17 (329-43-63) ; 18 Décembre, 18 (329-43-63) ; 19 Décembre, 19 (329-43-63) ; 20 Décembre, 20 (329-43-63) ; 21 Décembre, 21 (329-43-63) ; 22 Décembre, 22 (329-43-63) ; 23 Décembre, 23 (329-43-63) ; 24 Décembre, 24 (329-43-63) ; 25 Décembre, 25 (329-43-63) ; 26 Décembre, 26 (329-43-63) ; 27 Décembre, 27 (329-43-63) ; 28 Décembre, 28 (329-43-63) ; 29 Décembre, 29 (329-43-63) ; 30 Décembre, 30 (329-43-63) ; 31 Décembre, 31 (329-43-63) ; 1 Janvier, 1 (329-43-63) ; 2 Janvier, 2 (329-43-63) ; 3 Janvier, 3 (329-43-63) ; 4 Janvier, 4 (329-43-63) ; 5 Janvier, 5 (329-43-63) ; 6 Janvier, 6 (329-43-63) ; 7 Janvier, 7 (329-43-63) ; 8 Janvier, 8 (329-43-63) ; 9 Janvier, 9 (329-43-63) ; 10 Janvier, 10 (329-43-63) ; 11 Janvier, 11 (329-43-63) ; 12 Janvier, 12 (329-43-63) ; 13 Janvier, 13 (329-43-63) ; 14 Janvier, 14 (329-43-63) ; 15 Janvier, 15 (329-43-63) ; 16 Janvier, 16 (329-43-63) ; 17 Janvier, 17 (329-43-63) ; 18 Janvier, 18 (329-43-63) ; 19 Janvier, 19 (329-43-63) ; 20 Janvier, 20 (329-43-63) ; 21 Janvier, 21 (329-43-63) ; 22 Janvier, 22 (329-43-63) ; 23 Janvier, 23 (329-43-63) ; 24 Janvier, 24 (329-43-63) ; 25 Janvier, 25 (329-43-63) ; 26 Janvier, 26 (329-43-63) ; 27 Janvier, 27 (329-43-63) ; 28 Janvier, 28 (329-43-63) ; 29 Janvier, 29 (329-43-63) ; 30 Janvier, 30 (329-43-63) ; 31 Janvier, 31 (329-43-63) ; 1 Février, 1 (329-43-63) ; 2 Février, 2 (329-43-63) ; 3 Février, 3 (329-43-63) ; 4 Février, 4 (329-43-63) ; 5 Février, 5 (329-43-63) ; 6 Février, 6 (329-43-63) ; 7 Février, 7 (329-43-63) ; 8 Février, 8 (329-43-63) ; 9 Février, 9 (329-43-63) ; 10 Février, 10 (329-43-63) ; 11 Février, 11 (329-43-63) ; 12 Février, 12 (329-43-63) ; 13 Février, 13 (329-43-63) ; 14 Février, 14 (329-43-63) ; 15 Février, 15 (329-43-63) ; 16 Février, 16 (329-43-63) ; 17 Février, 17 (329-43-63) ; 18 Février, 18 (329-43-63) ; 19 Février, 19 (329-43-63) ; 20 Février, 20 (329-43-63) ; 21 Février, 21 (329-43-63) ; 22 Février, 22 (329-43-63) ; 23 Février, 23 (329-43-63) ; 24 Février, 24 (329-43-63) ; 25 Février, 25 (329-43-63) ; 26 Février, 26 (329-43-63) ; 27 Février, 27 (329-43-63) ; 28 Février, 28 (329-43-63) ; 29 Février, 29 (329-43-63) ; 30 Février, 30 (329-43-63) ; 31 Février, 31 (329-43-63) ; 1 Mars, 1 (329-43-63) ; 2 Mars, 2 (329-43-63) ; 3 Mars, 3 (329-43-63) ; 4 Mars, 4 (329-43-63) ; 5 Mars, 5 (329-43-63) ; 6 Mars, 6 (329-43-63) ; 7 Mars, 7 (329-43-63) ; 8 Mars, 8 (329-43-63) ; 9 Mars, 9 (329-43-63) ; 10 Mars, 10 (329-43-63) ; 11 Mars, 11 (329-43-63) ; 12 Mars, 12 (329-43-63) ; 13 Mars, 13 (329-43-63) ; 14 Mars, 14 (329-43-63) ; 15 Mars, 15 (329-43-63) ; 16 Mars, 16 (329-43-63) ; 17 Mars, 17 (329-43-63) ; 18 Mars, 18 (329-43-63) ; 19 Mars, 19 (329-43-63) ; 20 Mars, 20 (329-43-63) ; 21 Mars, 21 (329-43-63) ; 22 Mars, 22 (329-43-63) ; 23 Mars, 23 (329-43-63) ; 24 Mars, 24 (329-43-63) ; 25 Mars, 25 (329-43-63) ; 26 Mars, 26 (329-43-63) ; 27 Mars, 27 (329-43-63) ; 28 Mars, 28 (329-43-63) ; 29 Mars, 29 (329-43-63) ; 30 Mars, 30 (329-43-63) ; 31 Mars, 31 (329-43-63) ; 1 Avril, 1 (329-43-63) ; 2 Avril, 2 (329-43-63) ; 3 Avril, 3 (329-43-63) ; 4 Avril, 4 (329-43-63) ; 5 Avril, 5 (329-43-63) ; 6 Avril, 6 (329-43-63) ; 7 Avril, 7 (329-43-63) ; 8 Avril, 8 (329-43-63) ; 9 Avril, 9 (329-43-63) ; 10 Avril, 10 (329-43-63) ; 11 Avril, 11 (329-43-63) ; 12 Avril, 12 (329-43-63) ; 13 Avril, 13 (329-43-63) ; 14 Avril, 14 (329-43-63) ; 15 Avril, 15 (329-43-63) ; 16 Avril, 16 (329-43-63) ; 17 Avril, 17 (329-43-63) ; 18 Avril, 18 (329-43-63) ; 19 Avril, 19 (329-43-63) ; 20 Avril, 20 (329-43-63) ; 21 Avril, 21 (329-43-63) ; 22 Avril, 22 (329-43-63) ; 23 Avril, 23 (329-43-63) ; 24 Avril, 24 (329-43-63) ; 25 Avril, 25 (329-43-63) ; 26 Avril, 26 (329-43-63) ; 27 Avril, 27 (329-43-63) ; 28 Avril, 28 (329-43-63) ; 29 Avril, 29 (329-43-63) ; 30 Avril, 30 (329-43-63) ; 31 Avril, 31 (329-43-63) ; 1 Mai, 1 (329-43-63) ; 2 Mai, 2 (329-43-63) ; 3 Mai, 3 (329-43-63) ; 4 Mai, 4 (329-43-63) ; 5 Mai, 5 (329-43-63) ; 6 Mai, 6 (329-43-63) ; 7 Mai, 7 (329-43-63) ; 8 Mai, 8 (329-43-63) ; 9 Mai, 9 (329-43-63) ; 10 Mai, 10 (329-43-63) ; 11 Mai, 11 (329-43-63) ; 12 Mai, 12 (329-43-63) ; 13 Mai, 13 (329-43-63) ; 14 Mai, 14 (329-43-63) ; 15 Mai, 15 (329-43-63) ; 16 Mai, 16 (329-43-63) ; 17 Mai, 17 (329-43-63) ; 18 Mai, 18 (329-43-63) ; 19 Mai, 19 (329-43-63) ; 20 Mai, 20 (329-43-63) ; 21 Mai, 21 (329-43-63) ; 22 Mai, 22 (329-43-63) ; 23 Mai, 23 (329-43-63) ; 24 Mai, 24 (329-43-63) ; 25 Mai, 25 (329-43-63) ; 26 Mai, 26 (329-43-63) ; 27 Mai, 27 (329-43-63) ; 28 Mai, 28 (329-43-63) ; 29 Mai, 29 (329-43-63) ; 30 Mai, 30 (329-43-63) ; 31 Mai, 31 (329-43-63) ; 1 Juin, 1 (329-43-63) ; 2 Juin, 2 (329-43-63) ; 3 Juin, 3 (329-43-63) ; 4 Juin, 4 (329-43-63) ; 5 Juin, 5 (329-43-63) ; 6 Juin, 6 (329-43-63) ; 7 Juin, 7 (329-43-63) ; 8 Juin, 8 (329-43-63) ; 9 Juin, 9 (329-43-63) ; 10 Juin, 10 (329-43-63) ; 11 Juin, 11 (329-43-63) ; 12 Juin, 12 (329-43-63) ; 13 Juin, 13 (329-43-63) ; 14 Juin, 14 (329-43-63) ; 15 Juin, 15 (329-43-63) ; 16 Juin, 16 (329-43-63) ; 17 Juin, 17 (329-43-63) ; 18 Juin, 18 (329-43-63) ; 19 Juin, 19 (329-43-63) ; 20 Juin, 20 (329-43-63) ; 21 Juin, 21 (329-43-63) ; 22 Juin, 22 (329-43-63) ; 23 Juin, 23 (329-43-63) ; 24 Juin, 24 (329-43-63) ; 25 Juin, 25 (329-43-63) ; 26 Juin, 26 (329-43-63) ; 27 Juin, 27 (329-43-63) ; 28 Juin, 28 (329-43-63) ; 29 Juin, 29 (329-43-63) ; 30 Juin, 30 (329-43-63) ; 31 Juin, 31 (329-43-63) ; 1 Juillet, 1 (329-43-63) ; 2 Juillet, 2 (329-43-63) ; 3 Juillet, 3 (329-43-63) ; 4 Juillet, 4 (329-43-63) ; 5 Juillet, 5 (329-43-63) ; 6 Juillet, 6 (329-43-63) ; 7 Juillet, 7 (329-43-63) ; 8 Juillet, 8 (329-43-63) ; 9 Juillet, 9 (329-43-63) ; 10 Juillet, 10 (329-43-63) ; 11 Juillet, 11 (329-43-63) ; 12 Juillet, 12 (329-43-63) ; 13 Juillet, 13 (329-43-63) ; 14 Juillet, 14 (329-43-63) ; 15 Juillet, 15 (329-43-63) ; 16 Juillet, 16 (329-43-63) ; 17 Juillet, 17 (329-43-63) ; 18 Juillet, 18 (329-43-63) ; 19 Juillet, 19 (329-43-63) ; 20 Juillet, 20 (329-43-63) ; 21 Juillet, 21 (329-43-63) ; 22 Juillet, 22 (329-43-63) ; 23 Juillet, 23 (329-43-63) ; 24 Juillet, 24 (329-43-63) ; 25 Juillet, 25 (329-43-63) ; 26 Juillet, 26 (329-43-63) ; 27 Juillet, 27 (329-43-63) ; 28 Juillet, 28 (329-43-63) ; 29 Juillet, 29 (329-43-63) ; 30 Juillet, 30 (329-43-63) ; 31 Juillet, 31 (329-43-63) ; 1 Août, 1 (329-43-63) ; 2 Août, 2 (329-43-63) ; 3 Août, 3 (329-43-63) ; 4 Août, 4 (329-43-63) ; 5 Août, 5 (329-43-63) ; 6 Août, 6 (329-43-63) ; 7 Août, 7 (329-43-63) ; 8 Août, 8 (329-43-63) ; 9 Août, 9 (329-43-63) ; 10 Août, 10 (329-43-63) ; 11 Août, 11 (329-43-63) ; 12 Août, 12 (329-43-63) ; 13 Août, 13 (329-43-63) ; 14 Août, 14 (329-43-63) ; 15 Août, 15 (329-43-63) ; 16 Août, 16 (329-43-63) ; 17 Août, 17 (329-43-63) ; 18 Août, 18 (329-43-63) ; 19 Août, 19 (329-43-63) ; 20 Août, 20 (329-43-63) ; 21 Août, 21 (329-43-63) ; 22 Août, 22 (329-43-63) ; 23 Août, 23 (329-43-63) ; 24 Août, 24 (329-43-63) ; 25 Août, 25 (329-43-63) ; 26 Août, 26 (329-43-63) ; 27 Août, 27 (329-43-63) ; 28 Août, 28 (329-43-63) ; 29 Août, 29 (329-43-63) ; 30 Août, 30 (329-43-63) ; 31 Août, 31 (329-43-63) ; 1 Septembre, 1 (329-43-63) ; 2 Septembre, 2 (329-43-63) ; 3 Septembre, 3 (329-43-63) ; 4 Septembre, 4 (329-43-63) ; 5 Septembre, 5 (329-43-63) ; 6 Septembre, 6 (329-43-63) ; 7 Septembre, 7 (329-43-63) ; 8 Septembre, 8 (329-43-63) ; 9 Septembre, 9 (329-43-63) ; 10 Septembre, 10 (329-43-63) ; 11 Septembre, 11 (329-43-63) ; 12 Septembre, 12 (329-43-63) ; 13 Septembre, 13 (329-43-63) ; 14 Septembre, 14 (329-43-63) ; 15 Septembre, 15 (329-43-63) ; 16 Septembre, 16 (329-43-63) ; 17 Septembre, 17 (329-43-63) ; 18 Septembre, 18 (329-43-63) ; 19 Septembre, 19 (329-43-63) ; 20 Septembre, 20 (329-43-63) ; 21 Septembre, 21 (329-43-63) ; 22 Septembre, 22 (329-43-63) ; 23 Septembre, 23 (329-43-63) ; 24 Septembre, 24 (329-43-63) ; 25 Septembre, 25 (329-43-63) ; 26 Septembre, 26 (329-43-63) ; 27 Septembre, 27 (329-43-63) ; 28 Septembre, 28 (329-43-63) ; 29 Septembre, 29 (329-43-63) ; 30 Septembre, 30 (329-43-63) ; 31 Septembre, 31 (329-43-63) ; 1 Octobre, 1 (329-43-63) ; 2 Octobre, 2 (329-43-63) ; 3 Octobre, 3 (329-43-63) ; 4 Octobre, 4 (329-43-63) ; 5 Octobre, 5 (329-43-63) ; 6 Octobre, 6 (329-43-63) ; 7 Octobre, 7 (329-43-63) ; 8 Octobre, 8 (329-43-63) ; 9 Octobre, 9 (329-43-63) ; 10 Octobre, 10 (329-43-63) ; 11 Octobre, 11 (329-43-63) ; 12 Octobre, 12 (329-43-63) ; 13 Octobre, 1



# France / services

## MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 18 août à 0 heure et le dimanche 19 août à 24 heures.

Les hautes pressions s'installent sur l'Europe occidentale, mettant la France à l'abri du mauvais temps.

Dimanche il fera beau et chaud sur toute la France.

Les brumes matinales se dissiperont rapidement. Quelques bancs de brouillard se formeront tout de même sur l'Aquitaine, la Bretagne et ponctuellement sur le Nord.

Assez rapidement du soleil en toutes régions.

Le matin, les températures seront dans l'ensemble comprises entre 14 et 18 degrés, elles pourront même atteindre 20 degrés près de la Méditerranée.

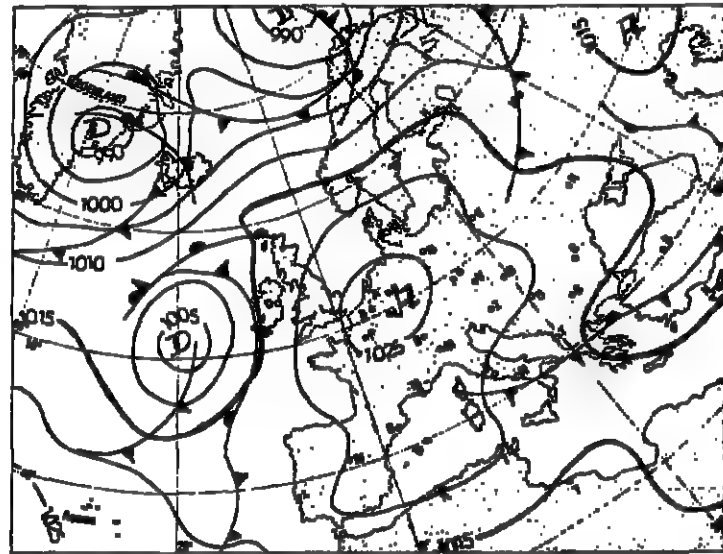
Au cours de la journée avec l'établissement du vent du sud il fera très chaud : 26 à 32 degrés du nord au sud du pays. Quelques orages locaux pourront encore éclater en soirée sur la Corse, les Alpes et les Pyrénées.

La pression atmosphérique redécroît au niveau de la mer à Paris, le 18 août à 8 heures, de 1023,6 millibars soit 767,8 mm de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 août; le second le minimum de la nuit du 17 au 18 août):

Ajaccio, 27 et 16 degrés; Biarritz, 21 et 13; Bordeaux, 27 et 15; Bourges, 26 et 13; Brest, 25 et 12; Caen, 25 et 12; Clermont, 20 et 11; Clermont-Ferrand, 26 et 11; Dijon, 27 et 13; Grenoble, 28 et 14; Lille, 26 et 12; Lyon, 27 et 11; Marseille-Mariagnan, 30 et 18; Nancy, 26 et 10; Nantes, 29 et 14; Nice-Côte

PRÉVISIONS POUR LE 19 AOÛT A 0 HEURE (GMT)



PRÉVISIONS POUR LE 19 AOÛT A 0 HEURE (GMT)

d'Azur, 25 et 18; Paris-Montsouris, 26 et 15; Paris-Orly, 26 et 12; Pau, 24 et 13; Perpignan, 30 et 19; Rennes, 28 et 13; Strasbourg, 26 et 11; Tours, 27 et 12; Toulouse, 27 et 14; Pointe-à-Pitre, 33 et 24.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 39 et 15 degrés; Amsterdam, 23 et 10; Athènes, 29 et 19; Berlin, 19 et 11; Bonn, 24 et 9; Bruxelles, 24 et 12; Le Caire, 32 et 21; Les Canaries, 26 et 20; Copenhague, 20 et 12; Dakar, 31 et

24; Djakarta, 31 et 26; Genève, 27 et 10; Istanbul, 27 et 18; Jérusalem, 25 et 17; Lisbonne, 27 et 16; Londres, 24 et 13; Luxembourg, 26 et 15; Madrid, 32 et 16; Moscou, 17 et 7; New-York, 22 (min); Palma-de-Majorque, 30 et 16; Rio de Janeiro, 18 et 15; Rome, 27 et 13; Stockholm, 19 et 8; Téhéran, 40 et 25; Tunis, 32 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3778

#### HORIZONTALEMENT

III. Moyen de transport peu commode pour un voyage de noces. Répond au nom du fils. - IV. Obstacle. Caractères de La Bruyère. Trempe. - V. Dame de cœur exigeant souvent beaucoup de tréfle. Caractère de plus en plus marqué de la vie. - VI. Placer des fonds ou fonder sur la glace. S'exprimer cavalièrement et parfois même comme une rose. - VII. Attachante figure biblique. Poète persan. Négation. - VIII. Fleuve de Sibérie. Vouée à l'ibérogamisme. - IX. Peuvent motiver un détour. Manière brutale de dire non. Participe passé. - X. Carte de priorité. Fleuve d'Ecosse. Préposition. Théâtre d'une élection très contestée. - XI. Qualité reconnue à un successeur de Dagobert qui, lui, était bien culotté. Son entrée est facile et ses issues nombreuses. - XII. Décoches des flèches. Faire trancher par le glaive de Thémis. - XIII. Consacrées par de saintes frictions. Meneuses de troupe aux pavillons sans gloire. - XIV. Sans détour. Inexistence. convocation

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15



verticalement

1. Moment où un poète a parfois fini de se raser. - 2. Taquine les tourtereaux. Jus peu enivrants issus des caves. - 3. Un moyen pour qui les justifie. Son but est d'en réussir beaucoup. Intéresse, sous des aspects différents, le cavalier et le cheval. - 4. Sans commune mesure. Allégit l'atmosphère. - 5. Forme

de réforme. Roi de Juda. Brouille ou velle. - 6. Fervent du « piano ». Travaux d'homme connaissant bien leur métier. - 7. Point de départ d'une envolée de canards. Article. - 8. Répétition ridicule. Avec elles, Oreste ne demandait pas son reste. En plein dans le milieu. - 9. Crier comme Actéon dans son état second. On peut y découvrir un magot. Rivière. - 10. Le deuxième a vu ses soldats magnifiés par Hugo. Politique du jusqu'au-boutiste. - 11. Directeur chez le ministre du Plan. Faux frère jumeau. - 12. Cornu des Bordelaises ou des Marseillaises sous un aspect différent. Fou « rouge ». Eponyme d'un Etat d'Amérique. - 13. Capitale. Fabrique de couvertures. - 14. D'elle dépend la qualité d'images reçues en direct. Compe l'appétit quand on le prend dans le buffet. - 15. Alternative. Epoque. Conservateur de bien des dépouilles. Au lieu-dit.

Solution du problème n° 3777

#### HORIZONTALEMENT

I. Clochette. - II. Humé. - III. Eminence. - IV. Visage. PV. - V. An. Coolie. - VI. Lilliput. - VII. Escher. - VIII. Eté. Ty. Es. IX. Secréte. - X. Ou. Epie. - XI. Utensile.

#### VERTICALEMENT

1. Cheval. Esai. - 2. Luministe. - 3. Omis. Ecot. - 4. Cénacle. Rue. - 5. Egoïste. - 6. Néophytes. - 7. Tic. Luc. Epi. - 8. Epitre. II. - 9. Et. Ve. Sufe.

## PARIS EN VISITES

### LUNDI 20 AOÛT

« La place des Victoires », 15 heures, devant l'église Notre-Dame-des-Victoires, M. Jacomet.  
« Le château de Vincennes », 15 heures, entrée avenue de Paris, M. Senn.  
« Le Panthéon », 15 heures, entrée, M. Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).  
« Le Marais », 15 heures, métro Saint-Paul (Connaisance d'ici et d'ailleurs).  
« Quartier Saint-Séverin », 15 heures, 21, rue Saint-Jacques, B. Czorny.  
« Le Marais », 21 heures, métro Pont-Marie (Les Filaneries).  
« Tombeaux de musiciens célèbres », 14 heures, 10, avenue du Père-Lachaise, V. de Langlade.

### MARDI 21 AOÛT

« La Seine et ses ponts », 15 heures, 6, rue Saint-Martin (Paris autrefois).  
« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru (Paris et son histoire).  
« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).  
« L'Opéra », 13 h 15, hall d'entrée, à droite, M. Romann.  
« Autour du Palais-Royal », 11 heures, 2, place du Palais-Royal, M. Allaz.  
« Passages », 15 heures, devant l'église Notre-Dame-des-Victoires, M. Allaz.  
« Paris au Temple d'Abélard », 15 heures, devant Saint-Julien-le-Pauvre, M. Jacomet.

## JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 18 août:

### UN DÉCRET

Modifiant et complétant le décret du 10 juillet 1973 relatif aux formalités qui doivent être observées dans l'instruction des déclarations de nationalité, des demandes de naturalisation, etc.

### EDUCATION

#### ADMISSIONS

##### AUX GRANDES ÉCOLES

(par ordre de mérite)

École normale supérieure, rue d'Ulm

#### SECTION SCIENCES

MM. Benjamin Enriquez, Xavier Saudreau, Pierre Bivas, Stanislas Dehaene, J.-François Burnol, Olivier Lafitte, Eric Ios, Manuel Joffre, Pierre d'Andria, Laurent Masviel, Georges Blanc, François Sillon, Pierre Berne, Bruno Rostand, Arnaud Vinciguerra, Raphaël Bui, Olivier de Reydet de Vulpillères, Philippe Kahn, Jean-Marc Picard, Elias Jouini, Antoine Mauvoisin, Jean M. Hare, Arnaud Poupard, Laffargue, Gilles Perrin, Frank Pacard, Christophe Real, Marc Valentini, Jean Brison, Charles Torossian, Olivier Catoni, Pascal Mons.

#### SECTION LETTRES

MM. Daniel Dure, Thierry Robert, Gauthier Hulot, Lionel Remé, Eric Pilon, Jean Rivet, Philippe Dumas, Jean Thirion, Marc Bréjon, Edouard Klerik, Robin Kalas, Thierry Hocquet, Mathieu Compiègne, Philippe Hocquart, François Dupré.

#### SECTION LETTRES

MM. Xavier Galmiche, Christophe Bouquerel, Cyrille Aslanoff, Olivier Chaline, Olivier Brault, Laurent Jaffro, Philippe Brugère, Luc Marmourel, Marc Crépion, Xavier Papis, Mathieu Derlay, Alain Darnaud, Denis Gascy, Jean Maréchal, Nadine Zaimi, Eric Mension-Rigau, Thierry Maresbert, Cyrille Michon, Jacques Boudon, Yves Le Guen, Jean-Michel Raboin, Patrick Karvonen, Philippe Jockey, Moncef Follain, André Monnet, Pierre Cassini, Richard Crescenzo, François Monin, Axel Neme, Olivier Tardieu, Jean Guillet, Laurent Menière, Jean-François Croz, Christophe Lecuyer, J.-Baptiste Rausy, Olivier Basso, Eric Leroy du Cardonnoy, Jean Pasqueman.

#### SECTION LETTRES

MM. François Gave, Didier Cosin, François Massoulié, Jacques Marinéau, Claude Skolodovsky, Luc Tournon, Jérôme Bourdieu, Stéphane Verger, Laurent Castagat.

### BREF

#### VIE SOCIALE

ACCUEIL A DOMICILE. - La caisse primaire d'assurance-maladie de Paris indique qu'un nouveau service d'accueil à domicile vient d'être mis en place dans les troisième, quatrième, douzième, treizième et vingtième arrondissements pour les personnes qui, du fait de leur maladie, de leur âge ou de leur handicap, ne peuvent se déplacer. Ces structures existent déjà dans les premier, deuxième, huitième, neuvième, dixième, onzième, seizième, dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième arrondissements. Tél. : 285-40-93.

# Carnet

## Naissances

Rebecca et Bernard Guiberti ont la joie d'annoncer la naissance de Judith, Élie, Tsipora le 14 août 1984.

340, rue Saint-Jacques, Paris.

Mario-Josée Salin et Michel Bauliez sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

le 15 août 1984 à Paris-14.

Les docteurs Jassine et Jacques Pouch, M. et M. Christophe Penot, Florence Penot et leur famille, font part du décès de

M. Henri CHEROUX né Yves Gellin

survenu à Blois, le 11 août 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale, le mardi 14 août 1984.

« Le soir venu, Jésus dit: passons sur l'autre rive. » Marc, IV, 33.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, avenue Jean-Léon, 41000 Blois.

M. et M. Max HALPHEN, M. et M. Max Halphen-Gal, M. et M. François Decorde, ont la douleur de faire part du décès de

M. Max HALPHEN né José Gal

survenu le 14 août 1984.

L'inhumation a eu lieu le 17 août dans la plus stricte intimité, à Lyon.

BP 1839, Abidjan 01 (Côte d'Ivoire).

44, av. Jean-Jaurès, 69007 Lyon.

La Neuve, Charnes-sur-Rhône, par 07800 La Voulte.

Madame Virgile Slamich, Monsieur Olivier Slamich, les familles Slamich, Jumeau, Gay, Charlot, ont la douleur de faire part du décès de

M. Virgile SLAMICH

leur époux, père, frère, beau-frère et oncle,

survenu subitement le 13 août 1984.

Le Couronne, L'Eure, 13500 Martignes.

## Madame André Juillard

son époux, M. et M. Jean-Pierre Juillard, et leurs enfants, M. et M. Alain Juillard, et leurs enfants, M. et M. Bernard Juillard, et leurs enfants, M. et M. Denis Juillard, et leurs enfants, M. et M. Marie-Hélène Juillard-Randrian, ont la douleur de faire part du décès de

M. André JUILLARD

notaire de Mairie (Chantal) ancien combattant et prisonnier de guerre, ingénieur, inspecteur régional honoraire de l'ONIC, chevalier dans l'Ordre national du mérite, officier du Mérite agricole.

Les obsèques auront lieu lundi 20 août à 10 h 30 en l'église de Mairie, suivies de l'inhumation au cimetière.

La registre à signature sera tenu à la porte de l'église.

Se famille prie de l'excuser de ne pas recevoir à domicile.

Reunies, Redon, Fougères, M. Georges Travers, son épouse, M. et M. Jacques Travers, son fils, M. et M. Frédéric Gaillard-Travers, son gendre et sa fille, Aurélie, sa chère petite-fille, et toute la famille ont la grande tristesse de faire part du décès, dans sa soixante-dix-neuvième année, marié des sacrements de l'Eglise de

M. Georges TRAVERS

croix de guerre 1939-1945, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, président honoraire de la société française de préfabrification, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Bretagne, vice-président du Comité économique et social de Bretagne, président honoraire de la chambre de commerce et d'industrie de Rennes, président des anciens des classes et bacheliers pour la Bretagne.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Notre-Dame de Rennes, le lundi 20 août à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. les présidents et membres de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Bretagne, M. le secrétaire général et les membres permanents de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Bretagne, M. Jean de Farcy ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges TRAVERS

président de la chambre régionale de commerce et d'industrie de Bretagne, vice-président du Comité économique et social de Bretagne.

Les obsèques auront lieu le lundi 20 août 1984, à 14 heures en l'église Notre-Dame de Rennes.

Remerciements

M. et M. Étienne Winnock, le docteur et M. Stéphane Winnock, M. et M. Pierre Ansel, M. et M. Marie-Odile Winnock, très sensibles aux témoignages de sympathie qui leur ont été adressés lors du décès de

M. Étienne WINNOCK

vous prient de trouver, ici, l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires

Le 20 août 1982, nous quittons Roland DECOUSSER

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Maggy Decousser et ses enfants.

Il y a dix ans - le 20 août 1974 - disparaissait le poète

Armen LUBIN - Chahar Chahar - Une pensée est dédiée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Dimanche 19 août à 16 heures, à la cascade du bois de Boulogne, sera commémoré le souvenir des trente-cinq jeunes résistants fusillés à cet endroit dans la nuit du 16 au 17 août 1944, après avoir été attirés dans un guet-apens par un agent de la Gestapo. Cette cérémonie, qui aura lieu devant le monument élevé à leur mémoire, est organisée conjointement par le Comité du souvenir des trente-cinq jeunes martyrs, le Comité parisien de la Libération (CPL) et les municipalités de Paris, Boulogne et Chelles.

صك: احن الاصل



# Économie

## L'ÉVOLUTION DU CHOMAGE EN JUILLET

LE NOMBRE  
DE CHOMEURS INDEMNISÉS  
A DIMINUÉ  
DE 1,6 %

Le nombre des chômeurs indemnisés a baissé de 1,6 % en un mois, indiquent les statistiques provisoires publiées le 17 août par l'UNEDIC. 1 787 632 personnes, en juillet, contre 1 817 034 en juin ont, en effet, reçu une allocation de l'ASSEDIC.

Toutefois, ce résultat doit être apprécié avec prudence puisque deux éléments, comme le fait observer l'UNEDIC dans son communiqué, assèment à une sous-estimation.

D'une part, la mise en place de la nouvelle réglementation, depuis le 1<sup>er</sup> avril, entraîne une baisse temporaire des effectifs indemnisés.

D'autre part, comme chaque mois, il convient d'ajouter les chômeurs ayant déposé une demande d'allocation et qui feront l'objet d'une décision positive avec effet rétroactif.

On peut aussi estimer, selon l'UNEDIC, à 2 005 100 le nombre de personnes qui auront reçu une allocation fin juillet. En cours de mois, d'ailleurs, 303 889 nouveaux dossiers de chômeurs indemnisés ont été enregistrés par les ASSEDIC, ce qui représente une augmentation de 19,9 % par rapport à juin et de 12 % par rapport à juillet 1983. De nombreux jeunes, notamment, se sont inscrits.

## Un motif de satisfaction et plusieurs sujets d'inquiétude

Les statistiques du chômage pour le mois de juillet (le Monde du 18 août) comportent un ténid motif de satisfaction qui, s'il se répétait, pourrait changer bien des choses : 182 100 chômeurs ont retrouvé un emploi, soit 18,1 % de plus qu'en juillet 1983.

Il convient d'ajouter un autre signe, encore plus ténid : les offres d'emploi disponibles en fin de mois (43 800), comme les offres enregistrées en cours de mois (36 500), sembleraient reprendre — en données corrigées — ayant respectivement augmenté de 8,7 % et de 29 % en un mois. Toutefois, pour nuancer ce résultat, il faut noter que le recul est de 36,4 % et de 18,3 % en un an.

Le marché du travail retrouverait-il un semblant de vigueur ? Il est trop tôt pour le dire, comme il est trop facile de se borner à constater que l'augmentation du chômage en juillet, en données corrigées et sur un mois (+ 0,8 %, soit 18 200 chômeurs de plus), est l'une des plus faibles que l'on ait observées depuis le franchissement de la barre des deux millions de chômeurs, en novembre 1983, si l'on excepte les résultats statistiques aberrants du mois de mai (le Monde du 21 juin).

Il y a d'autres explications à ce ralentissement, comme le souligne le nouveau ministre du travail, M. Delabarre, dans son communiqué, en écrivant que « l'accroissement des flux de sortie de l'ANPE (...) expliquant la moindre progression du nombre des demandeurs d'emploi ». Par exemple, et pour le troisième mois consécutif, le nombre des radiations pour « absence au contrôle ou non réponse à convocation » se situe à un niveau supérieur à la normale (113 655 en juillet).

De même, la précarité de l'emploi se développe rapidement, comme le montre l'inscription de 94 611 personnes à l'issue d'un contrat de travail à durée déterminée, en augmentation de 22 % en un mois et de 19,8 % en un an. Enfin, le recours au chômage partiel devient un phénomène inquiétant, puisque, en juillet, 1 557 400 journées de travail ont été indemnisées, soit 17,3 % de plus que le mois précédent et 14,3 % de plus qu'un an auparavant.

Au total, d'ailleurs, les chômeurs sont 308 200 de plus, en données corrigées, qu'au mois de novembre 1983. En un an, le chômage a progressé de 15,4 % en données brutes et de 15,2 % en données corrigées. Malheureusement, le rythme d'augmentation se maintient et ne cesse de confirmer une évolution préoccupante.

A. L.

## ENTRETIENS ENTRE LA DIRECTION DE CITROEN ET LES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX

### Les dernières manœuvres

Dans l'affaire Citroën, la partie de bras de fer continue après la série d'entretiens menés, le 17 août, par M. Jacques Calvet, le président de la société, avec les différentes délégations syndicales (CGT, CFDT, CFTC, FO, CGC et CSL) conduites par les dirigeants des fédérations de la métallurgie.

Au soir de ces discussions, en effet, les positions restent tranchées, quoique habillées d'une prudence expectative. D'un côté, les syndicats réformistes et la CSL se déclarent pour l'essentiel intéressés, mais se plaignent toutefois d'un « décalage insuffisant » de la période de formation. De l'autre, la CFDT et la CGT se montrent plus réservées, la première pour l'insuffisance de la proposition en matière de réduction du temps de travail — un leitmotiv depuis l'affaire Talbot, en fin d'année, — la seconde pour souligner qu'aucune décision ne peut être démocratiquement prise avant le retour dans l'entreprise des salariés actuellement en vacances (les vacances ouvriront leurs portes le 28 août).

A cette occasion, M. André Sainjon, le secrétaire général de la FIM-CGT, exhortait un habile pas de clerc et demandait que les comités d'établissement se tiennent en septembre. Dans la soirée, la direction de Citroën réagissait avec fermeté, en annonçant, dans un communiqué, que ces comités sont convoqués pour le 22 août, dans de la réunion du comité central d'entreprise.

Cette ultime manœuvre n'est-elle qu'une opération de diversion, destinée à dissimuler qu'un rapprochement des points de vue est en cours ? Ou signifie-t-elle un nouveau raidissement ? Il est bien difficile actuellement, de le savoir.

### Amorce de solution ?

Il semble pourtant que les événements de ces derniers jours, depuis la visite de M. Sainjon, au ministère du travail, le 13 août, constituent les signes d'une amorce de solution. A en croire le secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGC, M. Chaffin, le nouveau plan

social aurait ainsi été établi « en accord entre la direction de Citroën et les pouvoirs publics, notamment M. Michel Delabarre ».

En fait, et on le voit bien à la réaction de la CGT, cette intervention du gouvernement, qui se garde officiellement de se prononcer, se paraît pas suffisante, pas plus que les assurances données. Malheureusement, M. Sainjon veut d'autres gestes et mieux connaître les intentions de ses interlocuteurs. Par exemple, il souhaiterait que le gouvernement prenne position plus clairement. Et, comme M. Gérard Alazard, secrétaire confédéral de la CGT, l'a rappelé le 17 août, il demande à M. Fabius d'organiser « sans tarder un vrai débat » sur l'automobile entre les syndicats, les pouvoirs publics, les constructeurs et les représentants de la commission nationale de l'industrie que préside M. François Dalle.

Si tous les partenaires sociaux admettent aujourd'hui la nécessité d'une négociation à propos de Citroën, toute la question est de savoir à quel niveau elle se tiendra et si elle englobera l'ensemble des problèmes du secteur automobile.

ALAIN LEBLANC

Le président de la CPAM de Nice conteste la décision de ministre des affaires sociales. — Le président de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Nice, M. Roger Mai, conteste la décision du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale du 2 août annulant une décision de révocation du sous-directeur, M. Jean-Baptiste Pissano, prise le 26 juin par le conseil d'administration de la Caisse des Alpes-Maritimes (le Monde du 10 août). M. Mai fait observer que la décision du ministre est fondée uniquement sur le fait que l'entretien préalable au licenciement prévu par le code du travail a eu lieu postérieurement à la décision de révocation, et non antérieurement. Le président de la CPAM soutient que cet entretien a bien eu lieu préalablement à la notification de licenciement, conformément aux dispositions légales.

Lisez  
Le Monde des  
PHILATÉLISTES  
LE JOURNAL DE LA PHILATÉLIE

## LA IV<sup>È</sup> CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

### La modération du tiers-monde

De notre correspondante

Vienne. — Relance du dialogue Nord-Sud ou désenchantement total ? A un jour de sa clôture, de nombreuses incertitudes planent sur la IV<sup>ème</sup> conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), qui a ouvert ses travaux le 2 août à Vienne. Quelles politiques et divergences de vues sur les mesures pratiques à prendre pour relancer l'industrialisation du tiers-monde opposent les cent trente-cinq pays représentés dans la capitale autrichienne.

Si, au début de cette conférence, seul forum Nord-Sud important cette année, pays industrialisés, pays socialistes et pays du tiers-monde du groupe des « 77 » étaient unanimes à souhaiter la réussite, l'impression prévaut à sa fin que le souvenir de l'échec de la dernière conférence de l'ONUDI à New-Delhi en 1980 pourra éviter un désaccord total. A l'issue de quinze jours de travaux, un accord a été trouvé sur quatre seulement des onze résolutions pré-sentées par le groupe des « 77 » : l'énergie et l'industrialisation, valorisation des ressources humaines, programme d'action en faveur des pays les moins avancés et décennie du développement industriel de l'Afrique.

Des divergences profondes subsistent sur tous les thèmes épineux tels que les matières premières, le transfert de technologies, le commerce et le protectionnisme et surtout sur la question-clé, le financement de l'aide au tiers-monde. La rédaction d'une déclaration commune sur la base des projets soumis par les pays occidentaux, les pays socialistes et le groupe des « 77 », servant de « chapeau » aux résolutions n'avance que très lentement.

La tentative de lier l'accord sur ce texte commun d'introduction et l'accord sur les résolutions qui restent à rédiger et de voter « le tout ou rien », lancée par les « faucons » du groupe des « 77 », sous la direction du ministre indien du commerce, M. K. Singh, a été rejetée. Les autres pays du tiers-monde, à l'exception du groupe des « 77 », ont refusé de signer la déclaration commune sur la base des projets soumis par les pays occidentaux, les pays socialistes et le groupe des « 77 », servant de « chapeau » aux résolutions n'avance que très lentement.

Les Occidentaux,

Le débat général et les conversations de couloir sont dominés par deux sujets : l'endettement vertigineux du tiers-monde, évaluée à 711 milliards de dollars par le FMI, et le financement des projets d'industrialisation du tiers-monde. Le représentant de la France, M. André Bellon, vice-président socialiste de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, a relevé, dans son intervention, le risque que courent les pays endettés « de devenir structurellement insolubles, l'aide apportée par le communautarisme internationale et les emprunts contractés servant en partie à rembourser seulement l'encours et les intérêts de la dette existante ». Selon M. Bellon, « le poids des taux d'intérêt dans un système où se confondent monnaies nationales et monnaies de réserve et de référence a conduit, aujourd'hui, à un alourdissement supplémentaire de la charge de la dette pour de nombreux pays ».

M. Abdel Rahman Khane, directeur exécutif de l'ONUDI, a, quant à lui, proposé, dans son discours d'ouverture, de limiter le remboursement des dettes « à 25 % du maximum des recettes d'exportation » afin de briser le cercle vicieux de l'endettement et de la désindustrialisation.

En effet, l'industrialisation du tiers-monde a particulièrement pâti de la crise économique. La part des pays en développement dans la production industrielle mondiale s'est accrue de 1,9 % seulement depuis 1975 pour passer de 10 % à 11,9 %. Les résultats ne sont pas à la hauteur des objectifs fixés à la conférence de Lima, en 1975, qui prévoyait de porter cette part à au moins 25 % en l'an 2000.

La question du financement des projets d'industrialisation est la pierre d'achoppement principale de la réunion de Vienne. A New-Delhi, les pays industrialisés avaient été confrontés à des revendications jugées démesurées de la part du tiers-monde ; les « riches » avaient tout rejeté et l'échec était total. A Vienne, le réalisme et la modération prévalent. Le groupe des « 77 » a renoncé à demander des sommes précises, mais souhaite des engagements formels de la part des pays industrialisés. Les Occidentaux,

notamment les Etats-Unis, s'y opposent et donnent une nette préférence à l'aide bilatérale face à l'engagement dans des projets multinationaux.

Le chef de la délégation américaine, M. Richard S. Williamson, n'a pas manqué de souligner que, sur 87,9 milliards de dollars versés en 1981 aux pays en développement sous forme d'aide directe, de prêts ou de crédits à l'exportation, un tiers venait des Etats-Unis, dont l'aide au tiers-monde est treize fois plus élevée que celle des pays à économie planifiée. En ce qui concerne la France, l'aide publique au développement (départements et territoires d'outre-mer exclus) a marqué au cours des dernières années, selon les chiffres mentionnés par M. Bellon, une forte progression, passant de 0,36 % en 1980 à 0,49 % du PNB en 1983.

En dépit d'une nette désaturation du climat de travail depuis le début de la conférence, les grands affrontements ont pu être évités. La plupart des pays du tiers-monde, victimes dans les années 70 des chocs pétroliers et dans les années 80 de l'endettement, sont prêts à un dialogue constructif. Dans les délégations occidentales, on ne cache pas non plus une certaine satisfaction devant le fait que de plus en plus de pays en développement ayant fait leurs propres expériences de l'économie planifiée sont de moins en moins hostiles aux investissements privés et à l'économie de marché.

Sans revenir sur leurs critiques à l'égard des pays industrialisés en ce qui concerne l'ordre économique et monétaire mondial, les pays du tiers-monde, encouragés par les succès de certains d'entre eux, semblent prêter plus d'attention aux suggestions d'investissement. Cela signifie, entre autres choses, qu'il faut mettre en place un cadre d'action stable et prévisible sur lequel les décideurs du secteur privé puissent s'appuyer avec confiance. Sans cela, l'investissement et l'innovation risquent de rester en deçà des espoirs.

WALTER DAVY

## Démographie : l'explosion de l'Afrique

220 millions d'habitants en 1950, 470 millions aujourd'hui, près de 900 millions à la fin du siècle... L'explosion démographique de l'Afrique s'affirme assurément comme l'un des faits les plus marquants de l'histoire contemporaine ; par le contraste qu'elle oppose avec les autres parties du monde, par l'énigme qu'elle pose aux spécialistes et par les inquiétudes qu'elle soulève dans la communauté mondiale quant à l'avenir du continent.

Nulle part, en effet, le rythme de l'accroissement démographique n'atteint aujourd'hui celui qu'il connaît sur le continent noir : l'augmentation annuelle y dépasse les 3 % alors qu'elle est tombée aux environs de 2 % dans nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine. Il n'est pas rare de rencontrer en Afrique noire des taux bruts de natalité de 50 pour 1000, ce qui s'approche de ce que les démographes considèrent comme le maximum physiologique absolu (60 pour 1000). Et pourtant, la densité de population sur le continent, compte tenu de l'immensité de ses déserts, n'est que de dix-huit habitants au kilomètre carré, contre quatre-vingt-sept en Asie du Sud. Dans certains pays (au Congo, au Niger par exemple) la densité moyenne s'abaisse jusqu'à quatre habitants au kilomètre carré.

Les causes de cette situation sont multiples, mais les facteurs culturels sont, à n'en pas douter, déterminants. L'animisme, comme l'islam ou le christianisme, opposent, chacun à l'aide de ses références propres, une forte résistance à la notion même de planification dans ce domaine. L'islamisation de l'Afrique tropicale, qui gagne la zone équatoriale, ne représente donc nullement une perspective de stabilisation à cet égard, bien au contraire.

Un autre facteur historique, trop rarement évoqué, tient à l'énormité de la ponction démographique qu'a exercé la traite, pendant des siècles, jusqu'au cœur du continent. Les historiens

estiment que le trafic des esclaves, à son apogée, préleva jusqu'à dix millions d'habitants chaque année d'Afrique occidentale et centrale vers les Caraïbes et l'Amérique. Des villages, parfois même des régions entières, furent totalement désertées, abandonnées à la brousse. Les compensations « compensatoires » de ceux qui restaient en ont été marquées pour des siècles. Se sont ajoutés à ces facteurs l'ordre imposé par les colonisateurs et leurs lois importées qui, calquées sur celles des métropoles, prohibaient toute attitude antinataliste, surtout dans les colonies portugaises, françaises et belges, et ce jusqu'aux indépendances. A ce moment, à l'aube des années 60, seules les anciennes possessions britanniques avaient établi l'ébauche de dispositifs de planification familiale.

Les pressions maladroites que les pays occidentaux — singulièrement les Etats-Unis — exercèrent alors sur les nouveaux dirigeants africains, en faveur du contrôle des naissances, levèrent chez eux une suspicion durable. Pourquoi voulaient-ils, de l'extérieur et soudainement, imposer à des pays, qui venaient d'accéder à la souveraineté, des valeurs étrangères à leur culture, si ce n'était à des fins politiques ? S'ajoutait à ces préventions le fait qu'une partie de l'Afrique noire, en zone équatoriale, souffre d'une hypofertilité dont les causes sont encore mal connues. En outre, beaucoup de pays africains s'estimaient, jusqu'à ces toutes dernières années, sous-peuplés. Certains d'entre eux — la Nigéria en particulier — n'arguent-ils pas constamment de l'effectif de leur population pour gagner une autorité souveraine menacée dans le concert international ?

### Une prise de conscience

Aujourd'hui, les dirigeants africains ont pris conscience, dans leur majorité, des menaces que la pression démographique fait

peser sur leurs équilibres politiques, économiques, écologiques, — puisque la désertification en est une conséquence directe — et sociaux. Cette prise de conscience s'est exprimée dernièrement encore lors de la conférence sur la population organisée à Arusha en Tanzanie en janvier dernier par la commission économique pour l'Afrique des Nations unies, dans la perspective de la réunion de Mexico.

Car le rythme actuel de l'expansion démographique risque de faire de l'Afrique non seulement un continent plongé dans une urbanisation effrénée, ravagée par la désertification, mais aussi et surtout un phénomène entraînant l'autre — menacé par une sous-industrialisation persistante et une malnutrition massive, grandissante. Selon la FAO, la production alimentaire y a baissé de 10 % entre 1970 et 1980 et, dans certains pays, de 20 %. Si les courbes démographiques actuelles se prolongent, le nombre des personnes sous-alimentées sur le continent passera de 72 millions au milieu des années 70 à 98 millions en 1990 et 127 millions en l'an 2000. En 2020, l'Afrique ne pourra nourrir, à l'aide de ses ressources propres, que moins de la moitié de ses habitants.

Vingt-trois des trente-cinq pays les plus pauvres du monde — où le revenu par habitant n'atteint pas 500 dollars par an — sont des nations africaines. Plus de 100 enfants sur 1 000 y disparaissent avant leur premier anniversaire, une proportion qui n'est atteinte nulle part ailleurs. Seules une vigoureuse impulsion de l'action sanitaire, un effort intense des responsables nationaux et une participation déterminée des institutions internationales permettront de modifier quelque peu des données aussi sombres. Celles-là mêmes qui continuent de faire dire aux Africains : « Les enfants sont de Dieu », comme les anarchistes européens disaient, en leur temps, sous d'autres climats. « Le désordre est de Dieu ».

CLAIRE BRISET.



# Économie

## ELF et Total ont signé un nouveau contrat de fourniture de pétrole avec l'Irak

Les deux compagnies françaises ELF-Aquitaine et Total continueront à enlever 80 000 barils par jour (4 millions de tonnes/an) de pétrole brut irakien jusqu'au 30 juin 1985. Un nouveau contrat de fourniture a été en effet conclu entre les deux compagnies et Bagdad, après plusieurs semaines de négociations. Il remplace le contrat signé l'an passé, à l'initiative des pouvoirs publics, — contre la volonté des compagnies, — afin de permettre à l'Irak de rembourser à Paris une partie de sa dette militaire (le Monde des 24 juin et 13 août 1983).

La différence du précédent, le nouveau contrat semble satisfaire les compagnies françaises, qui précisent que « les conditions d'achat sont commercialement acceptables pour les deux parties ». Bien que Bagdad ait exigé de ses clients une discrétion absolue, afin de ne pas se trouver en porte à faux vis-à-vis de ses partenaires de l'OPEP, le gou-

vernement irakien paraît avoir accepté, au moins en partie, les demandes des compagnies françaises d'une modification de la formule de prix.

Aux termes du précédent contrat, le prix de vente du brut irakien était calculé sur la base du tarif officiel (pour 55 % du volume) pondéré par les cours du marché au jour le jour (pour 45 %) lesquels se situaient depuis un an largement en dessous (de 1 à 2 dollars par baril) du prix officiel, correspondant à la grille de l'OPEP. Les compagnies françaises, qui avaient interrompu leurs enlèvements depuis le 30 juin, ont demandé, et apparemment obtenu, une formule de prix plus favorable, faisant plus largement référence aux cours réels du marché libre.

Il est vrai que, contrairement à ce qui s'était passé l'an dernier — où le gouvernement français avait négocié avec Bagdad dans le cadre d'un accord global militaire et civil, puis imposé aux deux compagnies des achats correspondant aux montants financiers en cause, — les pouvoirs publics se sont, cette fois, bien gardés d'intervenir directement dans les négociations, en dépit des tentatives de Bagdad pour replacer celles-ci au niveau gouvernemental. Les négociations se sont déroulées « sur des bases purement commerciales », assure-t-on au ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur, où on précise que ce contrat n'a pas été évoqué lors de la récente visite de M<sup>me</sup> Edith Cresson en Irak (le Monde du 3 août 1984).

VÉRONIQUE MAURIS.

## BAISSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN JUIN

L'indice mensuel de la production industrielle, calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1970, s'est inscrit — après correction des variations saisonnières — à 131 en juin, contre 133 en mai, ce qui traduit une baisse de 1,5 % en un mois.

En un an, l'indice de la production industrielle progresse de 2,3 % (juin 1984 comparé à juin 1983). Mais il stagne depuis février dernier, époque où il s'était déjà inscrit à 131.

## Faits et chiffres

### Agriculture

La Caisse nationale de crédit agricole va diminuer le taux de ses prêts de 0,25 %. — La CNCA vient d'annoncer qu'elle diminuera, à partir du 21 août, le taux plafonné des prêts à court terme (jusqu'à deux ans) et à moyen terme (deux à sept ans) du secteur agricole et rural. Ainsi le taux maximum du court terme appliqué aux exploitants agricoles et aux coopératives revient de 12 % à 11,75 %. Cette décision fait suite aux récentes mesures de baisse de la rémunération de l'épargne et du coût du crédit.

Démarche britannique auprès du gouvernement français après les contrôles vétérinaires sur la viande de mouton. — La Grande-Bretagne vient d'effectuer une « démarche très ferme » auprès du gouvernement français à la suite des menaces prises par la France pour contrôler l'entrée de plusieurs carcasses de viande de mouton britannique, qui contenaient des résidus de pesticide (le lindane) dépassant la tolérance admise, a déclaré, le 17 août, un porte-parole du ministère britannique de l'Agriculture. Le porte-parole a confirmé que des carcasses avaient été arrêtées, mais a ajouté que jusqu'à présent aucune d'entre elles n'avait été refusée vers la Grande-Bretagne. Il a exprimé l'espoir que la France changerait prochainement sa réglementation sur les niveaux de tolérance de pesticide autorisés dans la viande. — (AFP.)

ERRATUM. — Dans l'article paru dans nos éditions datées 18 août, sous le titre « Santé et protectionnisme », une erreur de transmission nous a fait écrire que le service vétérinaire d'hygiène alimentaire avait trouvé, dans les graisses de mouton importé de Grande-Bretagne, des taux de lindane oscillant « entre 1,65 et 1,17 ppm (parties par million) au lieu de 1 au maximum ». C'est entre 1,65 et 7,17 ppm qu'il fallait lire. Le lindane est un insecticide organo-chloré.

### Étranger

États-Unis : progression soutenue des revenus en juillet. — Les revenus des Américains ont continué de progresser en juillet à un rythme soutenu (+ 0,8 % contre + 0,9 % en juin) ; mais leurs dépenses, comme en juin, n'ont augmenté que très modestément (+ 0,3 % contre + 0,4 %). Selon le porte-parole de la Maison-Blanche, cette évolution montre que l'expansion économique reste « soutenue » sans « aucun signe de surchauffe ». En rythme annuel, les revenus bruts des Américains se sont élevés en juillet à 3 027 milliards de dollars (ce qui correspond à 10 928 dollars par habitant) et leurs dépenses à 2 350 milliards. Pour sa part leur épargne s'est élevée à 157,5 milliards de dollars, faisant ressortir un taux d'épargne de 6,1 contre 5,6 en juin. — (AFP.)

États-Unis : progression du taux d'utilisation des capacités de production. — L'industrie, les mines et les services publics américains ont travaillé à 82,5 % de leurs capacités de production (0,5 point de plus qu'en juin), soit le taux le plus élevé noté depuis mars 1980. Selon la Réserve fédérale, le taux d'utilisation des capacités de production est ressorti à 82,6 % dans les industries de transformation (contre 82 % en juin). Les taux les plus élevés ont été relevés dans les industries du papier et du caoutchouc (96 %), ainsi que dans celle des machines électriques (93 %). En juillet le taux global d'utilisation s'était établi à 76,3 % (69,6 % pour l'année 1982). — (AFP, AGEFI.)

Grande-Bretagne : les travailleurs demandent une enquête sur l'absorption d'ICL. L'opposition travailliste a demandé au gouvernement britannique d'ordonner une enquête sur le projet d'absorption de la fabrique d'ordinateurs International Computers Ltd (ICL) par la société Standard Telephones and Cables, de façon à déterminer si cette fusion serait ou non dans l'intérêt de la Grande-Bretagne. M. Peter Shore, porte-parole du parti pour les affaires commerciales, a déclaré à l'appui de cette requête : « Il est des résultats de vingt années d'efforts visant à doter la Grande-Bretagne d'une industrie indépendante des ordinateurs. On ne saurait maintenant la laisser tomber sous le contrôle d'une société, dont le plus gros actionnaire est la géante firme américaine I.T.T., sans procéder au préalable à une profonde étude des conséquences qu'aurait pour la nation une telle opération. » — (AFP.)

Japon : Fort excédent commercial. — La balance commerciale japonaise a enregistré un excédent de 3,21 milliards de dollars en juillet, le deuxième meilleur résultat réalisé après celui de juin dernier, a annoncé, jeudi 9 août, le ministère des finances du Japon. Le total de l'excédent commercial est de 16,734 milliards de dollars pour la période de janvier à juillet.

L'une des principales raisons du résultat de juillet est l'excédent de la balance commerciale du Japon avec les États-Unis qui a atteint le chiffre record de 3,26 milliards de dollars. Le précédent record, en juin dernier, était de 3,03 milliards de dollars. Le Japon : accord du FMI pour un nouveau tirage de 45 millions de dollars. — Le Fonds monétaire international a autorisé le gouvernement japonais à procéder à un nouveau tirage de 45 millions de dollars, compte tenu des performances réalisées dans le cadre du programme d'assainissement, a annoncé, le 10 août, le premier ministre Kengo Wa Dondo. Dans les milieux diplomatiques et financiers occidentaux de Kinshasa, on reconnaît que le Zaïre a assuré avec rigueur l'application du plan de quinze mois conclu en septembre 1983 avec le FMI, au terme duquel le Zaïre s'est vu accorder un crédit stand-by de 350 millions de dollars. — (AP.)

### En Grande-Bretagne

#### LES PRIX ONT BAISSÉ DE 0,1 % EN JUILLET

Londres (AFP). — Les prix de détail ont baissé de 0,1 % en juillet, ce qui établit à 4,5 % le taux d'inflation au cours des douze derniers mois, soit son plus bas niveau depuis juillet 1983. En juin dernier, après une hausse mensuelle du coût de la vie de 0,3 %, l'inflation s'était établie en rythme annuel à 5,1 %. L'objectif gouvernemental est de parvenir à un taux de 4,5 % à la fin de l'année 1984.

De nombreux analystes prévoient toutefois une reprise de la hausse des prix dès le mois d'août, du fait de la récente dépréciation de la livre sterling et malgré la réduction des taxes d'intérêt, qui atténuent les pressions inflationnistes. Chaque diminution d'un point des taux d'intérêt entraîne en moyenne une baisse d'environ 0,4 % du taux annuel d'inflation. Pour sa part, la progression annuelle des salaires se maintient depuis à peu près au aux environs de 7,75 %.

Le résultat de juillet a été provoqué par la baisse saisonnière des denrées périssables, par les soldes d'été et par une « guerre des prix » sur le marché des voitures automobiles. En août, la pression à la hausse devrait être renforcée par l'entrée en vigueur du relèvement de 10,25 % à 12,25 % de l'intérêt sur les prêts hypothécaires immobiliers, par le renchérissement de l'essence et par la fin des soldes.

### Aux États-Unis

#### BÉNÉFICES RECORD DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES AU PREMIER SEMESTRE

Detroit (AFP). — L'industrie automobile américaine a fait plus de bénéfices cette année en six mois que pendant toute l'année dernière, et elle s'attend déjà que l'année prochaine soit encore meilleure : au cours du premier semestre les quatre grands de l'automobile (General Motors, Ford, Chrysler et American Motors) ont réalisé 6,3 milliards de dollars de bénéfices, alors qu'ils n'en avaient fait que 6,1 milliard pendant toute l'année 1983, la première année de la relance.

Pendant les constructeurs étrangers n'ont pas tellement profité de la reprise du marché américain. Au cours des sept premiers mois de cette année, alors que les ventes de voitures américaines progressaient de 26 %, les ventes de voitures étrangères n'augmentaient que de 1 %. En juillet, les ventes de voitures étrangères aux États-Unis ont même baissé et leur part du marché, qui était de 27 % en juillet 1983, n'était plus que de 23 % en 1984.

#### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

ACTIF		Au 9-8	
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER		402 408	
Or		288 088	
Disponibilités à vue à l'étranger		48 274	
ECU		80 148	
Autres au Fonds de stabilisation des changes		14 978	
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR		78 118	
Concours au Trésor		11 840	
3) CRÉANCES PRIMAIRES D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT		182 480	
Effets escomptés		88 888	
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FÉDÉRAL		76 324	
5) DIVERS		7 616	
Total		896 022	

PASSIF		Au 9-8	
1) BILLET EN CIRCULATION		180 820	
2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS		13 181	
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC		14 711	
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS		76 681	
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution des réserves		9 085	
5) ECU A LIVRER AU FÉDÉRAL		76 606	
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR		302 814	
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE		2 917	
8) DIVERS		11 389	
Total		896 022	

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 13 au 17 août

### « Allô ! Maman ? bobo... »

M. PIERRE BÉRÉGOVOY est peut-être un bon ministre de l'économie — son futur le dira, — mais il est assurément un mauvais fils. Figurez-vous que ce papa n'a pas du tout apprécié la façon de réagir à 6,5 % la rémunération offerte aux petits épargnants. Au moment où l'on se doit de célébrer l'élévation de la Sainte-Vierge, Assomption oblige, il fait redescendre de 1 % le taux du livret A. Réfugié sur les falaises d'Étretat (1 560 habitants l'hiver...), au bord de la Manche, il venait justement d'avoir au téléphone sa maman, une grosse d'Alsace-Lorraine, qui venait à lui faire partager son bobo à l'épargne. « Je connais des épargnants français qui ne sont pas contents de cette décision. Ma mère, notamment, m'a signalé son mécontentement. Et j'imagine que de nombreux Français et Françaises sont comme elle », devait-il confier à quelques proches, assésés partis propager la bonne nouvelle.

À la Bourse de Paris, où s'est passé, cette semaine, pour ce nouveau drame de méconnaissance familiale, quelques jours à peine après avoir été obligé d'assommoir le poids des mois, le choc des photos — à propos de cette pauvre Stéphanie (de Monaco, bien sûr...), dont le cœur est douloureusement partagé entre ce jeune Belmondo-junior et cet autre Delon-fils qui ne l'est pas moins. Retour de la corbeille, là où on sait ce que raison veut dire, et c'est d'autant plus à une froide analyse de la situation.

Certes, le courroux de maman Bérégovoy peut se comprendre. Surtout que ce n'est pas la première fois qu'on lui faisait le coup. L'année dernière, au mois d'août également, comme par hasard, on avait déjà tapé de 1 % sur le tête de l'Épargne. Et à l'époque son futur y était pour rien, puisque c'était M. Jacques Delors qui tenait les cordons de la bourse aux nouvelles. Alors... Mais, après tout, tenait-on à souligner en montrant du doigt la complicité du Palais de l'Argent, si le nouveau patron de la rue de Rivoli avait pris cette décision, qui, n'en doutons pas, a dû lui coûter, c'était pour le bien de l'économie dans son ensemble. La cause était entendue : devant l'intérêt de la France, le bas de laine devait s'incliner.

Venez, la rose au poing, à la rescousse du super-ministre de l'économie, des finances et du budget, quelques bourgeois qui n'ont pas honte d'arborer des idées progressistes (en cherchant bien, on en trouve trois ou quatre...) se faisaient fort d'expliquer les retombées positives de ce qu'il fallait bien considérer comme un dispositif global de soutien à l'activité économique, puisqu'il comprenait également une réduction (de 0,25 à 1 % selon le cas) du coût du crédit pour trois catégories d'emprunteurs : les candidats au logement, les collectivités locales et, enfin, les entreprises industrielles.

On s'épate, d'ailleurs, de quoi, de la Bourse ? Mais pas de tout ! On est en plein dedans, à quelques jours de la rentrée prochaine du monde des affaires et des clubs économiques — budgétaires notamment — qui devront être arrêtés à ce moment-là. De toute façon, si ne s'est rien passé d'important cette semaine au Palais-Bronx, n'était-ce pas le sens du devoir, les rares professionnels — et chroniqueurs boursiers — présents autour des colonnes seraient partis depuis longtemps faire trampoline dans les bassins du Palais Royal. Mais il y a les ordres à exécuter. Alors, on (surtout les gérants de SICAV) a acheté quelques valeurs (CIT, Bouffier, Signaux, Sagem, SOGEL, Peugeot, Matras, Galeries Lafayette) et vendu quelques autres (Europe 1, SCOA, Marine-Wendel), voire le titre participatif Renault, affecté par les milliers de suppressions d'emplois prévus dans ce groupe automobile.

### Le Meccano de la Générale

À propos de titres participatifs, la Société générale, l'une des trois grandes banques françaises aux côtés de la BNP et du Crédit lyonnais, vient de se lancer, elle aussi, dans la course aux fonds propres. On savait que son patron, Jacques Mayoux, n'était pas très enthousiasmé à l'idée d'émettre des titres participatifs, cette nouvelle catégorie de produits financiers prévus par la loi Delors — du 3 janvier 1983, mais, comme on n'a guère de chances de tirer le moindre son de l'unique actionnaire (l'État), il fallait bien faire comme tout le monde... La Générale a donc mis en place la première pièce de son Meccano financier pour la forme d'une autorisation à émettre des titres participatifs dans un délai de cinq ans pour un montant de 2 milliards de francs (le Monde du 18 août).

Mais, jetaut une passerelle métallique de l'autre côté de l'ouvrage, cette banque a aussi serré les écrous pour supporter son nouveau « bébé » : une émission de certificats d'investissement pour un montant, nominal, de 380 millions de francs, la première à être lancée par une banque de la place. En procédant au montage d'une émission de cette nature pour le compte de l'Agence Havas (c'est l'année dernière, la Société générale avait en tout le temps de bien lire le mode d'emploi de cette formule qui a déjà servi dans le passé, sous la forme de certificats pétroliers, à Elf-Aquitaine et à la CFF).

Ab ! nous allons oublier l'essentiel. Selon la formule consacrée, au vu de l'indicateur instantané, les actions françaises ont reculé de 0,65 % au cours de ces quatre journées boursières coupées par le chômage de l'Assomption. Vendredi, à l'issue d'une séance où on peut bien légitimement (le volume d'affaires a dû dépasser 50 à 60 millions de francs, sur les titres français, contre 300 millions de francs l'année dernière à la même époque), cet indicateur tussait de l'encéphalogramme plat à 0,00.

SERGE MARTI.

#### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)

	13 août	14 août	15 août	16 août	17 août
RM	169 608	141 019	—	169 302	149 730
Comptant	1 621 239	1 427 712	—	1 147 262	1 628 345
R. et obl.	21 283	24 221	—	22 945	16 129
Total	1 812 130	1 592 952	—	1 339 509	1 794 204

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	108,2	108,1	107,8	—
Franc.	108,2	108,1	107,8	—
Étrang.	92,2	93	—	91,1

#### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1983)

	105,3	105,2	—	104,8	104,8
Tendance	105,3	105,2	—	104,8	104,8

(base 100, 31 décembre 1981)

	162,8	162,7	—	162,3	162,3
Indice gén.	162,8	162,7	—	162,3	162,3

#### MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 10 août	Cours 17 août
Or fin 999,9	39 400	39 200
— 999,95	39 400	39 200
Pièces françaises (20 fr.)	813	818
Pièces françaises (10 fr.)	426	436
Pièces suisses (20 fr.)	882	880
Pièces suisses (10 fr.)	870	872
Pièces italiennes (20 fr.)	880	840
— 10 dollars	728	738
— 5 dollars	368	370
Pièces de 20 dollars	4 200	4 205
— 10 dollars	2 100	2 100
— 5 dollars	1 050	1 050
— 100 pesos	3 800	3 840
— 20 euros	701	708
— 10 euros	350	354
— 5 euros	175	177

\* du 16 au 16 août.

#### VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME (\*)

	Nbre de titres	Val. en esp. (F)
St-Gobain (part.)	31 745	37 492 323
IBM	21 298	27 087 844
ELF-Aquitaine	107 942	22 256 666
— Raffineries	12 713	21 463 030
BSN	6 947	17 176 490
Air Liquide	31 809	16 524 210
Paroiss-Ricard	20 136	16 145 982
Schneider	32 307	15 363 145
Lafarge Coppée	43 904	14 661 239
Carrefour	9 462	13 790 061

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Hésitant  
Le marché new-yorkais est apparu plus partagé cette semaine et le volume des transactions s'en est ressenti (416,4 millions de titres échangés contre 553,8 millions précédemment) tandis que l'indice Dow Jones des valeurs industrielles perdait 6,07 points (pour être ramené à 1 217,97 points) par rapport au vendredi précédent.

Selon les analystes, les informations statistiques continuent à démontrer un ralentissement de la croissance économique : les ventes au détail ont diminué de 0,9 % en juillet, les mises en chantier de logements ont chuté de 6,6 % et les dépenses des consommateurs n'ont progressé que de 0,3 %. En effet, fait-on valoir, une croissance économique modérée et la diminution des dépenses devraient alléger la pression sur le marché du crédit.

Le marché n'a pas réagi vendredi à l'augmentation de 5,1 milliards de dollars de la masse monétaire au cours de la semaine terminée le 6 août. Cette progression se situe en effet dans le cadre des objectifs de la Réserve fédérale et ne devrait donc pas entraîner de resserrement du crédit par la FED.

	Cours 10 août	Cours 17 août
Alcoa	37 1/8	36 3/4
ATT	19 1/4	18 5/8
Bearing	51	51 7/8
Chase Nat. Bank	43 1/8	43 3/8
De Pont de Nemours	48 3/4	47 3/8
Eastman Kodak	73 1/4	74 7/8
Exxon	41 3/8	41 3/8
Ford	45	44 1/4
General Electric	57 5/8	57 3/8
General Foods	58 1/4	58 1/4
General Motors	37 3/4	37 3/4
Goodyear	27 1/2	28 1/2
IBM	121 1/8	122 7/8
ITT	25 5/8	25 5/8
Mobil Oil	47 1/2	47 1/2
Pfizer	35 7/8	36 1/4
Schmiedberg	46 1/2	45 7/8
Texas	34 7/8	35 3/8
Union Carbide	55 5/8	55 5/8
US Steel	26	24
Westinghouse	25 3/8	25 3/8
Xerox Corp.	38 7/8	38 7/8

### LONDRES

Légère baisse  
Après le coup de four de samedi la semaine dernière à Bourse de Londres par les deux réductions successives du taux de base bancaire britannique, les mouvements ont été de moindre ampleur ces derniers jours. La bourse de Wall Street au milieu de semaine a passé sur les cours et la reprise constante vendredi a permis de stabiliser le marché sans le moindre pour autant.

Indice FT-100 : 336,8 contre 344,3 ; indice FT-250 : 557,2 ; Fonds d'État : 79,95 contre 80,08.

	Cours 10 août	Cours 17 août
Beecham	348	328
Bovril	162	172
Brit. Petroleum	478	488
Charter	238	248
Comrade	128	121
De Beers (*)	590	603
Dunlop	39	42
Free State Gold (*)	39 7/8	41 1/2
Glaxo	945	936
Gr. Unit. Stores	568	558
Imp. Chemical	606	594
Shell	630	618
Unilever	925	916
Vickers	172	176
War Loan	35 1/2	35

(\*) En dollars.

### TOKYO

Tendance reprise  
Encouragé par le redémarrage de Wall Street au fin de semaine, les actions japonaises ont opéré une timide reprise. L'indice Nikkei Dow-Jones conclut ces cinq jours à 10 449,45 points (contre 10 375,93 le vendredi précédent). L'indice général s'établissant à 808,86 contre 801,66.

	Cours 10 août	Cours 17 août
Alcatel	414	428
Bridgeston	602	588
Canon	1 290	1 290
Fuji Bank	880	880
Honda Motor	1 480	1 480
Mitsubishi Electric	1 680	1 690
Mitsubishi Heavy	231	234
Sony Corp.	3 510	3 478
Toyota Motor	1 470	1 428

### FRANCFORT

Soutenu  
Wall Street a donné le ton et animé le marché des actions de Francfort en cette troisième semaine d'août, où le mouvement ascendant s'est poursuivi. Les investisseurs étrangers, qui s'étaient jusqu'ici abstenus, ont refait apparition. Toutefois, au milieu de la semaine, des prises de bénéfices ont été observées, rendant la tendance plus irrégulière.

Indice de la Commerzbank : 984,20 contre 986.

	Cours 10 août	Cours 17 août
AEG	94,80	92
Bayer	156,30	154,80
Basf	167,50	166,50
Commerzbank	153,70	149,50
Deutsche Bank	342	354
Hoechst	180	167,50
Karstadt	248	238
Mannheim	143,70	141,50
Siemens	398,50	390,60
Volkswagen	180	177,70







## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

3. Le déminage de la mer rouge.
- FRANCE
7. Lettres au Monde à propos de la « bataille du référendum ».
8. Révolte à Vouvray : la TGV sous la vignoble.
- SPORTS : les Jeux de l'amitié à Moscou ; le championnat de France de football.

### CULTURE

9. Un avenir pour le patrimoine.
- ÉCONOMIE
13. L'évolution du chômage en juillet.
14. La revue des valeurs.
15. Crédits, charges et grands marchés.

### RADIO-TÉLÉVISION (11)

- ÉTÉ (10) : « Histoire d'amour », par Konk.
- Carnet (12) : Programmes des spectacles (10-11) ; Météorologie (12) ; Mots croisés (12) ; « Journal officiel » (12).

## NOUVELLES BRÈVES

● **Le PSU favorable au référendum d'initiative populaire.** — Le PSU a soutenu vendredi 17 août que « le risque d'un dérapage vers la pratique plébiscitaire inquiète à juste titre une partie de l'opposition, à gauche notamment ». Il a constaté toutefois que « la majorité des électeurs est favorable au principe de l'organisation d'un référendum » et il a souhaité que « les députés élargissent le projet actuel par l'ajout de dispositions en faveur du référendum d'initiative populaire ».

● **Deux Italiens arrêtés à Paris.** — Deux jeunes Italiens, Andrea Morrelli, trente-sept ans, et Paola Filippi, vingt-quatre ans, ont été arrêtés, vendredi 17 août à Paris, par des policiers de l'Office central de répression du banditisme (OCRB) alors qu'ils s'approprièrent à recevoir leur permis de séjour à la préfecture de police. Anciens militants d'extrême gauche en Italie, ils sont sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré par un juge d'instruction milanais, pour des faits remontant à 1979. Ils ont été placés sous écrou à la prison de Fresnes en attendant que la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris se prononce sur la demande d'extradition des autorités italiennes. Résidant en France depuis plusieurs mois et ayant trouvé du travail, ils n'avaient, semble-t-il, aucune activité délictueuse.

● **Réhabilitation de responsables de la gauche en Uruguay.** — Le gouvernement militaire uruguayen a décidé de lever l'interdiction frappant cinq cent cinquante-trois membres du Front large de la gauche, a annoncé, le vendredi 17 août, un porte-parole de cette formation. La décision de proscrire plusieurs milliers d'anciens responsables politiques de toutes tendances avait été prise en 1976. Cette mesure de bienveillance des forces armées a été négociée entre les militaires et l'opposition dans le cadre d'un accord fixant définitivement la date des élections générales (le 25 novembre prochain) et réglant les modalités du transfert du pouvoir au civil, le 15 mars 1985, après douze années de régime d'exception. (AFP-Reuter.)

● **Une explosion fait 35 morts au Cameroun.** — Une explosion due à un gaz d'origine encore indéterminée, qui s'est produite, mercredi soir, dans la région de Fombot (ouest du Cameroun), a fait 35 morts, selon un bilan diffusé vendredi 17 août à Yaoundé. Fombot, qui avait été secoué récemment par un léger tremblement de terre, est situé dans une région couverte de dépôts volcaniques et, selon les experts, sur un site de prolongement du mont Cameroun, dont la dernière éruption remonte à octobre 1980. — (AR, Reuter.)

Le numéro du « Monde » daté 18 août 1984 a été tiré à 421 699 exemplaires

A B C D E F G

## TROISIÈME EXPLOSION APRÈS CELLES DE LYON ET D'ANNECY

### Les policiers attribuent au Groupe M-5 l'attentat de la gare de Grenoble

Bien que non revendiqué, samedi en milieu de matinée par le Groupe M-5, l'attentat commis, vendredi soir 17 août à la gare de Grenoble, lui est attribué par les policiers. Ceux-ci semblent avoir une idée plus exacte de la nature de ce groupe, jusqu'alors inconnu, déjà responsable des attentats de Lyon-Perrache et d'Annecy (le Monde du 18 août), plusieurs indices matériels confirmant qu'il est issu de la région Rhône-Alpes.

Grenoble. — Une bombe de fabrication artisanale, dont la conception est identique à celles de la gare de Lyon-Perrache et d'Annecy, a explosé vendredi 17 août, à 20 h 15, dans un coin de la gare de Grenoble situé légèrement à l'écart de la salle des pas perdus. L'attentat, qui coïncidait avec l'arrivée de plusieurs trains, n'a fait aucune victime et des dégâts peu importants. En effet, la machine infernale, constituée d'un tube métallique d'une quarantaine de centimètres fermé à ses deux extrémités par des bouchons soudés, s'est déformée. Les soudures de l'engin n'ont, semble-t-il, pas résisté à la pression intérieure ce qui, probablement, comme à la gare de Lyon, a provoqué « un impact fusant au lieu d'un impact brisant beaucoup plus dangereux », explique le commissaire principal de Grenoble, M. André Chailland.

Le seul blessé aperçu par les témoins est le poseur de la bombe, qui venait juste de la placer sous le siège d'un photomaton. Atteint au visage par l'explosion, il fut aussitôt rejoint par deux policiers qui le précipitèrent dans une R6 blanche, qui démarra aussitôt.

L'attentat, qui n'avait toujours pas été revendiqué samedi en milieu de matinée, est toutefois attribué par les policiers au Groupe M-5, qui a signé les attentats de la gare de Lyon-Perrache, le 13 août, et du centre culturel et commercial Bonlieu à Annecy, le 18 août. La similitude des éléments constituant les bombes, d'une part, la méthode employée pour les poser, d'autre part, enfin la

Les enquêteurs ne croient ni à un coup de milieu ni aux convictions idéologiques de ces nouveaux terroristes. Ils optent plutôt pour l'hypothèse d'individus isolés, quelques peu mégalomanes et assurément dangereux.

L'affirmation rapide par un policier, à partir de témoignages, que les auteurs de l'attentat de Grenoble étaient « de type maghrébin incontestable » a provoqué une mise au point très ferme du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe.

#### De notre correspondant

découverte sur les lieux de l'explosion grenobloise d'une édition du Dauphiné libéré d'Annecy ne laissent planer aucun doute.

Les éléments recueillis, vendredi soir, par la police grenobloise éclairant un jour nouveau l'enquête sur les trois attentats survenus en cinq jours dans trois villes de la région Rhône-Alpes. A la suite de l'explosion d'Annecy, les investigations policières semblaient s'orienter vers un auteur unique : un dangereux maniaque dont les revendications pseudo-politiques exprimées lors d'une communication téléphonique à l'Agence France-Presse après l'attentat d'Annecy dissimulaient une affaire crapuleuse. Le correspondant anonyme avait, en effet, réclamé un rançon de 30 millions de francs au gouvernement français pour que cessent ses actions terroristes.

Trois personnes ont participé à l'attentat à l'intérieur de la gare de Grenoble et un chauffeur de taxi, stationné devant l'entrée, a aperçu un quatrième homme qui les attendait au volant de la R6. Deux employés de la SNCF ont affirmé aux policiers que les trois hommes avaient « le teint très bronzé, très mat, de type maghrébin » et seraient âgés de moins de 30 ans.

C'est à la méthode utilisée par le poseur de bombes, elle démontre la détermination du groupe qui agit à visage découvert, dans des lieux généralement très fréquentés et n'hésite pas à fabriquer des engins

## Le précédent des Brigades rouges

### De notre correspondant

Grenoble. — Le chantage des Brigades rouges grenobloises, qui sévissait dans l'agglomération lyonnaise pendant tout l'été 1976, rappelle d'une certaine manière celui qui s'exerce aujourd'hui sur le gouvernement français le « Groupe M-5 », en exigeant une rançon contre l'arrêt de ses attentats. Les Brigades rouges-grenobloises enlèveront leurs victimes — un couple, Marielle Trabeset, vingt et un ans, et Christian Leroy, vingt-cinq ans, le 20 juin 1976, puis une femme de vingt et un ans, Olga Molosko, le 23 juillet — et elles demandèrent en échange de leur libération une rançon de 350 millions de francs. Puis, dénonçant les « chiens de capitales », elles exigèrent, au nom de l'anarchisme révolutionnaire, la gratuité, pendant quinze jours, des transports en commun dans l'agglomération grenobloise et la distribution aux plus déshérités, par les grandes surfaces de la ville, de 4,4 mil-

liards de centimes de vivres et de médicaments.

Venu à Grenoble le 6 octobre 1976 pour stimuler les forces de police, le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, déclara : « Je crois à l'action d'un déséquilibré, un anormal mais capotant très intelligent. » Douze jours plus tard, l'unique « brigade » était démantée à la suite de la diffusion, par la radio et la télévision, de la voix du criminel : Joël Matencio, âgé de vingt-sept ans, qui avait fait front, pendant trois mois et demi, à tous les pièges tendus par plus de cent policiers mobilisés alors pour retrouver les Brigades rouges, et fut ces trois personnes enlevées. Il était en réalité qu'un triad de petite envergure mais un extracritique et dangereux affabulateur. Il a été condamné à la réclusion perpétuelle en octobre 1980.

C. F.

### M. Pierre Joxe garant de la déontologie policière

Le nouveau ministre de l'Intérieur se s'exprime qu'avec économie. Il préfère la concision au bavardage. Depuis le début de l'affaire du Groupe M-5, il estimait n'avoir aucune déclaration à faire, les investigations policières se poursuivant dans le cadre des procédures judiciaires et ses collaborateurs ne pensant pas, à juste titre, qu'un costar lui en accélérerait le cours. Un incident a fait, toutefois, sortir de sa réserve le ministre, dans la nuit de vendredi à samedi.

Dans un communiqué diffusé à 2 heures, le samedi 18 août, le ministre de l'Intérieur rappelle « que toute information partielle, déformée ou éventuellement erronée, quelle que soit sa source et fût-elle apparemment autorisée, risque de nuire à l'action de fonctionnaires actuellement engagés, parfois depuis plus de vingt-quatre heures consécutives, dans la recherche des coupables. Les mesures de police judiciaire comme les autres mesures de police prises par ailleurs pour prévenir la répétition de ces actes criminels ne peuvent faire l'objet d'une publicité qui nuirait à leur efficacité et pourrait mettre en

danger des fonctionnaires dont la mission est difficile ».

Ce communiqué vise un fait précis. A partir du seul témoignage d'employés de la SNCF (lire ci-dessus), le commissaire principal André Chailland, chargé de l'enquête sur l'attentat de Grenoble, devait déclarer publiquement, dans la soirée de vendredi, que les « trois auteurs sont « de type maghrébin incontestable ». Au ministère de l'Intérieur ainsi qu'à la direction générale de la police nationale, on estime que, de deux choses l'une : ou cette affirmation se vérifiera, et il est alors « irresponsable » d'indiquer aux « terroristes » que leur identification progresse rapidement ; ou elle ne sera pas confirmée, et cette annonce précipitée et péremptoire, non conforme aux exigences de reconquête d'une enquête policière, ne peut que contribuer à des exploitations de type raciste et anti-immigrés.

En somme, M. Pierre Joxe n'a pas laissé passer la première occasion de rappeler que, patron de la police, il était aussi le premier garant de sa déontologie professionnelle.

E. P.

## Michelin négocierait un emprunt de 4 milliards de francs

Le groupe Michelin, second fabricant mondial et premier français de pneumatiques, serait en train de négocier avec un groupe de banques françaises — dont la Société générale, le Crédit lyonnais, la BNP et Paribas — un prêt à taux préférentiel de 4 milliards de francs, à-t-on appris le 17 août de source bancaire. Cette opération jusqu'ici non confirmée, serait destinée à renforcer les fonds propres de l'entreprise, gravement épuisés par deux ans de pertes successives, en 1982 (4,16 milliards de francs) et en 1983 (2,14 milliards de francs).

Les pouvoirs publics, par l'intermédiaire du Trésor, participeraient aux négociations engagées entre le groupe et les banques, qui devraient aboutir d'ici à septembre. La situation de Michelin, qui a annoncé en avril dernier 5 000 suppressions d'emplois, soit près de 10 % de ses effectifs, d'ici à 1985, inquiète en effet le gouvernement. M. François Michelin, président du groupe, a d'ailleurs rencontré M. François Mitterrand le 6 juillet dernier lors de la visite du chef de l'Etat à Clermont-Ferrand. Il a également rencontré récemment M. Laurent Fabius, nouveau premier ministre.

Michelin, dont les difficultés au cours des trois dernières années étaient liées à la chute spectaculaire du marché américain, où le groupe a fortement investi, ainsi qu'à la reprise de Kleber, société qui, en dépit d'injections de fonds répétées, reste le « canard boiteux » du groupe, semble néanmoins sur la voie du redressement.

Présentant en juin dernier les résultats pour 1983 de son groupe, M. François Michelin avait ainsi déclaré : « Nous avons certes réalisé qu'une part encore faible du redressement indispensable, mais nous sommes en bonne voie », précisant que les quatre premiers mois de l'année en cours indiquaient une amélioration sensible des résultats tant commerciaux que financiers par rapport à l'année précédente — notamment grâce à la reprise sensible de l'activité outre-atlantique. Le groupe doit néanmoins faire face au cours des prochaines années à des dépenses d'investissement importantes, indispensables pour moderniser les usines françaises, vétustes, ce que l'état actuel de ses fonds propres lui permettrait difficilement de réaliser sans une aide extérieure.

### La « bataille du référendum »

M. CHARBONNEL (RPR) : il faut que le peuple français parle sans recours à des astuces subalternes

Evocant le conflit qui oppose le Sénat au gouvernement sur le projet de référendum, M. Jean Charbonnel (RPR), maire de Brive et ancien ministre, a déclaré, vendredi 17 août :

« Il est vrai que la majorité du Sénat s'est, dans le passé, trouvée plusieurs fois dans le camp des adversaires les plus déterminés du général de Gaulle aux côtés, notamment, de M. Mitterrand. Les gaullistes de conviction et de fidélité ne l'oublient pas. Ils sont d'ailleurs plus libres pour se réjouir de voir aujourd'hui la Haute Assemblée défendre avec courage et raison la lettre et l'esprit des institutions voulues par de Gaulle que menacent gravement les projets actuels du président de la République. (...) Rompre, par un usage arbitraire et inacceptable du référendum, l'équilibre des pouvoirs établi par la Constitution que de Gaulle avait proposée aux Français ne peut (...) ni de près ni de loin, être assimilé à la démarche du fondateur de la V<sup>e</sup> République (...) Il faut que le peuple français parle. Mais il doit le faire dans la clarté et loyauté, sans recours à des astuces subalternes, soit que le président de la République engage sa responsabilité devant le pays sur un texte significatif et précis, soit qu'il dissolve l'Assemblée nationale. »

● **Le PDF et le financement de l'Association pour le référendum.** — Le Parti démocrate français (opposition), qui préside M. Guy Gennesseaux, souhaite que l'Association pour le référendum sur les libertés publiques révèle les sources de son financement. Ce qui lui permet de dépenser très certainement plusieurs centaines de millions de centimes » en publicité.

## Faits divers

### « Question d'honneur »

#### De notre correspondant

Annecy. — « Ils ont voulu jouer aux cow-boys et aux Indiens et ça a mal tourné », explique un policier d'Annecy. « Ils », ce sont les deux familles de gitans, le clan Raginel, installé sur le camp municipal de Vovray, dans la banlieue d'Annecy, et la tribu des Reinhardt, qui règne sur un terrain vague de la commune de Meythet, située quelques kilomètres plus loin.

Mardi 15 août, vers 3 heures du matin, les Raginel, alcool aidant, et pour venger une vieille querelle avec les Reinhardt, décidaient de leur donner une nouvelle correction. Depuis des années, un différend les oppose. « Une question d'honneur », dit-on dans leur camp, où l'on reproche à l'un des Reinhardt d'avoir « un peu trop parlé à la police ».

Il y a un an, lors d'une opération similaire, les caravaniers du camp de Vovray avaient été renversés. Ont-ils cette fois l'inten-

tion de brûler les caravanes, comme le craignent les Reinhardt, avec qui ils se sont violemment apostrophés quelques heures plus tôt ?

Mardi soir, le camp de Vovray est en effervescence et les Reinhardt sur leurs gardes. Leurs assaillants seront reçus, quelques heures plus tard, par des coups de feu tirés à l'aide de carabines 22 long rifle et de fusils de chasse. Les policiers retrouveront une vingtaine de douilles, mais, surtout, le corps inanimé de Joseph Raginel, âgé de vingt-huit ans, et de son frère, Jacques, vingt-cinq ans, blessé.

Trois membres de la famille Reinhardt ont été inculpés, jeudi 16 août, de meurtre et de tentative de meurtre. Les autres ont préféré, par crainte d'éventuelles représailles, quitter leur camp de Vovray pour retrouver en Alsace d'autres membres du clan.

C. F.

## Les maquisards kurdes auraient lancé plusieurs attaques simultanées contre les forces de l'ordre dans l'est du pays

Ankara (AFP). — Les autorités militaires turques ont interdit à la presse locale de faire état des attaques lancées, mercredi, par des maquisards kurdes dans les provinces de Sirak et Hakkari (sud-est de la Turquie). Ces attaques ont cependant été confirmées, vendredi 17 août, par la direction de l'information à Ankara, qui a précisé que « des séparatistes de gauche » avaient attaqué la gendarmerie d'Eruh, ainsi qu'un poste d'officiers et un poste de gendarmerie à Semdili. Selon ces sources officielles, au gendarme a été tué et douze personnes, civiles et militaires, ont été blessées.

D'autres sources à Ankara font état de deux autres interventions des rebelles kurdes, mercredi soir, dans les localités de Sirvan et de Sirnak et d'un bilan beaucoup plus lourd : au moins cent morts et des dizaines de blessés, parmi les assaillants et les forces de l'ordre. De même, source on indique que ces attaques sont le fait de militants séparatistes, vraisemblablement membres du Parti des travailleurs kurdes (PKK), venus des régions montagneuses d'Irak frontaliers avec la Turquie, où ils se sont réfugiés après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 en Turquie. La menace qu'ils représentent pour Ankara a amené les troupes turques à lancer, en mai 1983, une vaste opération de nettoyage en territoire irakien.

Des incidents armés se seraient également produits, vendredi, dans la province de Diyarbakir. Une femme aurait été tuée dans des affrontements après l'attaque de la gendarmerie de Lice (nord de Diyarbakir) par un groupe non identifié.

Des milliers de Kurdes avaient été arrêtés au lendemain du coup d'Etat de 1980 sous l'accusation

d'être des séparatistes. Près de quatre ans plus tard, plusieurs centaines d'entre eux sont toujours incarcérés dans la prison militaire de Diyarbakir, où ils ont mené à plusieurs reprises des grèves de la faim pour protester contre leurs conditions de détention.

Quelques sept millions de Kurdes vivent dans le sud-est de la Turquie. Officiellement, ils n'existent pas en tant que communauté distincte, et leur langue est interdite, bien que nombre d'entre eux ne connaissent pas le turc.

Les autorités d'Ankara ne reconnaissent au problème kurde qu'une simple dimension économique, cette communauté vivant dans les régions les plus désertiques du pays. Le premier ministre, M. Tugut Ozal, arrivé au pouvoir en décembre dernier, a d'ailleurs inscrit le développement de ces régions au nombre de ses priorités. Les provinces de l'est de la Turquie sont toujours sous administration militaire et de nombreuses troupes y sont concentrées.

● **Visite du commandant en chef de l'OTAN.** — Le commandant en chef des forces de l'OTAN, le général Bernard Rogers, est arrivé jeudi 15 août, à Istanbul en provenance d'Ankara, pour une visite au cours de laquelle il a rencontré le président Kenan Evren et le chef de l'état-major général des forces armées, le général Necdet Uygur. Cette visite intervient peu après celle effectuée par le général Rogers en Grèce. — (AFP.)

## UN PÉTROLIER PANAMÉEN EST ATTAQUÉ DANS LE GOLFE

Le pétrolier panaméen *Endeavor* a été attaqué, ce samedi matin 18 août, dans le Golfe, à 180 km à l'est de Bahrein, indiquent-on de source maritime à Manama (Bahrein).

L'*Endeavor* a été attaqué à 26 degrés 20 minutes de latitude nord et à 52 degrés 30 minutes de longitude est, précise-t-on de même source. — (AFP.)

## UN DIPLOMATE ARABE GRÈVEMENT BLESSÉ A MADRID

Madrid (Reuter). — Un Arabe porteur d'un passeport diplomatique sud-yéménite au nom d'Awad Ahmed Salem a été grièvement blessé par balle, vendredi 17 août, dans le centre de Madrid, alors qu'il circulait en voiture près du boulevard Castellana (notre dernière édition du 18 août).

La victime — qui, selon la police, pourrait en fait être un Palestinien — a été la cible d'un homme à moto qui a tiré avec un pistolet muni d'un silencieux. L'ambassade du Sud-Yémen à Paris, qui s'occupe des affaires de ce pays en Espagne, a fait savoir qu'elle ne connaissait pas de diplomate de ce nom. Le bureau de l'OLP à Madrid a dit aussi tout ignorer de la victime qui a été hospitalisée dans un état grave.

سكس من الناحية



[illegible]

Supplément au numéro 12306. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 19 - Lundi 20 août 1984.



# La cosmétologie se situe médicalement dans des frontières mal définies. Vendus en

## Dites-moi que je suis belle...

Avec les grands et les petits moyens pour y parvenir.

### L'équivoque

**P**ASSIONNANT, le marché de la beauté est à plus d'un titre. Marché de l'apparence bien sûr : être plus beau, plus mince, plus jeune, plus homme ou plus femme. Être différent surtout. Parfumer, maquiller, embaumer, changer d'enveloppe et de peau, lutter contre le temps qui passe. Le propos sans doute est aussi vieux que l'humanité pensante.

Dans les pays industrialisés depuis quelques décennies, la cosmétologie se double du discours sur l'hygiène. Être plus beau, c'est aussi être plus propre, débarrassé de ses microbes de ses parasites, de ses cellules mortes et de ses odeurs. Beauté égale santé. Comme si — ce qui médicalement n'est pas sans fondement — l'état de la peau, des dents, des ongles et des cheveux devait être le reflet de la vitalité de l'organisme tout entier.

La proposition, néanmoins, ne peut être renversée. Quant à l'hygiène, elle n'implique en aucune manière le recours à des produits ou à des techniques très sophistiquées. La cosmétologie pourtant n'est pas étrangère à la médecine. C'est même — ou plus exactement — ce devrait être — une branche de la dermatologie. Non pas, bien sûr, qu'il faille médicaliser une pratique par essence individuelle. Mais pense que les produits utilisés peuvent avoir un impact nocif sur l'organisme.

Organe complexe, encore mal connu, la peau est tout sauf une enveloppe inerte ou une barrière infranchissable qu'on pourrait à volonté couvrir de laits, crèmes, fards, laques ou démaquillants. Et s'il fallait une preuve de l'absolue nécessité de réglementer la mise sur le marché des cosmétiques, la douloureuse affaire du talc Morhange, ce produit qui, en 1972, tua trente-six bébés, y suffirait amplement. Est-ce à dire pour autant que le cosmétique est un médicament ? Sans doute pas. Là est toute l'ambiguïté.

Côté réglementation, le cosmétique n'est pas considéré comme une substance médicamenteuse. Autrement dit, il ne pénètre pas dans l'organisme. Dans le même temps, on fait valoir qu'il agit en profondeur. On le vend à la fois dans les pharmacies — gage de sécurité — et dans les grandes surfaces, où il n'est plus qu'un produit de consommation courante. Et s'il est possible d'établir l'innocuité du produit, en revanche rien ne permet, en toute objectivité, d'établir son efficacité.

Dans le même temps, certains praticiens ne craignent pas d'utiliser l'aura que leur confère leur titre pour vendre — cher — de grosses parts de rêve. Ce sont alors les injections de collagène, le recours au nouveau — et déjà mythique — laser, ou l'utilisation des fameuses cellules embryonnaires. Ailleurs, ce sont les cabines de bronzage proposant large menu des expositions aux ultraviolets qui sont loin d'être sans danger.

C'est dans ces frontières mouvantes que fleurit le marché de la beauté, alimenté par une demande toujours croissante. Un exemple chiffré : il y a vingt ans, on vendait chaque année deux cent mille déodorants en France, on en vend aujourd'hui plusieurs dizaines de millions. Bien conscients de tout l'intérêt qu'il y a à être nichés entre un normal et un pathologique mal définis, les industriels de la cosmétologie entretiennent l'équivoque. Jouant avec les fantasmes, toujours prêts à proposer le miracle, ils ne parviennent pourtant jamais, et dans le meilleur des cas, qu'à soigner l'apparence.

JEAN-YVES NAU.

**L**E marché du chic tient le choc. Selon la Fédération française de l'industrie cosmétique, le chiffre d'affaires des produits de beauté et d'hygiène est passé en dix ans de 3,4 à 12,7 milliards 1983 de francs (en France), et de 1,2 à 7,7 milliards pour les exportations. Parfumeries et instituts de beauté croissent comme de petits pains. On en compte aujourd'hui plus de sept mille.

Les femmes restent les principales consommatrices des soins du corps et du visage : 90 % de la production leur est destinée. Mais la clientèle s'est aussi masculinisée : quatre-vingt-neuf hommes sur cent possèdent un produit parfumant. Ce sont les produits de soins qui connaissent la progression la plus importante, et la vente des parfums s'est stabilisée. Concurrence oblige : les industriels français cherchent à se démarquer des Américains et des Japonais par la promotion de nouveaux produits : cosmétiques pour bébés, pour le sport, pour les adolescents. C'est l'heure des « looks », du culte de la forme physique et de la jeunesse, celle du refus des habitudes et des progrès de l'hygiène. Mais le besoin de paraître est aussi un marché parfois bien éloigné de la rigueur scientifique. Certes, les grands de la parfumerie et de la cosmétique se sont dotés de laboratoires de recherche groupés avec des firmes pharmaceutiques : L'Oréal, premier fabricant français (Lancôme - Scad - Biotherm - Vichy...), a créé le Centre international de recherches en dermatologie avec Synthelabo à Sofia-Antipolis. Yves Rocher, la marque française la plus vendue, s'est alliée avec la Sanofi (groupe Elf-Aquitaine). Reste pourtant une part importante de rêve.

La plupart des constituants de notre peau sont aujourd'hui bien connus : collagène, élastine, acide hyaluronique. Ce sont eux qui alimentent le discours « médico-scientifique » des industriels de la beauté. Un discours qui souligne l'absolue nécessité de nettoyer, vivifier, hydrater, nourrir, régénérer... et pénétrer en profondeur. Le collagène, grosse protéine (poids moléculaire : 300 000 daltons), ne peut, à l'évidence, traverser l'épiderme à moins d'avoir été préalablement chauffée en une gélatine (la colle classique), ce qui, malheureusement, la rend inactive.

Pour l'élastine, les recherches biologiques ne font que commencer. Les préparations du commerce contiennent de l'élastine, impure et mal caractérisée. Cette protéine devrait subir des transformations complexes pour devenir soluble et conserver son activité. L'utilisation de cellules embryonnaires, extraites de placenta animaux ou humains, fait l'objet de vives polémiques aux Etats-Unis. Elles n'ont pas jusqu'ici apporté de réelles preuves d'efficacité, tout comme l'ADN extrait de laitance de poissons. Quant à l'acide hyaluronique, il n'aurait un impact que tout à fait superficiel.

C'est à la suite de la dramatique intoxication de quatorze bébés par erreur à de l'hexachlorophène que le ministère français de la santé a réglementé la fabrication, la vente et la publicité des cosmétiques (loi du 10 juillet 1975). Cosmétiques ? Officiellement, il s'agit de produits d'hygiène et de parure, « destinés à être appliqués sur la peau et les muqueuses afin de les protéger, les maintenir en bon état, les parfumer, en modifier l'aspect ». Avant la mise sur le marché d'un cosmétique, un dossier sur sa formule intégrale, son mode d'emploi, les procédés de fabrication et les essais déjà effectués est remis au ministère chargé de la santé et aux centres antipoisons, tenus au secret industriel. La liste et le dosage des substances vénéneuses, des colorants, des conservateurs, des substances antimicrobiennes autorisées sont fixés par décret. Sur le récipient et l'emballage doivent figurer la dénomination, le nom et l'adresse du fabricant, le numéro de fabrication et les précautions d'emploi.

« Les cosmétiques doivent aujourd'hui répondre à trois critères, explique Jacques Wepierre, professeur à la faculté de pharmacie de Chateaufort-Malabry. Ils doivent n'avoir qu'une action purement locale, sur le lieu d'application et limiter aux couches superficielles de l'épiderme ; présenter une grande sécurité d'emploi, même en cas d'utilisation répétée. Enfin, ils ne doivent pas risquer d'interférer



avec un traitement ultérieur. Les déodorants, par exemple, ne peuvent contenir d'antibiotiques. Il arrive que les publicitaires jouent au jeu de la vérité. C'est : « Il n'existe pas de produit de soin capable de réparer les cellules de l'épiderme. Mais aujourd'hui, Night For-tifier aide votre peau à prévenir les dommages créés par les agressions quotidiennes de l'environnement » (laboratoire Revlon), ou : « L'amaigrissement ne peut être obtenu que dans le cadre d'un régime varié où l'apport total des calories est contrôlé » (Biotherm). La loi s'oppose d'ailleurs aux allégations trop fantaisistes : le fabricant est tenu d'annoncer la qualité et le pourcentage de la substance vantée (aux Etats-Unis, il doit indiquer l'intégralité de la formule du produit). Le bureau de vérification de la publicité, auquel participent les industriels, apporte des précisions sur les termes à employer et accorde un visa pour les cosmétiques : présentés comme favorisant la prévention ou le traitement des dérèglements physiologiques, pour les amincissants, les produits capillaires, les bontons, les taches, les varices, les crèmes

pour le buste... Un produit ne fait plus maigrir, « il diminue les rondeurs » (Profil de Gomey) ; il ne supprime plus les rides, il « aide à lutter contre le temps qui passe » (Auraseva de Charles of the Ritz), il n'empêche pas les vergetures, mais « aide la peau à assumer ses distensions » (Elancyl). Mais protéger et maintenir en bon état pourrait aussi bien s'appliquer aux médicaments, « substances possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies » (il existe donc ici un certain flou, surtout en ce qui concerne les affections bénignes de la peau : l'acné, la cellulite, la couperose ou les varices. La publicité des cosmétiques possède une certaine marge de liberté, et elle n'hésite pas à en user. Une crème ne peut avouer qu'elle agit sur la couperose (il en existe une, récemment commercialisée, contenant un vasoconstricteur superficiel). Elle est alors baptisée en un « produit anti-rougeurs ».

Le terme de « vente exclusive en pharmacie » vient d'ailleurs d'être supprimé. Les cosmétiques qui y sont distribués

(10 % du marché) ne diffèrent pas fondamentalement des produits de parfumerie ou des produits de grande surface. Moins colorés, moins parfumés, ils s'adressent à une clientèle qui imagine trouver en officine un gage de sérieux : « La ligne sage » de Dior, par exemple, alors que Dior, du même groupe (Moët-Hennessy), est réservé aux parfumeries. Quel qu'en soit leur réseau de distribution, les cosmétiques sont mieux tolérés qu'il y a quelques années. Les allergies dont ils sont parfois responsables ne représentent guère plus que 10 % des accidents cutanés (médicalement et professionnellement).

Toutefois, une substance peut se révéler allergisante, de manière fruste : simple irritation, photo-sensibilisation (la bergamote, les parfums, le trichlorocarbinol contenu dans de nombreux savons déodorants), voire eczéma. Pour améliorer la sécurité des cosmétiques, des essais de toxicité transcutanée pour des produits mis en vente depuis moins de trois ans ont été récemment instaurés (arrêté du 26 novembre 1982). Mais le protocole d'essai, contrôlé par les inspecteurs de la santé, est laissé à l'appréciation de l'expérimentateur.

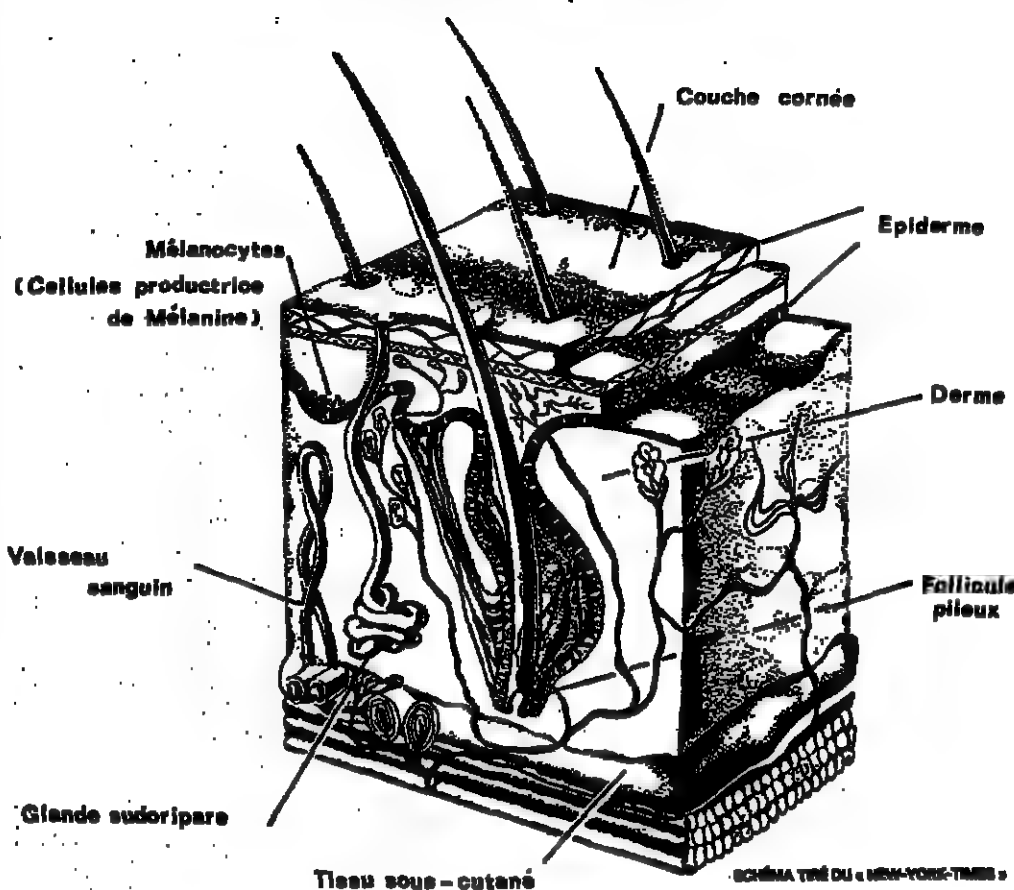
Les grands



pharmacies aussi bien que dans les grandes surfaces, quels sont ces produits dont usent et abusent nos contemporains ?

## Amis ou ennemis ?

La peau aidée ou attaquée.



La peau protège le corps humain du monde extérieur. Mais elle l'informe aussi sur son environnement. Vue en coupe, elle est constituée de trois couches : l'épiderme, le derme et l'hypoderme en profondeur. La protection est assurée par l'épiderme, et plus précisément par sa couche cornée. Cette dernière est faite d'un empilement de cellules mortes, sans noyau et chargées d'une protéine fibreuse très résistante : la kératine. Les cellules superficielles de la couche cornée, issues des couches profondes, se renouvellent en une vingtaine de jours.

Le derme, auquel l'épiderme est solidement amarré, est le tissu nourricier et de soutien de la peau. Il est constitué d'un enchevêtrement de fibres conjonctives disposées en couches ondulantes (le collagène) et de fibres d'élastine, assurant l'élasticité de la peau. Les glycoprotéines de structure (acide hyaluronique et protéoglycane) consolident le tissu conjonctif. Le derme, richement vascularisé et innervé, contient aussi les glandes sébacées et sudoripares.

L'enveloppe cutanée assure des fonctions essentielles. Informations, la peau transmet par ses terminaisons nerveuses les messages du dehors : température, pression, caresses. Epura-

trice, elle élimine les déchets (urée, sel) et l'excès de chaleur de l'organisme. Protectrice, elle détruit, grâce à son acide, les micro-organismes. Filtrante, elle prévient contre les rayonnements solaires grâce à un pigment : la mélanine.

Que se passe-t-il avec les cosmétiques ? Une substance chimique ne peut diffuser à travers l'épiderme que dissoute dans les graisses et dans l'eau. Or l'épiderme est recouvert d'une émulsion naturelle de sébum et de sébum enrichie en acides aminés d'origine cellulaire à la fois hydrosoluble et liposoluble. Ce film hydro-protéolipidique absorbe dans la couche cornée assure une bonne hydratation de la peau. Ce phénomène est différent de l'hydratation obtenue par l'application d'une crème grasse qui empêche la sécheresse de la peau en jouant un rôle occlusif.

Si l'épiderme reflète une bonne hydratation de la peau, le derme est le siège du vieillissement. La peau souple et élastique de l'enfant devient sèche, fine et ridée chez la personne âgée, par une transformation lente, irréversible et inéluctable. Les fibres de collagène se raréfient, l'élastine se désorganise, l'acide hyaluronique disparaît, et les vaisseaux s'atrophient. Ces phénomènes sont en partie liés

au tarissement des sécrétions hormonales, notamment les oestrogènes, qui favorisent chez l'adulte la rétention hydrique et le métabolisme des protéines. D'où l'idée d'incorporer divers acides aminés dans les cosmétiques « anti-rides et régénérateurs ». Encore faudrait-il qu'ils parviennent jusqu'au derme...

Les savons par effet détergent et antiseptique éliminent les cellules les plus superficielles du derme et la majeure partie des bactéries cutanées. Certains spécialistes recommandent les savons surgras, ou dermatopains, pour les peaux fines ou sèches, et déconseillent les savons liquides trop détergents.

Les laits et les crèmes permettent de disperser à volonté et de façon stable des micro-gouttelettes d'huile dans l'eau (crèmes légères de jour et laits hydratants) ou d'eau dans l'huile (crèmes grasses nutritives et préparations hydrofuges protectrices). Les laits peuvent parfois remplacer avantageusement les savons et doivent être éliminés par rinçage à l'eau pure ou une lotion. Les toniques alcoolisés sont desséchants.

Les produits de soins peuvent en outre contenir des colorants et des parfums, des conservateurs antioxydants, des antiseptiques et divers produits actifs (gels, algues, fruits...)

Les expérimentations destinées à évaluer la toxicité et l'innocuité des cosmétiques sont généralement rigoureuses. En revanche, c'est la mesure des résultats qui pose problème. Comment démontrer, par exemple, qu'une crème riche en acides gras essentiels (vitamine F) est plus active que la même crème sans adjuvant ? Les premières études se font chez l'animal. Des rats sans poils, carencés, sont traités de laite crème pendant deux à trois mois. La perte d'eau et la desquamation cutanée sont moins marquées si le produit contient des acides gras essentiels. Mais ces résultats ne sont aucunement transposables à l'homme.

Pour l'expérimentation humaine, les « testeurs » ne manquent pas d'imagination. Chez L'Oréal, une crème de jour (Egalia 2000) a été étudiée avec un appareil enregistrant la déformation de la peau de l'avant-bras sous l'effet d'un système destiné à la tordre ; on aurait ainsi mesuré l'hydratation et l'élasticité de la peau.

Pour les crèmes anti-rides, la marche à suivre est plus complexe : les techniciennes de L'Oréal réalisent un moulage de la peau avec une résine de type araldite puis elles se servent d'un palpeur fin et sensible qui parcourt le relief de cette contre-empreinte à la manière d'un disque microscillon. Le système peut être couplé à un micro-ordinateur, analyseur d'images. On procède ainsi à un enregistrement de la surface cutanée avant, pendant et même après l'application de la crème. Sous l'effet de ce traitement, les rides se sont comblées légèrement. Mais, au bout du compte, qu'a-t-on mis en évidence ? Une simple hydratation de la crème ou une action en profondeur ?

Il s'agit bien d'un soin correcteur de la ride, affirme M. Etienne Soudant, biologiste chez L'Oréal. « D'ailleurs, quinze jours après abstention complète de tout produit de soins, la peau est moins ridée qu'avant le traitement ». Peut-on voir les résultats ? Ils sont présentés aux inspecteurs de la santé qui visitent nos laboratoires au moins tous les deux mois. D'ailleurs, si nous nous mettions tous à publier nos résultats, nos concurrents s'empresseraient de surenchérir. Faudra-t-il donc croire les industriels sur parole ? Il est vrai qu'en matière d'« anti-rides » la concurrence est aujourd'hui farouche.

« Le principal souci du fabricant est de vérifier la qualité des matières premières, la bonne odeur et la conservation correcte du produit, et, de ce point de vue, la majorité des cosmétiques sont d'excellente qualité », commente Jean-Paul Escande, professeur agrégé à l'hôpital Tarnier, « mais on ne dispose que de peu de méthodes objectives de l'efficacité. On étudie une phase de l'action du produit, on en mesure la dynamique et on annonce que le cosmétique tient ses promesses ».

A trop vouloir obtenir des preuves, on répond que les femmes ne cherchent pas à connaître la composition de ce qu'elles utilisent, qu'elles ont avant tout besoin de rêver, et que le prix élevé des produits est un argument de vente. « Les consommatrices possèdent-elles l'espérance pour elles, d'autres moyens de rêver que de s'acheter une multitude de pots de crème. Elles veulent des produits simples, des promesses vérifiables à des prix raisonnables », soutient M. Enrico Gervasi, directeur commercial pour l'Europe de Revlon. Sa firme va bientôt lancer un cosmétique en échantillon ; à essayer avant, peut-être, d'adopter. Le rêve à la portée du consommateur.

A la différence des coiffeurs, l'esthéticienne n'a pas obligation de posséder un diplôme pour exercer son métier, qui n'est soumis à aucune réglementation. Elle se forme en neuf mois dans une école privée pour la somme de 15 000 à 25 000 francs, ou gratuitement pour celle qui a passé le BEPC dans un collège d'enseignement technique, très sélectif. « Aujourd'hui la concurrence est forte et les emplois se font rares », remarque Christophe Gregorio, du Syndicat national des instituts de beauté. « De plus, la progression professionnelle est impossible. Après cinq ans d'ancienneté, le salaire minimal est de 3 000 F. Alors la jeune femme se décourage et abandonne son métier, à moins qu'elle ne réussisse les fonds pour ouvrir sa propre boutique ». Comment peuvent-elles traduire le discours souvent pseudo-scientifique que leur tiennent les fabricants ?

Aujourd'hui c'est le laser « cosmétique et médical » qui tente une percée. Rien ne prouve son efficacité, même si ses promoteurs prétendent qu'il peut traiter les rides et faire fondre la cellulite. Les tenants

de cette technique prétendent obtenir avec les « soft-lasers » des esthéticiennes, d'une puissance de 1 à 5 milliwatts, et les « mid-lasers » des médecins, de 6 à 50 milliwatts à l'hélium néon et aux infrarouges, une stimulation cellulaire et une activation de la micro-circulation.

« Le laser peut, tout au plus, entraîner un chauffage sous-cutané et un oedème local qui atténuerait la ride pour une courte durée. S'il n'est pas dangereux, pourvu qu'on porte des lunettes noires, le laser cosmétique n'est pas efficace, et en tout cas les arguments pseudo-scientifiques avancés sont une escroquerie », estime le docteur Césari, dermatologue et chercheur à l'hôpital de la Fondation Rothschild. Arguments de faible poids quand il s'agit de rentabiliser ces appareils (17 000 à 33 000 F pour le Techno 2000). Certains médecins ne sont pas en reste, qui manient lasers et mésothérapie.

D'autres se servent du laser pour stimuler les points d'acupuncture de l'oreille. Un procédé dénoncé par les acupuncteurs.

A côté du laser, « anti-rides », les injections de collagène, et maintenant de cartilage, viennent s'ajouter à la longue liste des substances miraculeuses rajoutées, après l'ivoire, les poudres d'os, les caoutchoucs et les silicones. Les médecins, pour effacer les ridules péri-buccales, inter-sourcilières et les cicatrices d'acné, se servent aujourd'hui d'un collagène animal purifié. Ils se fournissent directement au laboratoire, qui n'a pas reçu l'autorisation de mise en vente. Après un test de tolérance, le collagène est introduit dans le derme superficiel au moyen d'une fine aiguille et vient combler la dépression de la ride.

« L'injection de collagène pourrait avoir un effet esthétique immédiat », remarque le professeur Jean Thivolet (INSERM Lyon). « Mais il n'est pas intégré au collagène dermique, et l'effet s'estompe en quelques mois, ce qui conduit à renouveler l'injection ». Avec certains risques (inflammation, oedème...). Le prix de l'injection n'est pas négligeable : 1 000 à 1 500 F la séance. « Si le moindre incident se produisait, commente le docteur Louis René, chargé des questions d'éthique au conseil de l'ordre, il serait très lourdement apprécié ».

CLAIRE SQUINER.

## Les grands prix de l'institut

DANS une rue passante du XVII<sup>e</sup> arrondissement, « Juvenesse » : institut de beauté ouvert en septembre dernier. C'est une véritable ruée. Les clientes, sans discontinuer, viennent ici se faire enlever les poils et se faire des soins de beauté. Six jeunes filles en fleur pratiquent, dans un décor scandinave, en plus des soins habituels, toute une gamme de traitements des plus exotiques. « Avec douceur, sérieux et compétence », on s'occupe d'amincissement, d'acné et de rides, le tout « sous contrôle médical ».

« Vous avez le teint transluide et le cheveu fatigué, ce n'est pas grave. On peut arranger ça, on va vous relaxer et vous « détacher ». Me voilà cou-

chée sur un matelas ; pendant trois quarts d'heure, une jeune femme ravissante en blouse blanche va me lisser la peau, des pieds à la tête, après m'avoir enduite d'une huile parfumée à la citronnelle : un « massage caïenné » presque hypnotisant.

Josette et son ordinateur m'ont classée dans « l'élément vert ». Questions sur ma morphologie, et l'imprimante rédige une ordonnance pour une « cure de beauté phyto-fondamentale ». Coût du traitement global (cheveux, corps, seins, cou) : environ 1 000 F. Mais il y a aussi ma cellulite. « Même les femmes minces en ont », soupire Josette : une séance de « lymphage », drainage lymphatique par un appareil exclusif en

France (déposé par la NASA). Un courant de bas voltage sur le corps et les zones sont dirigées dans les canaux lymphatiques jusqu'aux ganglions qui les élimineront ». Dix séances seront nécessaires (2 500 F).

Il faut renoncer pour aujourd'hui au « transman », un « stretching » des muscles de la poitrine. Il y aura aussi le drainage lymphatique manuel (1 740 F les dix séances), le lifting par stimulation des points d'acupuncture (2 500 F).

Je pars. On me remet de l'ADN en ampoule. Un homme gracile entre. Et un adolescent couvert de boutons s'installe devant ceux du logiciel...

C. S.

(Publicité)

### Clinique médicale

#### VALMONT

70 chambres  
1623 CLIGNAN-MONTEUX  
(Seine)

T. 19-41/21/63 48 51 (10 lignes)

Ouverte toute l'année  
Toutes affections de médecine interne.

Rééducation intensive après affections cardio-vasculaires et rhumatismales.

Suites de traitement hospitalier (médecine interne, toute chirurgie.)

Service de radiologie, ultrasonographie, laboratoire permanent, physiothérapie intensive. Brochure et tarifs sur demande.

Dir. : H. TUOR.

## Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

Vins et alcools

COTE D'AZUR - 06500 MENTON

Hôtel CLÉMENT-ROSE \*\* 57, avenue de Napoléon  
Tél. (06) 23-29-31, Chambre II et III  
Tables et terrasses, billard, piscine, sauna, jacuzzi.  
Prestations complètes, séjour 1984 : 103 F + 120 F TVA.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS

A la propriété LES ALMANACHS  
VENTEUIL 51200 Epervy, T. (26) 58.48.37  
Vin vieilli en foudre. Tarif s/dem.

## Les pianos de la rentrée au prix de l'été

- 10 % jusqu'au 15/09/84  
+ livraison gratuite Ile-de-France et 1<sup>er</sup> accord gratuit  
et nocturnes les jeudis jusqu'à 22 h.

Credit personnelisé (après acceptation du dossier CRÉG ou CÉTELEM)  
17, av. Raymond-Poincaré PARIS 16<sup>e</sup> - M° TROCADERO - 553.20.60

pianos MAGNE



# Illustres sauvages : les peuples qui ont nourri l'imaginaire de l'Occident.

## Des nomades parmi nous

Bien qu'ils vivent à nos côtés, les Tziganes sont toujours ces « personnages inconnus » qui fascinaient les Européens du Moyen Âge.

Après les aborigènes d'Australie, présentés dans le Monde Aujourd'hui daté 8-9 juillet, les Esquimaux (15-16 juillet), les Hurons (23-24 juillet), les Polynésiens (29-30 juillet), les Tarahumaras (5-6 août), les Zoulous (12-13 août), voici les Tziganes.

«MERVEILLES. Venue d'Égypte, s'exclament les registres de l'échevinage d'Arras en 1421. L'Europe du quinzième siècle admire les « personnages inconnus » qui, dissimulés en petites bandes, la pénètrent en quelques années. François de Vaux de Foletier, l'historien de la présence tzigane en Occident, décrit l'enthousiasme des bourgeois : « Les gens s'en offrent le spectacle à toute heure du jour et même la nuit, lorsqu'ils dorment en foule serrée. » D'où viennent-ils ? L'étude linguistique assure que leurs ancêtres ont quitté le nord-ouest de l'Inde entre le dixième et le douzième siècle. S'agissait-il d'une population homogène ou d'un essaim de peuplades ? Le départ fut-il soudain et unanime, ou progressif et dispersé ? Un événement et une volonté ont-ils déclenché l'exode ou bien, ne trouvant jamais à se reposer, ces

pas, comme ils le prétendent, ceux qui passent, mais ceux qui restent. Depuis, ils tournent sur la planète sans titre de propriété.

C'est lorsque cesse l'émerveillement que les mythes apparaissent. Les Tziganes, dit-on, sont voleurs (ils dérobent les biens et s'emparent des enfants), sales (ils gardent d'impénétrables secrets) ; vagabonds indomptables, rien n'entrave leur liberté. Jeunes, leurs femmes séduisent ; vieilles, elles jettent des sorts (leur musique aussi envoûte et ensorcelle !). Ne les a-t-on pas accusés de manger les personnes qu'ils enlevaient ? L'étonnant est la persistance de ces images alors qu'il suffirait de les confronter avec la réalité (et ils vivent là, tout près) pour que leur inanité se révèle. Les historiens et les magistrats s'étonnent de la disproportion entre les châtements subis par les Tziganes et les délits qu'ils commettent. Mais la curiosité a fait place à la fascination : ils nous attirent et nous font peur. Nous avons fait d'eux ce qu'il ne faut pas que nous soyons.

Louis XIV signe un arrêt qui leur ordonne de vider le royaume et il danse à la cour « en costume d'Égyptien ». Telle municipalité organise aujourd'hui une exposition sur la « culture Tzigane » et fait la

sur un vaste terrain non loti au-dessus du canal de l'Ourcq. Des riverains s'étant plaints de la présence des « bohémien », la mairie a interdit le stationnement : ils n'ont pas respecté cette interdiction. La mairie a creusé un fossé pour empêcher l'accès des véhicules ; ils ont comblé le fossé. Elle a posé des bornes ; ils ont cassé les bornes. Elle a entassé des montagnes de gravats ; ils ont loué les services d'un bulldozer et ont crevé la montagne ! Mais leur destin ne leur appartient pas. Les peuples installés proposent et disposent. Il leur reste à trouver des réponses. Tant bien que mal — il est probable qu'à chaque génération des Tziganes disparaissent dans les foules qui les environnent — ils les ont trouvées. Plus de cinq siècles après leur apparition, les voilà, sachant créer dans notre monde d'autres mondes aux couleurs parfois si éclatantes qu'on ne voit bientôt plus qu'eux quand on les a découverts. Mais jamais à l'abri.

Ebloui et curieux comme un bourgeois du quinzième siècle, l'ethnologue tente, par-delà les images, de toucher la vie. De comprendre ce qui fait qu'un Rom est un Rom, un Manouche un Manouche... et comment on peut le rester dans un monde de « gadje » (1). Leur itinéraire, c'est-à-dire le

Dans les gestes traditionnels, les croyances, les cérémonies des Tziganes, il n'y a aucun élément qui ne puisse être rattaché aux cultures visitées. Ils ne possèdent rien en propre. Sinon justement la faculté de faire du propre avec de l'étranger. La récupération, la remise à neuf constituent aussi des aspects importants de leurs activités économiques. Des traits empruntés se combinent avec d'autres ramassés lors d'un séjour dans une autre contrée ou conservés d'une autre époque. Et en se combinant, ils se modifient. Avec le mélange, ils construisent leur singularité.

Ainsi, ils maintiennent un perpétuel décalage avec l'environnement. Ici, c'est la pratique du nomadisme et de telles cérémonies qui soutiendra le sentiment de la différence ; là, le maintien de la langue et de telles activités. Ils ne peuvent jamais se reposer sur une identité définie une fois pour toutes, se raccrocher à une référence unique et immuable (comme l'est le Livre pour les juifs), se retourner vers le passé pour trouver de quoi garantir le présent (on ne les a jamais connus que disséminés).

Ils n'ont pour se rassurer que l'approbation mutuelle qu'ils se renvoient lorsqu'ils se rencontrent. Les Tziganes semblent toujours à la recherche d'autres Tziganes. S'il y a une unité de

reste la rencontre. On peut la renouveler autant qu'on veut, à chaque fois ils sont là, vivants, vibrants, tranchant dans l'horizon social. Les Manouches, les Roms, les Sintis... ont résisté au temps, aux brimades, au mépris, à l'idéalisation. Il revient à l'ethnologue de rendre compte de cette présence et, contre ceux qui ne veulent voir dans le « phénomène tzigane » que « marginalité », « déviance », « inadéquation », de montrer comment, dans une expérience historique renouvelée de génération en génération, s'invente une identité plurielle, irréductible.

Objets de politiques divergentes — à l'Ouest, les pouvoirs centraux les ignorent, tandis que les autorités locales préfèrent s'en débarrasser ; à l'Est, une politique d'assimilation, plus ou moins contraignante, a été entreprise sans bouleverser apparemment les vieilles attitudes — ils continuent, parfois glorieusement, parfois misérablement, à faire leur place parmi nous.

Certains franchissent les frontières : d'autres tournent dans un ou deux cantons ; d'autres encore sont établis depuis plusieurs générations dans les faubourgs d'une cité ou au bout d'un village.

Parallèlement à cette persistance, où la revendication

de ce peuple, en son acte de naissance.

Des Tziganes soutiennent ce mouvement, d'autres ne s'y reconnaissent pas ou l'ignorent. Les autorités paraissent sensibles à son discours, grâce auquel les Tziganes sont enfin encadrés. Enfermés dans une définition, pourvus de racines, ils deviennent des gens dont on sait qui ils sont. Nommés, ils peuvent prendre place parmi les peuples de la Terre. Avec l'avènement du « peuple rom », n'est-ce pas une fois encore l'avènement du regard occidental sur les « personnages inconnus » ? Un nouveau mythe qui permettrait de les intégrer après ceux qui justifiaient de les expulser ? On peut s'étonner de cette conformité soudaine de ceux dont le génie s'est toujours illustré dans le décalage. Comment l'Occident pourrait-il accepter — voire imaginer — une promotion qui ne serait en même temps une normalisation ? Quel serait le sort de ceux qui ne lui correspondraient pas, qui ne seraient pas « les vrais ». Face au resserrement des influences non tziganes, l'adhésion de nombreux Manouches, Yéniches, Roms... au mouvement religieux pentecôtiste est peut-être la réponse qui préserve le pas de côté.

Avons-nous si peur de l'émerveillement original ?



hommes et ces femmes ont-ils, d'étape en étape, couvert le monde sans l'avoir décidé ?

On suit les périples des premières « compagnies d'Égyptiens » grâce aux archives qui comptent le vin, la viande et le fourrage que les cités offrent à leurs hôtes admirables. Ebaïe, l'Europe les accueille, mais elle ne les connaît pas. Il lui suffit de savoir qu'ils se disent pèlerins, et le nom qu'elle leur donne est toujours celui d'un autre : « Égyptiens », « Gypsies », « Gitano », « Gitans », « Boesmiens », « Sarrazins », « Ethiopiens », puis « Tziganes » (« Zingari ») qui vient d'« Athinganos », nom grec d'une secte religieuse d'Asie Mineure.

En entrant dans le seizième siècle, l'Europe adopte l'attitude qui sera toujours la sienne : l'expulsion. Les Tziganes ont touché les limites du monde, et les peuples visités se rendent compte qu'ils ne sont

chasse aux caravanes qui s'arrêtent sur son territoire. L'entreprise nazie à l'égard des Tziganes constitue l'apothéose de l'attitude occidentale : tuer le réel pour le triomphe du mythe. Les nazis voulaient trier le mélange pour retrouver les « purs Tziganes ». Deux cent cinquante mille est le chiffre le plus bas que l'on puisse donner pour les victimes tziganes du délire nazi. Appliquée aux Tziganes, la notion d'authenticité mesure leur conformité à nos fantasmes. Ceux qui s'arrêtent à côté de nous ne sont jamais ceux que nous imaginons : ils ne sont pas les « vrais ». La promiscuité n'est pas supportable.

Les accepter nulle part était bien la plus sûre façon de les mettre partout. Notre geste d'expulsion les perpétue et renforce leur volonté de ne pas se laisser réduire : près de chez moi, dans la banlieue de Paris, chaque hiver des familles qui vivent en caravanes s'installent

contact des peuples qu'ils ont croisés, a fait les différentes familles tziganes. En chemin, ils ont oublié leur point de départ, désormais étranger à leur origine. Ces groupes ne furent jamais fermés. Généti- quement, culturellement, des éléments appartenant aux pays traversés s'y sont mêlés. Si les Tziganes ne se sont pas — ou pas tous — confondus avec ceux qu'ils côtoyaient, c'est qu'à chaque fois ils portaient en eux une différence venue d'ailleurs qui provoquait le geste de refus. Les influences subies en passant, tout autant que les souvenirs de l'Inde, nourrissent cette différence.

Pour certains — les Yéniches, les Tinkers par exemple, — les traits indiens n'ont pas été conservés mais empruntés à d'autres familles tziganes. Ce qui, pour eux, vient à l'origine est le mouvement centrifuge que produit une société lorsqu'elle s'installe. Pour tous, l'origine est déracinement.

ce monde, elle est dans la circulation, la rencontre, l'échange.

On comprend le sentiment de peur — diffuse bien sûr — que nous éprouvons devant eux. Il n'est pas possible d'assigner de limites à cette diversité : à partir de quel degré de ressemblance ou de différence avec les populations qui les entourent faut-il commencer ou cesser de parler de Tziganes (certains possèdent une langue, des coutumes, des costumes, des métiers, qui les distinguent, d'autres n'ont plus que des bribes de tout cela) ? Et on comprend aussi qu'ils nous paraissent très proches (ils ne sont pas constitués par autre chose que ce qui nous constitue) et que nous les considérons comme les plus étrangers des étrangers (avec ce que nous sommes, ils se font quelque'un d'autre !)

Ainsi, par-delà les mythes, le réel s'avère insaisissable. Il

d'identité se confond avec les gestes de la vie quotidienne, un mouvement de revendication formalisée s'est développé ces vingt dernières années. S'exprimant à travers des institutions (le Comité international rom par exemple), il interpelle les États et les instances internationales (Conseil de l'Europe, ONU, UNESCO), prétendant parler au nom du « peuple tzigane » ou mieux, du « peuple rom » (« rom » signifie « homme » dans de nombreuses langues tziganes) et revendique la reconnaissance des droits de ce peuple. Il met l'accent sur des facteurs d'unité : une origine indienne commune, une discrimination universellement subie et, en premier lieu, le génocide. L'expulsion traditionnelle maintenait, dissimulée, la présence tzigane ; l'expulsion extrême des nazis aurait mis au monde le « peuple rom ». Il serait beau que le projet d'extermination d'un peuple se métamorphosât, par la volonté

Perpétuellement bousculés, mal assurés entre le réel et l'imaginaire, toujours en quête d'une maîtrise sur leur destin, ceux que nous appelons Tziganes montrent une image de l'homme que les peuples bâtisseurs ne veulent pas voir. Comme tous les nomades ? Mieux. De manière plus menaçante. Parce que leur nomadisme n'est pas lié à une activité particulière, pas limité à une aire géographique, parce qu'il n'est même pas certain qu'il soit un caractère constitutif de leur identité, parce qu'ils ne sont pas faits de rien dont ne soient faits aussi les bâtisseurs, les installés, les propriétaires.

PATRICK WILLIAMS.

« Ethnologue. Enseigne à l'Institut des langues et civilisations orientales. Auteur de *Mariage tzigane*, Seuil-L'Harmattan (à paraître en sept. 84).

(1) « Paysans » : terme par lequel les Tziganes désignent les non-Tziganes.

حکومت اسلامی



# Traiteaux d'infortune

Les festivals dispersent trop leurs scènes.

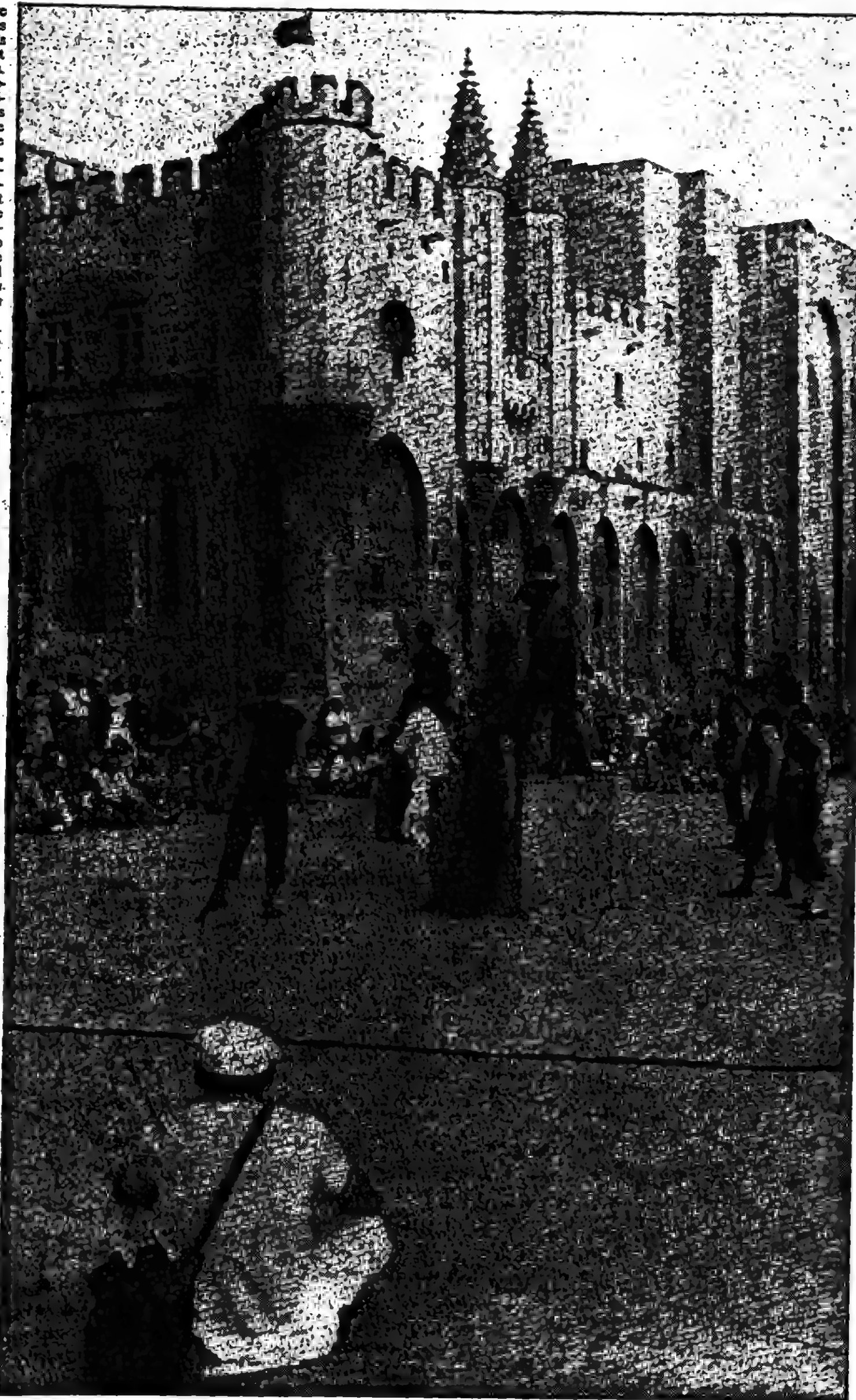
CHACUN été, le théâtre court après la fête. Les festivals pullulent. Ils ne sont pas faits seulement pour présenter des spectacles. Parfois, ceux-ci y sont franchement médiocres. On ne les tolérerait pas, durant l'année, dans une salle close, au terme d'une journée de travail. Mais, le plein air et les vacances aidant, les festivaliers ont de l'estomac : ils gobent tout, ou presque. Car ce qui compte, c'est d'abord d'être ailleurs et d'être ensemble. Et qu'on ait le sentiment que toute une ville se mette à l'unisson. Comme le constate un habitué du Festival d'Avignon : « Avignon prend la couleur du Festival pendant un mois et il devient festival... C'est quand même assez caractéristique d'Avignon ça... Tout se transforme pour le Festival : les rues deviennent une continuation de notre action, les quelques espaces, cloîtres, églises, cours, deviennent tout d'un coup des espaces scéniques (1). »

C'est un vieux rêve du théâtre que d'être une fête. N'invocations pas ses origines religieuses ou mythiques. Contentons-nous de nous souvenir des Dionysies grecques qui sont à la source du théâtre occidental : là, en effet, fête et théâtre ne faisaient encore qu'un, « le culte dionysiaque », remarque Roland Barthes, étant présent dans les coordonnées du spectacle (temps et espace), non dans sa substance (2). Mais, depuis, le théâtre et la fête se sont, bel et bien, séparés. C'est que celle-ci suppose une participation active de tous, alors que celui-là repose, au contraire, sur une division entre acteurs et spectateurs.

## « Donnez les spectateurs en spectacle »

Nul mieux que Jean-Jacques Rousseau n'a fait le partage entre l'un et l'autre. Dénouant, dans sa *Levée de d'Alençon*, le comédien dont « l'art [est] de se contredire, de revêtir un autre caractère que le sien, de paraître différent de ce qu'on est, de se passionner de sang-froid, de dire autre chose que ce qu'on pense aussi naturellement que si on le pensait réellement, et d'oublier enfin sa propre place à force de prendre celle d'autrui », et dont, en conséquence, « l'esprit qu'il reçoit de son état » ne saurait être qu'« un mélange de bassesse, de fausseté, de ridicule orgueil et d'indigne avilissement, qui le rend propre à toutes sortes de personnages, hors le plus noble de tous, celui d'homme qu'il abandonne », Rousseau appelait à proscrire le théâtre de la République de Genève. En revanche, il réclamait des fêtes : « C'est en plein air, c'est sous le ciel qu'il faut vous rassembler et vous livrer au doux sentiment de votre bonheur. (...) Que le soleil éclaire vos innocents spectacles ; vous en formerez un vous-même, le plus digne qu'il puisse, éclairer. Mais quels seront les objets de ces spectacles ? Qu'y montrera-t-on ? Rien, si l'on veut. Avec la liberté, partout où règne l'affluence, le bien-être y règne aussi. Plantes en milieu d'une place un piquet couronné de fleurs, rassemblés-y le peuple et vous aurez une fête. Faites mieux encore : donnez les spectateurs en spectacle, rendez-les acteurs eux-mêmes, faites que chacun se voie et s'aime dans les autres, afin que tous en soient mieux unis. »

Au dix-neuvième siècle, le divorce entre fêtes et spectacles parut consommé. D'un côté, les commémorations nationales et les expositions universelles, de l'autre, un théâtre qui se professionnalisait et s'enferma dans de somptueux bâtiments. Mais la rupture était



moins tranchée qu'elle ne semblait. Nos 14 Juillet ont toujours eu deux visages : dans les bals nocturnes, le peuple est tout autant acteur que spectateur, tandis que, le lendemain matin, il se contente de regarder le défilé militaire et, le cas échéant, d'applaudir. Et le théâtre voulut être une fête, à lui tout seul. Économons Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra de Paris, évoquer l'édifice dont il rêvait : « A chaque étage, les spectateurs accoudés aux balcons garnissent les murs et les rendent pour ainsi dire vivants, pendant que d'autres montent ou descendent, et ajoutent encore à la vie. (...) La lumière qui étincellera, les toilettes qui resplendiront, les figures qui

seront animées et souriantes, les rencontres qui se produiront, les saluts qui s'échangeront, tout aura un air de fête et de plaisir (3). »

Nous n'en sommes plus là maintenant. Dans sa pratique courante, le théâtre n'a plus grand-chose de festif. Il vise plutôt au laboratoire. Le « théâtre-laboratoire » de Grotowski n'a-t-il pas, quelque temps, fait figure de modèle ? Les bâtiments fastueux selon Garnier sont tenus en suspicion. Parmi les théâtres construits récemment, le plus perfectionné, le nouveau siège de la Schaubühne, « am Lehnert Platz », à Berlin-Ouest (son enveloppe architecturale est un immeuble commercial, le fameux Mendelssohnbau,

réalisé dans les années 20), ressemble plus à une clinique chirurgicale qu'à un opéra du siècle passé. Il ne dispose ni d'un restaurant, ni d'un véritable foyer. A l'entracte, les spectateurs doivent se contenter d'un simple promenoir vitré où il est, pour ainsi dire, impossible de s'asseoir. Là, tout est fait pour le spectacle, rien pour ce qui l'entoure.

Nous ne connaissons que trop de salles, des granges ou de vieux garages, où être spectateur touche même au supplice : sur leurs bancs étroits, on se croit plus au piquet qu'à la fête. Ce n'est pas toujours une question d'argent : dans la seconde salle du Théâtre des amandiers de Nanterre, une

entreprise richement dotée s'il en est, le spectateur de *Combat de nègre et de chiens* ou de *Great Britain* était en pénitence : face à une arche d'autoroute ou à un labyrinthe de canaux et d'écluse, il n'avait droit qu'à une planche ! Comme s'il devait payer de sa personne, en l'occurrence de ses reins ou de son postérieur, le privilège d'être au théâtre...

Le rêve de la fête, est, pourtant, loin d'être exorcisé. La multiplication des festivals d'été en témoigne (elle est, aussi, liée à l'extension des congés payés, du « temps libre » et du tourisme - sans compter le goût croissant pour les loisirs dits culturels). Mais là, on touche au paradoxe. Comment une activité théâ-

trale de plus en plus divisée, voire atomisée, et repliée sur elle-même, va-t-elle faire face à cette exigence de grand rassemblement et d'ouverture que suppose toute fête qui n'est pas seulement privée ? Comment le laboratoire peut-il affronter la pleine air ?

Le Festival d'Avignon illustre un tel paradoxe. Il n'a cessé de se développer. Il attire maintenant plus de cent trente mille festivaliers, chaque année. Mais son caractère a changé. Autrefois, le cœur du Festival, c'était la cour du Palais des papes qui, jusqu'en 1967 (soit pendant vingt ans), fut le seul lieu des représentations. Maintenant le Festival officiel - le *in* comme on l'appelle - se disperse dans une quinzaine d'endroits, parmi lesquels le bâtiment du théâtre traditionnel par excellence : le théâtre municipal. Et le *off*, qui, cette année, ne présentait pas moins de deux cents spectacles, s'est répandu sur une cinquantaine de salles ou de préaux de fortune.

## Le vivant et l'artificiel

La cour du Palais, elle, a été réaménagée : elle y a perdu près de la moitié de ses places (reconnaissons-le : certaines étaient fort mauvaises) et ressemble presque, maintenant, à un théâtre. Elle n'est plus tout à fait l'âme du Festival. Il lui faut des monstres, de grands spectacles. Hors du Soleil et de certaines compagnies de danse, rares sont les troupes qui peuvent s'y sentir à l'aise. La fête s'est donc morcelée. Par l'éclatement, la prolifération, elle cherche à compenser ce qu'elle a perdu : à savoir, le sentiment d'une large communion, l'évidence d'une représentation où, comme l'écrivait Alfred Simon des spectacles avignonnais de Villar, se réalise « l'unité contradictoire de l'utopie et de la tragédie » qui est, selon lui, le signe même de la fête (4).

Cette année, le Festival s'est même donné un autre cœur. Non dans la cour, mais à l'hospice Saint-Louis, où se tenait la grande exposition organisée sur le thème d'ensemble de la manifestation : le vivant et l'artificiel. Là, dans un incroyable pandémonium, presque surréaliste, voisinaient des animaux vivants et des bêtes empaillées, des essences naturelles et des végétaux artificiels, des parfums synthétiques et des miasmes organiques, des mannequins et des hologrammes, des comédiens et des marionnettes, voire des robots..., sans omettre « la cuisine remise en état de marche et végétalisée » ni « le musée Spitzner avec ses curiosités, ses particularités monstrueuses (cire, plâtre, carton, peau, etc.) ». Et l'on n'avait garde de vous laisser oublier que cet ancien couvent, très beau dans son architecture du dix-huitième siècle, avait été un hospice de vieillards. Tout y rappelait le « mourir ».

Du coup, la fête prenait une allure à la fois scientifique et funèbre. Elle rassemblait des travaux de laboratoire dans un lieu qui était un vestibule de la mort. Tout le Festival s'en ressentait. Peut-être la fête théâtrale, aujourd'hui, s'en est-elle un goût de deuil.

BERNARD DORT.

(1) Cf. *Les Publics du Festival d'Avignon*, étude réalisée pour le compte du ministère de la culture et du Festival d'Avignon, par Nicole Lanz, avec la participation de Brigitte et Christian Migault. La Documentation française, Paris, p. 32.

(2) Cf. « Le théâtre grec », dans *L'Œuvre et l'Œuvre - Essais critiques III*, coll. « Tel Quel », Le Seuil, Paris, 1982, p. 60.

(3) Cf. Charles Garnier : *Le Théâtre*, Librairie Hachette, Paris, 1871, pp. 82-86.

(4) Cf. l'intéressant essai d'Alfred Simon : *Les Signes et les Songes. Essai sur le théâtre et la fête*, coll. « Essais », Le Seuil, Paris, 1976, p. 13.



## Le meeting des ancêtres

A New-York, trente-cinq millions d'années d'humanité.

L'HOMME de Tautavel (France, - 400 000 ans) a pour voisin l'enfant de Taung (Afrique du Sud, - 2 millions d'années); l'*Australopithecus boisei* (Tanzanie, - 1,8 million d'années) a rejoint l'homme de Cro-Magnon (France, - 35 000 ans), et l'homme de Trinil (Indonésie, - 700 000 ans) est tout près de l'homme de la Ferrassie (France, - 50 000 ans). Il s'agit là d'une réunion absolument unique: 25 institutions de 12 pays (1) ont prêté 53 pièces originales d'ancêtres de l'homme et d'hommes fossiles au Museum américain d'histoire naturelle de New-York pour l'exposition «Ancêtres, 4 millions d'années d'humanité», qui se tient du 13 avril au 9 septembre.

«Quatre millions d'années d'humanité», certes. Mais, en fait, ce sont 35 millions d'années qui sont présentées à New-York. L'Egypte, en effet, a prêté un crâne d'*Aegyptopithecus*, ce petit singe muni d'une longue queue qui vivait dans le Fayoum (en Egypte) il y a 350 000 ou 300 000 siècles et qui est, en l'état actuel des connaissances, le plus ancien primate fossile à annoncer le futur rameau commun à l'homme et aux singes supérieurs (2).

Bien entendu, le transport et la présentation de tous ces fossiles, dont chacun est une pièce unique et irremplaçable, sont l'objet de mesures de sécurité extraordinaires.

Ainsi M. Henry de Lumley et Mme Marie-Antoinette de Lumley, qui «convoyaient» l'homme de Tautavel, ont-ils eu droit, à New-York, à une arrivée de VIP (very important person). Pas question pour eux de faire la queue aux guichets avec les voyageurs ordinaires. Sitôt sortie de l'avion, Mme de Lumley, qui portait la précieuse boîte, a été entourée de deux «gorilles»; elle et son mari ont été entraînés dans un circuit spécial et court de police et de douane et conduits, toujours flanqués de leurs agents gardiens, à une grosse limousine blindée qui a filé vers le Museum. Là, l'homme de Tautavel a été enfermé dans une chambre forte. Le même cérémonial s'est répété, bien sûr, à l'arrivée de chaque fossile. Et il recommencera lorsque les pièces partiront de New-York.

Tous les pays possédant des fossiles n'ont pas voulu prêter leurs pièces authentiques. Certains ont trouvé le voyage et l'exposition trop risqués. D'autres ont refusé parce que l'Afrique du Sud participait à la manifestation de New-York. Notons que les anthropologues sud-africains sont connus pour être des opposants à l'apartheid... Les importants fossiles manquants, telle la célèbre Lucy (*Australopithecus afarensis*, Ethiopie, - 3 millions d'années), ont été remplacés par des moulages.

Pour être présentés au public, les fossiles ont été disposés dans une vingtaine de vitrines blindées et dotées d'appareils de sécurité nombreux et sophistiqués. Chaque vitrine a d'ailleurs coûté environ 600 000 dollars (5 200 000 F) et chaque fossile est assuré pour des sommes astronomiques (800 000 dollars, soit 7 000 000 F pour le crâne, le pariétal, les deux mandibules, et l'os iliaque de l'homme de Tautavel), bien que de telles pièces n'aient aucune valeur marchande et qu'aucun paiement ne puisse compenser la disparition de ces fossiles. L'exposition a été organisée pour essayer de lutter contre le créationisme. Cette théorie, fondée sur l'interprétation littérale de la Bible, rejette catégoriquement toute idée d'évolution des espèces végétales et animales et nie que l'espèce humaine ait des relations, parfois très étroites, avec les autres primates. Selon elle, toutes les espèces vivantes, éteintes ou ac-

tuelles, ont été créées par Dieu individuellement et presque simultanément il n'y a guère que quelques milliers d'années. Ce qui amène les créationnistes d'abord à nier que la Terre s'est formée il y a 4,5 milliards d'années, ensuite à rejeter toutes les méthodes de datation absolue, pourtant fondées sur des lois physiques intangibles et acceptées par l'ensemble de la communauté scientifique du monde entier, et à ne tenir aucun compte de la stratigraphie géologique née de l'observation concrète de la nature.

Après une éclipse de quelques décennies, le créationisme est reparti aux Etats-Unis, depuis plusieurs années, à l'assaut de l'évolution. Ses partisans, de plus en plus virulents, essaient — sans succès définitif jusqu'ici — de faire voter, par les législatures des Etats, des lois qui obligeraient, dans les écoles publiques, à enseigner en parallèle et à parts égales le créationisme et l'évolution.

Les anthropologues et paléontologues américains ont donc pensé qu'il leur fallait réagir devant la montée de cet obscurantisme surprenant pour un pays développé. La meilleure réplique n'est-elle pas cette présentation au grand public de quelques-unes des pièces qui ont permis aux spécialistes de dresser l'arbre généalogique de l'homme? Etant entendu que découvertes et études de fossiles nouveaux ne cessent de modifier les ramifications de cet arbre.

Pendant quelques jours précédant l'ouverture de l'exposition, plusieurs dizaines de spécialistes — dûment contrôlés et munis de badges — ont eu les fossiles à leur disposition exclusive. Ils ont ainsi pu comparer les pièces elles-mêmes et non les moulages habituels. Or les moulages, même les mieux faits, ne sont jamais aussi précis que les originaux. On ne peut, en effet, éviter l'empatement de détails anatomiques. En outre, manipuler pour la première fois des pièces authentiques est toujours très instructif. Ainsi ces «travaux pratiques» d'anatomie et de paléontologie comparées ont-ils été l'occasion d'échanges de vues fructueux et de discussions passionnées.

Tous les spécialistes sont d'accord pour mettre l'homme dans l'ordre des primates. Les primates se distinguent des autres ordres de mammifères par divers caractères :

- Ils ont 5 doigts et, chez la plupart d'entre eux, le pouce est opposable aux 4 autres doigts (chez l'homme, le pouce du pied ne l'est plus); ces 5 doigts sont longs par rapport à la taille de l'animal et sont garnis d'ongles plats. Cette forme des doigts permet à tous les primates (sauf à l'homme) la vie arboricole.

- Les mamelles sont implantées sur la poitrine et non sur le ventre.

- Les yeux sont sur le devant et non sur les côtés de la tête, ce qui donne la vision stéréoscopique et donc l'appréciation du relief et des distances.

- Les dents sont relativement peu nombreuses : 44 chez les plus primitifs des primates, 36 chez les ours, 32 chez les singes supérieurs et chez l'homme, mais elles se répartissent en incisives, canines, prémolaires et molaires. Cette dentition variée permet aux primates d'être omnivores.

- Le rapport poids du cerveau/poids du corps est grand par rapport à celui des animaux d'autres ordres. Dans ce domaine particulier, l'homme est évidemment le champion — ou presque — avec un rapport poids du cerveau/poids du corps de 1/40 (3).

Tous les primates fossiles ne figurent pas, bien évidemment, sur l'arbre généalogique de l'homme. Pour retrouver nos ancêtres, il faut rechercher ceux chez lesquels s'annoncent les caractères propres de

l'homme : gros cerveau, station droite et bipède, main libérée de la locomotion et capable de préhension très précise, incisives relativement larges et canines petites, vie sociale et technique apprise au cours de longues années de dépendance et donc d'apprentissage auprès des parents, mémorisation et transmission de l'acquis culturel, social et technique, grâce au langage articulé.

Le premier primate (connu par ses dents et ses mâchoires), le *Purgatorius*, vivait il y a quelque 70 millions d'années dans le Montana (Etat-Unis). Mais le plus ancien primate — l'*Aegyptopithecus* — chez lequel commencent à se dessiner les caractères annonçant la lignée commune aux singes supérieurs et à l'homme — vivait dans le Fayoum égyptien il y a 35 ou 30 millions d'années. Il faut noter que le *Purgatorius* était américain, mais que l'*Aegyptopithecus* et ses successeurs ont tous vécu dans l'Ancien Monde. Aucun singe du Nouveau Monde ne peut prétendre au titre de singe supérieur ni à celui d'ancêtre de l'homme.

L'*Aegyptopithecus* n'a que 32 dents, et la forme de sa dernière molaire annonce la nôtre. Mais ses canines sont grandes. Son os frontal commence à se redresser et les aires visuelles de son cerveau sont déjà bien développées alors que les aires olfactives sont réduites. Cependant l'*Aegyptopithecus* a encore divers caractères des primates primitifs : absence de conduit auditif externe, museau allongé, grandes orbites, longue queue, etc.

Dix millions d'années plus tard, toujours en Afrique, le *Proconsul africanus* marque une nouvelle étape dans le processus de l'évolution qui mène aux singes supérieurs et à l'homme. Il n'a plus de queue; son épaule, son coude et ses pieds ressemblent à ceux d'un chimpanzé; ses vertèbres lombaires rappellent celles d'un gibbon mais son poignet est encore semblable à celui d'un singe inférieur (4).

Il y a 17 millions d'années survient un événement important : la dérive des continents met en contact l'Afrique et l'Eurasie jusqu'alors séparées par l'océan de la Téthys. Les primates et autres animaux terrestres d'Afrique peuvent donc se répandre en Asie et en Europe. En Asie se développent les lignées aboutissant au gibbon et à l'orang-outang, en Afrique la lignée conduisant au gorille, au chimpanzé et à l'homme.

Sur cette lignée africaine on trouve, vers - 15 à - 10 millions d'années, le *Kenyapithecus*. Mais on ne peut pas préciser quand le rameau aboutissant aux gorilles et aux chimpanzés s'est séparé de celui amenant aux premiers hominidés, les australopithecus. Tout ce que l'on sait, c'est que l'homme, le gorille et le chimpanzé possèdent de nombreuses protéines de structures identiques et donc que les trois lignées se sont séparées il y a 10 millions d'années au maximum et peut-être même il y a seulement 5 millions d'années.

Pour M. Yves Coppens, professeur au Collège de France, cette séparation hommes-singes supérieurs africains s'explique par les conséquences d'un vaste phénomène géologique. Vers - 7,5 millions d'années, le processus de fracturation de l'Afrique s'est accéléré : de Djibouti jusqu'au lac Malawi (ex-Nyassa), s'est créé tout un système de fossés (le rift africain) dont l'effondrement axial a été accompagné par la surrection des bords. Ces reliefs nouveaux auraient modifié le climat de l'Afrique orientale : les pluies sont devenues moins abondantes à l'est du rift où la forêt a été remplacée par la savane; ces conditions nouvelles auraient forcé les primates de cette région orientale à s'adapter à un milieu beaucoup plus ouvert, ce

qui aurait induit le processus d'homínisation. A l'ouest du rift au contraire, la forêt aurait persisté, et les primates, sans avoir à évoluer beaucoup, y seraient devenus les gorilles et les chimpanzés actuels.

Mais on ne peut tracer le tableau de la séparation des trois lignées. Malgré des dizaines d'expéditions, le sol d'Afrique n'a livré que quelques rares et petits fragments de primates fossiles pour la période allant de - 15 à - 6 millions d'années. L'australopithecus apparaît ainsi brusquement vers - 5 millions d'années. Et les traces de ses pas, trouvées en Tanzanie, prouvent, sans doute possible, que cet hominidé était doté vers - 3,5 millions d'années de la bipédie et de la station presque droite.

Combien a-t-il existé de sortes d'australopithecus? Là aussi, les opinions sont variées. Selon les uns, le premier hominidé, le pré-australopithecus, appelé aussi *Australopithecus afarensis* (la célèbre Lucy), serait apparu vers - 6 ou - 5 millions d'années. Et de ce premier rameau seraient issus vers - 3,5 millions d'années l'*Australopithecus africanus* (gracile) puis l'*Australopithecus robustus* et l'*Australopithecus boisei* encore plus gros que son cousin robuste. Mais, en même temps que l'*Australopithecus africanus*, serait apparu l'*Homo habilis*, premier hominidé à être classé dans le genre *Homo* et à fabriquer des outils (les australopithecus utilisaient des outils sans les fabriquer intentionnellement).

Mais pour d'autres spécialistes, l'*Homo habilis*, ou au moins son ancêtre, serait contemporain de l'*Australopithecus afarensis*. Le premier ne pourrait donc descendre du second. Et leur ancêtre commun aurait vécu quelque part aux alentours de - 7 ou - 8 millions d'années, pendant la période pour laquelle on ne connaît pratiquement pas de fossiles de primates supérieurs africains.

Avec l'*Homo habilis*, cessent les schémas douteux. Vers - 1,9 million d'années apparaît l'*Homo erectus* (issu de l'*Homo habilis*) qui se répand hors d'Afrique, aussi bien en Asie qu'en Europe. C'est à lui que l'on doit la découverte capitale du feu. La capacité de faire du feu à volonté, acquise sûrement il y a 400 000 ans (peut-être il y a 1,4 million d'années), permet à notre ancêtre d'habiter des terres tempérées puis froides, de mieux s'alimenter, de se libérer des terreurs nocturnes et donc de multiplier les essais techniques et les échanges avec ses congénères. L'*Homo erectus* est remplacé, il y a seulement 100 000 ans, par l'*Homo sapiens*, lequel devient l'homme moderne (sous-espèce *Homo sapiens sapiens*), il y a environ 35 000 ans.

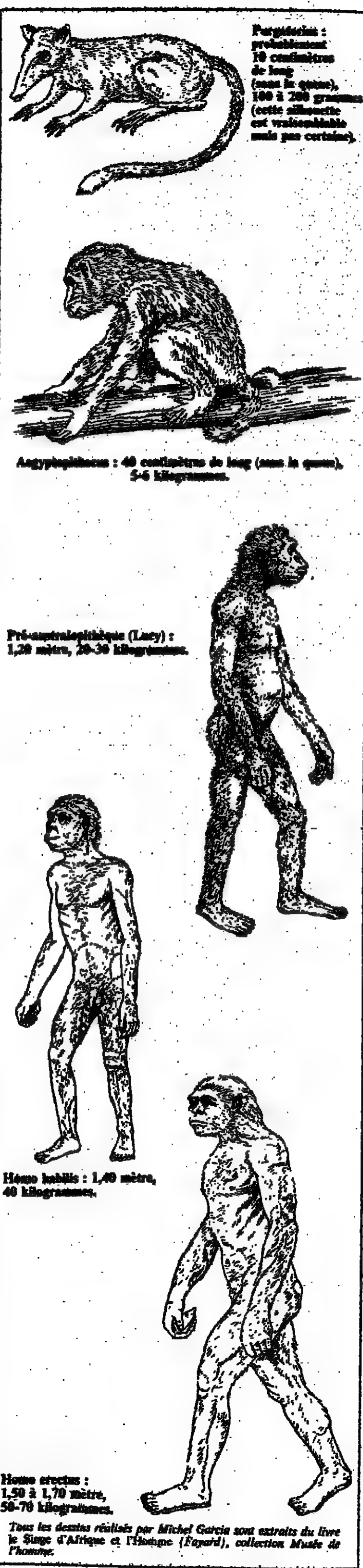
C'est à l'*Homo sapiens* que revient l'honneur d'avoir colonisé l'Australie (vers - 60 000 ou - 50 000 ans) et l'Amérique (à une époque inconnue, mais sûrement antérieure à - 12 000 ans).

YVONNE REBEYROL

(1) Afrique du Sud, Allemagne fédérale, Australie, Egypte, Etats-Unis, France, Israël, Italie, Pakistan, Pays-Bas, Tanzanie, Yougoslavie.  
(2) Les singes supérieurs ou singes anthropoïdes sont le gibbon et l'orang-outang d'Asie, le gorille, et le chimpanzé d'Afrique, ces deux derniers étant nos plus proches cousins selon l'avis de la plupart des anthropologues. Les quatre singes supérieurs sont dépourvus de queue.

(3) Ce même rapport est de 1/10 000 pour la baleine, 1/600 pour l'éléphant, 1/200 pour le gorille et seulement 1/12 pour le ouistiti. Ce rapport devait être de 1/80 pour l'*Australopithecus africanus* et de 1/50 pour *Homo habilis*.

(4) Tous les singes sont essentiellement quadrupèdes, même s'ils marchent, à l'occasion, sur leurs seules pattes arrière. Mais les singes inférieurs marchent sur la paume de la main et le dessus des doigts alors que les singes supérieurs prennent appui sur les deux dernières phalanges repliées des doigts de leurs mains.



*Purgatorius* : probablement 10 centimètres de long (sans la queue), 100 à 200 grammes (cette silhouette est vraisemblable mais pas certaine).

*Aegyptopithecus* : 40 centimètres de long (sans la queue), 5-6 kilogrammes.

Pré-australopithecus (Lucy) : 1,20 mètre, 20-30 kilogrammes.

*Homo habilis* : 1,40 mètre, 40 kilogrammes.

*Homo erectus* : 1,50 à 1,70 mètre, 50-70 kilogrammes.

Tous les dessins réalisés par Michel Garcia sont extraits du livre *Le Singe d'Afrique et l'Homme (Fayard)*, collection Musée de l'Homme.



# France lasers

Une performance de Thomson-CSF et du CNET.

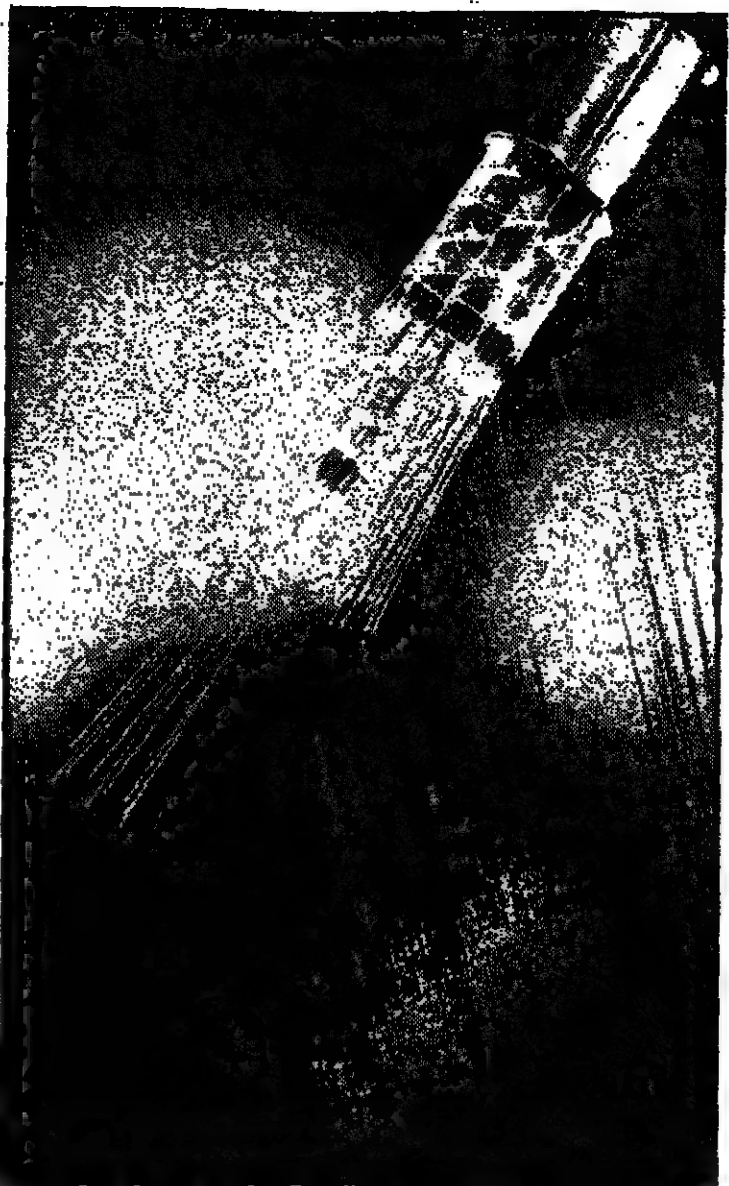
**T**RANSMETTRE des informations loin et vite, à l'aide de fibres optiques qui, telles des fontaines lumineuses, guident des rayonnements : ce rêve, qui relève plus de la technologie que de l'esthétisme, prend peu à peu réalité. Assez lentement toutefois, car il était jusqu'ici difficile d'élaborer des sources de lumière — des lasers — bien adaptées aux besoins. Mais la situation semble sur le point d'évoluer, et les transmissions par fibres optiques pourraient connaître bientôt un brusque développement grâce aux nouveaux lasers à semi-conducteurs japonais et aux composants mis au point récemment par la firme Thomson-CSF, en collaboration avec le Centre national d'études des télécommunications (CNET).

Une fois n'est pas coutume : les Américains, pourtant leaders en matière de lasers, commencent seulement à s'intéresser aux systèmes à semi-conducteurs, et seuls les produits japonais et ceux *made in France* participent actuellement à la compétition.

Plusieurs étapes marquent le parcours qui mène à la réalisation de lasers performants.

Première difficulté : les fibres de silice absorbent la lumière, et le signal perd de sa puissance au fur et à mesure qu'il s'éloigne de sa source. Les pertes dépendant de la longueur d'onde du rayonnement, « l'astuce » consiste à fixer celle-ci à 1,57 micron (1) pour minimiser l'atténuation du signal et la réduire à 0,2 décibel par kilomètre (soit une diminution de la moitié de la puissance au bout de 50 kilomètres).

Un autre écueil s'élève aussitôt. A cette longueur d'onde, la dispersion des fréquences lumineuses dans la fibre n'est pas nulle. Si la source n'est pas strictement monochromatique — si elle n'est pas de « couleur » pure, — les différentes ondes émises en même temps n'arrivent pas ensemble en un point donné. Il en résulte une distorsion du signal qui limite les vitesses de transmission. Le remède ? Il consiste à intégrer dans la couche active du laser — cette couche de semi-



Les « guides de lumière » que sont les fibres optiques pourraient connaître un nouvel essor, grâce à la mise au point, en France et au Japon, de sources de rayonnement appropriées : des lasers à semi-conducteurs.

conducteurs responsable de l'émission lumineuse — un réseau de diffraction qui filtre les fréquences pour n'en retenir qu'une.

Cette technique, dite du « résonateur distribué », est maintenant bien connue des fabricants de lasers des pays industrialisés. Elle a, notamment, été mise à profit par les chercheurs de Thomson-CSF et du CNET, et par les ingénieurs japonais du laboratoire semi-public Nippon Telegraph Telephone (NTT) et de la firme privée Nippon Electric Company (NEC). Ainsi ont été réalisés des lasers à semi-conducteurs fonctionnant avec un très faible courant électrique — 60 milliampères à 20 (voir encadré).

C'est en fait au niveau des procédés de fabrication de ces composants que Français et Japonais suivent des voies différentes.

Ces lasers sont de véritables sandwichs de couches semi-conductrices, formées d'un matériau dérivé de l'arséniure de gallium (2). Pour réaliser cet empilement, les ingénieurs nippons ont recouru à la technique dite d'épissage en phase liquide. Le matériau semi-conducteur est placé en solution dans un solvant et déposé, par un abaissement lent de la température, sur un support. Cette méthode, bien éprouvée en laboratoire, pose de sérieux problèmes d'industrialisation. L'épaisseur du dépôt (de quelques dixièmes de microns à quelques microns) est mal

contrôlable dès lors que la couche s'étend sur une surface de plus d'un centimètre carré. En outre, le procédé est difficilement automatisable, donc peu rapide à mettre en œuvre : chaque opération, qui dure un à deux jours, ne permet de déposer qu'un centimètre carré de matériau.

Au contraire, chez Thomson-CSF, on parvient à fabriquer, en une seule opération renouvelable deux à trois fois par jour, une couche de semi-conducteurs d'une dizaine de centimètres carrés de surface. Cela grâce à l'épissage en phase vapeur qui consiste à déposer sur le support non plus un liquide refroidi, mais des gaz réactifs renfermant des composés organo-

Il ne faut pas crier victoire pour autant, car les Japonais disposent d'autres atouts dans leur jeu. Les puces de lasers sont, en effet, surmontées d'une sorte de ruban guidant le faisceau lumineux, que les ingénieurs du NTT ou de la NEC sont actuellement les seuls à savoir « enterrer » dans la masse du laser. Forts de cette avance technologique, ils tiennent actuellement le record du plus faible courant de seuil et, par là, du laser à semi-conducteurs le plus performant. Peut-être les Français parviendront-ils à reprendre l'avantage si leur procédé d'épissage en phase vapeur remplit toutes ses promesses.

Il faudra encore attendre quelque temps pour désigner le vainqueur de cette compétition. Les composants de chez Thomson-CSF sortent, en effet, tout juste du laboratoire central de recherche d'Orsay et ils n'ont pas encore subi l'épreuve du vieillissement. Il reste aussi — et surtout — à leurs promoteurs à réussir le passage de la fabrication en laboratoire à la production en série. Or, dans le passé, les firmes françaises ont à plusieurs reprises prouvé que, si elles n'avaient rien à envier à leurs concurrents américains ou japonais sur le plan de la mise au point de lasers originaux, elles achoppaient dès qu'il leur fallait franchir le

pas de la fabrication à grande échelle.

Chez Thomson-CSF, on se déclare bien décidé, cette fois, à « pousser jusqu'au bout l'industrialisation » de ces nouveaux produits qui, selon M. Erich Spitz, directeur technique de la recherche, « devraient ouvrir un marché important aux lasers à semi-conducteurs ». En couplant plusieurs de ces lasers, on devrait, en effet, obtenir des sources lumineuses aussi puissantes (quelques watts), mais beaucoup moins encombrantes, que certains lasers à gaz. Et les responsables de la firme française songent déjà au vaste champ d'applications potentielles qui s'ouvre aux lasers à semi-conducteurs : les transmissions par fibres optiques bien sûr, mais aussi les transmissions sans fil, la confection de petits radars, la confection de capteurs optiques pour appareils de mesure, et bien d'autres choses encore.

ELISABETH GORDON.

- (1) Un micron = un millième de millimètre.
- (2) Les lasers français sont constitués d'un empilement de cinq couches, trois de phospho-arséniure de gallium et d'indium (plus simplement GaInAsP) et deux de phosphure d'indium (InP), l'ensemble ayant une épaisseur totale de 3 microns.
- (3) Molécules organiques renfermant un ou plusieurs atomes métalliques (ici du gallium).

## Électrons et trous

**N**ÉS dans les années 1960, les lasers à semi-conducteurs, tout comme les lasers à gaz ou à os-lorement, émettent une lumière de couleur pure (monochromatique) et cohérente, les ondes lumineuses avançant toutes « au pas ».

Leur mode de fonctionnement est lié aux propriétés des matériaux qui les composent. Il s'agit d'une association de deux types de semi-conducteurs, les uns de type N dans lesquels la conduction électrique s'effectue par des électrons, les autres de type P, où elle se fait par des « trous » (en fait des manques d'électrons) de charge positive. Lorsqu'un électron et un trou se recombinent, il peut y avoir émission d'une particule de lumière, d'un photon.

Pour stimuler et amplifier ce phénomène, donc pour créer un nombre important de photons, il faut favoriser ces recombinaisons électron-trou. A cette fin, on « pousse » les premiers vers la couche N, en appliquant un courant électrique à la jonction des deux semi-conducteurs. Le courant minimal nécessaire au fonctionnement du système (ou courant de seuil) influence fortement les performances du laser : si son intensité est trop élevée, il est impossible d'appliquer le courant en continu sans échauffer les matériaux et dénaturer la jonction.

Chez Thomson-CSF, une modification de la géométrie de la couche active du système a permis d'abaisser le courant de seuil des systèmes de 200 à 60 milliampères, et de créer ainsi des lasers utilisables en régime continu, et à des températures allant jusqu'à 80 degrés.

## En toute Logique

### Pour deux triangles de plus

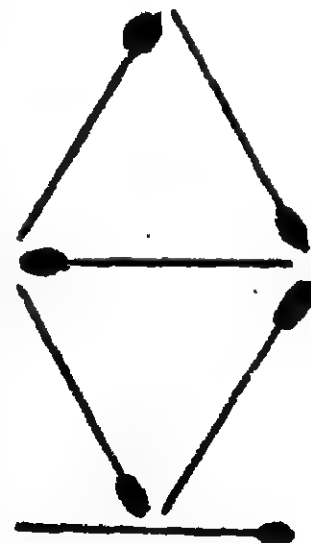
PROBLÈME N° 288

Quatre allumettes sont posées sur une table de manière à former deux triangles et un segment. Comment peut-on déplacer trois des allumettes, pour passer d'une configuration à deux triangles équilatéraux à une configuration à quatre triangles équilatéraux ?

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 288**  
7,5 centimètres sont suffisants, le dernier centimètre étant coupé à 45°.

Muni de cette bande, partons de l'extrémité droite et plions trois faces successives. Commençons par la quatrième, qui rejoindrait la première. Mais plions ensuite cette dernière face à 45°, la bande se recouvrant partiellement elle-même. Cela permet de faire une nouvelle face, passer sur la face F 2, faire une nouvelle face, et mourir sur la face déjà faite à moitié avec une moitié de centimètre carré.

PIERRE BERLOQUIN.



Éditions du CNRS

Librairie, ventes, publicité  
295, rue St-Jacques, 75005 Paris  
Tél. 326.56.11

« ESPoir VERT »

le projet global universel de construction des terres émergées est en cours de réalisation.  
200 F francs - Tél. : (1) 374-69-27  
et EXPOSITION  
ÉCOLOGIE ÉNERGIE SURVIE  
38, route de Vézun  
41400 Montrichard

## Petites Nouvelles

### Des billes dans l'espace

**L**A fabrication de certains matériaux est impossible à réaliser sur la Terre en raison de la pesanteur. Ces alliages métalliques, cristaux de semi-conducteurs, substances chimiques et biologiques, pourraient être créés à bord de véhicules spatiaux, ce qui suscite de grands espoirs. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres, et les scientifiques les plus posés reconnaissent que, dans ce domaine, il y a encore peu de chose. Les usines de l'espace ne sont donc pas pour demain.

Cependant, la NASA songe déjà à commercialiser certaines substances obtenues en apesantant lors des différents vols de la navette spatiale. Elle annonce ainsi la vente prochaine — début 1985 — de microscopiques billes de latex, d'un diamètre de 10 microns (1). Après avoir obtenu l'aval du National Bureau of Standards (NBS) — le bureau de normalisation américain — ces billes serviront d'étalon pour évaluer la taille d'objets minuscules observés au microscope, ou pour calibrer des filtres, des compteurs de particules, des membranes poreuses. Des billes de ce genre, mais plus petites, ont déjà été uti-

lisées dans la recherche sur le cancer ou le glaucome de l'œil.

Les billes microscopiques de latex sont déjà réalisées dans les laboratoires terrestres, mais en raison de la pesanteur, leur taille ne peut excéder 3 microns. Au-delà de 2 microns, en effet, le mouvement brownien qui agite les billes en suspension au moment de leur formation cesse, et elles ont tendance à s'agglomérer en une sorte de crème. Avec la très faible pesanteur qui règne à bord des vaisseaux en orbite autour de la Terre (quelques millièmes de la pesanteur terrestre), le processus de fabrication des sphères ne rencontre plus ce problème, et elles peuvent continuer de croître. Ce qui tend à prouver, comme le précise la NASA, qu'« une réaction chimique a lieu au même rythme dans l'espace que sur la Terre ». Différentes tailles de billes ont déjà été obtenues en apesantant (de 2 à 30 microns). Les billes de 30 microns sont déjà proposées par la NASA au NBS pour certification. Lors des prochains vols de la navette, la taille des billes devrait croître jusqu'à 100 microns.

Les billes de 10 microns, quant à elles, seront vendues conditionnées dans des fioles de 15 millilitres, ayant chacune une contenance de 15 millions de billes. Six cents fioles seront commerciali-

sées, chacune pour un prix de 400 dollars (environ 340 francs). Le produit de la vente sera réparti également entre la NASA et le NBS pour couvrir les coûts de production et de certification des sphères.

C. G.

### Trou américain contre trou soviétique

**U**N trou profond de 10 kilomètres sera probablement creusé sous les Appalaches méridionales si l'Office américain de la science et de la technologie (OSTP) (2), qui a choisi ce projet parmi plusieurs autres, fait inscrire dans les prochains budgets le financement nécessaire — évalué à 45 millions de dollars sur trois ans.

L'objectif principal est de vérifier l'existence d'une couche de roches cristallines, qui se serait frayé un chemin sous les roches sédimentaires, sur plus de 200 kilomètres, à la suite d'une collision entre continents. Des sondages sismiques indiquent la présence de cette couche cristalline entre 8 et 9 kilomètres de profondeur. Accessoirement, l'opération donnerait des informations sur le forage à grande profondeur en sous-sol cristallin : les compagnies pétrolières creusent des

puits en terrain sédimentaire seuls susceptibles de contenir des hydrocarbures, et si l'une d'elles d'un jour forcé jusqu'à 5,5 kilomètres dans un sous-sol cristallin, c'est par suite d'une mauvaise interprétation de données sismiques.

Mais la raison majeure de l'intérêt porté à ce projet par la Maison Blanche — dont l'OSTP dépend directement — semble bien être le désir de ne pas laisser trop d'avance aux Soviétiques. Ceux-ci forment depuis quatorze ans un gigantesque puits dans la presqu'île de Kola, près de Mourmansk. Malgré des difficultés sans nombre, ils ont atteint une profondeur de 12 kilomètres, et en visent 15. Un second forage, près de la mer Caspienne, en est à 8,5 kilomètres. Ces expériences ont donné des résultats inattendus, le plus surprenant étant la présence à ces grandes profondeurs — et à des pressions de 30 000 atmosphères — d'eau et de gaz circulant dans des fractures de la roche. A aussi été décelé du minerai de nickel et de cuivre, à une profondeur où l'on pensait n'en jamais trouver. Confirmé par d'autres sondages, ce résultat donne l'espoir de trouver de nouveaux gisements.

M. A.

- (1) 1 millionième de mètre.
- (2) Science, 29 juin 1984.



# Un été roman.

Le long d'itinéraires riches en art et en architecture du Moyen Age, vérifiez vos

## Route à peintures dans le Val-de-Loire

Un jeu de piste qui commence à Vendôme.

C E n'est pas encore la douceur angevine, l'air est plus vif. Le paysage, calme et ouvert, est strict et sans ambiguïté, avec un rien de monotonie parfois, quelques restes de Beauce côté ou, quelques souvenirs de Sologne côté oc. Les petites routes sont bonnes, droites, sans grand mystère, elles non plus, pas vachardes pour deux sous. Cela permet d'aller droit au but.

Autant l'avouer tout de suite, l'objectif, c'est de descendre sur Vendôme, pour les fresques romanes récemment dégagées, et de là, via Montoire et Saint-Jacques-des-Guérets, de filer sur l'avant, afin de vérifier si les peintures s'y portent bien. On ne sait jamais avec la peinture murale. On dégage, on nettoie, on restaure, on passe ailleurs, ça se dégrade à nouveau (l'humidité), dix ans après on reconstate, mais on n'entreprend pas forcément de nouveaux travaux, faute de moyens.

L'itinéraire, ce sera une sorte de jeu de piste sur des routes peu fréquentées, dans une région à forte concentration de monuments, où il y a beaucoup à faire, même en tournant le dos systématiquement à tout ce qui ne relève pas de l'art roman, à tout ce qui n'est pas peinture : 50 % au moins de ce qu'il en reste en France est cantonné dans le Val-de-Loire et en Touraine, ou pas bien loin, le long du Loir, du Cher, de l'Indre et de la Vienne, sur les chemins de Saint-Jacques conjugués avec une présence des Bénédictins. Ce sera un jeu de piste en marge des grands axes routiers et des châteaux de la Loire, qui, eux, sont bien balisés, et par bonheur canalisent le tourisme. Où les tentations d'extrapoler seront nombreuses. A chacun de ne pas trancher et de partir saluer Ronsard dans sa tombe ou Descartes à sa maison natale, et bien d'autres figures des bords de Loire, comme vous pouvez l'imaginer.

Donc, cap sur Vendôme. Vendôme, ça sonne noble comme les autres villes de la chanson : Orléans, Beaune, La trinité ne se passe pas. De la puissante abbaye du douzième siècle reste un beau donjon-beffroi, témoin, comme beaucoup d'autres églises, monastères et châteaux, de l'ampleur des enjeux stratégiques dans cette région riche (en forêts, en céréales), à la frontière des possessions françaises et des Plantagenets. Témoin aussi d'une architecture qui n'a pas eu de problèmes de matière première : de la pierre blanche facile à tailler, on en trouve partout sur le plateau calcaire liégeois de la Trinité flamboyante, il y a le célèbre vitrail de la gène. Mais c'est raté. Pour être gentil, disons que le rayon de soleil ne tombe pas au bon endroit, au bon moment.

Quant aux peintures murales, elles sont dans la salle capitulaire, sur un mur qui avait été doublé par un autre mur au quatorzième siècle lors de la refectoire du cloître. Récemment dégagées, nettoyées, protégées, elles sont inconnues du public et ne se visitent pas. Il reste à poser une grille, en novembre, nous a-t-on dit, mais avec un peu de chance (la préparation d'un de ces spectacles d'été) la porte sera ouverte. Cela vaut la peine d'être tenté. Non pour la quantité — c'est très peu, mais pour la qualité. Pour dix belles têtes contre joue ici, des bas de robes et des pointes de pieds là, pour une barque remplie de sages apôtres, et plantée (mieux que bien souvent) sur une mer onduoyante, pour des poissons roses et verts, de

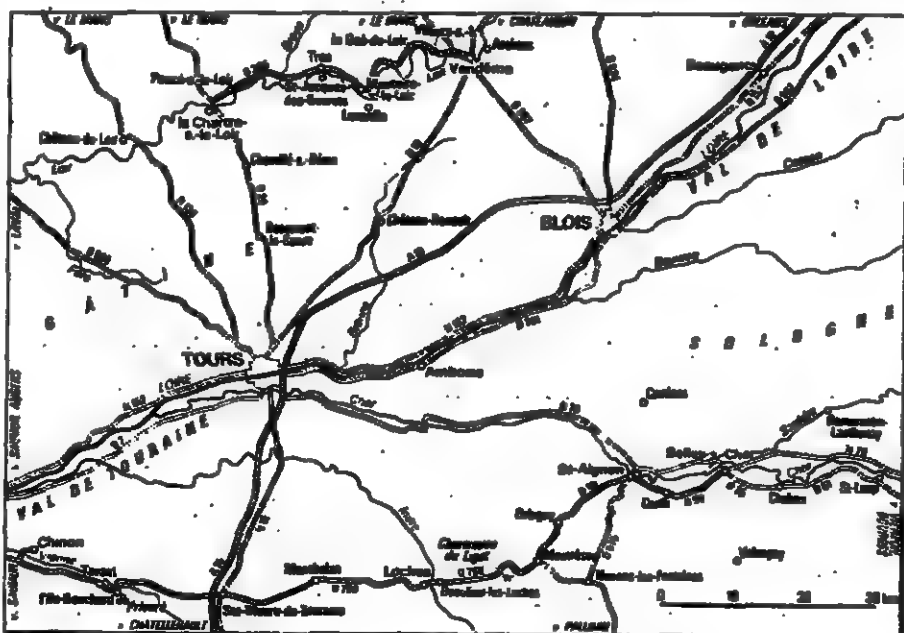
toutes les tailles, pour un filet blanc quadrillé, pour la couleur intacte, pour la vivacité des jaunes comme on n'en voit plus, pour le style accompli, la facture minutieuse. Une rareté (1).

Il y a autre chose à avouer avant de poursuivre la route, c'est qu'il ne faudra pas s'attendre à trop de spectaculaire : les églises présentables comme celle de Saint-Savin, avec leur programme complet de fresques dûment restaurées, il n'y en a pas beaucoup (2). Il sera question d'églises souvent modestes, d'œuvres très abîmées et difficiles à sauvegarder, à cause de cette fâcheuse humidité qui monte des rivières, ronger les peintures depuis le bas des murs (les chœurs légèrement surélevés et les voûtes y échappent de justesse), fait tomber les rehauts, décolle les enduits, fait mousser des champignons blancs et verts. A cause aussi des changements de programmes architecturaux, des agrandissements, du mépris des époques postérieures, des badigeons, des autels, des meubles, des chemins de croix tardifs, des négligences d'hier et d'aujourd'hui, d'imprudentes restaurations, des gaffes commises par des gens bien intentionnés, qui ne pensaient pas par exemple qu'en cimentant les lacunes (comme on appelle les parties manquantes des peintures), c'était une façon de dévier l'humidité vers les parties bonnes.

On pourrait sans doute continuer à dresser le bilan des maux qui atteignent ces fresques, malgré tout encore merveilles. A voir, à deviner (devenues bien souvent dessin plus que peinture), si vivantes, si allégées, si diversifiées que



« Le Christ en gloire ». Fresque de la Chapelle St-Gilles à Montoire.



les spécialistes s'arrachent les cheveux pour en déterminer sources et influences. Et d'étudier compositions et postures, d'examiner à la loupe pieds, mains, articulations, visages (pas du tout stéréotypés), plus en U ou en V, froufroulements de tuniques, bandeaux ornementaux à motifs géométriques (du vrai op'art). Bref toutes les pistes susceptibles de faire remonter au manuscrit qui aura inspiré, à l'église mère qui aura soufflé l'ordonnance, à l'abbé qui aura commandé. Et puis, au-delà de l'air de famille, de cette envolée d'anges gracieux, de ces figures élégantes dégagées de toute raideur byzantine, de cette souplesse aux entournures, il y aura la petite (grande) chose qui fait basculer toutes les lectures. Et obligation de reconnaître le génie local, l'habileté du peintre qui a su tourner une main et y mettre un outil, qui aura fait preuve par-dessus tout d'une étonnante liberté.

Mais revenons sur la route. A la sortie de Vendôme, à

l'Est : Arcines. L'église est simple. Une nef datée du onzième siècle, un chœur terminé en abside semi-circulaire et une voûte en cul de four construite au douzième siècle. Et de belles peintures : le premier Christ en gloire du parcours, des apôtres, une annonce, une visitation, une nativité. Puis viennent les manques et les murs d'une nef dont on devine qu'elle était entièrement couverte d'images. Arcines a récemment été restaurée. A l'évidence il reste pas mal de travail à faire.

Montoire-sur-le-Loir, vous l'aurez pour vous tout seul, comme toutes les autres églises visitées. Ce qu'il faut faire pour cela : trouver M<sup>me</sup> Léger ou le monsieur du bazar, ou madame machin, qui a la clé, elle était partie, la voilà au bout du chemin. C'est tout, c'est simple, pas d'intermédiaire, vous serez premier découvreur et propriétaire des lieux le temps de voir. Restez tout le temps que vous voulez,

mais n'oubliez pas de ramener la clé », dit le monsieur du bazar. On croit rêver. On vous fait confiance, mais on veille de loin, par affichettes manuscrites interposées du genre : « Avant de refermer la porte à clé, je vous prie de vous assurer qu'il n'est pas tombé de pierres au bas des marches » (à Montoire) ou encore (à Lavardin) : « Les visiteurs sont instamment priés de ne pas gratter les murs ».

A Montoire, vous voilà donc avec deux clés en main. La porte sur la ruelle s'ouvre un peu difficilement, ce qui veut dire qu'il n'y a pas grand monde à la pousser, et vous vous trouvez nez à nez avec un chevet, presque à la hauteur du toit, et des petits monstres de pierre accrochés à la corniche, pour vous narguer. L'église, ce qu'il en reste, est très nettement en dessous du niveau du sol actuel, à plus de 1 mètre. Cela lui donne un air de chapelle. Une pelouse, un fossé pour dégager les murs, l'autre

clef. On entre. Les trois crists, on les voit très bien comme si on était à l'église. L'image blonde de celui de l'abside principale, avec tout son jeu de cercles, sa double gloire, le rythme des plis sur la tunique y paraît d'autant plus en parfaite connivence avec les arcs de l'architecture que les voûtes et la coupole de la croisée sont proches. Une autre main a fait celui de droite, une autre encore celui de gauche. Plus tard, au cours du douzième siècle, sur fond en bandeaux sombres, en dessinant des plis droits cassés, en dents de scie.

Lavardin : un beau village aujourd'hui, une grande place forte hier. La forteresse est en ruine, un chantier de bénévoles s'en occupe chaque été. Le chemin qui y monte part juste en face du parvis de l'église aux murs costauds et défensifs, grande, avec bas-côtés, arcs épais, gros piliers rectangulaires et restes de peintures du douzième à la fin du quatorzième siècle, les uns chassant les autres — à certains endroits on a enregistré jusqu'à cinq couches successives — pour finir sous un badigeon à la chaux au seizième siècle.

Autre église, autre programme. A Saint-Jacques-des-Guérets, il n'y a pas de parties voûtées, même au-dessus du chœur : le Christ dans sa double gloire se retrouve sur le pourtour, en parallèle avec une croix. On est d'emblée frappé par la clarté de ces peintures construites et pensées comme des tableaux : par ce bleu de lapis-lazuli associé au noir étalé comme une couleur. C'est l'état de grâce pour les personnages de la Cène très fortement individualisés, aux visages bien modelés, de vrais portraits.

Là encore, l'humidité a fait des dégâts et remonté le long des murs. La rivière est toute proche, une mare d'eau stagne de l'autre côté de la route.

Autre chose à Saint-Jacques : les statues de saints en bois peint (seizième siècle) trouvées dans une niche murée. L'une porte la coquille, et nous rappelle qu'on était là sur un des chemins de Compostelle. Les pèlerins venus du nord pour se rassembler à Saint-Martin-de-Tours prenaient le bac entre Trôo et Saint-Jacques. Trôo, il faut en dire deux mots : la ville, qui était fortifiée, riche et peuplée au Moyen Age, a bien entendu son église — mais pas de fresques. Ici, ce n'est pas non plus le roman qui retient, mais deux simples travées de nef voûtées en ogives, où l'on a la même impression qu'à Saint-Jacques, de quelque chose de pur, net et pensé.

Tavant (après passage de la Loire à Tours) : le village compte deux cents habitants, une gare désaffectée grande comme une maison de poupée, une église précédée d'un cimetière en service — ce qui n'est pas drôle à cause des pompes et des marbriers d'aujourd'hui. Cette fois on ne visite pas seul. La dame Saint-Pierre arrive à bicyclette. Elle ouvre et répond volontiers aux questions. L'affluence touristique ? Trois quatre personnes par semaine, parfois dix. Des cars ? Un de temps en temps, en juin : les écoles. Par contre tous les spécialistes ont défilé là, tous les étudiants en histoire de l'art. Des cours y ont été faits. La dame a écouté. Elle explique qu'ils ne sont pas toujours d'accord sur le sens de la visite et le point de départ du cycle des peintures qui couvrent la petite crypte, où l'on va de colonne en colonne la tête touchant presque les voûtes d'arêtes, l'œil à la hauteur des peintures. La dame ajoute enfin : « On ne sait pas que ça existe si l'on n'a pas lu le livre de M. Oursel, ou Focillon, ou monsieur le ministre André Malraux ».

Où ! La luxure est toujours bien là, cette démente aux cheveux qui n'en finissent pas de couler vers le sol, ondulant comme les filets de sang qui partent de la lance plantée à travers son corps aux seins pendants. Très japonaise... et épinglée au musée imaginaire de monsieur le ministre. Et sont toujours là : le roi David jouant de la harpe sur un tabouret, et le Christ arrachant Adam et Eve aux griffes de l'enfer. Sous le sol du chœur de la petite église de Tavant, on remue beaucoup, le bien et le mal se font la guerre. Tandis qu'en haut, sur le cul-de-four, le Christ veille. Encore des peintures...

Nous arrêtons là, mais vous continuez sans quitter cette route qui passe par l'Ille-Bouchard où un prieuré en ruine — le prieuré Saint-Léonard — montre son grand chœur ouvert en plein ciel. Les chapiteaux y sont remarquables ; puis par Loches — qui vaut qu'on s'y arrête pour la collégiale Saint-Ours, son portail, pour toute la ville, ses murailles, son donjon, son château, ses maisons. Pousser alors jusqu'à Liget, où, en plein bois, au fond d'un vallon, vous découvrirez la chartreuse. C'est là qu'on vous donnera les clés pour le petit oratoire circulaire marquant l'emplacement de la première construction. Il est au milieu d'un champ de fèves et de tournesols, et lui aussi est couvert de fresques romanes. Du Liget vous pouvez faire étapes à Selles pour les reliefs sculptés sur les murs extérieurs de l'église ; et finir à Saint-

### Bibliographie

« Le Christ en gloire », fresque de la Chapelle St-Gilles à Montoire.

« Le Christ en gloire », fresque de la Chapelle St-Gilles à Montoire.

« Le Christ en gloire », fresque de la Chapelle St-Gilles à Montoire.

« Le Christ en gloire », fresque de la Chapelle St-Gilles à Montoire.

« Le Christ en gloire », fresque de la Chapelle St-Gilles à Montoire.

« Le Christ en gloire », fresque de la Chapelle St-Gilles à Montoire.

« Le Christ en gloire », fresque de la Chapelle St-Gilles à Montoire.



connaissances et participez à un grand concours. En six étapes. Voici la dernière.

## Mystère du grégorien

Tradition perdue et travail d'aujourd'hui.

Aignan, dans la crypte qui sent la terre battue et le moisi. Pauvre crypte, pauvres fresques de diverses époques. On n'y comprend plus grand-chose, l'envie d'en savoir davantage vous prend. Mais chez le libraire du coin il n'y a rien. La seule monographie existante sur l'église est épuisée. Il faudrait 70 000 F pour en faire une autre. Reste le Zodiaque-Touraine. Les touristes n'ont pas l'air d'affluer, les cartes postales sont si minables qu'on n'a pas envie de les acheter, un escalier de pierre dédié à Ronsard conduit au chevet. La pierre est blanche, le ciel est bleu comme un paquet de cigarettes ultra légères. De retour à Paris, penser à faire un saut au Musée des monuments français.

GENEVIEVE BRECHETTE

(1) La quasi confidentielle *Revue de l'Art* (éditions du CNRS) a publié en 1981 deux études sur les fresques romanes de Vendôme : « Style et technique », par Jean Tardieu ; « Iconographie », par Hélène Toubert.

(2) Une exposition sur Saint-Savin a été inaugurée en juillet, la situ, pour marquer le classement, cette année, de l'abbaye au patrimoine mondial. Elle comporte trois volets : le premier retrace l'histoire de l'abbaye ; le second présente les fresques effectuées en 1979 à la suite de la découverte fortuite d'une base de colonnette dans la zone des bâtiments conventuels. Ces fresques ont permis de mettre à jour une salle capitulaire en contrebas du cloître. Le troisième volet concerne la restauration des peintures murales de l'église. A la plume consacrée aux peintures de la nef (1976) vient d'ajouter une étude plus complète de l'abbaye par Yves-Jean Riou (publiée par l'inventaire général, Région Poitou-Charente, troisième trimestre 1984).

### Bibliographie

Il n'y a pas d'ouvrage d'ensemble récent consacré à la peinture murale romane en France. Aussi faut-il avoir recours soit à des ouvrages anciens, soit à des études ponctuelles publiées dans le *Bulletin monumental* ou le *Revue de l'Art* pour avoir une idée des recherches et des travaux récents effectués.

Henri Focillon : *Peintures romanes des églises*, Paris, 1938.

Paul Deschamps et Marc Thibout : *La peinture murale en France. Le Haut Moyen Âge et l'époque romane*, Paris, 1951.

André Grabar : *La peinture murale*, Genève, 1958.

Paul-Henri Michel : *La France romane*, Paris, 1981 (c. 1000-1100).

Otto Demus : *La peinture romane*, Paris, 1970 (ouvrage de base, le plus actualisé).

Val-de-Loire roman (Zodiaque). Texte de Dom Jean-Marie Berland (pour Saint-Aignan, Léonard, Montoire, Saint-Jacques-des-Guérets).

Touraine romane Zodiaque. Texte de Charles Lalorg (pour Tavant, l'île Bouchard, Loches, Le Liget).

Précision : — Dans la question n° 6 de l'étape n° 5 (*Le Monde Aujourd'hui*, daté 12-13 août), il fallait lire : « ... trente-six vieillards de l'Apocalypse » et non « trente-deux » comme nous l'avons indiqué par erreur.



Notation de l'école bolognaise (X-XII siècles).

avec celui qu'on pouvait entendre naguère dans les églises, et dont les mélomanes catholiques ont gardé un souvenir teinté de nostalgie. En effet les chants qu'ils connaissaient étaient d'une époque tardive (la *Messe des Anges* — dite *Messe des Anges* — date de la fin du quinzième siècle), tandis que le véritable grégorien, celui qui intéresse les musicologues, est antérieur au onzième siècle.

Il peut sembler arbitraire de décider que le chant grégorien, dont on ne saurait dater la naissance avec précision et qui ne doit rien au pape Grégoire le Grand (540-604), à qui on en a attribué la paternité trois cents ans après sa mort, cesse d'être authentique à partir du onzième siècle, puisqu'on a continué à ajouter de nouveaux chants jusqu'au seizième siècle. Cependant, c'est à cette époque que l'invention de la notation, venue au secours d'une tradition orale jugée défaillante à tort ou à raison, l'a définitivement anéanti.

Il est facile d'imaginer tout ce que les chants des premiers chrétiens empruntaient à la tradition hébraïque, et les transformations opérées au contact des traditions grecoromaines et celtiques ; il y avait alors autant de chants

De toute manière la tradition du chant grégorien s'était perdue depuis trop longtemps, et il était naturel, dans un premier temps, de tenter de l'appréhender à travers les outils de notre sensibilité.

Les progrès ont d'ailleurs été assez rapides, et l'époque où l'on jugeait utile d'accompagner à l'orgue le chant grégorien est révolue depuis longtemps. On s'accorde également sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un chant communautaire (sauf pour de brèves répliques) mais que son exécution était confiée à des chœurs spécialisés. Pourtant, la question reste entière de savoir comment chanter, car il ne suffit pas d'établir une correspondance entre la notation en notes carrées — ou celle, plus primitive, dite neumatique, où le dessin mélodique est seulement suggéré — et la note, car, toute notation n'étant qu'un réseau de conventions, on ne fait que multiplier les risques de mésinterprétation.

La première chose est donc d'oublier l'invention du solfège et de tout ce qu'il a engendré, depuis la définition rigoureuse des valeurs rythmiques jusqu'à la notion plus récente de tempo, pour revenir à l'essentiel : à deux siècles pour permettre aux instruments à clavier de

sonner aussi bien dans toutes les tonalités. On sait la place primordiale qu'allait dès lors occuper le piano, capable de remplacer à lui seul tout un orchestre, et devenant l'égalon : les instruments à cordes ou à vent, et jusqu'aux chanteurs, devront s'efforcer d'émettre entre les sons des intervalles aussi indifféremment exacts que ceux du piano. Comme ils en sont souvent incapables, pour des raisons physiques élémentaires, mais que l'oreille moderne a été formée par le piano, il n'y a pas lieu de s'étonner qu'on invente actuellement des instruments électroniques capables de fournir ce que nous appelons des intonations justes, mais c'est au détriment de la richesse du timbre et de l'expressivité mélodique.

A l'époque romane, on ne connaissait ni le piano ni cette conception rigide de la justesse ; et si l'on doit supposer que les hommes de cette époque n'avaient pas moins que nous l'idée d'une perfection, on est tenté d'en déduire que le chant grégorien, en tant que chant sacré destiné à exprimer les plus hautes valeurs spirituelles du temps, n'était rien d'autre que la recherche d'une parfaite justesse d'expression, car dans toutes les traditions religieuses, qu'il s'agisse de celles qui ont influencé de près ou de loin le christianisme naissant ou de celles qui lui sont étrangères, « le Divin est déjà dans l'énonciation juste de son nom ».

Cette réflexion sur la spécificité du chant sacré et son application au grégorien est le fruit des recherches de Léger Reznikoff (professeur à l'université de Paris-X - Nanterre), qui l'a livrée il y a déjà quelques années, notamment lors du congrès de musique grégorienne de Strasbourg en 1975 (1) et qu'il a mise en pratique de façon extrêmement convaincante dans l'enregistrement des *Alléluia et offertoirs des Gaules* paru chez Harmonia Mundi (n° 1044). La place qu'il accorde à la résonance du lieu, qui permet au chant d'entendre l'écho de sa propre voix et de trouver toujours, par référence à la tonique constamment réexprimée, — en pinçant une corde par exemple, — l'intonation acoustiquement juste, constitue une hypothèse des plus séduisantes. Enfin l'attention qu'il porte aux techniques orales des diverses traditions du Bassin méditerranéen favorise un salutaire retour aux sources. On ne saurait affirmer pour autant que c'est comme cela seulement qu'on doit aborder et chanter le grégorien, qu'aucune autre voie n'est possible, mais c'est un sérieux avertissement sur ce qu'il ne doit pas être : une pratique figée dans une prétendue tradition.

GÉRARD CONDÉ

(1) Le texte de cette conférence a été publié dans la revue *Vie spirituelle*, novembre/décembre 1977, aux Éditions du Cerf. On peut également se reporter aux Actes du colloque de musique et de littérature médiévales de l'université d'Antenne 1980.

### Règlement du concours (extraits)

Ce concours est ouvert à toute personne inscrite au 31 août 1984 résidant en France métropolitaine. Les participants devront inscrire leurs réponses sur les bulletins-réponses prévus à cet effet, et les adresser, en courrier simple suffisamment affranchi, à :

CONCOURS  
« LE MONDE » — ZODIAQUE  
WEBER DIFFUSION  
Boîte postale n° 512  
75626 Paris Cedex 13

au plus tard le vendredi 31 août 1984 à minuit (le cachet de la poste faisant foi).

Les réponses inscrites ailleurs que sur les bulletins-réponses découperont dans le journal ou demanderont à la société Weber Diffusion ne seront pas prises en considération.

Tout bulletin-réponse doit être, sans exception, accompagné d'un gomme ou d'un autocollant quelconque, sans relief.

La participation est limitée à un bulletin-réponse par foyer et par concours hebdomadaire.

Les six étapes seront départagées par la question subsidiaire, dont le texte sera communiqué par un jury en fonction des critères suivants : originalité, concision, élégance de style.

Le concours sera départagé par la société Weber Diffusion sous le contrôle de M. Pascal Robert, journaliste de justice à Paris.

Le concours est doté de 100 prix pour chaque série de questions hebdomadaires ; ces lots sont les suivants (selon la disponibilité des titres au moment de la remise des prix) :

1<sup>er</sup> prix : une collection complète de la *Notion du temps* — 30 tomes.  
2<sup>e</sup> prix : une collection des autres tomes de la *Notion du temps* — 30 tomes.  
3<sup>e</sup> prix : une collection complète de l'introduction à la *Notion du temps* — 3 tomes.  
4<sup>e</sup> - 6<sup>e</sup> prix : un *Atlas de l'Occident*.  
7<sup>e</sup> - 9<sup>e</sup> prix : une *Encyclopédie* manuscrite.  
10<sup>e</sup> - 14<sup>e</sup> prix : un *Atlas de l'Europe*.  
15<sup>e</sup> - 19<sup>e</sup> prix : une *Histoire de l'Art* — 2 volumes.  
20<sup>e</sup> - 24<sup>e</sup> prix : un *Glissement*.  
25<sup>e</sup> - 50<sup>e</sup> prix : une *Encyclopédie* romane.  
51<sup>e</sup> - 100<sup>e</sup> prix : un *Annuaire* romain en... a.

En aucun cas, la contre-valeur des prix ne pourra être obtenue en espèces.

Les prix attribués aux gagnants seront versés par la société Weber Diffusion à l'adresse indiquée sur le bulletin-réponse.

Le fait de participer à ce concours implique l'acceptation de l'organisation de ce concours, de la validité et de la décision des sociétés organisatrices en dernier recours sur toutes les contestations qui pourraient se présenter.

Le texte de cette-ci est, avec les réponses reçues, déposé en l'état de M. Pascal Robert, journaliste de justice, 140, rue Marmont, 75002 Paris.

Le règlement complet de ce concours peut être obtenu sur simple demande écrite faite à la Société Weber Diffusion, 24-26, rue de Valenciennes 75013 Paris. Tél. : 5560-21-22.

## Concours Le Monde Zodiaque

5<sup>e</sup> étape



1 Sur cette mosaïque de l'église de Lescar, un chasseur mutilé porte une curieuse prothèse en bois. Cette représentation originale se rencontre plusieurs fois dans la sculpture romane, en particulier dans les Pyrénées. Citez au moins deux des trois endroits de cette région où on la trouve.

2 Qui a inventé le terme d'« art roman » ?

3 Sous quel nom lié à une importante fondation connaît-on mieux Witiza, prince wisigoth ?

4 A l'église de Maguelone, en Languedoc, qu'a-t-on utilisé pour faire le linteau de la porte ?

5 De quand date et qui a fait construire la première basilique de Narbonne ?

6 Quel est le desservant de paroisse qui a fait graver son nom et ses titres sur le portail d'une église romane de Bourgogne ?

### Question subsidiaire :

Donnez en cinq lignes ce qui, selon vous, caractérise le mieux l'art roman dans le val de Loire.

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Chaque « étape » constitue un concours indépendant. Ce questionnaire est à retourner avant le 31 août 1984 à minuit (le cachet de la poste faisant foi), en courrier simple suffisamment affranchi à :

Concours Le Monde - Zodiaque  
Weber diffusion. Boîte postale n° 512, 75626 Paris CEDEX 13.

Le Monde Aujourd'hui a déjà publié dans sa série « Un été roman » : 1<sup>re</sup> étape : l'Auvergne (15-16 juillet) ; 2<sup>e</sup> étape : sur la route de Saint-Jacques-de-Compostelle (22-23 juillet) ; 3<sup>e</sup> étape : la Provence (29-30 juillet) ; 4<sup>e</sup> étape : la Bourgogne (5-6 août) ; 5<sup>e</sup> étape : la Normandie (12-13 août).



# Les aventures de la raison dans la pensée et la science contemporaines.

## La création, la politique et la foi

par Roger Garaudy

**N**OUS continuons la publication des réponses à notre questionnaire sur l'usage de la raison dans la pensée et la science contemporaines.

La critique des grands systèmes d'explication (scientifiques, philosophiques, politiques...), les crises internes traversées par de nombreuses disciplines, l'apparition de nouvelles problématiques et de nouveaux champs du savoir, les références souvent explicites à la subjectivité ou à la métaphysique, les interrogations autour des notions de vérité, de progrès, de preuve, d'expérience, de méthodologie, d'argumentation, de quantification, ont conduit de nombreux chercheurs à remettre en question l'usage classique de la raison dans les recherches contemporaines.

● En quel sens les formes de la rationalité traditionnelle vous semblent-elles remises en cause par les découvertes de notre époque ?

● Pouvez-vous en donner quelques exemples ?

● Comment situeriez-vous votre discipline et vos propres travaux dans ce débat ?

● Parmi les nouvelles approches de la rationalité contemporaine, quelles sont celles qui vous semblent particulièrement fécondes ?

Nous publierons la semaine prochaine d'autres réponses.

CHRISTIAN DESCAMPS  
et FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Le Monde a déjà publié les réponses de Jean-François Lyotard, René Thom, Tzvetan Todorov, Michel Tournier (le Monde Aujourd'hui daté 1<sup>er</sup>-2 juillet), Alain Touraine, Fernand Braudel, Gérard Genette, Ilya Prigogine, Serge Lehaut, Vincent Descombes (le Monde Aujourd'hui daté 9-9 juillet), François Châtelet, Lucien Sfez (le Monde Aujourd'hui daté 15-16 juillet), Jean-Claude Pecker, Gilbert Durand (le Monde Aujourd'hui daté 22-23 juillet), Henri Laborit, Lucien Sève (le Monde Aujourd'hui daté 29-30 juillet), Jürgen Habermas (le Monde Aujourd'hui daté 5-6 août), Albert Jacquart, Abraham Moles (le Monde Aujourd'hui daté 12-13 août).

Les cités sont de la rédaction.

**L**A tâche de la raison est de poser et de résoudre les problèmes permettant aux hommes de créer un avenir à visage humain. Aujourd'hui, elle ne joue pas ce rôle. Pourquoi ?

Parce que ce qu'on a pris l'habitude d'appeler « la raison » est une raison « positiviste », c'est-à-dire une raison infirme, mutilée de sa dimension essentielle : elle ne pose plus le problème des fins, mais seulement celui des moyens. Si bien que nous disposons de moyens gigantesques pour atteindre n'importe quelle fin, même criminelle. On a confondu le pragmatisme avec la philosophie de l'action : en posant seulement la question du comment ? et jamais celle du pourquoi ? Dans cette voie, la science dégénère en scientisme, la technique en technocratie, la politique en machiavélisme.

Le scientisme est une forme de superstition, ou plutôt d'intégrisme totalitaire fondé sur ce postulat : la « science » peut résoudre tous les problèmes. Ce qu'elle ne peut mesurer, expérimenter et prédire n'existe pas. Ce positivisme réducteur exclut les plus hautes dimensions de la vie : l'amour, la création artistique, la foi.

La technocratie est cette forme de somnambulisme d'une technique pour la technique, ne se posant jamais la question des fins. Elle se fonde sur ce postulat : tout ce qui est techniquement possible est souhaitable et nécessaire. Cette « raison » engendre les pires dérèglements. Y compris l'arme nucléaire et la « guerre des étoiles ». C'est une religion des moyens.

Le machiavélisme, c'est l'animalité d'une politique définie par une technique de l'accès au pouvoir et non par une réflexion sur les fins de la communauté humaine, et, ensuite, la mise en œuvre des moyens pour atteindre ces fins.



Ces « dérives » de la raison infirme, positiviste, conduisent le monde à la mort, non par manque de moyens mais par absence de fins.

Tel est le problème majeur qui se pose aujourd'hui à l'Occident : celui des priorités, des fins, des valeurs, du sens. D'une réflexion ne portant pas seulement sur la possibilité et les méthodes des sciences et des techniques, mais d'abord sur leurs fins : quels objectifs doit s'assigner la recherche scientifique pour servir à l'épanouissement de l'homme, et non à sa destruction ? Le problème premier est de lier la science expérimentale, qui est découverte des moyens, à la sagesse, qui est recherche des fins : remontée de fins subalternes à des fins plus hautes, en direction de la fin dernière. Alors la critique de la connaissance prendra son véritable sens en ne reliant pas seulement la science à la sagesse, mais aussi la sagesse à la foi ;

car ni la science, dans sa recherche des causes, ni la sagesse, dans sa recherche des fins, ne peuvent atteindre ni la cause première ni la fin dernière. La foi commence où finit la raison. Pas avant. Pas après. La raison plénière, celle qui recherche à la fois les causes et les fins, ait mis en œuvre tous ses pouvoirs.

Ce mouvement, dans sa plus totale liberté, amène la raison à prendre conscience à la fois de ses limites et de ses postulats. La foi n'est plus alors ce qui contredit ou contraint la raison, mais au contraire ce qui l'empêche de s'enfermer sur elle-même dans cette « suffisance » qui est le contraire de la transcendance. La foi est une raison sans frontière.

Dans la première moitié de ce siècle, le développement des sciences nous a fait prendre conscience, par la relativité et les quanta, qu'elle n'est pas devant le monde comme devant un « donné », mais

comme devant une œuvre à créer, et toujours en naissance.

Dans la deuxième moitié de ce siècle, la décolonisation, en nous rendant le contact avec les sagesse de trois mondes, a rendu possible un effort pour relativiser la « raison » occidentale, celle qui, avec Descartes, excluait la réflexion sur les fins, celle qui, avec le positivisme d'Auguste Comte, prétendait réduire le monde à la seule dimension des faits et de leurs lois. Celle qui, depuis Platon et Aristote, a élaboré une philosophie de l'être, au lieu d'une philosophie de l'acte. Dieu n'est pas un être, c'est un acte : l'acte de créer l'être. La raison de l'homme n'est pas le reflet des structures d'un être, elle est l'acte de la création continuée. Nos « produits » et nos institutions ne sont que le sillage fossilisé de notre raison créatrice.

Le débat sur la raison n'est pas un débat académique. La « raison » positiviste, infirme,

mutilée, est en train d'assassiner nos petits-enfants. L'obliger à devenir raison plénière, à réfléchir sur les fins et sur le sens, c'est l'empêcher de rester la servante de la « nécessité » et du « hasard » de Monod, d'une vie qui serait la « passion inutile » de Sartre, ou l'« absurde » de Camus.

Refuser la réflexion sur le sens et les fins, c'est mutiler l'homme de sa dimension transcendente : le monde n'est plus alors que l'arène sanglante où s'affrontent aveuglément les volontés de croissance et les volontés de puissance des nations ou des individus, avec leurs « équilibres de la terreur ». Le résultat, l'« événement », est alors, comme écrivait Marx, « quelque chose que personne n'a voulu » : une crise, une guerre, une Europe ne sachant que faire des viandes et du beurre de ses frigorifiques, et un tiers-monde voué à la faim, ou une archaïque bataille de l'école, oubliant le problème central : celui des fins de l'éducation et de l'éducation des fins.

L'épopée humaine de millions d'années peut aujourd'hui capoter : nous avons, pour la première fois dans l'histoire, les moyens techniques de détruire toute vie, si une raison plénière ne leur assigne d'autres fins.

Tenir les deux bouts de la chaîne : conscience des fins et de la foi, science des moyens et des techniques pour les réaliser.

En un siècle où le monde a changé plus qu'en des millénaires, il n'y a que les déjà morts qui n'ont jamais changé.

Pour ma part, à travers les communautés qu'une foi fait vivre : chrétiennes, marxistes, musulmanes (ou sagesse de l'Orient), et dont la complémentarité peut seule assurer la survie, je continue à croire, depuis un demi-siècle de vie militante, que la raison consiste à découvrir le point où l'acte poétique de création, l'action politique, et l'acte de foi, ne font qu'un.

## Les mille plateaux de la pensée

par Marc Guillaume

**L**A rationalité, cette modalité parmi d'autres de compréhension et de représentation du monde, n'a guère cessé, au cours de l'histoire de l'Occident, d'étendre ses domaines d'application et de repousser les autres modes d'appréhension. Elle s'est déployée dans l'espace des spéculations abstraites, dans l'explication du monde physique, dans la technique et, forte de ses conquêtes, elle a été appelée à fonder des explications globales de l'histoire et du social.

Ces déploiements de la raison dans de nouveaux territoires n'ont été ni successifs ni indépendants. Il a fallu d'autres conceptions de l'homme et de la société pour qu'une analyse rationnelle du monde physique soit possible, et inversement les progrès de la maîtrise de la nature ont conforté la généralisation de méthodes de

gestion rationnelles, mises en œuvre par de grandes organisations. Au cours de sa progression, la rationalité a écarté diverses considérations transcendantes (l'essence divine du nombre chez les Grecs, les cosmogonies religieuses du Moyen Âge). Elle a purifié les explications scientifiques de ce qui relevait de l'alchimie ou de l'astrologie, des croyances communes et des observations empiriques fragiles. Elle a enfin accompagné l'évolution des rapports de force en contribuant à modifier des positions traditionnelles ou éthiques, ce qu'illustre particulièrement bien le développement économique et ses rationalisations successives.

Mais cette extension de la rationalité, en même temps qu'elle affermissait la rigueur de vastes champs disciplinaires, n'en assurait ni le sens ni le fondement. Il est impossi-

ble de démontrer que le développement de ces champs rationnels (des mathématiques, de la technologie, de l'organisation économique) est lui-même rationnel. Il est même possible de montrer que c'est indémontrable.

A cet égard, la raison est comparable à ce que les mathématiciens appellent la raison d'une série et qui permet de la définir entièrement, mais à la condition de connaître le premier terme et les limites de validité. La raison aussi permet de compléter les systèmes, d'assurer leur cohérence logique et leur efficacité technique, mais elle n'éclaire rien des choix fondamentaux et les significations ultimes.

Les constructions rationnelles se sont donc édifiées sur du vide et, ce faisant, elles l'ont masqué. Elles ont ainsi rendu possible la croyance en une explication totalement rationnelle

du monde. Cette articulation d'une rationalité interne et de la croyance irrationnelle que celle-ci suffit à constituer le paradigme sur lequel se sont bâties les sciences humaines et sociales.

L'ère de cette croyance et des grands récits qui l'accompagnaient est close. Il y a même près d'un siècle que sa fin a été annoncée, le plus souvent sur un ton apocalyptique, tandis que l'affaiblissement et le morcellement des représentations dominantes, les crises, les répressions et les massacres ont achevé de discréditer, dans l'ordre des faits, les grands systèmes de pensée et en particulier le dernier d'entre eux, le marxisme.

Les grands récits et les explications globales ont donc cessé d'être crédibles. Un travail de deuil suffisant à cet égard a été accompli avec toutes les pensées de la fin qui se sont suc-

cédé depuis un siècle. Une fin qui n'est d'ailleurs pas nécessairement celle de la raison, mais devrait être seulement celle de son mésusage totalitaire qui a privé les hommes et les communautés de leurs responsabilités morales et de la maîtrise de leur destin.

S'il devient clair que la raison ne fonde jamais rien en dernière instance, elle peut retrouver, en une place seconde mais pertinente, une vigueur nouvelle. Cessant d'être une grande machine à produire une « vérité » d'un seul tenant, le monothéisme laïc des Lumières, elle n'en a pas moins sa place dans une multiplicité d'agencements locaux, d'isolats de la pensée. La raison doit se faire archipel pour que la dissolution déjà commencée des grands ordres — l'ordre économique, politique, médical, etc. — ne débouche pas sur une suite interminable d'affronte-

ments et d'instabilités. De nouvelles formes de lien social sont à inventer, non plus fondées sur de faux consensus, mais sur l'acceptation de dissensus à la fois radicale et pas nécessairement conflictuelle, sur le respect des différences et des indifférences. Car se débarrasser de la croyance que tout relève d'une commune mesure, c'est aussi changer le régime de la conflictualité. La carte des vérités sera certainement plus difficile à dresser, mais la rationalité, dans cette géologie complexe, restera une structure essentielle si elle sait respecter les fractures du social et les mille plateaux de la pensée.

● Economiste et sociologue. Professeur à l'université de Paris-X Dauphine et à l'École polytechnique. Auteur notamment de *L'Anti-économisme*, avec Jacques Attali (PUF), de *Le Capital et son double* (PUF) et de *L'Eloge du désordre* (Gallimard).

Sollicitude e  
par Don S...

... de la pensée...  
... de la science...  
... de la philosophie...



... de la pensée...  
... de la science...  
... de la philosophie...  
... de la politique...

صكزامن الأصل



## Sollicitude exagérée

par Dan Sperber

La raison a ses ardeurs défenses, ses révisions et ses contempneurs. La vérité de leurs débats n'a d'égale que le flux de l'enjeu. Plus rare, ou en tout cas plus discrète, sont ceux pour qui la raison est d'abord un ou plusieurs objets d'étude. Les logiciens étudient la rationalité abstraite, c'est-à-dire un ensemble de critères formels garantissant le bien-fondé d'une inférence ou d'une décision. Les psychologues, eux, étudient la raison concrète, c'est-à-dire la capacité qu'ont les êtres humains d'effectuer des inférences ou de prendre des décisions.

La raison humaine qu'étudient les psychologues est-elle conforme à la rationalité abstraite qu'étudient les logiciens ? Autrement dit, les inférences et les décisions humaines sont-elles bien fondées ? Si elles ne l'étaient pas du tout, nous ne serions pas ici en débatte. Homo sapiens, plus sans doute qu'aucune autre espèce animale, doit sa survie à ses capacités cognitives. Mais justement : la raison humaine, produit d'une évolution biologique, est remarquablement adaptée aux

validité s'impose à tous ceux qui les comprennent. La rationalité abstraite, en ce sens, est à elle-même sa propre défense. Les relativistes ont beau répéter que les principes logiques ne sont qu'en apparence universellement valides, ils n'ont pas encore trouvé le moyen de dissiper cette apparence, ou au moins d'expliquer d'où viendrait qu'elle soit si tenace.

Plutôt que de défendre ou d'attaquer la rationalité abstraite, il vaut mieux, là encore, étudier. Les critères de rationalité dont on dispose auront permis de mettre en lumière certaines faiblesses de la raison spontanée. Ils auront aidé au développement des connaissances scientifiques. Ces critères de rationalité sont toutefois incomplets ; ils ne permettent pas d'évaluer le bien-fondé de toute inférence ou de toute décision. Seule la logique de la déduction est assez bien comprise ; or les formes de raisonnement les plus communes ne sont pas déductives, mais « inductives ». En dépit de l'œuvre de philosophes tels que Popper, Carnap ou Goodman, les règles de l'induction



besoins cognitifs des premiers humains, ces primates bipèdes vivant de cueillette et de chasse.

La condition humaine s'est transformée ; le cerveau humain, lui, est resté le même. De plus en plus souvent, la raison a été employée à des tâches pour lesquelles elle n'était pas biologiquement préparée. Les résultats ? Ils laissent parfois à désirer : le raisonnement statistique spontané, par exemple, est d'une faiblesse notoire. Lorsque, tout de même, la raison s'acquiesce correctement de ses tâches nouvelles, c'est au prix d'exercices mentaux, pas moins surprenants que les contorsions physiques pratiquées par le yoga.

Aller au-delà de la raison spontanée en soumettant le raisonnement aux critères d'une rationalité abstraite : c'est de cette contorsion mentale originelle que procèdent les sciences. En procédant encore le projet souvent caressé, jamais mené à bien, de rationaliser la vie publique et privée. En procédant enfin de nombreux discours politiques et moraux tenus au nom de la raison, voire au nom de la science, mais qui n'en sont pas pour autant rationnels ou scientifiques.

La raison mentale, chacun croit en être si bien pourvu, et y trouve tant d'avantages, que nul ne songe sérieusement à s'en défendre. Il n'y a donc guère lieu de la défendre. Mais qui sait vraiment comment cette raison fonctionne ? Il s'agit donc de l'étudier. Depuis une vingtaine d'années, la psychologie cognitive a connu un remarquable essor, stimulé par le développement des ordinateurs et de la théorie mathématique dont ils procèdent, et aussi par la révolution chomskienne en linguistique. On est toujours loin de savoir comment les humains raisonnent, mais on commence à pouvoir formuler des hypothèses intéressantes et testables en la matière, comme en témoignent, entre autres, les travaux d'un Fodor ou d'un Johnson-Laird, et, dans le domaine du raisonnement statistique, ceux de Kahneman et Tversky.

La rationalité abstraite prend la forme de principes logiques dont le

demeurent obscures : l'existence même de telles règles est controversée.

Puisque notre raison spontanée n'est pas entièrement fiable et que nos critères abstraits ne s'appliquent pas partout, comment prétendre rationaliser la vie privée et publique sous tous ses aspects ? Il est douloureux, de toute façon, qu'il soit conforme à la raison de vouloir tout soumettre à la raison. Quant aux grands discours moraux et politiques tenus péremptoirement au nom de la Raison ou de la Science (avec majuscules, bien sûr), ils frisent l'imposture et visent surtout à conforter l'autorité de ceux qui les tiennent. Le vrai rationalisme en matière de morale ou de politique est, lui, prudent et modeste ; il est caractérisé par des interrogations et des hypothèses, plutôt que par des prescriptions.

A des arguments de raison, on ne peut opposer que deux types d'arguments : soit de meilleurs arguments de raison, soit des arguments d'autorité. Si, parfois, la défense de la raison déguise l'apologie d'une autorité, les attaques contre la raison, elles, ne se déguisent même pas : elles n'ont pas d'autre fondement que l'autorité réelle ou supposée de ceux qui les mènent, et pas d'autres moyens que la séduction ou le coup de force.

Une sollicitude exagérée pour la raison, qui traverserait une grande crise, qui serait bien malade, le pauvre, est le dernier moyen de séduction des contempneurs de la raison. La raison et la rationalité ne se portant pas si mal que cela. En fait de crise, ce qui se passe, au moins depuis le dix-huitième siècle, avec quelques à-coups mais sans catastrophe, c'est que mieux nous connaissons la raison et la rationalité, et plus nous nous rendons compte que nous nous rendons compte que leur étude, pourtant plus de deux fois millénaire, ne fait que commencer.

• Anthropologue. Auteur de *Le Savoir des anthropologues* (Hermann).

## Une fragilité féconde

par André Green

progressant en marche dispersée. La raison analytique décriée prenait sa revanche contre sa sœur dialectique.

En fait, la substitution de Lévi-Strauss à Merleau-Ponty prit un sens autrement important. Lévi-Strauss incarne un mouvement de pensée qui revendiquait le droit à une réflexion divorcée de la philosophie, parce que fondée sur une praxis (d'où la référence à Marx et à Freud, dont c'est peut-être le seul point commun). Une nouvelle « critique de la raison pratique » était née avec le structuralisme. L'allégeance scientifique du structuralisme devait nous protéger des aveuglements passionnels de l'engagement par une suspicion jetée sur le manifeste et l'actuel. L'occidentocentrisme infiltrait notre idéologie. Naquirent alors les analyses parallèles de Foucault sur la relativité historique du concept d'homme et de Derrida sur les concepts d'une métaphysique qui n'était propre qu'à l'Occident. Une nouvelle idéologie se mettait en place, adoptant les valeurs différentes fondées sur le relativisme, le refus des généralisations, l'exaltation de la subjectivation, le sujet calculateur se substituant au Moi hâssable et pour beaucoup, sinon tous, la défiance à l'égard du modèle mathématique. D'autant que celui-ci investissait maintenant des domaines au seuil desquels il piétinait pendant longtemps (biologie, linguistique et même une certaine psychanalyse, celle de Lacan).

On a dit qu'en 1968 les structures étaient descendues dans la rue. Si cela n'ébranla guère certains piliers du structuralisme — l'événement n'étant qu'une péripétie, — d'autres en furent affectés au point de mettre en doute le pouvoir qu'ils avaient accordé à cette raison analytique pratique. On assista alors à une protestation dépitée contre l'ossification structurelle. Le penseur-poète Nietzsche coiffa au poteau ses acolytes de circonstance. Marx et Freud, réunis naguère dans le triumvirat des philosophes du soupçon.

Il fallut redistribuer les cartes. L'intelligentsia porta son écoute du langage d'avantage du côté de la sémiotique, elle fut sensible aux accents d'une anthropologie moins détachée, et on commença à penser que Lacan n'était peut-être pas toute la psychanalyse (on redécouvrait Reich et Groddeck, on s'aperçut de l'existence de Winnicott de l'autre côté de la Manche). Mais ces *aggiornamenti* ne suffirent pas. Tandis que les structuralistes « sérieux » poursuivaient leur travail, l'intelligentsia se mettait en quête d'autres têtes chercheuses.

C'est à ce moment que la raison précaire des années 60 éclata sous deux tendances radicalement opposées. D'un côté, on assista à la résurrection de la pensée religieuse. A vrai dire, elle n'avait jamais été absente du débat — très tôt, Ricœur ayant croisé le fer avec Lévi-Strauss, — mais elle manquait, comme on dit, de base populaire dans l'intelligentsia. Elle l'acquiesça avec René Girard. A l'extrême opposé, du côté de la science, dédaignant la prudence d'un François Jacob,

Jacques Monod nous enjoignait d'opter pour une autre éthique, fondée sur la connaissance pour la connaissance. Raison pratique encore, mais cette fois purifiée de toute préoccupation sur la question du « comment penser pour mieux vivre ». Changeux devait tout récemment tirer les conséquences de ce que l'homme était neuronal — en fait machinal, — monté à l'assaut de la « Bastille du mental ». Entre ces deux pôles, que restait-il pour occuper la raison sociale intelligente ? Peu de chose si l'on excepte un philosophe pour lequel j'avoue avoir une inclination coupable : Michel Serres, parce qu'il est le seul à couvrir l'empan de la science à la poésie et au savoir populaire. Et Jean Starobinski. Quelques hirondelles ne font pas un autre mai.

Pourquoi un psychanalyste s'autorise-t-il à porter, sur un simple regard de survol, un jugement si tranché ? La participation de la psychanalyse selon Lacan à ce mouvement ne suffit certes pas à l'expliquer. La question est ailleurs, et voici mon hypothèse. Depuis une trentaine d'années, la raison sociale intelligente a joué au furet avec l'inconscient, avec la complexité d'une partie de la psychanalyse (celle qui est entrée dans le concert idéologique), cette dernière lui ayant partiellement fourni sa caution dans sa marche progressive et contribuant à ses déboires dans la régression. L'intelligentsia a, tour à tour et simultanément, exploité tel ou tel des aspects de l'inconscient en niant plus ou moins délibérément les autres, voire en les occultant.

Ainsi on en a hypostasié les propriétés formelles en méconnaissant sa part rebelle à toute formalisation. Ce fut le symbolique sans l'économique. Ou le contraire : l'énergétique sans les représentations. On a joué la structure contre l'histoire, ou l'inverse. Le corps y a été malmené de toutes les manières, tantôt soumis au traitement mathématique, tantôt exalté par une jouissance sautant par-dessus l'interdit (qu'on rapportait à une pure répression sociale), tantôt renvoyé à un soma biologique « inconscient ». L'Œdipe a été attaqué sur tous les fronts. On a réexhumé Malinowski invoquant ses variations culturelles, ou à l'inverse on lui a préféré une version en termes de jeux d'échanges, à la fois gratuits et référés à une organisation non significative. On l'a réduit à sa dépendance à des facteurs socio-économiques ou idéologiques (au sens péjoratif encore) ou rattaché à des « comportements » explicables par une véritable mythologie organiciste d'infrastructure cérébrale. Et comme on n'est jamais à court d'arguments, on est revenu aux références plus profondes de l'« être » en lui opposant sa nature d'étant. Parfois l'on voulait bien de l'inceste, mais on ne trouvait pas de place au parricide. Parfois, au contraire, le parricide était sanctifié, mais l'inceste devenait un enjeu misérable, trop limité pour notre besoin de renouvellement transgressif. Une solution habile consistait à le noyer dans les marées de la libido balayant une vue trop familialiste. Le plus habile rejet dictait la réponse : « l'Œdipe, et alors ? ».

La cellule simple du complexe : parricide, inceste et filiation maudite restait intolérable. On dirait que l'intelligentsia a répondu à cette théorie comme si elle parlait de faits auxquels il fallait opposer une autre vision des choses, alors qu'elle tentait de cerner des fantasmes organisateurs. Fragilité des sublimations.

Soyons justes. La psychanalyse elle-même a prêté la main à ces distorsions, soit parce qu'elle a subi la séduction combinée du religieux et du scientifique — c'est ce que je pense de la théorie lacanienne, sans pouvoir, faut de place, le prouver ici, — soit parce qu'elle a été effrayée de ses propres découvertes, elle s'est renoncée à elle-même en cherchant son salut chez des auteurs qui se situent aux antipodes de sa découverte.

Car c'est bien de raison que Freud nous parle quand il écrit : « La voix de l'intellect est basse, mais elle ne se tait qu'on ne l'ait entendue ». Mais pour Freud l'intellect ce n'est pas le cognitif, comme disent nos psychologues contemporains. Et sa raison n'est ni celle de la science officielle ni celle de la philosophie. Car il ne s'agit pas d'opposer rationnel et irrationnel, ou raison et déraison, mais d'abord de renoncer à identifier psychique et psychologique (lequel ne peut en effet qu'être opposé à biologique et au social), ou philosophique (qui toujours reviendra à poser la question du métaphysique). Il s'agit d'abandonner nos conceptions traditionnelles sur l'un et de concevoir la raison psychique comme résultat du conflit entre rationalités différentes, opposées, agonistes et antagonistes, où nature et culture sont saisies dans leur entrelacs et leur articulation. Bref, il s'agit avec Freud de s'introduire à ce que les scientifiques ont découvert sous le nom de complexité et que les outils actuels de la science semblent incapables de penser. Celle-ci appelle des références autres ; au conflit certes, mais aussi à l'hétérogène, au pluriel, à l'équilibre précaire entre dedans et dehors, à la fragilité féconde et aléatoire. Ni mystique ni mécanique, peut-être une raison hasardeuse.

Cette raison plurielle n'implique pas que l'on recoure à la multiplicité fragmentaire et protéiforme par une hystérie de la pensée. On ne ferait qu'y retrouver l'unité en chaque fragment particularisé et même relativisé. Même la mosaïque fait figure d'unité. Repenser l'Un de notre raison, ce n'est pas non plus l'irrationaliser pour mieux revenir à Dieu. C'est plus difficilement encore définir le rapport à l'Autre (sur cela nous devons quelque chose à Lacan, mais moins qu'il le croit) pour faire naître au lieu et place où il était déjà (cela est de Freud, non de Lacan). Sans pour autant se concevoir comme Un. La raison plurielle, autre manière de penser l'Un, est l'issue de pensées dont l'une au moins ne peut le penser, sans que l'autre qui y parvient n'en soit affectée et minée jusqu'à sa racine. Et c'est de cela que naît le tiers, constitué-constituant.

• Psychanalyste. Auteur notamment de *Discours vivant* (PUF), *Hamlet et Hamlet* (Balland), *Narcissisme de vie, narcissisme de mort* (Mimmi).



## Micro en Périgord

Quand le service public réinvente la « locale ».

UNE vraie radio de pays qui parle de la région et des gens qui y vivent, avec une telle complicité qu'elle risque bien d'exclure l'auditeur égaré qui ne serait pas du coin. Des animateurs qui sifflent la campagne et tendent leur micro au paysan, à l'artiste, au bûcheron, au menuisier, au coiffeur. Et puis des journalistes qui font de la locale et dont les politiques et les lobbies ont vite compris l'indépendance... et la liberté. Une radio libre, quoi. Elle en a écrite bien le titre - trop souvent usurpé - et il serait injuste que sa filiation avec le service public de Radio-France (ch'ouï) prive cette Radio-Périgord du plus flatteur des compliments...

Quelle histoire ! Bergerac en émoi, la presse sur les dents, un curé sur ses gardes, des jeunes filles sous le charme, et les amateurs de tennis sous le choc... Ah ! le quotidien *Sud-Ouest* peut se vanter d'avoir semé dans le département une belle confusion ! Ainsi donc, si l'on en croit la une de son édition du 1<sup>er</sup> août, le champion de tennis Ivan Lendl - photo du héros à l'appui - épouserait, dix-huit jours plus tard, en l'église de Bergerac, une jeune Périgourdine de vingt-deux ans.

La nouvelle a fait l'effet d'une bombe dans la rédaction de Radio-Périgord. N'était-ce pas le type même de nouvelle croustillante à souhait, capable d'égayer agréablement le journal de 18 h 30, au sommaire duquel on prévoyait déjà un reportage sur un conflit du travail, une enquête sur les récoltes de la région, et un point sur la météo et les problèmes de la sécheresse ? Deux jeunes journalistes ont donc sauté dans une voiture pour aller recueillir de vive voix les confidences de la fiancée championne. Las ! Point de confiance ni d'accueil amical. La jeune élue s'enferme, raccroche au téléphone et fait tout démentir. La mairie, en revanche, reconnaît l'existence d'une démarche auprès de l'état civil, le curé se dit scandalisé par l'initiative de *Sud-Ouest*, et puis s'emmêle dans tous ses démentis, avant de disparaître ; enfin, les enquêteurs malins découvrent assez vite qu'une liste de mariage au nom de Lendl et de son héroïne a été déposée dans un magasin de la ville... Toute la région en parle ; l'affaire fera donc le premier titre du journal du soir sur Radio-Périgord.

Périgord, comme le comté du même nom, à cheval sur la Dordogne et le Lot-et-Garonne. Périgord, et non pas Parigord, comme *Sud-Ouest* avait ironiquement baptisé la station, peu avant son lancement, pour railler son origine parochiale, et dénoncer un « parachutage » qui ne pouvait en rien concerner les Périgourdins. C'est qu'il ne fait pas son provoqueur sur son fief pareil monopole ! L'intruse le comprendra, ignorée, quoi qu'elle fasse, du très puissant journal, qu'elle cite pourtant chaque jour dans sa

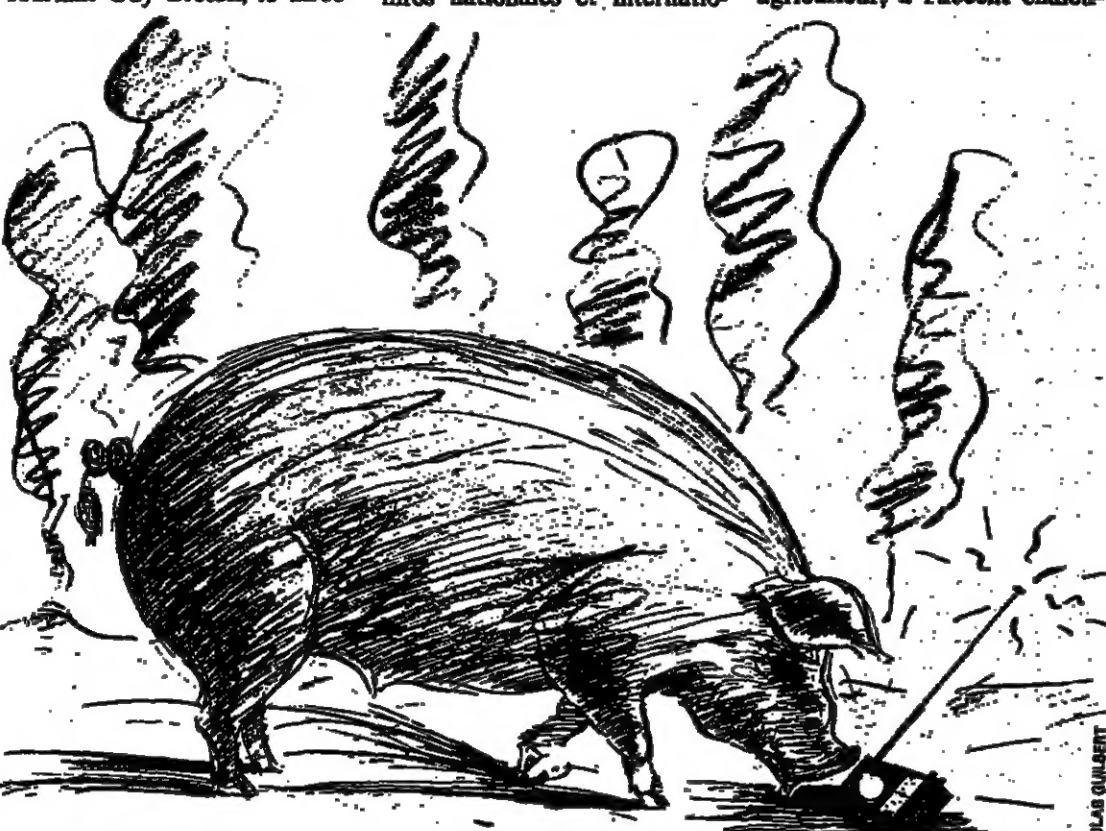
revue de presse : l'équipe, native en majorité de la région, se fera une raison : la *Dordogne libre* (du groupe *Sud-Ouest*) l'*Echo Dordogne*, et l'*Agriculteur de Dordogne* ne lui ont-ils pas réservé le plus aimable des accueils ?

Et puis, que n'a-t-on pas dit sur elle, avant même qu'elle ne naisse, à l'automne 1982 ! « Radio-Filliole », ont accusé certains, enhardis par quelques déclarations du ministre de la communication, favorable à ce type de radio locale publique, et prenant comme preuve la subvention de premier équipement (3 millions de francs) consentie à la radio par un conseil général majoritairement de gauche. « Radio-Guéné », ont hurlé quelques autres, soupçonnant la radio, qui avait délaissé Bergerac pour s'installer à Périgueux, d'une connivence coupable avec le maire et député RPR.

« Non-sens », commente en souriant Guy Breton, le direc-

teur de Radio-Périgord. « Par leur travail, et leur fermeté, les journalistes de la station ont prouvé leur professionnalisme, leur indépendance et leur crédibilité. Il appartient à eux seuls de sélectionner, traiter, commenter les informations locales. Et plus personne ne songerait à les critiquer. »

Pas même le vice-président communiste du conseil général, qui affirmait, il y a peu, que « cette radio pourrait faire croire au pluralisme », ou même M. Guéna, lequel a avoué un jour n'avoir « rien à reprocher » à Radio-Périgord. « Certains hommes politiques, notables et autorités diverses, ont dû être déçus, au départ, de n'être pas considérés comme des interlocuteurs obligés, raconte un jeune journaliste. Et c'est été tellement plus simple, parfois, de leur tendre le micro. Mais nous fuyons, autant que possi-



naux d'Inter ! Les expériences de collaboration et de liaisons multiples avec trois autres radios de service public (1), tentées ponctuellement pour reconstituer ensemble la grande région Aquitaine, semblent en revanche avoir beaucoup déçu. Mais la dimension régionale a-t-elle encore un sens à la radio ?

« Que feraient les Périgourdins d'informations concernant le gémage, la pêche ou les véliplanistes ? demande un animateur originaire du Périgord. Tous ces sujets idéaux pour une radio du sud de l'Aquitaine ne concernent pas la vie des gens de chez nous. »

« Le pays, c'est une communauté d'activités, de soucis, de loisirs. C'est comme une grande famille, dont la radio fait partie. »

Guy Breton aussi se félicite de la taille idéale de la zone de Radio-Périgord, et de la chance que représente l'homogénéité culturelle et économique entre le pays et le département.

« Seule chance de démystifier la radio et les gens qui l'animent, explique à son tour un joyeux drille du matin. Ça n'est pas pour rien que nous sommes installés au cœur même de la ville ; ça n'est pas pour rien que nous demandons aux auditeurs de venir retirer leurs cadeaux à la station. Nous souhaitons les voir, comme nous souhaitons qu'ils nous voient. Nous voulons casser les distances, et rompre l'anonymat que symbolisent jusqu'à présent radios nationales et régionales. Car c'est bien cela la nouveauté des radios locales : les auditeurs savent où fonctionne la radio, où ils peuvent venir discuter et éventuellement s'exprimer. On y perd en mystère, on y gagne en spontanéité, en communication ! »

Témoins ces visiteurs de la campagne qui, venus à la ville pour faire leur marché, pous-

sent timidement la porte de la grande bâtisse de Radio-Périgord afin de mettre un visage sur des voix appréciables. Témoins ces auditeurs qui se bousculent au standard pour apporter leur témoignage et quelques souvenirs pour l'émission « Mémoires du Périgord ». Témoins ces croissants qu'apporte le boulanger à l'équipe du matin ou ces confiseries inondant les standardistes au moment des fêtes. Des gestes d'amitié auxquels les quarante collaborateurs de la radio, recrutés, quelle que soit leur tâche, avec le même souci de construire une équipe, sont loin d'être insensibles ; les veillées dans un village, les jeux-défis du samedi entre deux communes, les « portraits à domicile » de Périgourdins, ou les balades à la campagne leur fournissent d'autres occasions de rencontrer leurs auditeurs et de les faire parler, y compris en patois : il en faudrait bien plus à Alain, l'agriculteur, à l'accent chaleu-

seux du Lot-et-Garonne, pour être pris au dépourvu. En novembre prochain, un sondage devrait enfin donner quelques indications chiffrées sur l'audience de la radio. « Nous n'en faisons pas une religion », déclare Guy Breton ; mais nous ne pouvons pas continuellement faire une radio d'intuition, ni construire à l'aveuglette une programmation. Il est important pour nous d'avoir désormais quelques repères. » Une occasion aussi de situer Radio-Périgord par rapport à ses concurrentes. « Des concurrentes ? Le mot est incorrect, remarque un journaliste. Les quelques radios privées de la région se situent, le plus souvent, sur un créneau très différent, essentiellement musical. L'une d'elles aurait pu être Radio-Périgord mais s'est laissée piéger à vouloir nous imiter. » Une station a même entrepris, un moment, de diffuser, sans citer, quelques reportages et correspondances de France-Inter. Il est vrai qu'aucune radio privée n'est près d'égaler le budget (7,5 millions de francs) de Radio-Périgord. Le prix à payer, sans doute, pour ce cadeau aux Périgourdins.

ANNICK COJEAN.

(1) Radio-Bordeaux-Gironde, Radio-Landes, Pau-Bayonne.

### La communication en Aquitaine

Le prochain numéro du *Monde* d'aujourd'hui daté 28-29 août publiera quatre pages spéciales consacrées à la communication en Aquitaine, à l'occasion de la cinquième Université d'été de la communication, organisée du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre, à Carcassonne-Moussoulon (Gironde), par le Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle d'Aquitaine et le conseil régional.

## Médias du Monde

### Le raz de marée américain sur les télévisions du monde

De Los Angeles à Tokyo, les programmes de télévision circulant sur la planète dans tous les sens. Mais, sur la carte des échanges internationaux, un itinéraire privilégié prend son départ des Etats-Unis, une « méga-autoroute des images » à directions multiples : l'Amérique latine, l'Europe, les pays arabes et l'Asie. En matière de programmes télévisés, les exportations américaines se portent à merveille.

C'est du moins ce que ressort d'une étude sur « le flux des programmes » publiée dans le dernier numéro de *Problèmes audiovisuels*. Un dossier qui exploite les résultats d'une enquête de l'UNESCO, portant sur la programmation télévisuelle de cinquante pays, sur cours d'une période fixe du 31 janvier au 13 février 1983. Les Etats-Unis contrôlent 60 % du marché international. Et ils n'accablent... que 1 % de productions étrangères dans leur programmation totale ! Derrière eux, c'est le Japon qui résiste le mieux aux importations, avec un taux très bas : 5 %.

La contre-offensive de la télévision japonaise, en collaboration avec les sociétés cinématographiques, a permis de refouler, grâce à la production intérieure, les séries américaines qui inondent le petit écran.

Dans les autres pays du monde, les produits importés équivalent en moyenne au tiers de la programmation totale. Mais des disparités importantes existent : 30 % de produits importés dans les pays d'Europe de l'Ouest, 25 % dans ceux d'Europe de l'Est, 35 % en Asie, 42 % dans les pays arabes, 50 % en Amérique latine. Une situation qui n'a que peu évolué ces dix dernières années. Pourtant, certains pays d'Europe font exception. De 1974 à 1983, la République fédérale d'Allemagne, la Finlande et la Norvège ont réussi à diminuer leurs importations de 9 % environ (les deux chaînes allemandes ARD et ZDF, par exemple, passent respectivement de 23 % à 14 % et de 30 % à 21 %, la Norvège de 39 % à 30 %), tandis qu'à l'opposé, l'Italie, la Grande-Bretagne et surtout la France ont accru les leurs.

En France, les acquisitions à l'étranger ont crû de 9 % à 17 %. Une augmentation spectaculaire qui s'explique par l'importation croissante d'émissions pour enfants (notamment japonaises) et de fictions, américaines le plus souvent. Le quota fixé à 50 % de films français sur les chaînes est d'ailleurs tout juste respecté.

### Les chaînes de télévision américaines bouleversent le jeu

Panique à Hollywood. Selon une enquête de *Business Week*, les trois grandes chaînes de télévision américaines - celles que l'on appelle les *networks* - auraient toutes décidé de changer leur fusil d'épaule et de se passer de plus en plus des producteurs de Hollywood. ABC, CBS et NBC ont déjà commencé à confier la réalisation de leurs émissions de fiction à d'autres petits studios ou ont carrément décidé de produire eux-mêmes. Les coûts de production et certaines structures hollywoodiennes sont parmi les principales raisons mises en avant. En fait, les *networks* cherchent à développer leur empire sur le marché de la redistribution, estimé à 900 millions de dollars. La réglementation américaine est en effet désavantageuse aux *networks* puisqu'elle ne leur confère qu'une faible partie des droits. Obstacle qu'ils cherchent donc à contourner en produisant eux-mêmes.

● Rectificatif. - Le périodique américain *Advertising Age* est un hebdomadaire et non un bimensuel comme un erreur de transmission nous l'a fait écrire dans « Médias du monde » du 12/13 août.

A l'échelle de l'ensemble des pays d'Europe, 70 % à 73 % de la programmation reste nationale. Mais les produits importés - 44 % issus des Etats-Unis, 36 % des pays de la CEE - sont généralement diffusés aux heures de grande écoute, contrairement au Japon qui réserve ses heures de large audience à la production intérieure.

Dans les pays d'Europe de l'Est, si la moitié des importations provient du bloc soviétique (dont 21 % d'URSS), la RFA, la France, et même les Etats-Unis, dans une proportion infime, constituent aussi des sources d'approvisionnement. Au cours de la dernière décennie, une tendance à l'accroissement des importations (essentiellement des films) est sensible en Hongrie, en RDA et en Union soviétique.

C'est en Amérique latine que les Etats-Unis trouvent leur terrain de prédilection : le moitié de la programmation télévisée y est importée, dont 75 % en provenance d'Amérique du Nord.

Les importations des pays arabes sont issues pour un tiers seulement des pays de la même région, pour deux tiers d'autres parties du monde... principalement des Etats-Unis. En Egypte par exemple les programmes américains représentent 54 % des produits étrangers.

Si la vigueur des exportations américaines est évidente, les productions étrangères ne rencontrent que peu de succès auprès des téléspectateurs d'outre-Atlantique. Même si, depuis 1980 des propositions d'émissions européennes se sont multipliées, sur CBS-étoile en particulier. Mais TéléFrance-USA, réseau de diffusion par câble de programmes français fondé en 1976, a dû cesser ses activités à la fin de 1983, faute d'un public suffisant pour assurer sa rentabilité. Une des solutions les plus évoquées est le recours aux coproductions, surtout en Europe. Coproductions qui, si elles permettent de réunir de gros budgets, se heurtent encore au protectionnisme des marchés, à des problèmes d'ordre linguistique, au nationalisme des organismes. L'étude laisse le débat ouvert. Pour contrecarrer le flot des importations américaines, il faudrait d'abord infliger le sentiment d'une pénurie d'émissions de qualité, et répondre à une question : où sont produits les programmes à diffuser ?

VIVIANE CHOCAS.

● Problèmes audiovisuels, n° 20, juillet 1984, INA - Documentation française.

### Projet de coopération radiophonique entre la France et la Guinée

Une mission française devrait se rendre au mois d'octobre en République de Guinée pour y évaluer les besoins en matière de coopération radiophonique. Cette décision a été prise lors d'une rencontre entre le ministre délégué chargé de la coopération et du développement, M. Christian Nucci, et le ministre guinéen de l'information, le capitaine Mohamed Traore, au début du mois d'août en France.

### Une édition japonaise de Newsweek

Selon l'hebdomadaire d'affaires britanniques, *The Economist*, son confrère américain *Newsweek* préparerait une édition japonaise. Ce n'est pas la première initiative du genre : les mensuels *Fortune* et *Scientific American* l'ont déjà précédée. *Newsweek*, qui proposera 85 % d'articles traduits et 15 % spécialement rédigés pour sa version japonaise, s'accommode d'une diffusion de 100 000 exemplaires un an après le lancement. L'hebdomadaire diffuse déjà aujourd'hui 48 000 exemplaires en langue anglaise.

### Se vendre en images

VENDRE son image : mode ou nécessité ? Pour trouver un emploi, on connaît la lettre à l'entreprise et les petites annonces. Certains s'étaient risqués à de plus longues réclames de leurs mérites dans la presse quotidienne. Bandes dessinées, curriculum vitae éblouissant, or de désespoir, tout semblait avoir été tenté. Philippe Merle, vingt-quatre ans, diplômé de l'Institut supérieur de gestion (ISG), franchit un nouveau pas. A l'ère du vidéo-clip, pourquoi refuser le support de l'image ?

Déjà, certaines entreprises de pointe ont remplacé le traditionnel entretien par un face-à-face du candidat avec l'œil froid de la caméra. Et les instituts de préparation privée de fleurir... Philippe Merle renverse cette proposition. Plutôt que de subir la caméra, il l'utilise à son profit en concevant, tournant et envoyant aux agences une

demande d'emploi fixée sur une cassette. Son idée de base : vendre c'est convaincre. Son prolongement : se vendre bien, c'est prouver sa capacité à convaincre des personnalités connues de participer à mon entreprise. Et, en effet, faire déclarer des vers sur la publicité à Alain Gillot-Pétre, à Jean-Claude Bourret ou à Laurent Broomehead, est un tour de force.

Moderne jusqu'au bout, Philippe Merle a assuré le financement de son vidéo-clip en se faisant sponsoriser. Il a essayé et il a réussi. 45 % des personnes contactées lui ont répondu, contre une moyenne de 3 % de réponses aux demandes d'emploi par lettre, affirme-t-il. D'autres suivront sûrement son exemple. Attention, madame l'ANPE, vous êtes menacée de restructuration !

E. B.

Gérard A  
La pun





Boîte aux lettres française (1869).

## Meurtre

Le cas si particulier de M<sup>me</sup> Corinne Parpalet pose, certes (il n'est que de lire les nombreux commentaires de la presse), de multiples et difficiles problèmes psychologiques, éthiques et juridiques.

Ne peut-on pas dire que le sperme, même congelé, du mari décédé appartient à sa femme (de même que l'ovule de la femme appartient à son mari) ? Dans l'union de l'homme et de la femme, le sperme et l'ovule sont le bien commun du couple.

Cet enfant va naître d'un ovule orphelin de père (avec quelque dévotion, on pourrait ici rappeler le mot cruel de Jules Renard dans *Poli de carotte* : « Tout le monde ne peut pas être orphelin », réflexion qui, il est vrai, a chez lui un sens différent). Même si, par un éventuel nouveau lien conjugal de sa mère, cet enfant trouve un père nourricier et éducateur, quelle réaction manifesterait-il s'il découvrait un jour dans quelles conditions très particulières il est né ?

Sans porter de jugement malveillant, on peut toutefois se demander aussi quelles motivations profondes poussaient cette jeune femme veuve à avoir, coûte que coûte, un enfant (pour lui ? pour elle ?). Mais, sur ce point, il est évidemment difficile et délicat de « juger » des intentions.

Malgré, au-delà de ce cas, un aspect de cette affaire « me semble logiquement devoir rimer à la base le fatidique argument des partisans quasi inconditionnels de l'avortement ou de l'IVG qui prétendent que, privé de conscience, l'embryon peut être supprimé. Or dans le jugement du tribunal de Créteil qui or-

donne la restitution à l'épouse du sperme congelé de son mari décédé, nous lisons : «...La présente espèce concerne une sécrétion contenant le germe de vie » (c'est moi qui souligne). C'est clair : ce sperme contient déjà de la vie ; s'il est germe de vie, il est donc déjà de la vie. A plus forte raison, donc, le fœtus, dès sa conception, qui résulte de la fusion de deux germes de vie, le spermatozoïde et l'ovule, est déjà une vie : le supprimer est donc un « meurtre ».

Les « défenseurs des droits de la femme » (il n'est pas question de nier ceux-ci), qui chantent victoire à la suite de ce jugement, sont (pour employer l'expression de M<sup>gr</sup> Julien dans le *Croix du 3 août*) en pleine incohérence majeure : d'une part ils proclament que ce sperme congelé va créer de la vie (et c'est vrai), mais, d'autre part, ils prônent, dans certaines conditions, l'avortement ou l'IVG, c'est-à-dire qu'ils sont partisans de la suppression d'une vie déjà « en marche » dans le sein de la mère, qui abrite et nourrit deux germes de vie qui n'en font maintenant plus qu'un. Comme la graine d'une plante (si on détruit la graine, il n'y aura pas de plante), cet embryon contient, lui, tous les éléments de son développement progressif, immédiatement commencé dès l'instant de sa conception (et même avant, pourrait-on dire, si l'on prend dans toute sa force l'expression germe de vie). La vie est déjà là, « en puissance ». L'amorce d'une vie, c'est de la vie.

BERNARD FARGE  
(Thionville-Belux).

## « Juifs entre eux »

Dans votre numéro daté 5-6 août 1984 (supplément « le Monde Aujourd'hui »), vous avez publié une « enquête » de Gérard Fellous, intitulée « Juifs entre eux ».

J'ai l'obligation, dans le cadre de mes responsabilités, de constater et de dire que ce prétendu panorama fourmille d'erreurs, d'imprécisions, de partis pris et d'erreurs. Sa conclusion péremptoire : « D'ores et déjà, la synagogue n'est plus dans la synagogue » est, du reste, contredite par des indications qui précèdent dans la même colonne.

D'ailleurs, à la suite d'un colloque de la jeunesse juive dont il a été rendu compte, il y a quelques semaines, par votre journal, la conclusion était alors la suivante : « Les synagogues se remplissent et les centres communautaires se vident ». Alors, qui croit ?

Il est pour le moins paradoxal d'écrire (à quelques lignes de distance) que « les grands temples se vident » et que « cinq cents personnes se pressent à la (grande) synagogue de la rue Buffault ». On

pourrait en dire de même de la (grande) synagogue de la rue des Tournelles, qui ne figure pas dans l'itinéraire décrit.

D'autre part, il est faux de prétendre que la grande synagogue de la rue de la Victoire était fermée un vendredi soir, alors que les offices y sont célébrés régulièrement, sans aucune discontinuité.

Il est également inexact d'écrire successivement que les classes de Talmud Thora dépendent du rabbinat « sont désertées » (5<sup>e</sup> colonne) ou « se vident » (8<sup>e</sup> colonne) alors que les effectifs des élèves ont sensiblement augmentés en 1983-1984 et qu'ils s'élèvent, globalement, à plus de quatre mille dans la région parisienne pour les seuls centres contrôlés par le Consistoire de Paris. Mais l'enquêteur n'a pas pris la peine de s'informer directement sur ce point.

EMILE TOUATI  
Président du Consistoire  
Israélite de France.

## Poésie

### Gérard Arseguel

#### La punition

Le froid qui sombre la pluie fine et serrée sur le chêne. Tout fut ainsi toujours (le fond de l'œil le fond de la mémoire) ou les hangars des granges dans le soir	durera (quelque jour) on ne sait pas que le rire du temps La terre les retient ou l'écrit noir de quelque blanc les fleurs le printemps pâle (toute la sève sous les draps).	la punition plus loin ou l'oubli
---	---	---

Gérard Arseguel est né en 1938 à Toulouse. Il vit dans les Alpes-de-Haute-Provence et collabore aux *Cahiers du Sud*, *Critique*, la *NRF*. Contre toute attente, cofondateur de la revue *Mentale*, il a notamment publié : *Une méthode de discours sur la lumière* (Gramma), *Décharges* (Christian Bourgois), *les Bleus du procès* (F.-P. Lohes), *Main basse pour Mousba* (Passage), *l'Arrivée sur le littoral* (F.-P. Lohes). Dans une lumière qui voit, les mots tracent des lignes de fuite. L'œil s'enivre de métamorphoses.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.

## ZEP, ZUP, ZUT

Je me suis demandé si la « NDLR » de l'article « Devoirs de vacances » du 24 juillet 1984 était teintée d'ironie.

ZEP, au sens utilisé dans l'article, veut dire Zone d'éducation prioritaire et non Zone d'environnement protégée, zone qui existe bien entendu, mais qui s'applique à tout autre chose.

En fait, je commence à en douter, car elles découlent toutes les deux de la même volonté : nous protéger dans des milieux où nous sommes en danger, à l'abri des intempéries du monde (ZEP), de l'environnement (autres ZEP), du niveau de l'urbanisme (ZAC, ZUP, ZIF, ZAD...) ou autres.

Nos bureaucrates signent « Z » comme Zorro, une Zedmanie ultraprotégée (ZUP) les possède : tous

les Français se retrouvent au moins dans une zone, mais derrière ces sigles la réalité est tout autre : j'habite une Zone accidentée catastrophique (ZAC), tu vis dans une Zone inégalement dotée (ZIF), il y a une Zone absolument démolie (ZAD)...

Les Zones d'enfants paumés (ZEP) se retrouvent bien sûr dans les Zones d'environnement pollué (ZEP bis). Il y a en même temps dans une Zone pour intelligences réduites et scientifiques traumatisées (ZIRST). Si, si, elle existe !

Bref, nous sommes tous des zornards.

MARC DESAINT  
(Aubenas).

## Publicité

### Demain on enlève le reste

LES Parisiens, si chatouilleux lorsqu'on touche à leur décor, ne s'en sont pas encore aperçus. Cinq cent cinquante panneaux publicitaires qui dépareraient les rues du centre de la capitale ont disparu en quelques mois. Cela s'est fait discrètement, et, par définition, la propriété ne se remarque pas. Ce nettoyage n'est pas terminé, mais il est le premier résultat de la nouvelle règle du jeu imposée aux publicitaires par un arrêté signé par M. Jacques Chirac en décembre 1983.

Certes, la réclame était déjà réglementée depuis longtemps dans Paris, mais, comme ailleurs, les textes n'étaient guère appliqués, et c'était plutôt la loi de la jungle qui régnait. Une loi votée en 1979 oblige désormais chaque département à élaborer une réglementation précise et une carte déterminant les zones de restriction et de liberté publicitaires. Un groupe de travail composé d'élus, de fonctionnaires, de représentants d'associations et de professionnels a travaillé pendant deux ans à Paris pour tenter de concilier les exigences des protecteurs et celles, évidemment contraires, des publicitaires. Il en est résulté un « plan de la publicité » qui a été accepté par la commission des sites (le *Monde* du 24 juin 1983), adopté par le conseil municipal, puis rendu obligatoire par un arrêté du maire en décembre dernier.

La ville a été divisée en trois zones principales. Dans les huit arrondissements du centre historique, le long des quais de la Seine et des canaux, autour des parcs et jardins — soit plus de 40 % de la superficie de la capitale — la publicité est soit interdite, soit strictement limitée. Dans les arrondissements dits périphériques (du neuvième au vingtième), la publicité est permise,

mais limitée. Enfin, aux portes de Paris, près des gares et dans certaines artères très commerçantes, la publicité bénéficie d'un régime dit « élargi », qui autorise toutes les fantaisies.

Tout cela a été délimité sur une carte au mètre près. Le groupe de travail qui a élaboré le document a été chargé d'en suivre l'application et de rectifier le tir si besoin est. Cet organisme, animé par M<sup>me</sup> Nicole Chouraqui, adjoint au maire chargé de la publicité, poursuit sa mission avec application. Il se réunit tous les samedis, fait le bilan du « nettoyage », enregistre les réclamations des uns et des autres, examine les innovations proposées par les professionnels. En matière de publicité, on ne fait plus à Paris n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment.

Le bilan des six premiers mois d'application du « plan de la publicité » est encourageant. Dans le centre, où la réclame est interdite ou strictement bridée, on recensait l'an dernier 3 300 panneaux muraux : 537 ont disparu et 150 autres, réduits leur dimension. Sur les 400 panneaux scellés dans le sol, une vingtaine ont été enlevés. Sur les quais, l'élargissement des supports d'affiches est bien entamé, notamment à la hauteur du seizième arrondissement. Mais, dans le douzième, le treizième et le quatorzième, le Port autonome de Paris, qui loue des emplacements, rechigne à y renoncer. Il a déposé un recours devant les tribunaux contre l'arrêté de M. Chirac. Quant aux panneaux situés sur les talus du RER dans le quinzième arrondissement, la SNCF devra les démonter d'ici deux ans maximum.

M. Jean-Claude Decaux, lui-même, doit se plier à la nouvelle règle du jeu. Vingt de ses abrisbus

Le Monde est en deuil. M. Savary part. Pleurons.

Pleurons, en effet, mais non pas de réformes pieuses qui a fait tant de ravages dans un domaine où la gangrène sévit, hélas ! depuis plus de dix ans. Pleurons plutôt les élèves qui ont pâti et qui vont pâtir des éducatrices délinquantes des pseudo-pédagogues qui, pour justifier leur sinécure, font et disent n'importe quoi.

Les « grands travaux » de Savary (voir le *Monde* du 19 juillet) ont donné naissance au tuteurat, destiné à encadrer les collégiens et à aider les élèves en difficulté.

Ayant constaté les dégâts dont sont victimes les élèves en quittant l'école primaire — 28 % éprouvent le plus grand mal à lire et à écrire le français, — Savary veut mettre en place le même système dans les collèges, puis dans les lycées et, pourquoi pas, dans le supérieur. Les élèves ne savent pas lire à douze ans ? Qu'ils suivent leur propre rythme au collège. Ils maîtrisent mal le français ? Qu'on leur en enseigne moins. Ils sont malheureux ? Qu'on leur apprenne de moins en moins de choses, puisque tout le monde sait que le bonheur et le travail sont incompatibles et que seuls les ignares peuvent être heureux.

Ainsi on supprime des cours et on y substitue des activités ludiques (on élève des escargots, on plante des jardins, on construit des étangs, tout pour éviter d'instruire).

La plupart des enseignants s'opposent à cette démission intellectuelle et politique qui est d'une irresponsabilité criminelle. L'objectif de « rénover » 15 % des collèges par an n'ayant pas été atteint en 1983, Savary a décidé d'imposer le « volontariat » dès la rentrée 1984, trahissant ainsi ceux qui le croyaient sur parole. C'est beau, la concertation... C'est dans ce contexte que la

décision de créer des zones d'éducation prioritaire devient savoureuse. Les besoins réels des élèves n'y sont pour rien :

« Dans le cas où l'élaboration d'un projet spécifique de la zone se révélerait impossible et après qu'auraient été offertes aux équipes concernées toutes les aides utiles, il conviendrait de ne plus considérer ces zones comme prioritaires en 1983 » (circulaire n° 82-800).

Bref : si vous ne mettez pas en place des « projets éducatifs », on ne vous donnera plus les moyens financiers nécessaires pour lutter contre l'échec scolaire.

Avec ce chantage cynique doit disparaître la liberté pédagogique des enseignants, obligés de se soumettre aux théories de Legrand & Co, ce qui revient à imposer une seule façon d'enseigner, de penser, d'agir, à nier le droit à toute méthode qui ne soit pas celle du gourou. C'est un parfait exemple de l'esprit totalitaire.

Savary et ses plumeaux de service dans la presse bien-pensante disent sans cesse qu'il faut adapter l'école. Mais à quoi ? A une société où règne la seule loi de l'argent, où le patronat a besoin d'une main-d'œuvre peu ou pas qualifiée ? C'est ça, adapter l'école aux « besoins sociaux ». Il s'agit donc de changer l'école et la mentalité des enseignants pour mieux servir le capitalisme. Il n'est question nulle part dans tous ces beaux discours de changer la société. Et on a le culot de parler du « changement » et du « conservatisme » du corps enseignant !

Savary est parti. Legrand et Proat, le SGEN et le SN-PEG, le CPEF et le capitalisme restent.

Pleurons, en effet.

REYNOLD HUMPHRIES,  
professeur d'anglais.

pharmaciens, comme les autres, devront se mettre en règle d'ici à la fin de 1985, où il leur en coûtera 140 francs par nuit.

Dans les quartiers où la publicité est libre ou « élargie », les publicitaires redoutaient une véritable explosion de la réclame. Il n'en a rien été pour l'instant. Le groupe de travail s'est, au contraire, félicité de l'utilisation qui a été faite par des professionnels imaginatifs de deux murs aveugles dans le quatorzième et le seizième arrondissement. Des diapositives vantant les mérites de l'Aéroport de Paris et d'une marque de balles de tennis sont projetées sur ces tristes pignons qu'elles égayent. En octobre, des hologrammes — vastes affiches-puzzles — les multiples éléments sont mis par un ordinateur — apparaîtront aux quatre coins de Paris : porte Maillot, à la Défense, à Montparnasse et place d'Italie. Le groupe de travail examine avec attention chacune de ces innovations avant de leur donner le feu vert.

En définitive, le bilan des six premiers mois du plan de publicité a été approuvé à l'unanimité : élus, fonctionnaires, associations et publicitaires sont satisfaits. Paris restera la Ville Lumière, mais avec tact.

MARC AMBROISE-RENDU.

Bonnets - Dossiers par milliers

### Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrication  
du lot au sur mesure

LEROY FABRICANT

équipe votre appartement  
bureaux, magasins, etc.  
25 années d'expérience  
Une visite s'impose  
av. du Maine, Paris (14<sup>e</sup>)  
540-57-40 - M<sup>me</sup> Aida



# Kiosque

## Espèce de jeunes

**S**TEAK tartare pour la fille, steak tartare pour papa. A surprendre leur conversation, l'autre jour dans une brasserie, c'était apparemment leur seul point commun.

Lui, genre professeur de gym du Sud-Ouest, sûrement syndiqué, probablement de gauche. La quarantaine. Elle, seize ou dix-sept ans, visage mobile, décontractée mais pas vautrée. Il est question des sorties nocturnes. « Quand je te donne une heure limite, c'est une heure limite ». « Minuit ou minuit et demi, qu'est-ce que ça change, dis-le moi ? ». On mange, on se chipote. Et elle finit par lâcher, excédée : « Mais, papa, tout ce que tu dis, c'était vrai il y a quinze ans, en 1968. C'est vieux jeu ».

Quel coup ! 68, vieux jeu ? Avoir tant donné pour la révolte de la jeunesse et se retrouver, un beau dimanche d'été, quinze ans plus tard, bousculé, moqué par plus jeune que soi.

Car la jeunesse, c'est connu, se renouvelle sans cesse. Comme se renouvelle en se perpétuant l'interrogation mi-amusée mi-amusée, à son sujet, de ceux qui ont fini par comprendre qu'ils n'étaient plus jeunes.

Il y a, quoi, trente ans, cent ans, mille ans, qu'on pose le « problème de la jeunesse » ? Il n'y a pas de raison pour que cela cesse. L'an prochain sera l'Année de la jeunesse, décrétée par l'ONU. Un régal en perspective après les Jeux

olympiques, cette fameuse Fête de la jeunesse du monde.

Un dernier regard sur ces jeux de la musculature patriotique, sur ces biceps et ces quadriceps qui valent à leurs titulaires la reconnaissance de leurs concitoyens. Ils ont aussi une tête, les athlètes. Comme Pierre Quinon, notre gloire médaillée, perché cette fois-ci à la « une » de VSD et qui raconte ce qui lui trotte dans la tête au bout de la piste d'élan. « J'ai dans la poche un papier avec la liste des choses auxquelles je dois penser. Je le sors de temps en temps. Sur ce papier, j'ai écrit des mots-clés, comme « vaincre », « méchant ». Cela peut paraître étrange de se dire cela. Les perchistes sont de bons copains. Ce n'est pas de la haine et je n'ai pas envie de les assommer. Mais j'ai envie de les vaincre et, pour cela, il faut être méchant. Sur mon papier, il y a un autre mot simple : « attaque ».

Voilà donc à quoi songe ce doux jeune homme à tête d'ange ! Ce tendre est un dur, un battant. Il est de cette « France qui gagne », dont parlait Laurent Fabius, autre gagnant, qui a peut-être en poche, lui aussi, un petit bout de papier avec les mots-clés de la victoire.

Il y a aussi la jeunesse de la France qui perd. Ceux qui ont perdu pied, que lâche la tendresse et qui, depuis le bord du chemin, regardent les « vainqueurs » passer à petites foulées. Valeurs actuelles a en-

quête sur « les marchés de la drogue » auprès du docteur Francis Curtet, qui dirige un centre spécialisé : « Age moyen des consultants : entre vingt et vingt-deux ans. Age d'initiation à la drogue : entre quatorze et seize ans. Une fille pour quatre garçons. Dans 60 % des cas, le drogué vient d'une famille brisée, par décès, divorce, abandon. Très peu de drogués chez les juifs et les protestants ».

Etrange notation. Est-ce à dire que les catholiques seraient plus touchés par le fléau, plus guettés par le « man-que » ? L'histoire ne le dit pas. Le docteur Curtet se borne à expliquer : « La famille israélienne est soudée par un réseau affectif intense. Dans la famille protestante, les règles de vie sont nettes et surtout justifiées ».

Catholiques ou pas, les drogués croissent et se multiplient : « Il y a quatorze ans, indique Valeurs actuelles, le ministère de la Santé faisait état, pour la France, de vingt mille toxicomanes, toutes drogues confondues. Il y a aujourd'hui cent mille usagers pour les seules héroïne et cocaïne ». Pour être juste, il faudrait y ajouter les alcooliques, les « pharmaco-dépendants », les tabagiques, les drogués du boulot, du tiercé, les « accros » du sexe et de la bouffe. Logiquement, on devrait atteindre le total de cinquante-cinq millions de toxicomanes.

Les jeunes et la drogue, sujet bateau pour temps de bonasse journalistique. Il y a mieux dans cette catégorie, ce sont les enquêtes sur les espèces juvéniles, comme on parle d'espèces animales. Le Point a délégué ses enquêteurs les plus hardis pour se lancer dans la jungle des villes et chasser le jeune dans « la France des tribus ». De ce safari, on nous rapporte quelques belles pièces. Il y a Grégoire, par exemple, vingt et un ans, de la tribu d'extrême droite mais difficile à repérer dans la foule : « Il y a cinq ans, mon imper strict et ma cravate noire m'auraient désigné à tous comme militant de droite. Aujourd'hui, je me fonde dans le décor ». Le week-end, il passe un short militaire et de grosses chaussures : « On prend pour une tenue de boy-scout ce qui est mon look Waf-fen ! ». Amusant.

Grégoire est un expert politico-vestimentaire. Nulle école ne lui échappe : « Les militants du Mouvement nationaliste révolutionnaire portent des blousons kaki satinés avec des insignes militaires. Ceux des faiseux ou des phalanges. Mais plus souvent la croix celtique. Je les repère à leurs foulards para. Les types du Groupe union défense sont, en général, des fils à papa. Alors ils portent des blousons de cuir noir à 3 000 balles et des casques, si possible allemands ». Décidément, l'Allemagne se porte bien dans cette tribu.

Il y en a d'autres. La « gay-che archaïque » est relayée par la tendance « Silicon valley » qui a plus d'un point commun avec la catégorie de droite « BCBO ». Passons sur les « minets » qui tiennent bien le coup, les « babas » qui ont fait scission récemment et se divisent en « cool » et « hard ». Quant aux « punks » et aux « rockers », inutile d'y insister, tout le monde connaît, aime ou redoute.

Une qui ne risque pas de s'ensauvager dans telle ou telle tribu juvénile, c'est Régine, dont nous parle la Vie. Cette jeune fille de vingt-quatre ans est en formation à l'école de police de Sens. Elle a du cran, et du sang-froid. Il en faut. A l'école on fait des « études de cas ». La psychologie est passée par là. Exemple : « Un policier demande ses papiers à un homme qui lui rétorque : « Ils sont tous aussi cons que vous dans la police ? ». Comment réagissez-vous ? ». Comme le dit la Vie, « faites le test vous-même ». C'est sans doute la meilleure manière de vérifier la validité et l'efficacité de la formation new-look de la police française.

Régine sera peut-être nommée un jour à Venissieux (Rhône). On ne lui souhaite pas vraiment. Venissieux, les Minguettes ? C'est l'enfer, tout le monde sait cela depuis l'été chaud de 1981. Surtout ceux qui n'ont jamais mis les pieds. En vérité, ça bouge, aux Minguettes, mais

dans la bonne direction si l'on en croit le reportage de Révolution, hebdomadaire du PCF.

Ce journal a rencontré un animateur et le responsable du service municipal de la jeunesse. Le premier, Lakdar Marif, témoigne : 1981, les « ronds », la ZUP-Far-West, « tout cela est dépassé ; la police ne rôde plus dans le quartier : les policiers laissent les jeunes tranquilles. Il n'y a plus de phénomène de provocation ». Un peu d'amertume pourtant quand il se souvient de la fameuse marche des jeunes immigrés, l'août dernier : « Il y a eu un écho pendant un jour, deux jours. Au début on leur a accordé quelques trucs, pour calmer l'affaire, et maintenant c'est comme si c'était fini ».

Mais avec les jeunes, c'est bien connu, on s'en a jamais fini. Sauf qu'ils vieillissent. La Documentation française vient de publier un dossier intitulé « Vieillesse en France ». M. Paul Paillet y écrit : « Dans les quinze ans à venir le nombre des grands vieillards va connaître une augmentation spectaculaire : les 25 000 personnes âgées de quatre-vingt-dix ans et plus (recensement de 1982) seront vraisemblablement 297 000 en 2000 ». Il ajoute qu'à l'extrême longévité ne correspond pas toujours une « bonne vitalité ». « On peut désormais survivre en mauvaise santé ». A tout âge.

BRUNO FRAPPAT.

## Cinéma

### Gaby l'actrice

Du 4 juillet au 14 août 1984, la Cinémathèque française et la Cinémathèque de Toulouse ont rendu hommage à Gaby Morlay, à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort. Cinquante de ses films ont été présentés dans la salle du palais de Chaillot.

**G**ABY MORLAY, ou l'actrice. Ni star, ni vedette, ni vaincu, ni tragédienne. C'est là, selon le point de vue, beaucoup de modestie, ou beaucoup d'ambition.

Beaucoup de modestie, parce que cela veut dire : rien de ce rayonnement, de cette aura, de cette fascination exercés sur le spectateur, qui sont attachés aux trois premières, rien de l'ubri ou la quatrième trouve son accomplissement. Dans un de ses films, Jeanne, tiré d'une œuvre d'Henri Duvernois, Gaby Morlay agonise dans l'illusion que va entrer dans la pièce cette fille qu'elle désirait et qui n'a jamais vu le jour : mais cette illusion est douce, consolante, elle apaise la fin d'une existence douloureuse. Une existence comparable à beaucoup de celles que la comédienne anima sur l'écran : toute remplie par le devoir, l'acceptation du destin, et une grande souffrance silencieuse.

Est-ce parce qu'une telle image de la femme ne ressemble guère à celles que dessinaient les stars de l'époque ? Est-ce parce que la vie privée de l'actrice fut elle-même des plus sages, des plus discrètes ? Parce que sa carrière fut menée adroitement, confiée à des cinéastes plus consciencieux qu'inventifs ? Gaby Morlay, en tout cas, si elle connaît la gloire, ne fait pas partie de ces figures de rêve, de ces créatures surnaturelles engendrées par l'imagination enfiévrée d'un demiurge hanté, une

Louise Brooks, une Marlène, voire une Garbo. Faute d'un Pygmalion, elle ne revêtait jamais l'apparence mythique de Galatée. Son visage n'inspirait pas les chefs opérateurs : ceux-ci l'ont filmé dans sa nudité, sa vérité, dans un éclairage cru, ils n'ont pas ordonné sur lui, autour de lui, les jeux savants de l'ombre et de la lumière, comme si ces traits un peu trop réguliers, un peu carrés, un peu trop familiers, peut-être, repoussaient en quelque sorte la magie, refusaient la transfiguration. Ou bien étaient-ce regard, ces expressions qui avaient quelque chose de trop franc, de trop direct, cette démarche quelque chose d'un peu trop décidée ? Il est difficile de savoir si c'est son physique qui interdit à Gaby Morlay l'interprétation d'un certain type d'héroïnes, de caractère légendaire, ou si ce sont les scénarios qu'elle tournait qui l'enfermaient, malgré elle, dans un registre un peu « bourgeois ». Ce qui est sûr, c'est que son univers et l'univers mythologique d'Hollywood — qui, apparemment, ne s'intéressa pas à elle, pas plus qu'elle ne s'intéressa à lui, — étaient deux mondes bien différents.

N'être qu'actrice : projet bien ambitieux, certes. Faire fond uniquement sur le métier et sur le travail. Se passer de tout ce qui vient renforcer leur efficacité, pallier leurs insuffisances, ou, au pire, masquer leur absence. L'acteur est d'abord celui qui agit, qui fait. Et non point qui est fait, façonné, modelé, ce qui, dans une plus ou moins large mesure, a été le lot de toutes les actrices, y compris les plus grandes. Gaby Morlay a échappé à ce sort : elle n'a pas laissé transformer en mythe la femme, la comédienne, et il est sans doute un peu injuste de dire qu'elle a incarné seulement une certaine image de la



Dans « Faubourg Montmartre » de Raymond Bernard (1931).

Française des années 30. Du moins, personne n'a rien fait, et surtout pas elle, pour la cantonner dans cet emploi (qu'on la compare sur ce point à Martine Carol, elle, totalement prisonnière d'un personnage, mise à part l'exception, ô combien heureuse ! de Lola Montès). Le mythe propre à Gaby Morlay, ce serait, en somme, celui de l'actrice sans mythe, sans mythologie particulière. C'est sur ce paradoxe, sur ce manque qu'elle a peut-être assis son succès, ce sont peut-être eux qui lui ont conservé, jusqu'au bout, les faveurs du public et des cinéastes.

Mais comment a-t-elle évité la pétrification mythologique ?

Semble-t-il, en étant avant tout une actrice de composition. Non qu'elle se soit montrée « meilleure » dans ce domaine-là. Au contraire, même. On serait tenté de dire : justement. En se déguisant mieux, en se dissimulant mieux, en usant d'artifices accrus, bref en composant plus, en franchissant, dans le jeu, la simulation, une étape supplémentaire, elle devenait pour le spectateur, pour le public qui l'admirait, à la fois méconnaissable et encore plus elle-même (parce qu'elle était plus actrice ?). Ces travestissements trop visibles, ces conventions trop fidèlement appliquées, ces codes de

représentation suivis à la lettre étaient comme des signes de reconnaissance, des clins d'œil : la perruque, la robe, le chapeau, la démarche de la vieille dame révélaient d'autant mieux Gaby Morlay au lieu de la cacher qu'ils trahissaient, par leur défaut de réalisme, leur nature d'accessoires théâtraux.

Nous touchons là à l'aspect le plus curieux, le plus révélateur et le plus troublant sans doute aussi, de l'art de Gaby Morlay : la place qu'y tient le vieillissement. Dès le début de sa carrière (Jeanne, 1934), elle se glisse dans la peau de la vieille dame. On le sait, elle recommencera souvent par la suite. En 1945, dans Son dernier rôle, de Jean Gourguet, d'après une pièce de Lajos de Zilahy, elle interprète le personnage d'une comédienne célèbre, qui se fait passer pour sa mère, puis, pour changer d'existence, se donne quelques années de plus en modifiant sa silhouette : significatif. Etait-ce pour exorciser une peur, pour prévenir un mal inévitable, pour se préparer à cette adaptation, à cette évolution que l'âge rendrait nécessaires ? Il semble qu'il y ait eu autre chose dans ce rapport de Gaby Morlay à la vieillesse. Une dimension « bourgeoise », si l'on ose ainsi parler, et une autre, plus secrète, donc plus intéressante. La première, il suffit de penser à quelques-uns des rôles les plus célèbres de la comédienne, avant-guerre, pour comprendre en quoi elle consiste : interprète idéale des adaptations filmées de Fiers et Caillavet, Bazaille, Bernstein, Biraubeau, Gaby Morlay est l'épouse ou la compagne — fidèle, en dépit d'une faiblesse passagère, qu'elle expie lourdement — d'un homme sensible-ment plus âgé qu'elle, qui a les traits de Victor Francen (Nuits de feu, 1937), d'Harry Baur (Samson, 1936), voire

ceux, franchement vénérables, d'Henry Roussel (les Nouveaux Messieurs, de Jacques Feyder, 1926). La morale conservatrice trouve son compte dans cette représentation du (bon) mariage (ou du « collage reconnu » et, par-là même, légalisé) : l'homme protecteur, un peu père, riche de son expérience et de sa fortune, plus estimé, ou respecté, qu'aimé ; la femme qui apporte en dot sa jeunesse, son éducation, son innocence. Si cette dernière se laisse tenter par l'homme jeune (le Messager, 1937), cela ne peut être que défaillance passagère, erreur sans lendemain : la vérité, la valeur étaient du côté de la vieillesse, de la maturité, auxquelles on revient.

Mais ce rapport de Gaby Morlay à la vieillesse, c'est, plus profondément, un rapport au temps lui-même : derrière les grimaces et les déguisements un peu excessifs, les ellipses temporelles qui font franchir en quelques secondes des dizaines d'années aux spectateurs, c'est la présence de celui-ci, avec tout son poids de souffrance, d'acceptation, pourquoi pas de sagesse, qui se fait sentir. Et d'autant plus, peut-être, que cette durée est précisément un non-dit, comme dans Jeanne, où la scène finale nous fait passer, sans transition, de la jeunesse à la mort de l'héroïne, ou dans Son dernier rôle, qui nous raconte la tentative d'un être pour établir une relation nouvelle avec le temps. Et il est à peine nécessaire d'évoquer ces figures de devoir et d'abnégation — ces vertus essentiellement temporelles — qui firent la réputation de l'actrice (le Voile bleu, de Jean Stelli, 1942 ; l'Amour d'une femme, de Jean Grémillon, 1951)...

CHRISTIAN ZIMMER.